

JEAN-NOEL JEANNENEY

FRANÇOIS DE WENDEL
EN REPUBLIQUE
L'ARGENT ET LE POUVOIR
1914 ~ 1940

TOME II

THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE PARIS X

— LE 12 MARS 1975 —

ATELIER
REPRODUCTION DES THESES
UNIVERSITE LILLE III
LILLE

DIFFUSION
LIBRAIRIE HONORE CHAMPION
7, QUAI MALAQUAIS
PARIS

1976



Digitized by the Internet Archive
in 2026

JEAN-NOEL JEANNENEY

FRANÇOIS DE WENDEL
EN REPUBLIQUE
L'ARGENT ET LE POUVOIR
1914 ~ 1940

TOME II

THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE PARIS X

— LE 12 MARS 1975 —

ATELIER

REPRODUCTION DES THESES

UNIVERSITE LILLE III

LILLE

· DIFFUSION

LIBRAIRIE HONORE CHAMPION

7, QUAI MALAQUAIS

PARIS

1976



La loi du 11 mars n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les «copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective» et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, «toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants-droit ou ayants-cause, est illicite» (alinéa 1^{er} de l'article 40). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code Pénal.

ISBN 2-252-01690-6

© Jean-Noël JEANNENEY, 1976.

Vème PARTIE

LA STABILISATION POINCARÉ

=====

CHAPITRE I

LE 20 DECEMBRE

=====

SECTION I : Première défaite : la Banque achète de l'or

Brève euphorie

Quels que soient d'emblée les incertitudes et les soucis portés par l'événement même du gouvernement Poincaré, Wendel les oublie un instant devant la satisfaction du grand but atteint et de la part prise dans le succès : "Pour moi", écrit-il, "quoi qu'il arrive demain, j'ai le sentiment qu'après lui avoir fait courir une bordée périlleuse, mais bordée qu'il fallait courir, quelles qu'en fussent les conséquences, j'ai, avec les ~~mais~~ qui ont dirigé la manoeuvre et dont mon plus grand mérite a été de combiner les efforts, amené le bateau au port..." (1).

Mieux encore, cette heureuse issue lui paraît justifier la direction même qu'il a choisi de donner à son existence. Quelques mois plus tard, dans ce bilan intime qu'il dresse chaque fin d'année, il écrit en effet : "Ayant orienté ma vie vers la politique, sans vouloir pour cela renoncer à ma tâche industrielle qui, raisonnablement et traditionnellement, doit rester l'essentiel de mon existence, je n'étais pas sans me rendre compte depuis de nombreuses années que les services que je rendais dans la politique ne justifiaient pas toujours les sacrifices que m'imposaient du côté industriel les heures de présence si souvent inutiles au Palais-Bourbon. Les résultats obtenus cette année - résultats préparés par les incidents de 1925 - modifient cette impression. J'ai le sentiment que la situation d'ensemble que j'ai - le fait d'être à la fois Régent, député et industriel - m'ont permis d'exercer une action que peu d'autres auraient pu exercer à ma place, et /son/ bénéfice (...) me paraît offrir plus d'intérêt que les succès supplémentaires que j'aurais pu avoir... ou ne pas avoir dans l'ordre industriel..." (2).

Mais pour que fructifie vraiment cette victoire, il faut que Poincaré réponde aux espoirs que Wendel a mis en lui. Et il est loin de se trouver avec le Président en termes d'intimité suffisants pour penser l'influencer à coup sûr, ou pour le savoir disposé aux mesures que lui-même juge les meilleures.

Au moins éprouve-t-il devant Poincaré deux certitudes. Celle d'abord que lui seul, à cause de son autorité, de son "image" dans l'opinion, peut présider à cette politique de "confiance" qu'il appelle de ses vœux depuis 1924 : dès le 24 juillet, au lendemain de la formation du Cabinet, la livre ne retombe-t-elle pas à 208, le 25 à 198, le 26 à 190 ? Celle aussi qu'avec Poincaré, "prince lorrain" (3), homme de l'Est, revient enfin aux commandes "un patriote, un homme ayant le sens français, la conscience du danger allemand" (4).

Et cela le rassure à peu près lorsqu'il constate le maintien de Briand, "l'homme de Washington", au quai d'Orsay, dans le ministère d'Union nationale du 23 juillet, "présence (...) redoutable pour l'avenir du cabinet et ce que l'on attend de lui". Le "repêchage" d'Herriot à l'Instruction Publique, tout regrettable qu'il soit, lui paraît, réflexion faite, de moindre conséquence. Il est certes déçu que Louis Marin ne reçoive que les Pensions, qu'il n'ait pas, étant en position de force, exigé davantage. Wendel ne lui avait-il pas recommandé pourtant, la veille encore, de ne pas accepter un portefeuille "sans importance" ? (5). Mais après tout l'essentiel demeurerait que Poincaré aboutît. Sans influence par son ministère, Louis Marin comptera par sa situation politique, et pourra veiller au grain (6).

Avant que ne viennent à se poser les grands choix financiers, il est indispensable, aux yeux de Wendel, de soutenir les premiers pas du cabinet, même au prix de quelques entorses aux principes sacrés, et de rester très vigilant quant au retour possible des tendances malsaines. D'autant plus

que "l'équipe Caillaux s'agite beaucoup, aussi bien à la Chambre que dans la presse", car "on ne veut pas avoir avancé pour rien des sommes telles que celles qui ont été mises en jeu" (7). Moreau lui-même, qui fut des experts et nommé par Caillaux, son "poulain" de longue date (8), ne garde-t-il pas partie liée avec son clan ? L'incident qui oppose le gouverneur à Poincaré, les 26 et 27 juillet, peut paraître inquiétant.

Première escarmouche :
les souplesses de la doctrine

Pour permettre au Trésor de passer l'échéance difficile de la fin du mois, Poincaré souhaite en effet recourir, comme il a été fait souvent dans le passé, au procédé des avances indirectes par l'intermédiaire des banques. Moreau voit deux fois Poincaré et soulève sa colère en s'opposant fermement à cette opération, parce qu'elle constitue, explique-t-il, "une véritable inflation" (9). Or, voici que le même Moreau, consultant le lendemain et emmenant avec lui rue de Rivoli Rist et les régents : Rothschild, Vernes et Mallet, a la "grande surprise" de voir Rothschild défendre contre lui-même, contre Rist, et contre Félix Vernes, le point de vue de Poincaré. Un échange de vifs propos. Comme Moreau la veille, Rist reproche à Poincaré de vouloir faire de l'inflation : à quoi Poincaré répond vivement que ce n'est pas de l'inflation "parlementaire" - mot qui frappe beaucoup Charles Rist (10).

Les deux parties tombent finalement d'accord sur un moyen terme : la banque recevra des établissements de crédit non des Bons du Trésor, comme précédemment, mais du papier commercial statutaire (11). Prévenu trop tard, Wendel n'a pu participer à l'entrevue - mais il félicite chaleureusement Rothschild de son attitude et de son demi-succès. Les avances indirectes ne sont dangereuses à ses yeux que si l'on en fait longue pratique,

et d'ailleurs les Chambres ne les ont très vivement proscrites en août 1925 que parce que certains, à gauche, avaient alors cherché, non sans succès, pour réduire leurs responsabilités, à créer une confusion dans l'esprit des députés et à assimiler les avances indirectes auxquelles François-Marsal avait eu recours aux bilans truqués du gouvernement du Cartel (12).

La stricte rigueur, à présent, a changé de camp, et elle est passée du côté du gouverneur. Chassé-croisé qui ne va pas sans arrière-pensée politique, comme d'ordinaire, chez les deux parties : la doctrine a de ces souplesses...

Au reste ce débat, qui a agité la Banque un instant, est destiné à se trouver dépassé par l'heureuse évolution de la situation de la dette flottante, et plus vite encore, par celle des changes. Le 2 août en effet, la livre retombe à 184 francs et à 170 le 4 août, c'est à dire tout juste au cours qui était en vigueur au moment de la constitution du cabinet Briand-Caillaux : Wendel s'en rejouit d'autant plus qu'il y voit une confirmation éclatante de sa thèse selon laquelle l'amélioration de la situation politique était la base de tout, rigoureusement nécessaire et quasi suffisante. Car "le plan Caillaux, le plan des experts, l'équilibre du budget, la signature des accords, n'avaient pas fait baisser la livre d'un point. Poincaré au pouvoir, le retour à une politique d'union, nous valent une chute de la livre de 50 points !" (13).

Le gouvernement, entre temps, fort d'une confiance accordée le 27 juillet par 358 voix contre 131, a fait voter sans peine ses projets financiers. Dès le 3 août est promulguée la loi "portant couverture de ces dépenses et la création d'une caisse d'amortissement". Le texte institue 6 milliards de recettes annuelles nouvelles, demandées surtout aux impôts indirects, et autorise le gouvernement à réaliser par décrets - ces mêmes décrets-lois que le Parlement avait refusés à Caillaux - "toutes les économies compatibles avec la bonne marche des services publics" (14). Le 10 août, la

création de la Caisse d'amortissement est rendue très solennelle, au cours d'une séance de l'Assemblée Nationale à Versailles, par son introduction dans la Constitution : mesure à haute valeur psychologique, sinon à grande justification économique ou juridique.

Ainsi se réalise le premier volet du programme des experts, le plus aisé, à vrai dire, à faire admettre par l'opinion et par l'ensemble de la nouvelle majorité parlementaire : les polémiques de mai et de juin s'étaient portées ailleurs.

Fragile unité. Car dans le même temps et sans délai, c'est autour des deux autres propositions principales du rapport que commence l'affrontement des doctrines et le conflit des influences. Après avoir traité de la matière budgétaire et fiscale, les experts, comme on l'a vu, ont d'une part proposé la stabilisation du franc, et d'autre part souhaité le recours à des crédits anglo-saxons qu'on monnayerait contre la ratification des accords sur les dettes : deux questions séparées, que le raisonnement distingue, que l'actualité pourra bien pousser successivement sur le devant de la scène, mais qui en vérité sont liées de très près au cœur d'une même politique.

Autour d'un président qui paraît longtemps balancer, la lutte s'engage donc sans retard, et sans ménagements.

La loi du 7 août

C'est le 30 juillet que Moreau, rendant visite à Poincaré pour la quatrième fois depuis son retour aux affaires, l'entend à "sa grande stupefaction" - et à sa grande satisfaction - lui déclarer, au rebours de ce qu'il lui avait laissé comprendre auparavant, son intention d'appliquer

le plan des experts dans son ensemble, notamment de "stabiliser le franc" et de "contracter des emprunts extérieurs après ratification par le Parlement des accords des dettes" et enfin de "donner à la Banque de France l'indépendance indispensable pour mener à bien l'opération".

Saisissant la balle au bond, Moreau lui suggère sur-le-champ de faire voter une loi qui permette à la Banque de France, conformément au rapport du Comité, d'acheter des monnaies d'or et des devises avec des billets émis en sus du maximum fixé par le législateur. C'est l'arme légale indispensable à une stabilisation de fait. Poincaré lui donne son accord : peut-être, comme le croit Mist, "tout simplement parce qu'/Il/ est séduit par l'idée d'accumuler de l'or à la Banque de France", et parce que "la magie du métal jaune exerce sa traditionnelle attraction sur ce vieux bourgeois lorrain" (15). Moreau se réjouit en tout cas de sentir ainsi dissipée une partie des préventions nourries par le président contre lui et "pour la première fois depuis qu'il est au gouvernement de la Banque", il entrevoit "la possibilité de sortir le pays de ses embarras" (16). Il se hâte donc de mettre au point le projet de loi avec ses collaborateurs Mist et Quesnay (17), et avec Moret, directeur du Mouvement Général des Fonds, qui a toute la confiance de Poincaré (18), et qui est stabilisateur.

Il est vrai que le 4 août, recevant les experts, Poincaré les déçoit, avec des déclarations qui paraissent très en retrait sur les propos tenus à Moreau le 31 juillet/^{et} sur les rumeurs qui, du coup, couraient à Paris (19), et il renvoie notamment sine die la ratification des accords de Londres et de Washington (20). Aux yeux de l'expert Meyerimhoff, c'est l'influence grandissante de Marin et la "démagogie en marche" qui ont imposé cette "faute cardinale" (21). Le lendemain, Poincaré déclare à la Commission des Finances de la Chambre qu'il "ne peut envisager la stabilisation qu'après une période de redressement du franc" (22).

Mais au moins ne renonce-t-il pas à défendre le projet de loi préparé,

dont l'exposé des motifs, rédigé par Charles Rist (23), affirme que "la politique du gouvernement est orientée nettement vers une stabilisation du franc" (24).

Wendel n'est mis au courant avec précision du projet que dans la journée du 5 août, et de la bouche même du gouverneur, à l'issue de la séance officielle du Conseil. En l'absence de Rothschild, dont il sait bien partager l'opinion, il exprime son opposition sans ambages à Moreau. Passant vite sur son désaccord connu quant à la finalité avouée de l'opération, autrement dit la stabilisation, il explique surtout son hostilité au procédé. Pour lui, "émettre du papier pour acheter des devises, c'est faire l'escroquerie du billet (...). Qu'arriverait-il si les Anglais faisaient marcher la "presse à livres" pour acheter des francs ? On pourrait échanger ainsi du papier à cigarettes indéfiniment d'un pays à l'autre. C'est déconsidérer notre Banque d'émission et son billet que d'entrer dans une voie pareille" (25).

Un peu plus tard, le même jour, il développe le même thème à la Chambre, devant ses amis du groupe U.R.D., très disposés à l'écouter et "pour être logique avec /lui-même et ménager l'avenir", il s'abstient dans le scrutin sur le projet de loi qui est adopté en séance de nuit par 342 voix contre 172. La nocivité que le texte présente à ses yeux est d'ailleurs diminuée en séance par l'adoption d'un amendement Lautier, inspiré par Finaly, et limitant quelque peu la latitude d'action de la Banque pour l'avenir (26).

En dépit de cette modification de dernière minute, la portée économique et financière de la loi du 7 août est grande : Charles Rist, qui en est l'auteur principal, y voit la clef de toute l'opération Poincaré. Il explique qu'une fois le renversement psychologique effectué grâce à Poincaré et déclenchée la hausse du franc, "si la Banque n'avait pas eu le droit, réclamé pour elle par le rapport des experts et qu'elle refusait

obstinément avant lui, d'intervenir sur le marché pour acheter l'or et les devises qui s'y offriraient, on aurait purement et simplement fait une seconde édition de l'emprunt Morgan 1924. En d'autres termes, les devises apportées sur le marché par crainte d'en voir le cours diminuer davantage, auraient été absorbées non par la Banque, mais par le marché lui-même. Elles auraient été accumulées par des particuliers, au lieu de profiter à la Banque et par conséquent de servir de couverture aux billets. Une fois le marché saturé, la spéculation un moment effrayée aurait repris son cours et la baisse du franc aurait recommencé..." (27).

Or à ce danger, les revalorisateurs nationalistes ne croient guère, étant donné la nouvelle conjoncture politique. Ceux qui défendent ce que Charles Rist appelle "la thèse absurde de M. Edouard de Rothschild" (28) redoutent une intervention de la Banque parce qu'ils souhaitent que la hausse du franc se poursuive sans qu'on la freine aussi longtemps qu'elle ne s'arrêtera pas d'elle-même. Autrement dit, selon un mot de Rothschild à André Chaumeix : "surtout que Poincaré ne fasse rien; qu'il ramène seulement la confiance" (29). Dans ce système d'analyse et de défense, voici faite la première brèche grave. Non décisive cependant, tant qu'il serait possible aux régents d'obtenir que la Banque ne fît pas usage effectif de cette latitude nouvelle : sur ce point ils pouvaient encore compter dire leur mot et espérer pousser dans le sens de l'abstention (30). Ils pouvaient se réjouir que leurs adversaires eussent, pour l'instant, échoué sur l'essentiel : leur effort pour obtenir une stabilisation immédiate et la ratification de l'accord sur les dettes.

On s'installe
pour une guerre longue

Au surplus, les revalorisateurs, et singulièrement Wendel, seront désormais mieux instruits par l'expérience de cette première défaite.

la portée de l'événement, par là même, est autant politique que financière. L'euphorie des premiers jours est dissipée. Les deux camps connaissent mieux leurs forces, leurs alliés, ils savent la nécessité de tout faire pour influencer un Poincaré encore si incertain, qui avance à pas comptés et qui n'a fermé aucune porte. Ils savent que ce sera une tâche de longue haleine où il faudra user de toutes les armes disponibles, combiner les campagnes de presse avec les pressions plus directes sur le président.

Le 5 août, Poincaré a déclaré aux sénateurs : "En littérature, je laisse volontiers mes préférences errer, suivant les jours, entre le classicisme et le romantisme. Mais en finances, je me tiens obstinément à la méthode cartésienne : je vais du simple au composé. Avant de stabiliser le franc à une valeur déterminée, avant de fixer cette valeur et même de l'envisager dans mon esprit, je crois bon de ne pas laisser tomber le franc dans le fossé. Avant de reconstruire la maison, je cherche à m'assurer de la solidité des fondations." (31). Sur l'architecture de la maison, toutes les opinions restent donc possibles, et toutes les controverses. Tout reste ouvert et dans chaque camp peuvent alterner optimisme et pessimisme. Vers la fin de la première semaine d'août, un observateur aussi averti que Dwight Morrow, de la Banque Morgan, se réjouit de recueillir de la bouche de Lacour-Gayet, attaché financier français à Washington, la nouvelle que Poincaré est décidé à la ratification (32). Et en effet, le 5 août, Wendel écrit encore avec morosité : "Le gouvernement, après avoir bien manœuvré ces jours-ci, semble en revenir aux bêtises. Après avoir fait baisser la livre, et donné l'impression qu'il renonçait aux formules de stabilisation et d'emprunt des experts, voilà qu'il y revient. On parle de ratifier tout de suite Washington... Cela pourrait tout gâter..." (33).

A quoi Moreau semble répondre, dès le lendemain, dans son propre journal, comme en écho inversé et avec une semblable inquiétude : "M. Poincaré, qui était décidé /hier/ à demander aux Chambres la ratification

des accords de Washington et de Londres, a changé d'avis... (34).

La décision paraissant ainsi renvoyée après les vacances parlementaires - au moins-, chacun se prépare pour un long combat et campe sur ses positions (35).

Du côté de la presse, les stabilisateurs ont pris très tôt l'offensive : dès les premiers jours d'août, Moreau fait préparer divers canevas d'articles destinés aux journaux et inspire notamment Marcel Ratin, de l'Echo de Paris, pour qu'il écrive en faveur de la ratification. Finlay, qui garde beaucoup d'influence sur les journaux et qui, à la différence de Mombert, autre personnage-clé, (36), souhaite la ratification, travaillerait d'ailleurs dans le même sens (37).

Il est vrai que le départ a été pris un peu vite et le mouvement donné un peu fort et quand on apprend le recul de Poincaré, il faut faire en hâte mettre une sourdine. Tardieu lui-même a téléphoné à Ratin, dans la nuit du 5 août, pour lui conseiller la prudence (38).

Le clivage passe
à l'intérieur du Cabinet

Au gouvernement, Louis Marin monte, au nom de l'U.M.D., à peu près unanime sur cette affaire, une garde vigilante, qui a contribué à l'évolution du président, les 5 et 6 août (39). Il peut jouer, pour la première fois, de la perspective d'une démission, pour le cas où Poincaré se rallierait à la ratification immédiate. Démission que les observateurs avertis - et Wendel en tout cas - jugent dès lors inévitable, étant donnée la publicité des positions prises : ce serait la dislocation de la majorité (40).

En face de Marin s'activent énergiquement deux défenseurs de la ratification : Tardieu d'abord qui a reçu le portefeuille des Travaux publics, et plus encore Bokanowski, nouveau ministre du Commerce et de l'Industrie. Tous deux sont en contact avec Morgan (41), Poincaré lui-même parle de leur campagne à Wendel quand il le reçoit, pour la première fois depuis son retour aux affaires, au cours de la ~~matinee~~ matinée du 6 août (42) en l'engageant à aller voir Bokanowski. Wendel s'empresse de suivre le conseil dans l'après-midi même, en compagnie de Louis Dubois, de Warren, du pasteur Soulier et de Morinaud, président de l'intergroupe des droites, qui a joué un rôle dans la formation du ministère d'Union nationale. Mais les interlocuteurs doivent se borner à constater le désaccord. Bokanowski peut bien finalement déclarer qu'il renonce pour l'instant à défendre la ratification : ce n'est que résignation provisoire devant la décision Poincaré, et partie remise (43).

Le journal de Moreau témoigne de l'activité déployée par Bokanowski, les jours précédents, dans la défense de sa thèse. Des le 26 juillet, il téléphonait au gouverneur pour l'engager à profiter de la baisse des cours en achetant de la livre sterling, non sans s'attirer d'ailleurs, à en croire Moreau, une réplique très sèche sur les limites de sa compétence (44). Peu après, il demande à Laederich d'user de son influence sur les industriels de l'Est pour les pousser à rechercher, de concert avec ceux du Nord, des crédits aux Etats-Unis, conformément toujours au plan des experts (45). Et c'est encore Bokanowski qui, le 5 août, affirme à Moreau que Poincaré est résolu à faire ratifier, et que "conformément aux désirs du président du Conseil" - Moreau le lui fait répéter deux fois - il le prie "d'utiliser son influence sur la presse de façon à enlever le vote de la Chambre des députés (46)", quitte à le convoquer le lendemain, pour lui annoncer, un peu penaud, que Poincaré a changé d'avis et qu'il faut modérer les journalistes (47). Lui-même ne renonce pas pour autant et il rédige dès le lendemain une longue note destinée à Poincaré, où il plaide encore la cause de la ratification immédiate (48).

Wendel, quant à lui, qui sait le rôle joué par le ministre du Commerce et le juge détestable, n'a pas d'estime pour ses motivations, le croit manipulé par des intérêts privés - par l'intermédiaire notamment de son beau-frère Robert Wolff, en même temps que par le groupe l'ongère, c'est-à-dire "l'Association Nationale d'expansion économique" qui, d'après une information confidentielle, le "commanditerait" à grand frais (49).

Cette animosité récente est d'ailleurs tout à fait réciproque et Bokanowski cherche, de son côté, à porter un coup direct à Wendel, dont il sait la place et mesure le poids. Voyez ce qu'écrit Moreau à la date du 8 août, c'est à dire deux jours après la visite de l'O.M.D. rue de Grenelle : "Parlant de M. de Wendel, regent et député, qui fait, tant au Parlement qu'à la Banque de France une opposition très vive à la politique financière et monétaire que nous considérons nécessaire de suivre, M. Bokanowski suggère de faire proposer par un député radical-socialiste l'incompatibilité entre le mandat parlementaire et la fonction de regent de la Banque de France...". Sur quoi Moreau répond à Bokanowski que "cela n'est pas urgent..." (50) - tout en enregistrant soigneusement l'idée pour la suite : elle reflleurira.

Poincaré écoute
et se tait

Dans l'immédiat, chacun sent bien que l'accès à Poincaré lui-même prend une importance primordiale. Quand il le voit, le 6 août, Wendel se réjouit de l'entendre le prier de revenir souvent, lui demander même "s'il pourrait sans inconvénient /Ie/ faire appeler pendant les vacances...". Mais comme Wendel est un peu sceptique sur ce point ("il est probable qu'il n'en abusera pas..."), il s'attache surtout, après avoir résumé ses thèses, à le convaincre de conserver le contact avec les régents, et en

particulier avec Rothschild. Poincaré reçoit celui-ci souvent (51) et Wendel qui sait qu'il l'écoute volontiers, constate avec plaisir qu'il lui en dit le plus grand bien (52). Dans le camp adverse, on sait la confiance que Poincaré témoigne aux deux regents amis et on s'en inquiète fort (53).

Wendel tente aussi, en sens contraire, d'aviver la méfiance qu'il sait que Poincaré conserve à l'égard de Moreau. Supposé homme lige de Caillaux, Moreau est d'autant plus dangereux qu'il voit le président presque chaque jour. "J'ai expliqué que le gouverneur n'était pas, pour l'instant, en situation de parler au nom des membres du Conseil, et j'ai souligné les initiatives prises par lui ces derniers temps et qui m'avaient paru redoutables pour le ministre des Finances..." (54). Ce sont là des propos que Poincaré doit être prêt, si l'on en croit les confidences faites quelques jours plus tard à Leclerc par son chef de cabinet, à écouter d'une oreille complaisante (55).

Une chose est certaine; il faut pratiquer, rue de Rivoli, une politique de présence. Dès le début de septembre, après quinze jours consacrés à la Lorraine, Wendel revient à Paris y revoir Poincaré. Le jeu en effet reste ouvert, et aucune décision irréversible n'a été prise dans un sens ou dans un autre. Dwight Morrow, qui vient de passer deux semaines actives à Paris, témoigne dans sa correspondance que les milieux informés sont en pleine incertitude (56). La livre, qui sous l'effet des achats de devises effectués par l'Etat était remontée vers la mi-août aux alentours de 170, n'est redescendue qu'à 163 et les gérants de la "Maison" viennent d'en tirer les conséquences en décidant une augmentation des salaires de leurs ouvriers et employés de Hayange, Moyeuvre et Joeuf, à compter du 1er septembre. C'est la seconde hausse depuis le début de l'année; Wendel estime que ces augmentations n'auraient pas été nécessaires si l'on avait laissé descendre la livre, mais qu'il aurait fallu pour cela la ramener à 155 F au moins (57).

Rothschild est alité mais reste actif. Il a réussi à rallier Félix Vernes et à le détacher du gouverneur (58). Il a le sentiment que Poincaré, qu'il a vu récemment, l'a écouté (59) : ils ont ensemble évoqué la possibilité d'un emprunt en francs de l'Union latine, qui permette de tourner les exigences déplaisantes des Anglo-saxons. Poincaré ne lui a-t-il pas raconté "la démarche impudente" faite auprès de Jacques Seydoux, au Quai d'Orsay, par un grand financier américain menaçant de "ruiner notre change" si on ne ratifiait pas les accords (60)? Le Président paraît de plus en plus décidé à ne pas s'y prêter (61).

C'est bien cette fibre patriotique qu'il faut faire jouer chez Poincaré, chaque camp en est persuadé. Lorsque Wendel lui demande une nouvelle audience, le lendemain 2 septembre, "histoire de l'encourager à rester sur la bonne voie et de faire contrepoids aux /Techniciens/ dont l'abord auprès de lui est facilité par leurs occupations mêmes", il s'entend avec satisfaction dire de Rothschild qu'il est "patriote et le mieux de tous les financiers" - catégorie envers qui le président du Conseil manifeste toujours une méfiance très particulière (62).

Wendel parle aussi à Poincaré, et sous le même éclairage, de la campagne de presse menée pour la ratification : "L'Ambassade des Etats-Unis et les experts continuent d'inonder la presse d'articles en vue de la ratification des accords", notait-il la veille pour lui-même avec inquiétude, "et bien que l'opinion semble réagir de plus en plus, même en Amérique, je suis ennuyé de voir cette campagne se continuer pour ainsi dire sans contrepartie de notre côté..." (63). Poincaré n'ignore pas les "sommes énormes" dépensées par les Américains dans la presse française (64), mais il se plaint à Wendel d'être complètement désarmé sur ce terrain et lui affirme que tous les fonds secrets qui permettraient de réagir sont au Quai d'Orsay, chez Briand : leur transfert partiel rue de Rivoli, dont on avait parlé du temps de Caillaux, ne serait qu'une légende, aussi bien que la distribution de fonds de publicité par le gouverneur. Wendel

reste assez sceptique et surtout, non sans juste motif, sur ce dernier point.

Quant au fond des choses, Wendel trouve Poincaré "assez content, plus confiant dans le succès qu'à sa dernière visite : la baisse des changes et surtout la reprise étourdissante de la souscription de Bone produisent leurs effets". Il ne semble pas avoir de plan d'ensemble, désireux surtout de jouir des effets de la "confiance" qu'il inspire et de consolider peu à peu les résultats déjà obtenus. Oui, tout est encore possible (65).

La Banque achètera de l'or :
une étape vers la stabilisation

Quelques jours plus tard, la bataille reprend pour de bon. Wendel, le 8 septembre, est rappelé d'Hayange par une séance extraordinaire du Conseil de Régence. Il s'agit de décider de l'application de la loi du 7 août, autorisant la Banque à acheter de l'or et des devises.

Le terrain est excellent pour Moreau, qui le prépare depuis une dizaine de jours. Car Poincaré est porté, comme le gouverneur mais pour des motifs différents, à souhaiter une intervention sur le marché des devises et sur celui des métaux précieux ; Moreau veut préparer la stabilisation, tandis que Poincaré est surtout préoccupé, sans y mettre d'ailleurs une hâte particulière (66), de voir la Banque assumer désormais les risques qui étaient jusqu'ici ceux du Trésor (67), et désireux, d'autre part, qu'elle profite de la situation en constituant une masse de manœuvre utile pour la suite et, devant l'opinion, symbolique du redressement (68). C'est ainsi que le 8 septembre Moreau demande au Conseil de régence de prendre "la décision d'appliquer la loi du 7 août autorisant la Banque à acheter au cours du change les monnaies d'or et d'argent et les devises" - tout en concentrant, dans cette première offensive, le débat sur la question

des monnaies métalliques au dépens de la question des devises : la Banque achètera-t-elle de l'or au cours du marché ?

Rothschild est toujours souffrant, mais il a été consulté dans sa Chambre, le 4 septembre, par Moreau, qui voit en lui à raison son premier adversaire : Rothschild a commencé par exprimer en effet une vive opposition et menacé même de démissionner si le Conseil acceptait l'achat par la Banque de monnaie d'or et d'argent au cours du change (69).

"Il ne saurait être question" à son avis - et c'est là l'argument principal - "d'avoir deux encaisses à la Banque de France, l'une ayant pour contrepartie des billets au pair et l'autre des billets au cours d'achat" (70). Et en effet, c'est bien parce qu'il ne saurait en alier durablement ainsi que la décision prend toute sa grande portée et signifie déjà en pratique l'abandon de la revalorisation intégrale.

"Il est d'autre part évident", dit encore Rothschild pour développer son argumentation, "que si l'on achète des louis à 140 F et qu'on les porte à l'actif de l'encaisse pour 20 F pendant que la circulation se trouverait augmentée de 140, la Banque réaliserait des pertes en écriture qu'on ne peut même pas envisager" (71). Aussi bien Moreau n'y songe-t-il pas un instant, mais au contraire à revaloriser, en écriture, l'encaisse antérieure (72). Ainsi fera-t-on en 1928.

Rothschild a donc paru d'abord fermer la porte à tout compromis. Mais voici qu'ensuite, ses principes une fois proclamés, il en est venu à proposer, au grand soulagement de Moreau, et au fond à sa surprise, une formule transactionnelle qui les vide en pratique de leur contenu, sous l'apparence d'une plus grande rigueur. Il a proposé qu'en théorie on n'achète pas de la monnaie mais seulement l'or fin contenu dans ces monnaies, de telle sorte qu'on puisse les faire figurer au bilan pour leur prix d'achat au compte "métaux et devises". Ainsi les monnaies d'or et d'argent n'apparaî-

traient-elles pas officiellement à un cours supérieur à leurs parités légales (73).

Le gouverneur, visiblement heureux de l'aubaine et de rallier Rothschild à si bon compte, s'est hâté naturellement d'accepter cette formule. Ainsi Rothschild, soit mollesse, soit incompréhension, soit faiblesse physique, ne s'est en réalité battu que pour l'apparence et a cédé sur le fond des choses : événement décisif à ce chevet de malade, première concession capitale et irréversible, car une fois le mouvement engagé, la fiction comptable proposée ne pourra pas peser lourd dans la balance et sera bientôt forcément balayée.

Wendel paraît l'avoir compris mieux que Rothschild puisqu'il écrit à juste titre, au soir de la séance extraordinaire du 10 septembre : "Tout cela n'empêchera pas que le public, qui ignore ces subtilités, verra que l'on achète pour 120 F un louis en échange duquel on donnait aux gens, pendant la guerre, un billet de 20 F... et un certificat de civisme !... En dehors des réflexions que cela lui fera faire, il conclura du taux admis (85 % du cours de l'or), que le franc va être stabilisé à 160 F, et cela n'améliorera pas les changes..." (74).

Lui-même pourtant, malgré cette lucidité, ne se bat pratiquement pas devant le Conseil et il met dans ses critiques si peu de virulence que Moreau s'étonne de son amabilité (75). Il a seulement obtenu que le procès-verbal mentionne que l'opération ne sera faite que "pour répondre au désir du gouvernement" - mais tout en sachant bien que "cela en changera rien au fait lui-même et à ses conséquences". C'est donc à très juste titre qu'il conclut ce soir-là : "les experts marquent un point" (76).

Pourquoi Wendel
a manqué ce coche

Or, il ne fait pas de doute qu'en cette importante journée, Wendel ait laissé passer l'occasion de modifier le cours de l'évolution à sa source. Si Moreau pouvait croire, dès à présent, la majorité du Conseil disposé à le suivre, il savait bien ne pas pouvoir en user efficacement au cas où certains regents - autrement dit Rothschild ou Wendel - viendraient à jeter leur démission dans la balance. Poincaré, Moreau l'avait entendu de sa bouche même, était en effet résolu à éviter à tout prix un tel "éclat" et il avait fallu au gouverneur, trois jours plus tôt, assurer au président qu'il saurait mettre "tout le monde d'accord sur la question", à un moment où il ne pouvait pas en être certain lui-même (77).

On ne peut nier pourtant, à la lumière des deux années précédentes, que Wendel ait été disposé sincèrement à prendre le risque d'un départ, mais à condition qu'il discernât exactement à quel point du processus politique il pourrait être fructueux d'en appliquer la menace. Même, il était prêt à en jouer le jeu seul s'il s'avérait que Rothschild, pour qui la place avait un prix plus grand, risquât, comme il avait fait naguère, de se dérober au dernier moment et de rompre leur solidarité. Wendel n'avait pas besoin de connaître les détails des entretiens Moreau-Poincaré pour sentir qu'en dépit des bouleversements politiques récents, cette arme demeurait forte parce que la menace restait grave. Elle l'était devant le pays étant donné la puissance des tabous honorés par une bonne partie de l'opinion et d'abord par les électeurs de la Fédération républicaine. Elle l'était aux yeux de Poincaré lui-même, comme Wendel venait d'en juger par l'accueil reçu de lui et par les dispositions d'esprit dans lesquelles il l'avait trouvé.

Par conséquent il faut aller chercher ailleurs le vrai motif de son

abstention. Wendel, en fait, s'aperçut un instant trop tard de l'importance de l'enjeu et qu'il valait la peine d'utiliser les grands moyens. Autrement dit, au moment-clé de cette décision, il avait pour lui l'arme de l'action, mais pas encore l'analyse de la situation. A peine rentré chez lui, il s'écrie rageusement : "Au fond, nous nous sommes fait rouler !" (78). Trop tard : le fleau s'est incliné sans retour d'un côté de la balance.

Mais pourquoi ce retard capital ? Le simple hasard, comme si souvent, a beaucoup compté : il a voulu que Wendel ait passé la semaine précédente à Mayence, loin du théâtre des affrontements et loin des sources d'information indispensables pour apprécier au jour le jour, presque à l'heure l'heure, une très mouvante situation. Poincaré, quand il l'a vu le 2 septembre, lui a bien parlé de l'éventualité que la Banque constitue une masse de manoeuvre en achetant des devises, mais il l'a fait en termes vagues, comme d'une chose non urgente et il n'a pas parlé de l'or (79). Wendel n'a regagné Paris, en grande hâte, que dans la matinée du mercredi 8. Une fois là, il s'est laissé impressionner - sans qu'il l'admette explicitement lui-même, on l'entrevoit bien dans ses notes de la journée - par les deux seules influences propres à l'égarer un instant. Celle de Poincaré d'abord, dont les bonnes dispositions huit jours plus tôt l'ont favorablement impressionné, et qui vient lui-même demander que la Banque achète de l'or - celle de Rothschild surtout qui, en son absence, a pris seul sa décision, qui a abdiqué sa liberté d'action entre les mains de Moreau et devant lequel, parfois, Wendel éprouve encore comme une timidité : il continue de lui reconnaître en réalité, et au moins par moments, dans le seul domaine de la politique financière, une compétence supérieure à la sienne, parce que nourrie d'une pratique bancaire quotidienne et servie par des collaborateurs très avertis. Ainsi Wendel n'a-t-il pas eu, d'ici à la séance de l'après-midi, le temps psychologique de se dégager de son influence, de mesurer la minceur des concessions obtenues, de se dire que si Rothschild avait été bien portant, il n'aurait peut-être pas accepté la transaction (80), de s'ebrouer enfin : le coche est passé, l'occasion est manquée et ne se retrouvera pas.

Aussi bien discerne-t-on beaucoup de ces regrets et de cette mauvaise humeur contre les autres et contre lui-même dans le vif incident de procédure qu'il provoque en Conseil, une semaine plus tard, comme s'il cherchait à libérer ainsi, mais trop tard, contre le camp des stabilisateurs, toute son énergie refoulée.

Moreau présente ce jour-là, jeudi 16 septembre, une convention nouvelle relative à l'acquisition des devises, qu'il a élaborée en collaboration avec le cabinet Poincaré et le Mouvement Général des Fonds (81). Le texte n'est qu'une simple application de la loi du 7 août et il reste plutôt en retrait par rapport à celle-ci (82). Rothschild a obtenu en effet de Moreau que la stabilisation du franc ne soit pas annoncée dans la convention comme elle l'avait été dans l'exposé des motifs de la loi (83), et d'autre part les intérêts de la Banque ont été bien défendus par le gouverneur puisqu'il a obtenu, non sans mal, de Poincaré qu'elle n'ait pas à supporter les pertes éventuelles qu'entraîneraient, si les choses tournaient mal, les opérations à venir. Une lettre jointe à la convention décharge enfin la Banque de la responsabilité de la tenue des changes et spécifie que "la signature de cette convention ne préjuge en rien l'attitude que le Conseil général pourra observer pour le cas où le gouvernement viendrait à demander ultérieurement à la Banque d'assumer elle-même la charge de la stabilisation du cours du franc". Ainsi les régents devront-ils alors être spécifiquement consultés et donner leur accord (84).

Wendel, dans ces conditions, doit bien reconnaître que "le texte n'est pas bien méchant" et finir par s'y rallier. Mais auparavant il a jeté toute son irritation, héritée de l'épisode antérieur, dans une intervention très sèche que le gouverneur prend comme une "violente apostrophe" à son égard. Wendel s'y plaint, sur un ton très vif, que les régents soient appelés à ratifier en une demi-heure et sur simple lecture des textes importants qu'ils n'avaient pas eu le loisir d'étudier précédemment.

Après un échange de propos aigres-doux, il obtient la promesse que le texte des conventions soit désormais soumis aux membres du Conseil en avance et par écrit, mais non pas que dans le cas présent la décision soit repoussée à plus tard, comme il l'avait demandé, pour permettre à Rothschild, toujours malade, de l'examiner à loisir. Moreau ne voit là qu'une manoeuvre dilatoire et la conséquence la plus claire de cet incident significatif est de durcir les rapports futurs entre le régent et le gouverneur : celui-ci y trouve la preuve que Wendel est animé d'une hostilité "non douteuse" et se réjouit de "lui avoir donné une leçon en lui refusant le délai qu'il sollicitait..." (85).

Rien n'est changé, en tout cas, à l'évolution commencée, de telle sorte que le 27 septembre, Moreau donne sa pleine dimension à la victoire qu'il a remportée en franchissant la nouvelle étape, que la décision du 6 autorise et que la convention du 16 organise : pour la première fois dans l'histoire monétaire de l'après-guerre, la Banque de France achète des monnaies d'or et d'argent avec prime sur leur cours legal.

SECTION II : Prudence de tous (septembre-novembre 1926)

Une historiographie
à rectifier

La logique d'une telle politique impliquait que la Banque en vint ensuite à l'achat de devises étrangères.

Et toute l'historiographie peint, en effet, Moreau obsédant Poincaré au long de l'automne pour obtenir de lui l'autorisation de franchir cette nouvelle étape. Alfred Sauvy, en particulier, montre Poincaré, "qui écoute la politique plus que les techniciens, sourd aux demandes renouvelées du gouverneur..." (1).

Mais la réalité est autre. On constate que Moreau résiste au contraire obstinément aux instances répétées de Charles Mist et de son "dauphin" Pierre Quesnay, qu'il juge trop doctrinaires dans leur desir de stabiliser à tout prix et au plus tôt le niveau actuel du change (2). Mieux encore : un regard superficiel sur les lettres successives adressées par Poincaré au gouverneur permettrait de penser que c'est le Président qui s'est efforcé de pousser à agir sur le marché des changes une Banque qui restait rétive. Et de fait, à mesure que monte le franc, il assiège Moreau pour le persuader d'intervenir et sur un ton de plus en plus pressant. C'est le moment où Léon Jouhaux, Secrétaire général de la C.G.T., vient voir à plusieurs reprises et secrètement le président du Conseil afin de le mettre en garde contre les risques de chômage entraînés par la revalorisation (3).

Les choses cependant ne sont pas aussi simples : Poincaré, le 18 novembre, dit à Moreau le prix qu'il attacherait à ce que la Banque voulût

bien "essayer de régulariser le cours du franc", mais il précise : "sans entraver, bien entendu, le mouvement général d'amélioration". Car "les variations trop brutales, dans un sens comme dans l'autre, sont nuisibles, elles favorisent la spéculation et gênent le commerce" (4).

Le 25 novembre, sans réponse à sa lettre, Poincaré réitère en termes voisins. Le Trésor ne peut plus agir efficacement (5). La Banque doit donc le relayer. Qu'on prenne garde pourtant : "Il est bien entendu que cette action, comme celles antérieures du Trésor qui l'ont précédée (sic), ne devrait pas arrêter le relèvement, mais seulement tendre à en régulariser le mouvement : il s'agirait d'interventions d'envergure limitée, pouvant s'exercer au besoin dans les deux sens et destinées à éviter les écarts de cours trop considérables, qui peuvent être nuisibles aux intérêts de l'industrie française..."

Poincaré tâtonne
et se couvre

Poincaré est-il sincère ? Ne sait-il pas que l'intervention de la Banque, dès qu'elle serait connue -et elle le serait à coup sûr - aurait une tout autre portée que les opérations limitées du Trésor qui pouvaient apparaître aux spéculateurs comme répondant à la couverture de besoins réels ? Ne sait-il pas que cette entrée en lice de la Banque risquerait d'être interprétée par le marché comme le signe qu'elle a arrêté définitivement le niveau de la stabilisation ?

Le danger est ici de prêter retrospectivement à Poincaré et à ses conseillers, à la lumière de la suite, plus de lucidité qu'ils pouvaient en avoir dans le quotidien de l'action. Ce que le président peut apercevoir nettement, en revanche, c'est que le Trésor est en passe d'avoir épuisé

ses possibilités d'intervention , d'autre part qu'il serait prudent que la Banque acquière des devises comme "masse de manoeuvre", à toutes fins utiles, enfin qu'il faut éviter à l'industrie de trop brusques écarts du marche. Pour le reste, Poincaré tâtonne encore : il est bien dans sa manière de chercher en pareille occurrence à se décharger, pour l'avenir, d'une partie de ses responsabilités. N'est-ce pas d'ailleurs pourquoi il se garde d'employer jamais, dans ses lettres à Moreau, un ton comminatoire ? (6). Si l'opération réussit, il l'aura suscitée. Si elle échoue, il ne l'aura pas exigée.

Mais il rencontre en face de lui un gouverneur qui est capable de pareille prudence, et qui laisse tomber la balle à terre. Moreau reste persuadé, en effet, en octobre, malgré les premières lettres et ce qu'elles peuvent paraître impliquer, que Poincaré souhaite voir la livre descendre en dessous du niveau de 170 auquel elle se maintient. Un récit qu'il reçoit indirectement de la visite faite par Wendel le 2 septembre à Poincaré, le confirme dans cette conviction (7). Dans ces conditions, il ne craint pas seulement la responsabilité d'un coup d'arrêt, mais aussi, s'il échouait, les lourdes pertes que la Banque aurait à supporter. En cet automne, comme l'écrira Charles Rist dans un article de la Revue d'Economie politique, au début de 1928 : "acheter de l'or et des devises sans connaître d'avance le cours de la stabilisation /est/ une entreprise hasardeuse" (8). Il est vrai que la convention du 16 septembre stipule formellement, sur les instances du gouverneur, que les pertes éventuelles seront imputées au compte de l'Etat. Oui, répondra Moreau un peu plus tard, mais "comme le Trésor est pratiquement insolvable, la garantie ne vaut rien. En réalité, si nos interventions se substituaient à celles du Trésor, la seule différence serait que nous en supporterions les pertes au lieu et place du Trésor. On comprend alors la pression qu'exerce Monsieur Moret sur Monsieur Poincaré pour décider la Banque de France à adopter une attitude aussi conforme aux intérêts du Trésor" (9).

Dès le 30 septembre, Moreau estime que la manoeuvre du gouvernement "consiste précisément à chercher la revalorisation du franc, tout en gardant à cet égard /sa propre/ liberté, en faisant acquérir par la Banque un stock de devises qui serviraient au Trésor à payer ses échéances extérieures et à empêcher une rechute du franc, pour le cas où la tentative de revalorisation échouerait. Mais si l'on réussissait à revaloriser le franc, c'est la Banque de France, et non le Trésor, qui supporterait les pertes résultant de la dépréciation de ce stock de sécurité..." (10).

Et en effet, à partir du début de novembre, la livre, qui s'était longtemps maintenue au taux de 170 F, "casse cette ligne de résistance" (11) et recommence à descendre, lentement d'abord, puis, au fur et à mesure que les détenteurs de devises étrangères s'inquiètent pour leur mise, de plus en plus vite. Et Moreau voit là, plutôt que l'urgence grandie d'un coup d'arrêt, de puissants motifs de persévérer dans l'expectative...

Climat plus doux
à la Banque

C'est ainsi que, très logiquement, les relations qu'il entretient avec Rothschild et Wendel s'améliorent à vue d'oeil. Wendel approuve en Conseil, le 23 septembre et le 14 octobre, les deux lettres successives de Moreau à Poincaré, où est expliqué ce refus d'acheter des devises (12). Un hasard tactique remet provisoirement côte à côte le gouverneur et ses régents turbulents. Non que la méfiance se dissipe d'un seul coup, comme en témoigne encore la virulence des propos échangés, le 23 septembre, sur une question incidente (13). Mais Wendel ne peut pas ne pas se réjouir, par la suite, de voir Moreau refuser toujours de céder aux instances de Poincaré. Le gouverneur a bien un moment de défaillance et le 18 novembre, en Conseil, il paraît prêt à céder et subit de ce fait les critiques de

Rothschild et de Wendel, mais il répète finalement son refus dans une lettre du 25 novembre, lettre jugée par Wendel fort "raisonnable" (14). Moreau se félicite de se voir sur ce point approuvé à l'unanimité, et de recevoir même les compliments des régents pour la rédaction de la lettre (15).

Assurément Moreau reste persuadé, au fond, de l'hostilité de principe de Wendel à son égard, et en sens inverse, Wendel estime que le gouverneur le dessert systématiquement dans l'esprit de Poincaré (16). Cependant les jugements mutuels s'adoucissent. Au soir même de la séance agitée du 25 septembre, Wendel écrit : "Ici à la Banque - comme ailleurs - on souffre du manque de confiance. Le nouveau gouverneur est bien. Il paraît intelligent, préside bien, est mesuré, courtois. Mais on ne sait pas encore s'il est le gouverneur de la Banque ou le délégué de Monsieur Caillaux, et cela gêne tout jusqu'à plus ample informé" (17). De son côté, dans le même temps, Moreau confirme que l'atmosphère du Conseil se fait plus sereine et s'il garde ses distances avec Wendel, dont la "dimension parlementaire" l'inquiète (18), il voit plus souvent Rothschild en tête à tête, et trouve même un terrain d'entente avec lui, grâce à leur commune résistance aux exigences de Poincaré : on ^{ne} s'attarde pas trop sur la différence des motivations (19).

Briand, la stabilisation
et l'Allemagne

Il faut dire que dès le début d'octobre, les inquiétudes de Wendel se sont déplacées, une fois de plus, vers la question toujours pendante et toujours éludée de la ratification des accords Mellon-Bérenger, qui prend place à présent dans un cadre plus général, celui de la politique étrangère d'Aristide Briand.

C'est le 17 septembre que Briand, à la suite de son discours triomphal devant la Société des Nations - "discours absurde" naturellement, aux yeux de Wendel - (20) a rencontré Stresemann à l'Auberge de Thoiry et a paru donner le coup d'envoi à un rapprochement franco-allemand. Le mystère des conversations, qui ne se dévoile que lentement, laisse place, pour Wendel, à toutes les angoisses. On commence à savoir, à Paris, que Briand aurait évoqué avec Stresemann l'évacuation anticipée de la Rhénanie et de la Sarre et l'abandon du contrôle militaire - contre le droit de mobiliser au profit de la France certaines des obligations gagees sur les chemins de fer allemands en vertu du plan Dawes, et dont l'Allemagne payait les intérêts au titre des réparations (21). Le secret permet d'autres suppositions plus ou moins vraisemblables. On dit que Briand aurait réclamé le droit de placer sur le marche allemand, où existent d'abondantes disponibilités en devises anglo-saxonnes, un emprunt français de stabilisation. Certains vont jusqu'à repandre de bouche à oreille qu'il aurait même promis la démilitarisation de l'Alsace ! (22).

Sur quoi Wendel, dont le siège est fait, note amèrement : "Ce qui paraît (...) bien évident, c'est que la guerre revient plus vite encore que je ne le redoutais, préparée par les mêmes erreurs, les mêmes illusions et, ce qui est plus surprenant, pour ainsi dire par les mêmes hommes qu'il y a quinze ans" (23). Briand, premier responsable, vit de nuées. Albert Thomas, de passage à Paris, n'aurait-il pas dit "textuellement" à Wendel - qui le note précieusement - à propos du succès "du lamentable discours de Genève", que "c'était toujours facile de se faire applaudir par les macaques qui étaient là, mais qu'il en était honteux pour nous" (24) ?

Dans ces conditions, Wendel harcèle Marin pour savoir ce que Briand a dit de Thoiry à ses collègues, et ne se rassure qu'à moitié d'apprendre que l'accueil du cabinet a été "très frais". Marin devrait démissionner, il le lui déclare, si le gouvernement faisait des concessions sur la Rhénanie et sur la Sarre (25).

Wendel exprime d'ailleurs publiquement sa position dans deux discours qu'il prononce le 26 septembre en Lorraine, à l'occasion de l'inauguration du monument aux morts de Mont St-Martin. Il y affirme "qu'après s'être éloigné de plus en plus pendant quelques années, la frontière se rapproche rapidement"; et rappelle "que les accords autour desquels on fait tant de battage n'avaient rien su empêcher avant la guerre..." Parlant en tant que président du Comité des Forges il explique qu'il faut avoir la même attitude devant l'Allemagne, en matière industrielle et en matière financière et évoque les négociations récentes avec les métallurgistes allemands : "j'ai montré en quoi un accord pouvait être intéressant, mais j'ai très nettement déclaré qu'on ne pouvait le payer d'aucune concession sur ce que je considère comme indispensable : notre sécurité" (26). Ces déclarations font du bruit et sont reprises par la presse parisienne et jusque dans la presse allemande qui s'en sert pour montrer les dangers d'un bellicisme français (27).

La crainte qui domine Wendel, en ce début d'octobre, est que Poincaré ne cède à l'Allemagne ce qu'il croit indispensable à son succès monétaire posé comme objectif premier. L'attitude très modérée du gouvernement à l'occasion de divers incidents franco-allemands (28) lui paraît à la fois significative et inadmissible : "Poincaré continué", écrit-il, "de pratiquer derrière Briand une politique d'effacement complet". Un précédent belge récent montre bien la possibilité d'un troc politico-financier avec l'Allemagne : pour obtenir l'aide de la Reichsbank dans leur effort de stabilisation, les ministres belges avaient négocié secrètement la rétrocession en échange des deux cantons allemands d'Empen et Halmédy, annexés au traité de Versailles, et l'affaire n'avait échoué que de justesse, sur intervention française où Marin avait, semble-t-il, joué un rôle (29).

Or c'est un fait avéré que Poincaré, malgré l'indignation qu'il exprimait à la Belgique, a songé sérieusement à ce moment à consentir à un troc politico-financier similaire et que Briand en a été pour un temps encou-

ragé (50). Le tout au nom d'une analyse radicalement contestée par Wendel, pour qui le prix à payer serait de toute façon intolérable, même si la contrepartie n'était pas, comme il le croit, tout à fait inutile pour la France. Analyse pourtant qui, dans le même temps, paraît inspirer de nouveau à Poincaré, comme s'il voulait garder deux fers au feu, l'intention renouvelée de demander la ratification des accords Mellon-Béranger.

Nouvelle menace sur le front américain

Début octobre, en effet, le président du Conseil annonce à Henry Simon, président de la Commission des Finances de la Chambre, qu'il présentera les accords aux Chambres dès la rentrée parlementaire. Rothschild s'en émeut (51). Wendel, qu'il renseigne le 6 octobre, voit là une nouvelle offensive des Lazard "et autres établissements financiers". Poincaré peut bien parler de faire voter des "considérants" : "Nous savons ce que valent les réserves unilatérales. Cologne est abandonnée et on poignarde nos soldats en Rhénanie...".

S'il fallait aux yeux du lorrain un signe de la coloration "internationaliste" accentuée du camp de ses adversaires les experts, trop sensibles aux séductions d'outre-Atlantique, il les trouverait dans la publication du retentissant manifeste international dit des "banquiers" en faveur du libre-échange en Europe, qui paraît le 19 octobre. Wendel y relève le nom de Feyerimhoif avec celui "d'un certain nombre de ses semblables et de quelques personnalités industrielles également fourvoyées" - les plus notables étant Duchemin, Fougère et Laederich (52).

Le texte est le résultat d'une initiative anglaise, vieille de plusieurs mois déjà, et lancée par Sir George Paish : il était d'abord

destiné - bien en vain - à persuader les Etats-Unis d'abaisser les barrières douanières et il a été repris avec empressement par les Allemands. La presse modérée des 20 et 21 octobre relève le fait avec inquiétude. "On veut", écrit Lucien Romier, "détruire le compartimentage de l'Europe tel qu'il est résulté du Traité de Versailles" (35), - visant surtout, estiment les commentateurs, la situation de l'Europe centrale après le dépècement de l'Autriche-Hongrie. Et l'émotion est si vive à droite que les signataires français du manifeste doivent multiplier les mises au point officielles ou officieuses pour limiter la portée de leur geste (36).

Wendel commente le document en ces termes : "Un grand coup d'épée dans l'eau qui ne peut servir qu'à aider la propagande allemande qui joue les Etats-Unis d'Europe pour disloquer, encore plus qu'elle ne l'est déjà, l'union des anciens alliés. Ce n'est pas glorieux pour notre pays de voir tout ses leaders dérailler de la sorte. Il est vrai qu'en regardant de près les noms, on verrait que leur autorité est assez récente et leur expérience politique plus récente encore..." (37). Et la réaction particulièrement vive des Débats laisse deviner son influence. Le journal s'y prend non seulement aux Allemands - "aurait-on la prétention de supprimer de nouveau la Pologne et la Tchécoslovaquie ?" - mais aussi aux égoïsmes anglo-saxons : "Dans quel dessein les hommes d'affaires anglo-américains qui ont si bien désorganisé la production européenne en nous obligeant à limiter la journée de travail, alors que s'imposait un effort de reconstitution exceptionnelle, viennent-ils maintenant menacer les industries que nous avons, malgré tout, réussi à remettre sur pied ?" (38).

Wendel se sent ici beaucoup plus proche du monde des petits industriels et des commerçants de province qui lui paraissent exprimer le sain patriotisme (39). C'est l'époque où il encourage ostensiblement l'Union du Commerce et de l'Industrie - le Comité Mascaraud - qui se survit cahin-caha et qui, glissant à droite sous la présidence de son collègue de la Chambre Louis Dubois, "mène le bon combat" : fidèle expression de ces

milieux et de cette sensibilité (38).

N'est-ce pas là d'ailleurs la clientèle principale de la Fédération ? L'hostilité permanente de Wendel à la ratification se double au surplus, à présent, d'une inquiétude pour l'avenir immédiat de son parti. Il juge, avec Marin, que si Poincaré provoque le débat, il faudra bien quitter le cabinet et le renverser. Ce sera tout à la fois la fin de "l'expérience" tant désirée et de si longue date, à si grand' peine préparée, et un coup terrible pour la Fédération étant donnée la faveur dont jouit le cabinet au sein de l'opinion publique modérée : "Nos troupes n'y comprendront rien et nous aurons tout l'odieux de l'opération..." (39).

C'est un cas à courir rue de Rivoli. Le rendez-vous, comme d'ordinaire, est accordé dans les 48 heures, mais Wendel en sort "très mécontent". Car, écrit-il, "ce n'était plus le Poincaré d'il y a six semaines : il n'a pas été désagréable mais a chicané tout le temps comme un mauvais robin, cherchant à m'embrouiller et à m'empêcher de préciser mes questions. Sa thèse a été qu'on ne pouvait pas "diplomatiquement" (sic) ne pas ratifier les accords, question politique. Il se défendait de demander la ratification pour des raisons financières, reconnaissait que les crédits extérieurs ne paraissaient pas indispensables et disait même que Monsieur Pierpont-Morgan lui avait dit qu'à son avis la France n'en avait pas besoin. là-dessus il a essayé de démontrer que des considérants, des réserves, pouvaient avoir une valeur quelconque quand bien même ils n'étaient pas inscrits dans l'acte, et, par suite, admis par les signataires. Inutile de dire que je ne me suis pas laissé convaincre. Je me suis efforcé, tout en évitant des formules par trop comminatoires, de montrer à Poincaré le danger, danger qu'il a semblé admettre plus réel à la fin de ma visite qu'à son début. Tout au plus a-t-il paru écouter mon conseil d'atermolement..." (40)

Aussi assombri qu'il soit par les propos de Poincaré, Wendel garde,

il est vrai, un doute sur sa sincérité - "la fourberie n'est pas rare chez les hommes politiques" - et il se demande, à la réflexion, si en mettant l'accent sur l'aspect diplomatique de la question, Poincaré ne veut pas surtout "éviter qu'on le présente comme hostile à la paix internationale" : "La stupide légende de "Poincaré-la-guerre" lui pèse, il veut y échapper". Mais une fois cet hommage rendu à la popularité de Briand, homme de la paix, peut-être compte-t-il que les Chambres l'aident à vider la ratification de son contenu. N'a-t-il pas dit, lui-même, à un détour de la conversation : "Nous surveillons /Briand/ avec soin" (41) ?

Si cet espoir de Wendel n'est pas vain, la décision finale de Poincaré de jouer à fond le jeu des accords dépendra, en définitive, malgré ses propos, de la situation financière et de ses impératifs. Il n'est donc plus que d'attendre quelque temps.

SECTION III : La stabilisation de fait

la brusque chute de la livre
(mi-novembre) dissocie
ratification et stabilisation

L'attente est brève : car au moment de la rentrée du Parlement, le 12 novembre, le paysage est changé, à cause du fléchissement rapide de la livre (1). Le sentiment se repand qu'en dépit de ses silences Poincaré souhaite une ample revalorisation, et il précipite vers le franc, dans un mouvement cumulatif, l'inquiétude des spéculateurs. Dans la même période, les bons du Trésor connaissent un succès sans précédent. A la mi-novembre, il est devenu évident pour tous les observateurs, et pour tous les acteurs de la bataille - au premier rang desquels Poincaré - que le redressement financier et monétaire pourra se poursuivre en pleine indépendance nationale, et sans aucun appel à l'extérieur.

Les conséquences s'en observent sans retard : à l'Est, la politique de Thoiry est mise en veilleuse, en attendant d'être tout à fait abandonnée. "Le sauvetage rapide du franc /2/ empêché l'évacuation rapide de la Rhénanie" (2). Du même coup pâlit l'étoile de Briand, qui subit de rudes attaques au Palais-Bourbon lors de la discussion du budget des Affaires Étrangères, le 30 novembre. Poincaré perd donc, pour un temps, la crainte de voir sa position personnelle affaiblie par la popularité pacifiste de Briand, partant son inclination "diplomatique" à ratifier les accords américains - au moment où le soutien financier des Anglo-saxons devient aussi inutile que celui du Docteur Schacht. Le parti radical, réuni en Congrès à Bordeaux, les 14 et 15 octobre, n'a-t-il pas paru d'ailleurs, en dépit des ambiguïtés, exprimer à la fois son loyalisme au président et son opposition à la ratification ? (3)

On devine les effets d'une pareille évolution. A long terme, la question de Washington cesse pour la première fois d'être liée au problème monétaire, puisque les Anglo-saxons perdent un moyen de pression capital, et que la ratification n'est plus techniquement nécessaire pour le redressement financier. Rien ne presse plus. Quand le problème reviendra à la surface, ce sera sous un éclairage tout différent.

A court terme, en revanche, ressurgit avec une actualité nouvelle la question de l'intervention éventuelle de la Banque de France qui chercherait à arrêter une hausse du franc jugée excessive, en acceptant de procéder à l'achat de devises étrangères.

Car les motifs qui retenaient Moreau de se rendre aux instances de Charles Rist et de quelques autres s'évanouissent. Certes, comme il l'écrit lui-même : "au cours de ces deux mois, la solution théorique du problème monétaire n'a fait aucun progrès : M. Poincaré n'a consenti ni à définir sa politique monétaire, ni à amender la loi du 7 août 1926" - c'est-à-dire à la faire alléger du gênant amendement Lautier - "ni à donner à la Banque les garanties précises qui lui permettraient de prendre la responsabilité du cours du franc..."

Mais d'autre part Moreau est arrivé à la conclusion "qu'une revalorisation du franc au-dessous du cours de 120-125 la livre serait très préjudiciable à l'économie nationale" et il lui apparaît impossible que le gouvernement ne se rallie pas tôt ou tard à cette vue" (4). Il juge donc désormais négligeable le risque qu'une nouvelle hausse du franc entraîne, après achat des devises, une perte importante pour la Banque.

On ne s'étonne pas que dans ces conditions, la mi-novembre voie apparaître dans la presse de nouvelles prises de position en faveur de la stabilisation immédiate, que Louis Loucheur réclame au même moment (5) : Le Bulletin Quotidien, qui est encore à cette date revalorisateur résolu,

paraît apercevoir dans ces diverses manifestations une campagne inspirée (6) Elle ne reste pas, en tout cas, sans réponse. Bertrand Nogaro et Gaston Jèze - querelle de professeurs - prennent parti en sens opposé, le premier pour la stabilisation, et le second contre elle (7).

Wendel précise publiquement
sa doctrine

Il s'impose à Wendel, dans cette atmosphère, de marquer de son côté devant l'opinion publique qu'il maintient sa position, d'en expliquer les motifs et de l'adapter au temps présent.

Il sait bien que la baisse ne "fait pas plaisir à tout le monde" dans les milieux industriels et que la "Maison" même "en est un peu incommodée" (8). On approche "du moment où le redressement va occasionner des difficultés inévitables (...) dont on ne saurait méconnaître l'importance." mais enfin "il faut savoir ce qu'on veut" et quant à lui, "il a fait son choix" (9).

Ce choix, il l'explique en détail, avec ses motifs, dans un article important qu'il donne le 13 novembre à la Nation de Louis Marin, sous le titre "La défense de l'épargne".

Il s'y félicite d'abord que soit remis à plus tard le débat sur la ratification, selon une décision résultant "des démarches faites auprès de M. Poincaré par les Anciens Combattants, des discussions du Congrès de Bordeaux et des déclarations au président du Conseil d'un certain nombre de membres de l'U.R.D.", mais surtout "coïncidant d'une manière frappante avec (...) la nouvelle hausse du franc". Pour réclamer qu'on n'y revienne pas de si tôt, il ajoute aux arguments classiques celui-ci,

qui est plus nouveau : "la ratification des accords de Washington entraînerait la ratification de ceux de Londres qui sont encore plus durs. Or, si l'on peut soutenir - ce qui n'est pas démontré - qu'en cas d'impossibilité pour nous de payer ce que nous devons, les Etats-Unis se contenteraient d'enregistrer notre carence, il est évident qu'il n'en serait pas de même avec l'Angleterre à qui la multiplicité des points de contact avec nous permettrait de demander des compensations...", d'où des frictions graves avec notre alliée privilégiée, redoutables pour la paix et pour la sécurité de la France.

A la place de la ratification, contre les inconvénients de la dette flottante, cette vieille recette : "Il n'y a qu'à rechercher - comme l'avait fait d'une manière imparfaite, mais avec des raisons cependant, le ministère Painlevé-Caillaux en 1925 - le moyen d'obtenir des porteurs de bons qu'ils consolident leurs créances ou tout simplement qu'à faire ce qu'on fait aujourd'hui, une politique assurant le renouvellement des bons."

Cela posé, quelle politique des changes choisir ? Wendel commence par écarter l'argument des industriels pour qui il faudrait s'inspirer essentiellement du désir de conserver "la situation relativement favorable créée à l'exportation, à notre commerce et à notre industrie par la dépréciation de notre monnaie". Certes "nous ne demanderions (...) pas mieux, en tant qu'industriel, que cela fut possible". Mais c'est une chimère : "il suffit de suivre le mouvement des index pour s'apercevoir que, soit du fait de l'augmentation de nos prix de gros et de détail si le franc baisse, soit du fait de l'augmentation intrinsèque de la valeur de l'argent si notre devise monte, la prime à l'exportation dont bénéficient nos produits est fatalement destinée à disparaître. On peut souhaiter que ce phénomène se produise le plus lentement possible. On ne peut croire qu'il ne se réalisera pas."

Dans ces conditions "toute la question est de savoir s'il se produira après la chute du franc, c'est-à-dire après la consommation de la ruine de notre épargne, de tous ceux qui ont fait confiance à l'Etat, de tous ceux qui, lentement, péniblement, ont placé les économies destinées à assurer la paix de leurs vieux jours dans ces valeurs dites de "père de famille" qui cependant avaient du bon ; ou si au contraire on tâchera de sauver ce qui peut être sauvé de cette épargne, en relevant le franc à un certain niveau".

Ainsi Wendel admet-il comme seul pivot de la politique à mener la sauvegarde de l'épargne. "La détermination du niveau du franc nous paraît dépendre avant tout de la part que le Pays peut affecter dans son budget annuel aux intérêts de sa dette d'Etat et de la proportion dans laquelle on estime que cette part peut être augmentée, comptée en francs-or, par rapport à notre dette d'Etat d'avant-guerre, sans que le contribuable fléchisse sous le poids de l'impôt et que l'économie générale du pays en souffre. Selon que l'on estimera - les autres charges budgétaires restant en francs-or sensiblement ce qu'elles étaient avant-guerre du fait de la diminution des charges budgétaires et des économies qu'on pouvait réaliser - que les sommes affectées à la dette d'Etat d'avant-guerre peuvent être augmentées en francs-or dans la proportion de 100, 200 ou 300 %, on pourra rechercher le point d'équilibre de notre monnaie plus ou moins haut ou plus ou moins bas, et il va de soi que plus l'Etat s'obstinera dans des formules surannées, plus il gèrera mal, plus le point d'équilibre se rapprochera des cours actuels du franc, et plus l'épargne sera atteinte".

On aperçoit aisément la conclusion pratique qui est celle de Wendel. Si la revalorisation intégrale de la monnaie à la façon anglaise est probablement et malheureusement impossible, il faut se garder d'une stabilisation immédiate, ne pas lui fixer d'échéances, continuer la politique de confiance qui permettra une revalorisation progressive "pour le plus

grand bien des éléments les plus sérieux de notre population et, disons-le aussi, pour l'honneur de notre pays vis-à-vis des voisins qui ne lui rendent pas justice". Il est trop tôt pour fixer le taux de cette revalorisation, mais elle peut être considérable si une sage politique permet de repousser le moment où la charge de la dette publique deviendrait trop écrasante. Alors, mais alors seulement, il sera temps "d'assurer à notre monnaie la stabilité qui lui permette de représenter la commune mesure du prix des choses dont un pays a impérieusement besoin." (10)

Il fallait citer longuement cet article, parce qu'il fixe clairement et rigoureusement la position qui sera jusqu'au bout celle de Wendel.

Echos : Wendel
 chef de file

En surplus, il trouve, dès l'instant, beaucoup d'échos (11). Son retentissement dans la presse est prolongé par le hasard du discours à scandale prononcé par Louis Marin le 13 novembre à un banquet de la Fédération Républicaine. Marin s'y prend violemment aux hommes du Cartel - fort qu'il est "d'un quart de siècle de politique anti-combiste" - et rappelle "son hostilité inflexible aux accords de Washington" (12). Les radicaux ainsi visés (13) soulèvent une agitation (14) que Poincaré doit clore en affirmant à la tribune que son ministre "n'a exprimé que des idées personnelles" (15) - ce qui est une conception peu orthodoxe de la solidarité ministérielle...

Wendel n'est pour rien dans le discours de Marin qu'il a trouvé, sur le coup, inopportun - "une harangue de chef de parti, pas de ministre" (16). Mais des commentateurs, dans la suite de son article, pensent qu'il l'a inspiré. Mieux encore, à en croire Georges Mandel, certains diraient dans l'entourage de Poincaré, que c'était lui, Wendel, qui aurait lancé

Marin, dans l'espoir que son discours provoquerait la chute du cabinet et une hausse de la livre favorable aux affaires de la "Maison", et que l'article de La Nation ne serait qu'une feinte destinée à masquer ses véritables intentions. "Je rendrais des points à Machiavel !", commente Wendel un peu abasourdi (17).

La valeur du raconter est incertaine, mais il montre que Wendel prend figure, dans les cercles politiques, et pour le nouveau combat en vue, à la fois de symbole et de chef de file. Début octobre déjà, son nom avait été évoqué sans affection au Conseil des ministres, à propos de la résistance des régents, "ou au moins de certains d'entre eux", sur la question de l'achat des devises : Briand ayant alors demandé si "les difficultés venaient toujours du même côté", Poincaré aurait répondu "oui", sans autre commentaire, et Tardieu serait intervenu pour dire que l'on pourrait, afin de faire plier l'opposant majeur, "agiter le spectre du monopole" - autrement dit la nationalisation. (18)

C'est le moment, pour Wendel, de carguer les voiles et d'assurer le soutien de ses amis politiques. Il va défendre sa thèse le 23 novembre devant le groupe parlementaire U.R.D. et juge avoir facilement convaincu ses collègues, contre les partisans de la stabilisation, "que puisque leur groupe avait le bénéfice moral de la hausse du franc" il "serait bien bête d'avoir l'air de vouloir maintenant l'enrayer..." (19). Il revient sur la même question, devant le même public, à l'occasion du débat financier du 7 décembre, et se réjouit d'avoir obtenu de Tinguay du Pouët, stabilisateur, qu'il ne prît pas la parole en séance publique (20). A ses amis politiques, il explique que si l'on veut à tout prix ralentir la hausse, il n'existe qu'un procédé "sain" : rendre la liberté aux capitaux (21) suspendue depuis une loi d'avril 1918, mais qui pourrait être rétablie par simple décret (22). Avec cette arrière-pensée qu'une telle solution serait d'un grand intérêt politique pour les modérés : "Une fois l'interdiction d'exportation rapportée, le retour des gauches, qui en rendrait le rétablissement indispensable, ne serait pas aussi facile."

Aussi bien, quand il entend Moreau, sur une question qu'il lui pose, lui dire qu'il a recommandé cette même solution au ministère, il se demande si le gouverneur en aperçoit toutes les implications politiques... (23).

La Banque de France
achète des devises
(20 décembre 1926)

L'intervention de la Banque de France sur le marché des changes où elle achète des devises pour maintenir le cours aux alentours de 120-125 est le grand événement du mois de décembre. Le gouverneur a mis lentement en place depuis le début de l'automne, sous la direction d'un cambiste émérite, et à toutes fins utiles, un service des changes capable d'agir efficacement. Mais pendant tout le mois de novembre et au début de décembre, il s'est refusé obstinément, comme on a vu, à répondre aux appels de Poincaré.

Le 9 décembre cependant il donne à son Conseil l'impression qu'il infléchit son attitude : il demande aux régents, hors séance, raconte Wendel, leur accord pour l'achat de quelques livres avec du billet, destiné à régulariser un peu le marché - mais surtout à faire plaisir à Poincaré (24). Simple signe annonciateur : le tournant décisif date du 20 décembre.

Considérons d'abord le récit de Moreau : à l'en croire il reçoit ce jour-là un coup de téléphone angoissé de Barnaud, directeur-adjoint du Mouvement des Fonds, l'avertissant "que le Trésor est débordé par la vente des devises et qu'il ne peut plus arrêter la hausse du franc". Barnaud lui-même a été averti, d'après Raymond Philippe, par la Banque Lazard qui constatait une grande offensive à la hausse du franc pour le

compte du groupe hollandais Mannheimer - jouant à l'inverse de 1924 - et jugeait que si l'on n'intervenait pas on serait au cours de 100 dans la soirée (25).

Dans ces conditions, le gouverneur se résout, dit-il, de son propre chef, à agir pour "défendre coûte que coûte le cours de 120 £ la livre". Faute de quoi il craindrait "l'arrêt de nombreuses entreprises industrielles et commerciales", beaucoup de chômage, bref "un véritable désastre économique". Dans les jours qui précèdent, les graves difficultés apparues dans l'industrie automobile, en particulier chez Peugeot et Citroën, ont d'ailleurs accru son inquiétude.

Il occupe donc, raconte-t-il ce jour-là, la place du Trésor sur le marché des changes et "prie le ministère des Finances de le laisser manoeuvrer comme /il/ l'entend" (26). L'heure n'est plus aux prudences et aux atermoiements. Dans sa décision solitaire, Moreau engage d'un coup toute sa responsabilité.

Une autre version de l'événement rend au contraire l'initiative au Mouvement des Fonds, qui bien loin d'être placé hors du jeu, aurait décidé Moreau à l'action. Arrivant auprès de Moret. comme chargé de mission, quelques mois plus tard, Wilfrid Baumgartner en reçoit à plusieurs reprises, tant du Directeur que de son entourage, l'assurance catégorique (27). Les affirmations quelque peu hasardées de Moreau à d'autres occasions font penser qu'il peut fort bien en effet s'être attribué indument après coup le mérite exclusif de l'opération, quand son succès a été avéré.

Mais du point de vue de Wendel et quant à sa réaction, il n'importe guère. Considérant son attitude, on constate une chose surprenante : mis en face d'un événement aussi considérable et qui représente une atteinte si grave à toutes ses convictions, il n'a pas de sursaut, ne fait rien pour s'y opposer, comme si tout à coup, après tant de lances rompues, il

renonçait à la lutte, sans motif clair, et se résignait. Apprenant le choix du gouverneur qui en a fait part à Rothschild, il ne paraît s'émouvoir ni de la décision même, ni qu'elle ait été prise sans que le Conseil Général ait été du tout consulté (28). Car le récit de Chaminate, repris par Pierre Mendès France, et qui fait état d'une grande réunion chez Rothschild, au soir du 20, semble bien ne reposer sur rien de réel (29).

Wendel passif :

une deuxième occasion manquée

Cette absence de réaction chez Wendel surprend. Pour l'expliquer, il faut rappeler d'abord la confiance nouvelle et grandissante que Moreau lui inspire depuis quelque temps. Dès le 21 octobre, il croyait pouvoir affirmer que le gouverneur "évol^uait/ en somme d'une manière satisfaisante" et que "devenu responsable de la Banque il s'éloignait (...) graduellement des théories des experts", qu'il ne voulait pas "qu'on /fît/ sauter sa Maison..." (30)

Il a été satisfait par la suite de voir Moreau apurer le portefeuille en mettant une rigueur inédite, malgré toutes les pressions politiques, dans le tri du papier accepté pour réescompte (31). Il se rejouit de le voir s'attacher à réviser le programme des constructions faites ou engagées. De nombreuses irrégularités avaient été commises, sous Robineau, dont on parlait depuis quelques temps dans les cercles politiques et que la Ligue des Droits de l'Homme avait dénoncées (32). Et en effet, à en croire un rapport du secrétaire général Strohl, "l'imprévoyance et le gaspillage de la précédente administration se traduis^{ai}ent/ par une dépense de plus d'un milliard de francs (...), tout /āy^{ant}/ été engagé contrairement aux statuts" (33). Wendel résume en ces termes les révélations qui lui sont faites en Comité des Livres, du Portefeuille et des Succur-

sales, et ses propres reactions : "On en a découvert de belles ! Non seulement on a enregistré des dépassements de crédit formidables, mais des dépenses non moins formidables ont été engagées sans qu'aucun crédit n'ait été ouvert par le Conseil ! De plus, certaines, et c'est ce qu'il y a de pis, ont été réglées par la circulation ! (...) Si la forme employée pour réaliser les constructions d'immeubles était connue, ce serait un beau scandale (...) On se demande véritablement où Robineau et Aupetit avaient la tête... La vérité - je ne l'ai pas dit - est que jusqu'à l'affaire des billets, le haut personnel de la Banque traitait le Conseil par dessous la jambe..." Et il approuve explicitement Moreau "qui s'efforce de mettre de l'ordre dans la maison" (34). Le gouverneur, qui ne connaît pas dans leurs détails l'histoire des relations qu'eurent Rothschild et Wendel avec Robineau, s'étonne visiblement de s'en voir approuvé et d'entendre Wendel demander que le rapport de Lœderich sur cette affaire implique un blâme pour le précédent gouvernement de la Banque (35). Quant à Rothschild, il félicite Moreau de sa vigilance et lui aurait même déclaré "qu'après cet incident le Conseil de régence aura/It/ pleine confiance en /lui/" (36).

Quelque temps plus tard, Wendel lit devant le même Comité le rapport sur le budget dont il a été chargé, et Moreau est heureux de constater que l'harmonie règne ici. Wendel a confié à Strohl la préparation du travail, montrant par là aux yeux de Moreau qu'il accepte toutes les propositions faites par lui-même sur cette question (37). Au surplus, quand Wendel présente le rapport, il l'agrément de quelques phrases aimables à l'adresse du gouverneur (38). Echange de bons procédés, Moreau accepte et défend une suggestion technique proposée en ajout par Wendel (39).

Tel est le climat qui s'est confirmé rue de La Vrillière. Cette atmosphère permet de comprendre que Wendel ait cessé de considérer avec une méfiance immédiate et systématique toutes les décisions du gouverneur, et même qu'il ne se soit pas autant indigné qu'il l'aurait fait trois

mois auparavant en constatant que Moreau s'était abstenu de consulter le Conseil avant l'achat des devises. Mais ces considérations étrangères au fond de la question ne suffiraient pas à expliquer que Wendel ait laissé consciemment porter une atteinte grave à son programme et à ses convictions. Pour comprendre son attitude, il faut considérer de l'intérieur la décision du 20 décembre et ce qu'elle a signifié pour lui, en évitant l'anachronisme qui l'a fait paraître après coup, et à cause de la suite, avec une fausse évidence, comme l'événement capital inaugurant la stabilisation de fait, en attendant irrésistiblement celle de droit.

Le vrai motif :

ambiguïté de l'événement

Car dans l'immédiat, les premiers achats de devises pourraient s'éclaircir tout différemment : à la façon même dont le font les lettres de Poincaré en novembre et en décembre. Il pourrait s'agir seulement, et au maximum, d'arrêter provisoirement la hausse du franc qui, brusquement accélérée, risque d'être trop brutale, d'échapper au contrôle, et peut-être d'aboutir à une crise qui conduirait en bout de course à un nouvel et dramatique effondrement. L'effort a donc une finalité très ambiguë. Moreau paraît, dès cet instant, malgré sa prudence de l'automne, être porté à considérer, en son for intérieur, que le coup d'arrêt doit être définitif. Mais pour des raisons de tactique sur le marché des changes, il juge qu'il est prématuré qu'on le sache et agit habilement sur la presse pour qu'on croie le contraire (40). Il a aussi cherché à rassurer Rothschild en utilisant les incertitudes du président du Conseil, minimisant l'événement et lui disant avec diplomatie qu'il avait cru devoir acheter, comme le demandait Poincaré, en prévision des élections sénatoriales, mais que le 15 janvier il demanderait au gouvernement ce qu'il veut (41).

Quant à Poincaré, il donne à l'intervention, par ses attitudes, et ses discours récents, une signification bien différente. Quand Wendel l'écoute à la Chambre, au cours du débat financier, le 7 décembre, il le trouve très réservé sur la stabilisation, se réjouit d'être donc exaucé et résume son sentiment en ces termes : "Cela m'a amusé de constater qu'avec sa maîtrise de parole en plus, bien entendu, il développait exactement les mêmes arguments que moi" - dans l'article cité de la Nation - "sur l'impossibilité de stabiliser arbitrairement, sur la nécessité de rechercher par tâtonnement le point d'équilibre, etc." (42). En somme Wendel est anesthésié.

Le 23 décembre, Poincaré inquiète d'ailleurs Moreau en lui disant que "dans l'avenir il serait favorable à une revalorisation du franc jusqu'au cours de 100 F la livre"(43) . Comme on le voit, tout est changé si l'on considère le coup d'arrêt donné au niveau de 125 francs la livre non pas comme une butée définitive mais comme un palier pour reprendre souffle, permettre à l'économie d'absorber le changement en attendant de reprendre lentement le mouvement. On possède un témoignage précis montrant que tel est bien l'état d'esprit de Wendel, une semaine après les premiers achats de devises, parce qu'il prononce le 27 décembre, au Comice agricole de Briey, un discours où il l'explique en détail.

Aux premiers achats de devises, il ne marque pas d'opposition nette, et défend le gouvernement. Il met en garde son public "contre les sophismes de certains financiers qui (...) tentent de diminuer le mérite de ceux auxquels on doit la revalorisation du franc en essayant de faire croire que ce que l'on poursuit en ce moment, c'est la revalorisation au pair" : car celle-ci est "actuellement impossible". De la même façon serait néfaste une dégringolade à pic des monnaies étrangères et il explique que si la Banque et le gouvernement, depuis peu, "s'efforcent de maintenir les cours au point où ils en sont actuellement, autrement dit s'efforcent de stabi-

liser le franc au cours de livre de 120 à 125", il n'est nullement dans les intentions du gouvernement" de faire à ce cours la stabilisation arbitraire réclamée par certains" (44). En somme, il s'agit de passer les élections sénatoriales en consolidant un cours qui aurait paru tout à fait inespéré six mois plus tôt et ensuite rien n'empêchera de relancer le mouvement un instant suspendu.

On a compris que pour Wendel le 20 décembre ne sera historique qu'après coup...

SECTION IV : Le sursaut tardif

L'affaire de l'or anglais

Un dépit du 20 décembre, et pour les raisons diverses qu'on a dites, la satisfaction l'emporte encore, chez Wendel, sur l'inquiétude. Le 25 janvier 1927, Poincaré est entendu par la Commission des Finances de la Chambre et Wendel, informé de son exposé, croit pouvoir y retrouver la formule même qu'il préconisait à Briey (1). Les réserves en livres de la Banque s'arrondissent, le taux de l'escompte est abaissé par paliers, l'apurement des comptes se poursuit, la situation des Bons du Trésor est toujours excellente, et ce sont là, pour Wendel comme pour Moreau, sérieux motifs à se réjouir. Les négociations entamées par la Banque de France avec la Banque d'Angleterre, pour le remboursement immédiat et intégral des dettes souscrites selon le très onéreux accord de 1923 - 33 millions de livres - et la restitution en retour de l'or déposé à Londres en gage, montrent, pour la première fois depuis des années, les Français en position de force devant les Anglais (2) et sont un autre signe éclatant du "merveilleux redressement" (3), d'autant plus que l'U.R.D. a obtenu de Poincaré, sur une question de Louis Dubois, l'attestation que ces paiements ne constituaient en rien un commencement de ratification (4).

Cet heureux épisode, cependant, conduit Wendel à provoquer un incident qui témoigne, par-delà ses aspects techniques, de la portée politique d'un certain "fétichisme" de l'or.

Moreau a prévu de ne pas stériliser dans ses caves les 18 millions de livres-or - soit 450 millions de francs-or - restitués par la Banque d'Angleterre, mais de les échanger contre des dollars à New-York et à Amsterdam, qui pourraient être placés en compte dans des banques étran-

gères, et augmenter les revenus de la Banque en fléchissement depuis quelques mois (5). Au Conseil du 14 avril, ce projet est approuvé. Wendel ne formule pas d'objection - tout en se demandant à part lui "si cet or ne serait pas plus à sa place où on l'avait pris, c'est-à-dire dans les caves de la Banque de France" (6).

Quinze jours plus tard, il rencontre Marin qui lui parle de la question, en évoque la portée psychologique et politique, lui affirme que "le public ne comprendra jamais qu'on emploie l'or, gage du billet, à des opérations bancaires" : "Après tout, il n'est pas négligeable que l'encaisse soit plus ou moins forte de (...) 450 millions de franc-or". Wendel note que de telles critiques "correspondent trop à son sentiment instinctif" pour qu'il n'en soit pas ébranlé (7).

Après avoir recueilli l'approbation de Rothschild, - dont Moreau pourtant avait cru obtenir l'accord (8) - Wendel envoie donc d'Hayange, le lendemain 30 avril, une lettre personnelle au gouverneur où il le prie de surseoir à l'exécution de la décision, jusqu'à ce que le Conseil ait pu en délibérer à nouveau. Il faut savoir que si Wendel reconnaît que "pour la bonne réalisation de son objet" la Banque "doit avoir l'air prospère", il est au fond de lui-même assez indifférent à ses intérêts, c'est-à-dire "à ceux de ses actionnaires", qui "le touchent assez peu" (9). Sans naturellement s'exprimer de pareille façon dans sa lettre, il y montre que "l'aspect strictement financier" de l'opération doit rester, en l'occurrence, secondaire, et que "le Conseil général s'engage gravement vis-à-vis du Parlement et de l'opinion en acceptant que ces 450 millions ne soient pas replacés là où ils ont été pris, c'est-à-dire dans les caves de la Banque de France." Il craint que les "esprits simplistes" reprochent au Conseil général "de n'avoir pas saisi la possibilité d'augmenter d'environ un demi-milliard le gage très représentatif que constitue, pour une banque d'émission, son encaisse-or." D'ailleurs une partie de cet or n'a-t-elle pas été apportée à la Banque pendant la guerre ? : "Il ne manquera pas

de gens pour dire que ceux qui s'en sont dessaisis l'ont fait dans l'intérêt général, et non pour assurer un dividende supplémentaire aux actionnaires de la Banque..."(10)

Moreau juge "très désagréable" la "volte-face de M. de Wendel". Aux critiques de sa lettre il oppose, en tête-à-tête, puis devant le Conseil, des arguments qui sont, objectivement, d'un grand poids. Les bénéfices attendus ne sont pas destinés à grossir les dividendes, mais à couvrir les frais généraux. D'autre part l'opération, menée au grand jour, est parfaitement légale. Elle a des précédents dans l'histoire de la Maison, elle est pratique courante dans les autres banques d'émission. Enfin les avoirs en dollars restent disponibles à vue, garantis par la Federal Reserve Bank et peuvent être transformés à première réquisition en or effectif (11).

Ce dernier argument surtout est propre à frapper Wendel, et comme il le reconnaît lui-même, à "calmer bien des scrupules". Toute l'analyse, à ses yeux, dépend sur ce point de "l'importance qu'on attache au gage-or, autrement dit à l'encaisse métallique dans une banque d'émission". Et c'est bien là, en effet, le débat. Mais il maintient d'autre part l'expression de son inquiétude sur les dangers politiques de l'opération : il s'agit, en somme, de ne pas heurter ces fameux "esprits simplistes" qui sont l'opinion publique. Qu'on s'assure au moins de l'accord exprès de Poincaré et de son soutien dans les prochains débats parlementaires. Ayant obtenu des garanties sur ce dernier point, et masquant ainsi quelque peu son recul, Wendel accepte de retirer son opposition, et l'incident est déclaré clos (12).

Wendel et Rothschild :
une campagne de printemps

Moreau n'en garde pas moins de la rancune contre Wendel et reste persuadé que cette escarmouche annonce une campagne contre le gouvernement

de la Banque "dans la presse extrémiste"(13). Il faut dire qu'elle coïncide avec un sursaut des revalorisateurs qui s'inquiètent de sentir qu'on s'installe dans la stabilité des changes. Aussi bien l'irritation qu'en ressent Wendel lui-même a-t-elle peut-être contribué à le pousser à cette intervention marginale sur l'or d'Angleterre. Quant à Rothschild, il prononce le 28 avril, devant les actionnaires de la Compagnie des Chemins de fer du Nord - cette fois il est en pointe - un discours retentissant en faveur de la revalorisation. "Aujourd'hui", y affirme-t-il, "pas plus que hier, la stabilisation n'a de raison d'être (...). Comment peut-on (...) réclamer la déchéance irrémédiable du franc, alors que, le navire de l'Etat, sous la conduite d'une si haute autorité, vogue vers de nouveaux horizons, pleins de promesses réconfortantes ? Le franc vaut mieux que vingt centimes...(14)." Moreau s'irrite fort, naturellement, de cette manifestation qu'il trouve "incorrecte et fâcheuse" (15).

Rothschild souhaite qu'on laisse la livre baisser de dix points (16) et Wendel est de coeur avec lui. Cependant il le suit, pour l'heure, d'un "pas plus ralenti" et avec des motifs politiques. "Je ne vois pas la livre à 25 F, mais le franc à 0,20 F. c'est tout de même peu (...) Il y aurait intérêt à relever encore le franc, quitte à provoquer quelques troubles économiques et sociaux, mais à condition d'avoir un gouvernement. Comme nous n'en avons que l'ombre, il serait imprudent de déclencher un orage qui risquerait d'engloutir le bateau : d'où la nécessité de temporiser..."(17)

Quelles que soient leurs divergences sur le rythme de l'évolution désirable, Wendel et Rothschild paraissent tous deux, à ce moment seulement, s'apercevoir qu'une situation irréversible risque de se créer si l'on ne trouve pas le moyen de relancer le mouvement. On ne parle guère encore, comme on l'era plus tard du côté des stabilisateurs, d'une adaptation générale de l'économie au niveau de 125. La crainte des deux régents n'est pas économique, mais financière : celle que le stock de devises accumulé par la Banque monte à un si haut niveau que toute revalorisation soit rendue

impossible parce qu'elle entraînerait pour la Maison des pertes insupportables.

Or leur situation est ici tout à fait inconfortable. Car chaque fois qu'ils reparlent ou font reparlir de revalorisation, et aussi longtemps qu'ils ne sont pas écoutés, ils accélèrent la spéculation à la hausse du franc et obligent donc la Banque à "avalier" une quantité de livres qui viennent encore grossir le stock, partant les difficultés financières inhérentes à la revalorisation même. On le voit bien en cette fin d'avril. (18) Le 27, le poste radiophonique de la Tour Eiffel qui, pourtant, comme le remarque tristement Moreau, est sous le contrôle de Bokanowski, propage "dans le monde entier" la nouvelle de la revalorisation par Poincaré, présentée comme immédiate et certaine. En conséquence de quoi la Banque doit racheter en cette seule journée plus de 3 millions de livres pour tenir les cours (19). Le lendemain, les déclarations de Rothschild provoquent une nouvelle bourrasque. Dans ces conditions, le stock de la Banque, qui était de 65 millions de livres le 16 avril, atteint 80 millions au début de mai.

Pour la liberté d'exportation des capitaux

Pour tenter de briser ce cercle qui les enserme, Wendel remet sur le tapis l'idée qu'il avait déjà défendue quelques mois auparavant : le rétablissement de la liberté d'exportation des capitaux. Il la défend en Conseil, le 28 avril, en expliquant que "les étrangers achètent du franc parce qu'ils croient à la revalorisation /et que/ les Français n'achètent pas de devises - ou ne le font que difficilement - à cause de la loi sur l'interdiction d'exporter les capitaux. La Banque compense la différence pour maintenir les cours ; il y a là quelque chose de factice et de malsain (20)."

Il propose donc que la Banque prenne l'initiative de proposer au gouvernement l'abrogation ou la suspension de la loi du 5 avril 1918 sur l'exportation des capitaux. Il ne dissimule pas les avantages politiques qu'il y voit, c'est-à-dire les assurances contre les "foies" éventuelles d'un nouveau Cartel, argument très sensible aux banquiers du Conseil (21).

Le gouverneur répond à l'ensemble de cette argumentation qu'il faut laisser au gouvernement sa responsabilité, et que quant au fond, lui-même reste favorable, dans les circonstances du moment, au "cadenas". C'est volontairement et à bon escient qu'on a créé sur le marché intérieur l'abondance des capitaux et provoqué la baisse du taux de l'escompte, bien que cette politique soit contraire aux intérêts immédiats de la Banque dont elle diminue les bénéfices (22). Si Poincaré a pu, depuis six mois, entreprendre avec grand succès l'aménagement de la dette flottante (23) et se mettre pour l'avenir à l'abri de demandes inopinées et massives de remboursement, c'est parce que l'argent, ne trouvant pas à s'employer ailleurs, a bien dû s'employer là où le voulait le gouvernement. Cette considération, aux yeux de Moreau, doit primer les autres (24).

Au surplus, bien qu'il ne le dise pas en Conseil, il se réjouit pour des raisons inverses de celles de ses adversaires, et au nom de la même analyse, que l'augmentation du stock "rende de plus en plus probable la stabilisation du franc à un cours voisin de 124" (25).

A la séance suivante du Conseil, le gouverneur paraît pourtant à Wendel moins défavorable à la mesure qu'il preconise et laisse entendre que Poincaré n'y est pas hostile. Du coup le Conseil se déclare, avec mention au procès-verbal, "unaniment favorable, en principe, à l'abrogation (...) dès que les circonstances le permettront" (26).

Les réticences de Moreau paraissent indûment à Wendel s'expliquer par l'influence de Cailiaux, dont il ne sait pas qu'elle est désormais

très limitée (27). Il s' imagine en effet Caillaux très hostile à la mesure "d'abord parce qu'il en prévoit les conséquences politiques, peut-être aussi parce qu'il préférerait se réserver le bénéfice du geste, vis-à-vis du monde financier et industriel"(28). Wendel n'a pas aperçu cette dynamique dont Moreau a peut-être pris conscience avant lui - et qui est amère pour Caillaux : afin que le gouverneur ait chance de rallier Poincaré au programme des experts, il est indispensable qu'il le persuade de son indépendance retrouvée, et qu'il a coupe tous les liens avec son ancien protecteur, et il est à vrai dire indispensable même, étant donnée la méfiance de Poincaré, que cela soit vrai.

Quoi qu'il en soit, comme les achats de devises augmentent encore les jours suivants, Wendel fait mettre en garde contre eux Poincaré et par l'intermédiaire de son chef de cabinet Ribière lui fait transmettre sa doctrine sur l'exportation des capitaux en lui demandant un rendez-vous (29).

La querelle culmine
puis se calme

C'est alors que culmine cette querelle du printemps entre les deux régents et le gouverneur. Car celui-ci est avisé par Grignon, directeur du Cabinet, de la demande d'audience et des propos tenus à Ribière. Il en conclut que "la manoeuvre souterraine concertée entre MM. de Rothschild et de Wendel se développe". Grignon et Moret l'engagent vivement, racontent-ils, à dire à Poincaré ce qu'il sait des "agissements des deux régents". Et de fait, introduit chez le président, il lui explique comment opèrent les spéculateurs à la hausse, dans la phase critique traversée, puis il dénonce Rothschild au premier rang d'entre eux : "Il vend tous les jours des livres et des dollars..."

Poincaré répondant que "cela l'étonne de la part de M. de Rothschild", Moret - qui assiste toujours aux entrevues - intervient pour affirmer que Rothschild fait vendre en effet les dollars et les livres empruntés autrefois par la Compagnie des Chemins de fer du Nord, et Moreau a l'impression - l'espoir - que cette précision ébranle un peu Poincaré...

Il ajoute alors : "J'espère vaincre la spéculation, Monsieur le Président, mais nous sommes vraiment bien exposés, matériellement et moralement. Dans l'opinion publique, dans la presse, dans le Parlement et jusque dans le Conseil de Régence, une campagne se poursuit pour faire ressortir le danger des achats de devises à la Banque de France, pour obtenir l'arrêt de ces achats, c'est-à-dire la revalorisation totale du franc. Or, cette revalorisation, Monsieur le Président, serait une catastrophe économique et sociale..." Et Moreau reprend une fois de plus son plaidoyer en faveur de la stabilisation légale, à préparer pour le jour où des conditions politiques auraient pu en être menagées...(50) Telle est la lutte d'influence acharnée qui a repris autour du "sphinx de la rue de Rivoli" (51).

Mais voici qu'à partir du 20 mai, les spéculateurs ayant probablement épuisé pour un temps leurs réserves, et la Banque ayant tenu bon au cours de 124, les achats de devises commencent à diminuer. Malgré une nouvelle alerte au début de juin, le problème de l'exportation des capitaux perd par là de son urgence aux yeux de Wendel et surtout après que Poincaré l'a reçu, le 4 juin : il le trouve toujours hostile à la stabilisation légale et desirieux d'obtenir à terme une revalorisation qui fasse descendre la livre au moins jusqu'à 100 F. Mais celle-ci n'est pas possible dans l'immédiat et Wendel lui-même n'en disconvient pas.

Ainsi rassuré sur les intentions de Poincaré, et constatant le calme retrouvé du marché des devises, Wendel pourrait juger moins urgente la liberté d'exportation des capitaux ; il n'en plaide pas moins le principe

avec flamme et il entend Poincaré se dire "d'accord avec lui en tous points". Il désire seulement faire auparavant, sur les instances de Moreau, un emprunt en numéraire pour rembourser les avances à la Banque de France : le même remboursement dont simultanément - et c'est assez piquant - Moreau oppose la nécessité aux impatiences de Charles Rist réclamant la stabilisation légale, et aux conseils des gens de Morgan, qui poussent dans le même sens (32). Wendel dit approuver l'idée de l'emprunt comme régent et, en même temps, met en garde Poincaré en tant qu'industriel : après le succès étourdissant du dernier emprunt de consolidation, clos le 25 mai et qui a rapporté plus de 18 milliards de francs, l'industrie ne pourrait souscrire et un échec serait redoutable, moins financièrement que politiquement (33). Rothschild au même moment a d'ailleurs les mêmes inquiétudes (34).

Quelques jours plus tard, à l'occasion d'une cérémonie à Lunéville, Wendel se retrouve aux côtés de Poincaré, dans son wagon, au retour, et il en profite pour lui suggérer une revalorisation de quatre à cinq points qui marque les intentions politiques en lui recommandant de ne pas se laisser freiner par Moreau et de ne pas l'en croire quand il affirme que si on laissait baisser la livre si peu que ce fût, on serait emporté par la hausse du franc. Une fois encore il se réjouit d'entendre Poincaré se dire tout à fait d'accord avec lui et s'en trouve réconforté (35).

Conclusion sur une action à contre-temps

Donc l'espoir peut demeurer. Il reste que tout s'est passé depuis six mois - de la même façon qu'en septembre 1926 déjà - comme si Wendel avait fait porter à contre-temps - trop tard - son effort maximum. Celui-ci peut servir à ralentir, on vient de le voir, l'évolution vers la stabi-

lisation. Il ne peut plus l'arrêter et encore moins le renverser. Dans l'affaire de l'or anglais, et celle de la loi sur l'exportation des capitaux, lui et Rothschild ont mis une énergie qui n'allait pas à l'essentiel.

Le 20 décembre fait mesurer à quel point, à la banque, plus encore qu'à la Chambre, le pouvoir de Wendel est négatif. Sa force est de refus et étant donné la méfiance de Moreau, l'audience de ses suggestions positives ne peut résulter dans un deuxième temps que de la menace qu'il représente : celle d'une démission éclatante qu'il expliquerait devant l'opinion. Or, ce pouvoir négatif, après le 20 décembre, n'a plus guère le moyen d'influencer la politique des changes qui ne connaît pas, désormais, de changement brutal, qui n'appelle pas de décision nouvelle, qui simplement dure - mais qui, par cette durée même crée peu à peu, se prolongeant, sans plus venir au centre du combat politique, sans solution de continuité, à mesure que l'économie s'y adapte, une situation irréversible. A présent que paraît enterrée l'affaire de la ratification, plus rien ne survient sur quoi puisse trouver prise l'opposition de Wendel. D'autant plus que les convictions de Poincaré, son opposition instinctive à l'idée de stabilisation définitive, qui le maintiennent longtemps très proche de Wendel et ne le font se résigner qu'au dernier moment, sont plus efficaces que tous les machiavélismes pour endormir ou tout au moins pour rassurer les hérauts de la revalorisation. Et comme aucun événement ne crée le besoin de reprendre le mouvement interrompu, l'éventualité en est repoussée de semaine en semaine et Wendel n'a jamais plus le moyen de le déclencher ni peut-être la certitude intellectuelle que le moment en est venu et qu'il y a un inconvénient à laisser les maîtres du marché des changes attendre encore un peu pour le faire. Jusqu'au moment où il est trop tard, parce que trop de liens se sont tissés pour immobiliser le cours du franc là où il est

Telle est l'histoire de Wendel au cours de l'année 1927 et du premier semestre de 1928. Quand se pose enfin la question de la stabilisation de droit et qu'il retrouve dans l'instant son pouvoir de refus, il rencontre en face de lui, insaisissable, la force de conviction qu'ont donnée lentement, sans à-coups, à ses adversaires stabilisateurs, dix-huit mois de prospérité économique et de continuité politique.

CHAPITRE II

STRATEGIES : PRESSE ET PARLEMENT

=====

SECTION I : la prise en main des "Débats"

Cependant qu'avec tempêtes et bonaces se déroule le combat entre stabilisation et revalorisation, Wendel éprouve le besoin et apprécie la possibilité de faire le recensement de ses alliés et d'enrichir son arsenal.

Et parmi les déceptions que l'on a dites, le second semestre de l'année 1926 lui apporte une satisfaction de poids : la prise en main solidement du Journal des Débats, - impérieusement soustrait à l'influence du camp adverse, celui de ses ennemis désormais familiers, les financiers dits "internationaux".

Wendel et les "Débats" attachement et ressentiments

En dépit de l'ancienneté des relations qui attachent sa famille au journal, en dépit des souvenirs nombreux qui l'y lient personnellement, le contentieux de ses désaccords est ouvert depuis longtemps. Oh ! Certes, chaque fois qu'il a souhaité défendre sur des points précis les intérêts de sa "Maison", et faire éventuellement présenter sous un jour favorable les dossiers du Comité des Forges, il a trouvé dans les colonnes des Débats un accueil très empressé, et cette tribune lui a été souvent commode (1). Un autre industriel que Wendel s'en serait aisément contenté. Mais lui, étant ce qu'il est, exige davantage, et que le journal se conforme à ses vues en matière de politique générale. Il s'exaspère de se voir, depuis la victoire, si souvent en désaccord avec Nalèche et son équipe sur les grandes orientations.

Il blâmait le journal dès la guerre, on s'en souvient, de se faire

l'apôtre de ce démantèlement de l'Autriche-Hongrie qui lui paraissait si dangereux et qu'il avait combattu devant le Comité National d'Etudes : car on laissait du coup l'Allemagne intacte et à même d'espérer réussir un jour l'Anschluss à son profit. Il le blâme d'avoir été indulgent pour Malvy lors de son procès, en août 1919, puis d'avoir, en décembre suivant, soutenu Deschanel contre Clemenceau pour la présidence de la République (2).

Avec l'arrivée du Cartel, les choses se sont aggravées. On a vu que sous l'impulsion de Pierre Bernus, les Débats ont apporté aux initiatives extérieures d'Herriot ce soutien qui a provoqué le départ de Pierre de Lacretelle et si fort irrité Wendel (3). Ensuite Nalèche n'a pas dénoncé Briand avec la vigueur souhaitée...(4)

Mais ce sont les thèses financières défendues par Maroni, chroniqueur spécialisé, pendant les jours chauds de mai et juin 1926, qui ont fait déborder le vase. Maroni a soutenu sans réticence aucune les propositions des experts, dont notamment, et avec une chaleur particulière, la ratification des accords de Washington. Wendel n'hésite pas à incriminer comme probable l'action de l'argent américain et comme certaine l'influence des banques d'affaire : Maroni est plus ou moins à leur solde, l'homme des Lazard, serviteur zélé de Raymond Philippe... Il touche en effet, comme c'est un usage apparemment courant, un pourcentage élevé - près de 25 % - sur la publicité financière - pour l'essentiel aide déguisée - de la Banque Lazard (4bis) : en lui livrant la page financière du journal, Nalèche a répondu au seul précepte "primum vivere" (5).

Pour Wendel, c'en est trop - et lorsque le retour de Poincaré aux affaires et la renaissance de la "confiance" lui semblent redonner à ses thèses financières un éclatant appui et confondre ses adversaires, il se décide à jouer le tout pour le tout. Ou bien il réussira à reprendre solidement le journal, ou bien il s'en désintéressera complètement.

Nalèche, ses hommes
et ses finances

Voyons donc ses atouts, au moment où le jeu commence. Sur Nalèche il ne fait pas fonds. L'homme est bien installé dans la vieille maison de la rue des Prêtres - Saint-Germain l'Auxerrois, qu'il dirige depuis 1895. Il a du charme et de l'esprit, journaliste formé par la diplomatie, passionné beaucoup plus par les rumeurs que par les idées. C'est un ménétrin, très répandu, que le goût des plaisirs a rendu un peu sceptique mais point blasé, ni aucunement dépris de sa passion pour son métier. Il est jaloux de son autorité, mais très soucieux de ne pas s'aliéner les puissances : les opposant entre elles si possible pour agrandir sa liberté, mais capable au besoin, étant fort souple, de plier devant le plus fort. Il faut dire que son incompétence avouée sur la chose financière lui facilite ici beaucoup ses évolutions (6).

Wendel est lié à Nalèche d'ancienne amitié, mais moins par affinité naturelle que parce que le second a sa place au cœur d'un petit univers politico-mondain où le premier aime à se retrouver régulièrement : le maître de forges est toujours méfiant devant le vif-argent du journaliste, et ses incompétences techniques, et dès lors garde les distances, ne dédaignant pas de laisser parfois sentir le poids de sa supériorité financière (7).

Constatant que trop souvent Nalèche lui glisse entre les doigts, Wendel a paru tenté de le prendre à revers, de susciter dans son entourage le dévouement d'un homme-fidèle, de jouer de telle ambition prête à parier sur son quasi-monopole futur d'influence. Il n'est pas encore question d'André Chaumeix, dans les premières années de l'après-guerre, parce qu'il s'est montré trop sensible aux sirènes de Briand - au point d'ailleurs d'inquiéter jusqu'à son directeur (8).

Mais Fernand de Brinon, un temps, paraît un bon cheval. Apparente à Nalèche, il est entré par lui au journal, dès avant la guerre (9). A présent il y piétine et il y piaffe. Dès 1922 il a commencé de nouer avec Wendel, à l'insu de Nalèche qui ne l'aime plus guère (10), des relations privilégiées. En septembre de cette année-là, il l'appelle "au secours" contre les tentations de son patron. Celui-ci, explique-t-il, serait revenu d'une visite à Louveciennes séduit par Loucheur et très monté contre le gouvernement Poincaré. "Il est à craindre", écrit alors Brinon à Wendel, "malgré tout ce que j'ai dit, qu'il trouve dans le journal de vieilles amitiés briandistes qui se plaisent toujours à ses combinaisons (...) Chaumeix (...) bien entendu s'est montré ravi et va travailler dans ce sens (...) Je vous mets au courant avec confiance. C'est, il me semble, dans le bien du journal et en définitive pour celui de Nalèche..." (11) mais comment donc !

Deux ans plus tard, lors de l'incident qui oppose Bernus à l'acretelle et provoque le départ de ce dernier, Brinon joue le même jeu et en l'absence de Nalèche il vient confier à Wendel, escomptant une oreille complaisante, que la politique de Bernus lui paraît tout à fait "déplorable" et qu'il a tenté en vain de le contrer (12). Attitude que l'évolution ultérieure de Brinon rend assez piquante (13). Il revient encore à la charge au début de 1926 en suppliant Wendel de "manifester sa présence dans la vieille maison" contre le briandisme de Chaumeix (14). Et pendant la crise de 1926, il continue d'informer secrètement Wendel, dans le même ton, sur l'état d'esprit et le comportement de Nalèche (15). Wendel s'en sert volontiers, mais non sans un certain mépris. Brinon peut être un informateur commode, il ne sera pas davantage : quand il voudra plus tard se poser comme le grand maître d'oeuvre de la victoire dans l'affrontement de 1926 et se vantera d'avoir "ramené Nalèche" à Wendel, celui-ci balayera cette prétention d'un revers dédaigneux de la main (16).

Car c'est sur un autre terrain, et beaucoup plus solide, que se joue

le jeu : il s'agit des finances du journal.

Dans son capital les Wendel tiennent jusqu'en 1926 une place honorable, assurément, mais encore secondaire, trop faible pour qu'ils puissent imposer leur loi. Il faut dire qu'avant la guerre le journal équilibrait sensiblement ses budgets et put même, certaines années, réaliser des bénéfices importants lui permettant les nécessaires modernisations. A partir de 1914, la situation a changé, et les difficultés connues par toute la presse lui ont été particulièrement lourdes. Depuis cette date et pendant 13 ans, il n'a survécu que grâce aux considérables "avances de fonctionnement" - en fait subventions à fonds perdus - qui s'élevèrent certaines années jusqu'à 800 000 F : "sacrifice" consenti principalement par Pierre Lebaudy, les Wendel, Nalèche lui-même et son beau-frère Vauréal, quelques grands établissements financiers (17) - et les Lazard (18).

En 1926 il faut bien constater que le déficit s'accroît rapidement (19) - à un moment où Nalèche a des ambitions d'extension, voudrait passer à six pages, faire un effort de promotion.

Fausse sortie

Le Wendel

Au début du mois d'août 1926, Wendel décide de passer à l'attaque : il envoie à Nalèche sa ~~démission~~ démission ~~de sa fonction~~ d'administrateur du journal. Il est "en désaccord trop complet", explique-t-il, "pour partager (...) la responsabilité morale d'articles qui sont en opposition absolue avec les idées qu'il défend." Il rappelle les désaccords anciens, puis insiste sur les plus récents, et sur les "articles inadmissibles de Maroni" : "Je me suis, à cette époque", ajoute-t-il, "retiré sous ma tente, attendant que l'événement me donne raison, ce qu'il

fait, vous l'avouerez, avec quelque éclat : le Cartel est disloqué, Poincaré est au pouvoir, l'assainissement politique ramène la livre à 160 F." Sur quoi : "je pouvais supposer que l'on s'inclinerait aux Débats devant l'évidence des faits. Non : l'on s'y obstine dans une politique qui n'est que la continuation de la politique inaugurée aux Chequers et l'on y réclame, sous la plume de M. Bernus, une ratification des accords que je combats à outrance et qui apparaît, au lendemain même de l'effort fiscal de ces derniers jours, comme le plus monumental défi au bon sens qu'on puisse imaginer. On le fait par entêtement et j'en suis convaincu "pour la gloire", sans se rendre compte de ce que le journal perd en considération à poursuivre une campagne qui, ~~vous~~ le savez aussi bien que moi, est conduite par ailleurs à coup de dollars ou de franc-papiers dans des conditions que tout le monde connaît... (20)"

Nalèche trouve le coup assez rude, s'efforçant de l'expliquer d'abord par "l'optimisme enthousiaste" - et à ses yeux fort injustifié - que la situation politique fait naître chez Wendel (21). Il lui répond avec une chaleureuse tristesse et il relève les allusions à l'argent américain - "Mieux que personne, vous savez la facilité avec laquelle on attribue des motifs intéressés à ses adversaires, à ceux-là mêmes qui ont fait preuve comme vous et les vôtres, du plus généreux, du plus ardent et du plus fécond patriotisme..." Puis il affirme, sans mesurer peut-être combien il irritera ainsi, qu'à son avis la politique financière de Wendel est en train de rejoindre celle de Maroni aux Débats : "Poincaré, morceau par morceau, adopte le plan des experts et c'est celui-ci que nous avons soutenu et non le cabinet Briand..." - L'affirmation contient, comme on sait, une bonne part de vérité, mais ne peut faire plaisir à Wendel. Pour le reste, comme Nalèche l'explique en même temps à Lebaudy (22), il cherche surtout à gagner du temps en renvoyant le débat à la rentrée (23).

Car il compte, d'ici là, voir plus clair quant à l'avenir financier de son journal et de ses peu brillantes affaires. Maroni, qui joue son

sort aux Débats, s'est tourné en effet vers les Lazard pour leur demander leur appui, c'est-à-dire leur concours matériel (24). Au même moment Nalèche espère que le jeune Raymond Patenôtre, qui est en passe d'hériter de sa mère une grande fortune de presse américaine et montre de l'intérêt pour la chose publique (25), pourra fournir la manne nécessaire tout en lui laissant les mains libres (26).

Wendel n'ignore pas ces espérances, en tout cas les premières, et il ne peut qu'attendre ce qu'il en advient. Or voici qu'elles sont déçues l'une et l'autre. Les Lazard n'offrent que 30 000 F dérisoires là où il faudrait un million (27), et Patenôtre se dérobe après diverses tergiversations (28).

Nalèche à resipiscence

Nalèche a pu passer septembre vaille que vaille (29), mais il crie famine et ne pourra tenir bien longtemps. Wendel attend sans bouger que les Débats soient étranglés (30), et à la mi-octobre il voit Nalèche venir à resipiscence.

Il est vrai que son ingéniosité et son entregent lui permettent de n'y pas venir tout à fait les mains vides. Car il a imaginé d'aller chercher du côté des Rothschild un appui qui ne le laisse pas seul face à face avec les Wendel. La rue Laffitte accepterait de participer discrètement à une augmentation de capital (31).

Nalèche vient exposer à Wendel cette espérance le 15 octobre en lui expliquant, ce qui paraît bien vrai, que son accord et son appui, étant donnés ses liens avec Edouard de Rothschild, sont indispensables à sa réalisation.

La première réaction de Wendel est mitigée, et elle jette un éclairage intéressant sur l'idée qu'il se fait des Rothschild et de ses rapports avec eux. Assurément il se trouve en complet accord pour l'instant, sur les questions financières, la revalorisation nécessaire, le problème des dettes. Mais lui-même n'a pas démissionné des Débats seulement sur les questions financières, mais aussi parce qu'il désapprouve la politique étrangère soutenue par Gauvain et surtout celle de Bernus. Or il est loin d'être disposé à rentrer dans le sillage des Rothschild à cet égard. "Je les connais assez", écrit-il, "pour savoir que l'article n° 1 de leur programme est d'être bien avec le gouvernement, que ce n'est qu'après 8 mois d'extravagances qu'ils se sont décidés à combattre Merriot, et que d'une manière générale leurs sympathies sont à gauche, les gens de droite leur apparaissant comme un article de ~~dîners~~ ou de battues de faisans." Et il conclut nettement : "Je ne demande pas au journal de devenir un journal d'avant-garde /mais/ je n'y resterai que si l'on y fait ma politique..." (32)

C'est ainsi que dans les négociations qui s'engagent, Wendel tient à bien marquer qu'il n'est pas à l'origine de la solution esquissée. Il n'exige pas seulement que Nalèche vienne à Canossa dans l'affaire Maroni : il lui faut aussi certaines assurances du côté de Rothschild. Il souligne expressément qu'il n'est nullement l'inspirateur de l'opération, seulement son "pivot" et son garant. (32 bis)

Une affaire

Wendel-Rothschild

L'opération se fait en deux temps. Le premier est brutal, sous le feutré de bon aloi : Nalèche, en gage de bonne volonté, apporte à Wendel la tête de Maroni.

Dès la fin d'octobre Brinon annonce à son protecteur "qu'il a fait complètement admettre son point de vue à son directeur", grâce à quoi Maroni n'a pas pu faire passer un article favorable à la ratification des accords (33). En vain celui-ci obtient-il de Lazard des promesses plus généreuses que les 50 000 F dérisoires du mois d'août (34). Il est à présent trop tard et Nalèche sans rémission va devoir choisir. Trois semaines encore et la situation est mûre : Nalèche annonce d'un mot à Wendel qu'il s'incline : "J'ai cru devoir supprimer l'article que mon pauvre Maroni préférerait retirer plutôt que de le modifier. C'est sa démission qu'il va m'adresser (...) En lisant son papier, vous verrez que c'était le contrepied de /vos/ opinions. Aussi n'ai-je pas cru pouvoir le laisser exposer..." (35).

Le départ de Maroni fait affleurer pour la première fois le conflit devant l'opinion des cercles parisiens, et les Écoutes, vainement démenties sur ordre de la rue Laffitte, donnent à l'événement sa signification exacte en affirmant : "Le journal cher aux conservateurs sera, du point de vue économique et financier, aiguillé sur une voie nouvelle : MM. de Wendel et de Rothschild vont s'y faire les apôtres de la revalorisation du franc..." (36) Et une note de la Revue d'économie politique, qui est animée par Rist et est tout à fait "stabilisatrice", témoigne qu'on y a fort bien aperçu la portée de cette petite révolution de palais et l'atout qu'elle a donné aux adversaires (37).

Mais Wendel veut et obtient davantage : Nalèche lui envoie Chaumeix pour mettre au point avec lui l'orientation politique générale du journal (38). La souplesse de Chaumeix comprend vite qui sera le nouveau maître, et il se met à ses ordres avec une vitesse qui laisse pantois et impuissant le malheureux Brinon, destiné à une prompt disparition (39). Chaumeix sera désormais un exécutant fidèle dans les batailles à venir (40).

Il ne reste plus qu'à conclure le marché. C'est chose faite dans les

premiers mois de 1927. Le capital sera augmenté progressivement de 2 millions de francs. Rothschild apportera dès 1927 environ un million, les Wendel ⁽⁴¹⁾ 500 000 F. En 1928 et 1929, on versera encore 700 et 720 000 F supplémentaires répartis entre Lebaudy, Rothschild et Wendel, dont une partie complètera l'augmentation de capital de 2 millions (42). Compte tenu de l'existence d'actions privilégiées à vote plural, le groupe constitué par ces trois puissances et la famille de Nalèche possèdera désormais une large majorité des voix (43).

Rothschild a tenu à ne pas paraître, se dissimulant derrière un prête-nom (Viallatte) et il a réussi à peu près à faire croire qu'il ne jouait aucun rôle dans l'affaire (44). Wendel n'en paraît pas mécontent.

Il sera donc aux yeux de Paris le seul nouvel inspirateur majeur qu'on connaisse (45). Le journal sera réorganisé, augmenté à six pages, comme le voulait Nalèche, et doté d'une chronique financière toute nouvelle qu'on confiera à un homme dévoué (46).

En mai 1927, au moment de l'épilogue, Wendel se sent assez sûr du journal pour faire repousser définitivement l'appel à Raymond Patenôtre. Nalèche voudrait "diriger sur son moulin le pactole de ce richissime jeune homme". Mais Wendel jugeant ce dernier décidément tout "farci des idées briandistes" contribue efficacement à le détourner des Debats... (47)

SECTION II

Sur la défensive : politique étrangère et scrutin d'arrondissementPoincaré et sa droite :
une stratégie pour Marin

Les élections sénatoriales du 9 janvier 1927, attendues depuis quelque temps comme une échéance politique importante, n'apportent guère de nouveau, tout en paraissant aux observateurs plutôt favorables au Cabinet (1). Si, à gauche, les socialistes se renforcent quelque peu aux dépens des radicaux, à droite les modérés maintiennent leur position. L'Est, au jugement de Wendel, a été "excellent" et il se réjouit que son cousin Guy soit élu brillamment en Moselle, que la Maison ait su profiter d'une occasion (2) "de prendre une assurance politique (...) contre les déboires que le suffrage universel risque toujours d'infliger" (3). Ailleurs, on a remarqué quelques épisodes locaux (4), mais l'équilibre général des forces politiques reste inchangé.

C'est le moment où les échéances financières paraissent repoussées et passent, pour quelques semaines, au second plan, au profit d'autres problèmes. Les affaires étrangères d'abord, bientôt le grand débat sur le retour éventuel au scrutin d'arrondissement. Sauf accident, on peut se croire entré dans une période de stabilité politique, jusqu'aux élections législatives prévues pour avril 1928. C'est l'occasion pour le groupe Marin, et singulièrement pour Wendel, de redéfinir une stratégie entre deux orages.

Wendel n'a pas d'illusion sur les sentiments que porte Poincaré à la droite de sa majorité. Des propos tenus récemment par le président

à François-Poncet, et que celui-ci lui a rapportes, l'auraient d'ailleurs édifié s'il en était besoin : François-Poncet avait reproché à Poincaré de ne pas soutenir, écouter et aider assez la droite de sa majorité : "des hommes qui étaient en somme ses plus fermes soutiens". Il fut surpris de la réponse : "Poincaré, qui est je crois assez en confiance avec François-Poncet dont la famille était plutôt "de gauche", s'est laissé aller à une véritable diatribe contre nous, avouant qu'il n'avait jamais pu supporter la majorité du Bloc national, que c'étaient des gens du Seize Mai et qu'ils le dégoûtaient !... Nous pensions bien que c'était là son sentiment intime, mais nous n'aurions pas cru qu'il l'avouerait aussi crûment."

Sur quoi Wendel conclut de cette façon significative : "Son seul mérite est d'être malgré tout un homme de la frontière. Il nous trahira. Il hésitera à trahir le pays (5)." Si l'on ajoute que l'homme de la frontière est aussi l'homme de cette fautive "confiance" tant désirée et à présent si efficacement obtenue, on a la clé des attitudes de Wendel. Pour lui, comme pour la plupart des siens, après comme avant juillet 1926, après comme avant décembre 1927, Poincaré est l'homme du moindre mal, l'homme indispensable - mais jamais sûr, car solitaire, méfiant, mystérieux, dangereusement hostile a priori envers tout ce qui touche aux affaires, à l'industrie - au capital organisé.

Il faut considérer sous cette lumière la place que le Président du Conseil fait à Marin dans son attelage : "le passé de Poincaré lui interdit certaines reculades" - par exemple l'évacuation de la Rhénanie, ou des concessions en Sarre - "et il redoute cependant de défendre ses conceptions patriotiques contre les gens de gauche." D'où la fonction que Poincaré, au jugement de Wendel, assigne à Marin : "tant qu' /Il/ est là, il soutient la lutte et Poincaré peut se contenter de jouer le rôle d'arbitre. S'il disparaissait, ce serait à Poincaré qu'il appartiendrait de déjouer les combinaisons de Briand : il préférerait s'en aller"(6).

L'analyse ne manque pas de finesse ni de vérité. Si on l'avalise, elle conduit en tout cas à une stratégie. Certes, Marin doit tenter de saisir chaque occasion pour convaincre le président - mais on ne l'écouterait jamais sans reticence. Son arme véritable est donc la menace de démission, qui détruirait le bel équilibre, mais il faut que cette menace soit crédible, que soit choisi à bon escient le point précis et net où l'appliquer, que le débat en cause soit à la fois simple et décisif. Il faut surtout qu'au cas où, par malheur, elle serait suivie d'effet, l'opinion publique modérée pût comprendre que la Fédération républicaine ait pris le parti et la responsabilité de faire tomber Poincaré. Faute de quoi serait perdu pour elle tout le bénéfice électoral "d'une situation qui se résume à ceci : pour le gros public, le Cartel c'est la livre à 240 F." (7)

Le président sait bien cette gêne de Marin et de ses troupes. Jusqu'où faut-il le laisser aller lorsqu'il en joue pour fleureter avec la gauche ? Jusqu'à quel point faut-il "encaisser" ? La question est posée en permanence, et devient aigue par moments.

On le voit bien dès la mi-février quand Sarraut, ministre de l'Intérieur, commence d'agiter le projet d'un retour au scrutin d'arrondissement, que le Cartel appelle de tous ses vœux et que la Fédération abhorre. Au Conseil des ministres, Marin soutient seul le combat contre Sarraut et les autres radicaux, sans aucun appui du Président sur le fond. Puis, quand il parle de sa démission, Poincaré prend la parole pour déclarer haut et ferme que si Marin s'en allait, tout le Cabinet partirait avec lui, et que la lettre d'explication que lui-même publierait serait rédigée de telle façon que Doumergue ne puisse pas le charger de former le nouveau gouvernement (8).

Si le problème est alors mis de côté pour quelque temps, chacun sait qu'il se reposera et placera Louis Marin devant une douloureuse alternative. Ne reçoit-il pas, en février et en mars, de toute la France, des

lettres très nombreuses de militants et de dirigeants de la Fédération, qui lui reprochent d'être resté au gouvernement malgré le projet Sarraut ? Les députés mêmes du groupe, et parmi les plus fidèles, ne font-ils pas écho à ces reproches ? (9) Wendel, qui a dû calmer un peu l'ardeur de son groupe rendu "furieux" par les intentions de Sarraut, note que le jour du combat venu, "il faudra éviter d'être les auteurs de la chute du ministère..." "Entre Marin et moi, on arrivera peut-être à laisser aux radicaux tout l'odieux de la chose, mais il est évident que la lâcheté de Poincaré envers les gauches ne rend pas la tâche facile" (10).

Briand toujours
inquiétant

Le même processus s'observe en politique étrangère. Avec cette double différence, cependant, que l'enjeu paraît à Wendel autrement grave puisque pour lui le pays est ici en péril et non plus seulement le parti, et qu'il peut d'autre part espérer Poincaré plus rigide. Dès le 25 décembre 1920, le gouvernement ayant connu de vives tensions sur la question du procès de Gernersheim, et ayant finalement décidé la grâce des condamnés, à la fureur de Marin, pour qui on avait "cédé devant le vacarme étourdissant des journaux allemands", Wendel, tout en compatissant, le calme, lui recommande "la fermeté et la prudence". Avec cette règle de conduite : "Bien à céder pour l'évacuation de la Rhénanie, mais préparer l'opinion pour qu'en cas d'éclat, nous ne soyons pas seulement les gens qui ont compromis le relèvement du franc (11)."

Il est vrai que dès le début de janvier l'échec de la politique de Thoiry, discernable dès novembre, devient évident à tous, que la position de Briand en paraît ébranlée, et d'abord aux yeux de Poincaré lui-même (12). Au Conseil des Ministres du 21 décembre, où Briand a été rudement égrillé,

c'est Louis Marin qui, dans la ligne de ses conversations avec Wendel, a mené l'assaut, efficacement, contre lui (13). Quand Wendel entend le ministre des Affaires étrangères défendre sa politique, le 19 janvier, en Commission, il le trouve comme chacun (14) sur la défensive et en repli (15) : il a bien parlé à Stresemann d'une évacuation de la rive gauche du Rhin, mais en réclamant en retour des "propositions acceptables". Or, Stresemann n'en a pas apporté jusqu'ici. Donc : "la question n'est pas posée." Wendel trouve le raisonnement un peu court (16).

Au reste, si la menace s'éloigne un peu, Thoiry laisse tout de même, pour un Wendel, une blessure, la fin du contrôle militaire en Allemagne, et une certitude, celle que Briand reprendra ses tentatives détestables à la première occasion. Au cours d'un échange de propos acides et parfois violents avec Louis Madelin (17), Charles Frey, le pasteur Soulier et Franklin-Bouillon, Président de la Commission, Briand se livre en effet à un "grand acte de foi locarniste" - qui pour Wendel a figure de "credo quia absurdum".

Au cours de son exposé, Briand s'en prend avec virulence à ses adversaires politiques, qui manqueraient tout ensemble "à la bonne foi et à la probité", il s'en prend aux "petits journaux qui sont généralement les avant-gardes dont on se sert quand on ne veut pas compromettre les grandes feuilles", et enfin "au chef d'orchestre invisible" qui réglerait l'ensemble des attaques. "Je ne suis pas très musicien", s'écrie-t-il, "bien que j'aie fait un peu de musique dans ma jeunesse. Mais j'ai assisté à des représentations d'opéra ou d'opéra-comique et j'ai pu constater la présence d'un monsieur avec une baguette auquel l'orchestre obéissait. J'ai vu un tel unisson dans un certain nombre de journaux que je me suis dit : il y a une baguette quelque part." Et la musique broderait sur le thème suivant : "Nous avons un gouvernement magnifique, un gouvernement d'Union Nationale qui réalise des choses très belles, mais il a dans son sein un terrible ver, compromettant pour la sécurité de la France, un

homme dangereux, un mystique qui est prêt à tout donner" (18). Ce résumé ironique de Briand n'est pas éloigné en effet des sentiments d'un Wendel : lui qui se jugerait volontiers visé par l'attaque contre le chef d'orchestre est tout à fait décidé, en tout cas en ce qui le concerne, à ne modérer en rien les attaques de la presse qu'il influence.

Mais aucun débat majeur ne s'annonce qui obligerait les parlementaires U.R.D. à une révision déchirante de leur attitude. La ratification des accords de Washington et de Londres en particulier ne semble plus d'actualité. Poincaré l'affirme lui-même à Wendel le 14 mars : "La Chambre n'en veut pas, lui n'en a jamais voulu !" (19).

Quant au projet de loi sur l'organisation du pays en temps de guerre, qui vient en discussion au mois de mars 1927, sur rapport de Paul-Boncour, il est de trop peu de conséquences pour mériter qu'on s'en inquiète beaucoup. Wendel s'afflige bien que, dans la mesure où il innove un peu, "il ne propose qu'un mauvais ramassis de théories plus ou moins socialistes". Il pense même à parler sur le problème des bénéfices de guerre dont la Chambre se préoccupe longuement. "Personne ne songe à les défendre, mais pour les éviter on militarisera (...) plus ou moins toutes les usines... et on ne produira rien." Mieux vaudrait, juge-t-il en se fondant sur son expérience de Bordeaux en 1914, "la marche avec bénéfices si besoin, mais à livre ouvert : cela suffirait (...) pour fermer la porte à certaines exagérations par le fait même qu'elles seraient connues", et cela éviterait une désastreuse "égalisation des prix par le haut". Mais il renonce finalement à intervenir, faute d'être prêt à temps, et un peu inquiet des orages qu'il pourrait soulever (20). Après tout, l'affaire ne mérite pas beaucoup d'émotion, et finalement Wendel vote l'ensemble du projet (21). "Le jour où la guerre reviendra - elle est déjà en route - un bon décret abrogera /dès/ la mobilisation toutes les stupidités que nous sommes en train de voter"... Wendel n'aura pas à attendre jusque là car bientôt le projet va s'enliser au Sénat (22).

Dissolution ?

Les projets de Sarraut sur la réforme du mode de scrutin paraissent quelque temps en recul, au début du printemps, au profit d'une autre perspective : celle d'une dissolution immédiate de la Chambre. Dans la bataille financière, les passions des deux camps se retrouvent pour souhaiter une telle décision, vers le début de mai. Car ils observent que l'approche des élections du printemps 1928 obnubilait déjà le Parlement et que Poincaré risque d'ici là de s'accrocher au statu quo. N'est-ce pas le temps où les esprits plaisants relèvent la docte affirmation d'un membre de l'Académie des Sciences selon qu'il faudrait 22 ans - ni plus ni moins - de stabilisation effective avant d'arriver à la stabilisation légale (23) ? Du côté de Rist et de Moreau, on craint que la décision ne soit dangereusement retardée par l'approche du scrutin, puisqu'elle est probablement trop impopulaire pour être prise en période pré-électorale, et que Poincaré ne parvienne pas d'ici là à conserver à la fois son autorité intacte et le mystère sur ses intentions, ni la Banque à tenir les cours sans un gonflement démesuré de ses achats (24). Du côté des revalorisateurs, on redoute, à l'inverse, que la stabilisation de fait, par crainte des conséquences inévitables d'une nouvelle hausse du franc sur l'activité économique, ne soit prolongée et que ce même stock gonflé ne renforce la thèse de leurs adversaires. Voici donc d'accord les deux parties et leurs influences se conjuguent auprès des autorités politiques pour défendre la dissolution (25).

C'est d'ailleurs à l'occasion d'une conversation avec Moreau que Wendel évoque pour la première fois, le 10 mai, - et cette fois au moins ils sont à l'unisson - la perspective d'une dissolution que Rothschild de son côté désire ardemment (26). Moreau a reçu de sa campagne du Poitou des informations qui marqueraient un début de désaffection de l'opinion à l'égard de Poincaré, dont il faudrait devancer les développements, et

il tombe d'accord avec Wendel que si la situation financière du moment est bonne, rien ne dit qu'elle se maintiendra jusqu'en 1928 : on devrait donc "profiter de l'état de choses actuel, et nommer une Chambre avec laquelle on pourra, en quatre ans, parachever l'oeuvre entreprise" (27).

Quand Moreau va plaider la dissolution auprès de Poincaré, le 16 mai - la date n'est pas de bon augure - il l'entend s'en dire partisan, en principe, mais fort désireux que l'on n'agite pas la question dans l'immédiat. "Il me faut", lui dit-il, "ménager le Sénat, mes collègues du ministère, et le président de la République. Tenez, j'aimerais mieux attendre que la Chambre commette une grosse bévue, alors là, je tiendrais ma dissolution... Mais dans tous les cas, il ne faut surtout pas que la presse parle de dissolution..." (28).

Rothschild revient peu après à la charge auprès de Moreau, en le pressant d'user de toute son influence, non seulement sur Poincaré, mais aussi sur Doumergue et Paul Doumer, président du Sénat. Malheureusement le gouverneur trouve le président de la République encore plus évasif que le président du Conseil : parler de dissolution ce serait risquer de reconstruire le Cartel "qui a fait tant de mal et dont il a eu tant de peine à débarrasser la Chambre". Il pourrait se produire, sait-on jamais, un événement qui permette la dissolution - mais d'ici là s'imposent la prudence et le silence. Moreau est tout à fait découragé au sortir de l'Élysée, se demandant "pour la première fois de sa carrière" si le régime "permet de gouverner la France selon ses véritables intérêts" (29). Il a minimisé, tout autant que Rothschild, la force des traditions qui rendent pestiférée, depuis Mac-Mahon, dans les cercles politiques, l'idée même de dissolution (30).

Débat sur le scrutin d'arrondissement

L'hostilité de principe des troupes de l'ancien Cartel envers la dissolution se fût au reste encore accrue si les élections anticipées avaient

été le moyen d'escamoter ce retour au scrutin d'arrondissement qu'elles appelaient depuis longtemps de leurs vœux. Après le dépôt, le 10 mars, du projet de loi d'Albert Sarraut qui allait dans ce sens, la discussion a paru s'éterniser en Commission du suffrage universel. Mais début juin, au moment où s'éloigne tout à fait la perspective d'une discussion, on recommence d'en parler beaucoup.

Le rapport Baréty est distribué dans les derniers jours du mois et la bataille s'engage le premier juillet. Elle va monopoliser jusqu'au 11 à peu près toute l'activité de la Chambre - en tout cas toute sa passion. Wendel, quant à lui, "s'y jette toutes affaires cessantes" (51).

Un grand absent : Poincaré, qui a choisi de ne s'en mêler pas. Non seulement il reste invisible et étranger au débat, mais il a libéré les membres du Cabinet de toute discipline de vote sans craindre que soit violée la solidarité ministérielle. C'est d'ailleurs la seconde fois en peu de temps : le 10 juin précédent, l'échec à 38 voix du projet d'aliénation du monopole des allumettes au profit du Suédois Ivar Krüger s'explique en grande partie parce que Poincaré s'est refusé à poser la question de confiance et a laissé voter contre son projet trois des ministres de gauche : Painlevé, Herriot et Queuille. Dans l'affaire du mode de scrutin, il permettra à Louis Marin de s'engager en sens inverse. Ceci ne compense pas du tout d'ailleurs cela, aux yeux de Wendel, ni le mal que cause le président du Conseil en paraissant se désintéresser d'un débat "où se joue - il le sait et il le dit - l'avenir du pays" (32). Il est vrai qu'on connaît bien Poincaré : "Il ne veut pas être renversé par la gauche qu'il aime et qui ne le lui rend certes pas : c'est un jeu qui se poursuit depuis plus de vingt ans..." (33).

Or sur cette gauche du Parlement, la donnée fondamentale est constituée par le ralliement des socialistes au scrutin d'arrondissement - tout récent et très inattendu - au nom du principe affirmé par Léon Blum :

"Plutôt le scrutin d'arrondissement que le maintien du statu quo." Selon les termes mêmes du Congrès socialiste "il n'exis~~ait~~^{fait} plus, dans l'état présent de l'opinion parlementaire, qu'un moyen d'obtenir un jour la représentation proportionnelle juste et loyale, sans panachage aucun", et le moyen c'était "de revenir à pied d'oeuvre, c'est-à-dire un scrutin majoritaire". (54) le détour n'est pas forcément convaincant : pour Wendel, il n'y a là, bien entendu, que palinodie électoraliste : "les loges, qui sont de plus en plus socialistes, veulent le succès de ceux-ci en 1928 et /ils/ s'asseyent sur leurs principes..." (55).

A l'autre bout de l'éventail, la Fédération est au contraire irréductible dans son hostilité au scrutin d'arrondissement, à la fois par fidélité à la tradition proportionnaliste déjà ancienne, qui remonte aux premières campagnes de Charles Benoist, et par intérêt arithmétique immédiat. Elle l'a répété fermement au cours de son dernier Congrès, en février, sur la proposition de Georges Bonnefous (56). Marin et ses troupes restent tout à fait insensibles à l'argumentation que Sarraut développe en privé pour tâcher de les séduire, quand il leur explique que son projet n'est pas présenté "pour faire plaisir aux cartelistes", mais bien "pour faire échec aux communistes" (57). Car avec la R.P. ceux-ci reviendront 60 ou 70 - au lieu de 26 et ce jour-là, dit Sarraut, "le régime parlementaire sera impossible à suivre. Plus nombreux ils paralyseront tout le mécanisme, le discréditeront et arriveront à ce qu'ils desirent, la destruction par la Révolution". Au demeurant "n'est-ce pas le scrutin actuel qui a nommé la Chambre du Cartel ?" Ainsi "le scrutin uninominal est le seul qui permettra plus tard le rapprochement des républicains et des républicains de gauche, unis pour la défense contre le communisme" (58).

A de tels arguments, les membres de l'U.R.D. répondent "tout net" à Sarraut, comme l'avait fait Wendel, que "si l'on voulait venir à bout du communisme, il ne fallait pas lui faire son lit en retournant à un

scrutin assurant l'élection des radicaux-socialistes" et "que /si/ la Chambre de 1914 avait été assagie par la guerre et celle de 1924 par la catastrophe financière, (...) on ne pouvait pas s'offrir tous les quatre ans le luxe de leçons pareilles..." (39)

Et des fédérations départementales affluent au siège central, 56 rue de Varenne, dans le courant du mois de juin, des lettres de mise en garde destinées à Louis Marin. Jean Baudouin, le responsable écouté de la Seine Maritime, supplie qu'on déclenche une grande campagne dans le pays sur le thème des "tripatouillages électoraux" (40). La section de Lyon souhaite, de son côté, une démarche solennelle chez Poincaré, comme aux groupes parlementaires de la droite (41).

Vers une défaite
de l'U.R.D.

Toute unie qu'elle soit dans cette conviction, l'U.R.D. reste bien faible devant un Cartel qui risque de se reformer l'espace d'un débat. Parmi les groupes modérés voisins, certaines defections sont à craindre, à la suite surtout de celle, très contagieuse, d'André Tardieu. Dès le 3 juin, au cours d'un déjeuner chez Désiré Ferry, Tardieu l'a annoncée à Wendel, qui lui en a fait vif reproche - et qui n'estime pas ses motivations : "Il se dit partisan du scrutin d'arrondissement, pour se concilier les voix de gauche... espérant que l'on oubliera cette attitude si le scrutin est écarté, et qu'au contraire on lui en saura gré s'il triomphe." Bref "il s'est bien montré ce qu'il est : un homme désirant arriver président du Conseil et ayant plus d'ambition - et d'ailleurs de talent - que de doctrine." (42) D'autres suivront Tardieu, que l'U.R.D. aurait pu espérer s'allier dans la bataille (43).

Quant aux députés radicaux, ne peut-on croire qu'il s'en débauche

quelques-uns en dépit de la tradition historique du parti ? Les situations locales sont très variées, et certains préféreraient à coup sûr, dans l'intérêt de leur réélection personnelle, le maintien du scrutin actuel. Wendel se risque même à affirmer qu'au scrutin secret, il y aurait bien 350 députés à la Chambre pour voter contre le projet de loi (44) - ce qui est, par définition, fort incertain. Mais, dès les premières escarmouches, les premiers votes indicatifs, il constate tristement que les radicaux n'osent pas s'émanciper, "terrorisés" juge-t-il, par "les loges", dont l'autorité sur eux lui semble "formidable".

Ainsi le déroulement du débat confirme-t-il, dès ses débuts, les sombres pronostics qu'une analyse des forces en présence pouvait d'avance inspirer à l'état-major de la Fédération. La droite tente bien de faire obstruction en menant grand tapage, en multipliant les amendements. Elle est battue à chaque scrutin (45). Elle est battue le 1er juillet, sur une motion proposant d'écarter a priori tout projet qui ne diminuerait pas le nombre des députés. Elle est battue le 6, quand elle demande qu'on ôte le droit de vote aux "amphibies" - ces nouveaux sénateurs, anciens députés, en majorité radicaux, qui continuent de participer au scrutin, bien qu'ils aient quitté, depuis janvier déjà, le Palais-Bourbon pour le Luxembourg. Elle est encore battue le 9, sur l'amendement relatif à la défalcation des étrangers dans la détermination du nombre des habitants de chaque circonscription, et le 11 sur l'amendement qui propose à nouveau que le nombre actuel des députés ne soit pas dépassé.

Dès le 7 juillet, Wendel se persuade qu'en dépit des efforts déployés, de l'éloquence à flots répandue (46), des passions déchaînées, le résultat est d'avance assuré, et que, le parti de chacun étant pris, les incidents n'y peuvent rien changer (47). Ses amis sont impuissants à redresser le courant dominant. Il n'y a rien à espérer du Sénat qui est acquis de longue date au principe de la réforme.

L'arme suprême...

La Fédération garde pourtant une arme capitale, dont l'utilisation pourrait modifier de fond en comble le panorama politique, mais sans qu'on puisse d'avance en maîtriser du tout les conséquences : il s'agit de la démission de Louis Marin, qui entraînerait à coup sûr la chute du Cabinet, et par là même torpillerait la loi, dans l'immédiat tout au moins. Voici renaître à chaud ~~dans~~ cette alternative déjà ancienne : faut-il ou non, une nouvelle fois, avaler la pilule amère, pardonner à Poincaré cet événement dont il est bien, en définitive et par son abstention même, le premier responsable ? Le parti est très violemment agité en cette première quinzaine de juillet, et du haut en bas, par ce choix capital - comme l'est aussi l'Alliance Démocratique voisine (48).

Au Parlement, les modérés se divisent en deux camps. Pour certains, tout vaut mieux que la réforme, dont les effets risquent de compenser largement, et au-delà, les bénéfices politiques du soutien donné au redressement financier. Toutes les cartes doivent être jouées. La motion Bonnefous, adoptée par le Conseil national en février, ne disait-elle pas en parfaite netteté : "L'appui donné par le gouvernement à un système électoral qui n'accorderait pas à tous les partis politiques leur part équitable de représentation ne pourrait apparaître que comme une dénonciation de l'Union nationale elle-même (49)" ? Recensant pour Louis Marin, le 12 juillet, les opinions des principales personnalités modérées, Jean Guiter, secrétaire général de la Fédération (50), met parmi ceux-là, Desjardins, Henry Fougère, Maginot, Poitou-Duplessy, le pasteur Soulier, François-Poncet, Reibel, Edouard de Warren...

Dans l'autre camp, où dominant, d'après Guiter, Chassaigne-Goyon, Lefebvre du Prêy, Camille Blaisot, on estime que tout bien pesé, et quelque navrant que soit l'épisode, l'intérêt des droites est de laisser se pour-

suivre l'expérience Poincaré. C'est l'opinion que Paul Reynaud, dans une lettre à Charles Reibel, exprime clairement en ces termes : "Poincaré serait satisfait, dans le fond de son cœur, de tomber à gauche, et de dénoncer nos amis comme faisant passer la rancune née de leurs intérêts électoraux froissés avant le redressement du franc et par conséquent l'intérêt national. Et nous perdriions, aux yeux de la foule qui est simpliste, une plate-forme électorale aux prochaines élections. Nous ne pourrions plus dire : "Après avoir fait sa politique, et mené le pays au bord du gouffre, le Cartel a dû revenir à la nôtre en s'écriant : Au secours, Monsieur Poincaré !..." (51)

... inemployée

Guiter, parmi les tenants de cette position, compte François de Wendel. Celui-ci, à vrai dire, n'a qu'un moment d'hésitation, le vendredi 8 au matin : ce jour-là seulement, il pousse Marin à envisager son départ si tous les amendements de la droite sont rejetés et que la défaite soit certaine. Mais c'est dans la demi-hébétude particulière au lendemain d'un long débat nocturne, et quand il y réfléchit un peu plus tard, il est reconnaissant à Blaisot - "qui se montre de jour en jour un debater plus remarquable et un excellent chef de parti" - d'avoir, contre lui-même, déconseillé la chose : "Ses arguments rassemblaient trop à ceux que j'avais donnés jeudi pour que l'hésitation fut permise à des gens de sang-froid", et il ajoute, rejoignant l'argumentation même de Paul Reynaud : "Poincaré, qui une fois de plus, trahit sa majorité, et malheureusement avec elle sa propre politique, ne demande qu'à reprocher à la droite une chute qu'il ne devra qu'à lui-même : il ne faut pas tomber dans le panneau (...). Nous ne devons pas faire le jeu des gauches, en compromettant un redressement financier dont nous avons actuellement le bénéfice vis-à-vis du pays..." Car celui-ci "se désintéresse visiblement d'un débat dont il ne comprend pas la portée (52)."

Morins le bref aller et retour du 8 juillet, telle est donc la position à laquelle Wendel se tient dans les petits conseils de guerre modérés auxquels il prend part en coulisse, et où il retrouve notamment Marin, Blaisot, Maginot et Warren (53).

Cette doctrine inspire son attitude, dès le 5 juillet, à l'occasion d'un incident qui paraît un instant sur le point de provoquer la chute du Cabinet, incident apparemment extérieur au débat mais qui y touche en réalité de près. La discussion électorale est en effet brièvement suspendue ce jour-là pour laisser place à une interpellation sur l'Action Française : il s'agit de ce que Wendel appelle la "stupide arrestation" de Maurice Rujo, d'une demoiselle des P.T.T. - et de son bébé ! - prévenus de participation à la mystification téléphonique qui a permis à Léon Daudet de s'échapper de la prison de la Santé, dans un grand éclat de rire.

La question de confiance est posée par Barthou, Garde des Sceaux, et soudain le gouvernement paraît aller à sa perte. Car les socialistes s'apprêtent à voter contre et, du côté de l'U.R.D., les "boîtiers" commencent d'engouffrer les bulletins bleus dans les urnes : Warren, qui souhaite, comme on sait, la chute de Poincaré pour noyer le projet Sarraut, affirme que telles sont les instructions de Louis Marin absent. Wendel vient précisément de quitter son président à l'instant, qui ne lui a rien dit. Il rassemble sur-le-champ ceux de son groupe, réclame confirmation de l'avis de Marin - qui ne vient pas (54) - et déclare que c'est chose folle de renverser le gouvernement sur une pareille question, et "parce qu'on a arrêté une téléphoniste et son bébé...". Quant aux arrières-pensées, "culbuter le ministère pour éviter le vote du scrutin d'arrondissement /lui/ paraît un bon moyen (...) de faire voter /la réforme/ d'enthousiasme par le Cabinet qui sera constitué le lendemain avec une opinion publique complètement dressée contre nous..."

Ainsi parvient-il, "aidé de quelques amis", à remonter le courant, et

contribue-t-il à procurer, les radicaux ayant de leur côté voté pour, une majorité au gouvernement (55). Le lendemain, on dit assez couramment dans les couloirs que Wendel a sauvé le Cabinet. "C'est un peu exagéré", reconnaît-il lui-même - mais son collègue le Pasteur Soulier lui attribue plus tard un rôle capital en l'occurrence (56), rejoignant ici les appréciations formulées à gauche par la gauchière (57). Et Poincaré, qui n'est pourtant pas coutumier du fait, remercie Désiré Ferry de l'aide qui lui a été apportée (58).

Le 12 juillet, les dés sont jetés, et après un nouveau découpage de circonscriptions, l'ensemble de la réforme est adopté par 320 voix contre 234. Deux jours plus tard, comme on pouvait le prévoir, le Sénat ratifie, sans beaucoup de discours.

Le moindre mal ?

Cette grande affaire réglée, les Chambres vont se séparer. La Fédération républicaine est en deuil de ses espoirs. "Je n'ai pas le droit de vous dissimuler", écrit Guiter à Louis Marin au soir de la bataille, "le très vif découragement de nos militants, les calomnies que l'on prononce à votre endroit, les reproches qui me sont prodigués..." (59). Wendel, quant à lui, part pour la Lorraine avec la tristesse au coeur, non sans se demander encore par moments si vraiment "tout ne valait pas mieux que le scrutin d'arrondissement" (60) qui "ruine un effort qui paraissait devoir être couronné de succès". N'a-t-il pas entendu, la veille encore, le socialiste Frédéric Brunet lui déclarer joyeusement : "Avec le scrutin précédent, vous reveniez à 350"? Bref. on aurait réussi à nouveau "le coup de 1919". Au lieu de cela, "c'est l'échec certain, sauf peut-être au cas d'une dissolution qui ferait les élections sur un objet précis" (61).

Mais quoi ! il a bien fallu se prononcer face à ce choix permanent :

"Faut-il tenir compte de l'opinion du pays ?" ou bien "ne faut-il envisager que celle des députés ?"

Et Wendel conclut en ces termes ses réflexions d'après la défaite :
 "la question est de savoir si, en jouant le grand jeu, nous n'aurions pas été déconsidérés devant le pays et gratifiés du scrutin d'arrondissement tout de même (...). Je n'ai pas hésité, l'an dernier à marcher contre l'opinion et ne me suis préoccupé que des conséquences parlementaires possibles : l'événement m'a donné raison. J'ai regardé cette fois-ci du côté du pays, et j'ai déconseillé à Marin l'opération parlementaire. L'avenir jugera (62)."

En attendant, la démonstration se fait peu à peu que paradoxalement sous ce magistère de Poincaré, si ardemment appelé naguère par ses vœux et par son action, Wendel a moins de poids qu'à l'époque du Cartel agonisant. La popularité du Cabinet parmi son propre public, parmi sa clientèle politique, ne lui laisse plus, sauf événements bouleversants, le moyen de le renverser et donc de l'en utilement menacer : il peut compter que la rouerie de Poincaré saura continuer d'en tirer tous les avantages possibles. Dans la perspective du grand choix financier qui s'annonce, le précédent peut inquiéter.

SECTION III : Grandes Manoeuvres électorales

Inauguré de pareille façon, l'entr'acte de l'été est marqué, pour Wendel, de tristesse et d'inquiétude. Il remâche ses reproches envers Poincaré : "Quand on pense que c'est un homme ayant une pareille situation qui a laissé se consommer l'erreur formidable /du scrutin d'arrondissement/, les mots les plus sévères viennent à l'esprit pour le qualifier... L'explication la plus plausible est qu'il avait pris un engagement vis-à-vis d'Herriot à la formation du ministère, et que s'il a trompé Marin, il a tenu parole à l'homme des faux bilans..." (1)

Cette rancune, que renforce la réflexion, s'aggrave encore devant une autre décision du gouvernement, prise, celle-ci, sur le plan financier : Poincaré se refuse à accorder la suspension de la loi du 3 avril 1918 prohibant l'exportation des capitaux, et se contente, sur la suggestion de Moreau, de facilités données par le système de report sur devises (2) à quelques banques privilégiées, et notamment à celles représentées à la table du Conseil de Régence. Wendel trouve la discrimination "du plus mauvais goût", et ne s'en cache pas. Soutenu par ses collègues industriels de la Banque, il marque que "cela n'a rien à voir avec l'exportation des capitaux" (3). La conclusion est amère : "Poincaré laisse, une fois de plus, passer l'heure" (4).

Les quelques semaines que Wendel vit en Lorraine, loin de la politique quotidienne, n'ont rien pour adoucir ses craintes. "Il est évident", écrit-il début septembre, "que le gouverneur manoeuvre de plus en plus Poincaré, et que tout cela finira mal... si la crainte du communisme, qui devient de plus en plus arrogant, ne met un peu d'ordre dans les esprits..." (5).

Quant au front extérieur, il continue d'être menacé par la politique de

Briand. On ne voit pas de décision sensationnelle, mais il regne une atmosphère générale qui paraît à Wendel de mollesse et d'abandon. Marin continue, en août et septembre, de se heurter à Briand au Conseil des Ministres, jusqu'à brandir plusieurs fois sa démission et il trouve un Poincaré apparemment disposé à beaucoup de concessions sur la question rhénane. Le président ne lui aurait-il pas dit, à sa consternation, que juridiquement la prolongation de l'occupation ne se défendait plus ? (6) En emmenant ses enfants faire la descente du Rhin, Wendel trouve précisément, au même moment, l'occasion de retremper dans des émotions neuves les convictions de son patriotisme inquiet (7).

Au demeurant les affaires allemandes reculent au second plan de l'actualité : dès le début d'octobre, la perspective du renouvellement de la Chambre domine impérieusement la scène, et comme on ne parle plus guère, depuis fin décembre, d'une dissolution qui la hâterait (8), le monde politique s'installe pour six mois dans l'agitation propre aux périodes pré-électorales. Tous les problèmes majeurs en débat sont désormais, comme d'ordinaire, tout à fait subordonnés à la bataille.

Les questions de personnes que fait naître la variété des conjonctures locales, les conflits individuels qui surgissent entre les divers concurrents de la droite, sont pour Wendel l'occasion de vérifier que son autorité a grandi dans le camp des modérés, et que les conséquences de ses actions parlementaires récentes viennent en effet grossir l'influence que comporte, de longue date, sa situation personnelle. La rude campagne qui se prépare s'annonce plus coûteuse, dans le cadre individuel de l'arrondissement, que celle qui l'ont précédée. Et chacun sait bien - on imagine - combien peut compter le président du Comité des Forges dans les choix de l'Union des Intérêts économiques qui va dispenser une si grosse part de la manne électorale.

Un précédent : Billiet
contre Peyerimhoff

Peyerimhoff, un an plus tôt, a déjà senti le poids de la main de Wendel sur son épaule. L'incident mérite d'autant plus d'être évoqué qu'il touche de près à la grande querelle financière.

Billiet soutient depuis le retour de Poincaré les thèses monétaires et internationales chères à Wendel (9) et il fait voter par son organisation, à la mi-octobre 1926, un vœu contre la ratification qui correspond sûrement à l'opinion de beaucoup de ses membres provinciaux - industriels ou commerçants - mais qui lui vaut de vifs reproches et des menaces de Peyerimhoff, membre du comité des experts, comme on sait très "briandiste" - stabilisateur.

À l'approche des élections sénatoriales, Peyerimhoff a menacé Billiet de lui couper les vivres (10). Celui-ci est accouru chez Wendel pour "appeler au secours". Wendel l'a assuré alors de son soutien chaleureux et le lui a témoigné un peu plus tard, en décidant d'assister en bonne place au grand banquet de mille couverts que l'Union des Intérêts économiques a donné, salle Wagram, à l'occasion de ces mêmes élections (11). Il s'est aussi résolu à aller voir Peyerimhoff pour lui réclamer des explications : Il lui a fait comprendre qu'on ne pouvait /lui/ demander de verser à la caisse des Bouillères les subventions de /ses/ établissements si les gens qui pratiquaient /sa/ politique n'en devaient rien voir". Sur quoi Peyerimhoff lui a certifié que "s'il avait marqué son mécontentement "d'expert" à certains, il ne songeait pas à des sanctions pécuniaires". Mal convaincu, Wendel a décidé, afin de marquer le coup, d'attendre quelques jours et que Billiet ait son argent pour verser de son côté à Peyerimhoff la cotisation de la "maison" qu'il avait suspendue (12).

À l'automne 1927, l'approche de l'échéance multiplie pour Wendel les occasions de tels arbitrages.

Ainsi voit-il Paul Reynaud accourir à lui pour se plaindre de l'appui que Billiet donne à son concurrent Louis Dausset. Wendel promet d'y mettre bon ordre, non sans se permettre la satisfaction de "donner une petite leçon" à Reynaud en le priant de "rentrer désormais" ses ~~menaces~~ contre l'U.I.E. (13). Georges Mandel, un familier de plus longue date, est moins heureux, et Wendel n'obtient pas le retrait du concurrent modéré, Perrier du Larsan, dont la présence risque d'interdire à Mandel la reconquête de son siège à Nesparre (14). André François-Poncet a plus de chance : à sa requête Wendel décourage son ancien secrétaire Rollet-Maine de se présenter contre lui dans la deuxième circonscription du septième arrondissement. François-Poncet est membre de l'Alliance Démocratique et Rollet-Maine appartient à la Fédération. Marin qui est ^{en} mauvais termes avec François-Poncet (15), et qui est "désireux de placer ses hommes", se laisse difficilement persuader (16).

Tout en se penchant volontiers sur ces cas individuels (17), Wendel travaille d'une façon plus générale à l'union des modérés. Il s'agit d'empêcher que les ressources électorales de la droite, et au premier chef, ses ressources financières, ne se dispersent en efforts divergents ou antagonistes.

C'est ainsi qu'il reproche à Henri de Kerillis, qui est en train d'organiser son Centre de propagande des républicains nationaux, fondé sur une souscription lancée à grand fracas dans l'Echo de Paris, ses attaques contre les autres organisations modérées⁽¹⁸⁾ : "Sous prétexte de galvaniser les énergies" il risque de "démolir les gens qu'il prétend soutenir" : ce n'est pas à lui "de conduire le bal" (19).

De la même façon Wendel pousse à un accord, préparé par Meyerimhoff (20), entre Billiet et le jeune Redressement Français d'Ernest Mercier, et il assiste le 17 novembre, pour en témoigner publiquement, à la réunion solennelle qui doit sceller la réconciliation, une réunion dont il évoque la couleur en ces termes : "Seuls sur l'estrade, les deux apôtres ont bien

joué leur scénario, mais ils étaient assez comiques à voir, l'un /Mercier/ grand, mince, élégant, parlant vite et avec feu, l'autre /Billiet/ gros, court, avisé et retors : Don Quichotte et Sancho Pança. On se serait cru au Guignol. Le public a paru content (21)."

Ernest Mercier et
le "Redressement français"

Il faut dire que tout en applaudissant à ce baiser lamourette à usage pré-électoral, Wendel est loin de mettre les deux organisations sur le même plan. Alors qu'il fait confiance pour l'essentiel à Billiet, il est plein de réticence envers le Redressement et envers son chef. En fait, "il n'en pense rien de bon".

Ses premiers contacts de politique intérieure avec Mercier remontent à mai 1926. Il était alors apparu que Mercier, dans son effort pour moderniser l'action politique des milieux d'affaires selon "la ligne technocratique" à la mode chez les plus modernes, prenait de l'étoffe dans le monde industriel, qu'il commençait de rassembler des fonds importants, en particulier, étant donnée sa position à la C.F.P., de la part des intérêts pétroliers. Dès la fin de 1926, quelques mois après le lancement de son mouvement, il aurait été à la tête d'un capital de 40 millions de francs (22). Constatant que Mercier par là-même "marchait sur les plate-bandes" de Billiet, Wendel s'était efforcé de créer de bons rapports entre le Redressement Français et la Fédération Républicaine, et de montrer à Mercier que son parti représentait "le noyau le plus solide de (...) la conservation sociale" (23).

Très vite ensuite la sévérité de Wendel pour la personnalité de Mercier a grandi. Dès mars 1927, il le juge comme "un galant homme, mais un rêveur

lâché dans la politique, qui jette le désordre partout, sous prétexte d'instaurer des formules soi-disant nouvelles, et qui ne sont en réalité que de vieux clichés abandonnés depuis longtemps..." (24).

C'est le moment où une note de police peut affirmer que le redressement français se proposerait de remplacer purement et simplement l'U.I.E. ! "M. Billiet, dit-on, est maintenant très défraîchi et les grandes firmes, compagnies, banques seraient disposées à faire peau neuve avec le redressement pour donner au public l'illusion d'une entreprise très différente de l'U.I.E. ..." (25)

Voilà une opération à laquelle Wendel refuse, pour sa part, tout à fait de se prêter, persuadé que Mercier, longtemps flou sur ses intentions (26), est sincèrement - et dangereusement - tenté par un virage vers le centre gauche. La participation de Mercier au Comité franco-allemand de Mayrisch - cette réunion de "jobards" où il côtoie Peyerimhoff (27) - sa prétention d'élaborer une doctrine industrielle à coloration "avancée", tout cela n'est pas fait pour apprivoiser Wendel.

Il est vrai qu'à l'automne le redressement français paraît se décider à barrer vers la droite, peut-être par crainte, précisément, de s'aliéner les "puissances" (28) - mais cela ne peut suffire à faire fondre les réticences de Wendel.

Quant il reçoit Mercier, peu après la réunion de la rue Jean Goujon, il ne tente pas d'ailleurs de mimer une grande affection. Le "rêveur" est certes fort aimable, "séduisant", il a "la parole facile" mais dès qu'on pousse la conversation "il est incapable de sortir des généralités". Les deux hommes ne tombent d'accord, péniblement, que sur un seul point : l'intérêt électoral d'un "front unique" (29).

Aussi bien quand Mercier, sur le pas de la porte, demande l'appui

financier du Comité des Forges, s'entend-il répondre que certains adhérents du Comité ont bien remis des sommes à destination du Redressement Français, mais que les choses n'iront pas plus loin (30).

François Coty

Dans le même temps, la même tactique conduit Wendel à souhaiter canaliser l'influence d'un autre personnage important, plus puissant peut-être, plus bruyant sûrement : le parfumeur François Coty, et qu'une violente querelle publique oppose précisément à Ernest Mercier (31). Bisbilles détestables naturellement pour Wendel, qui pourtant, s'il fallait choisir, pactiserait plus volontiers avec le parfumeur qu'avec le pétrolier. Entre Wendel et Coty, André Chambeix est l'intermédiaire naturel, puisqu'il est à la fois aux Debats et au Rigaro, et il a proposé au printemps précédent de favoriser un rapprochement.

Wendel, qui n'avait pas vu Coty depuis février 1924, a saisi l'offre avec empressement. Non qu'il se sente exactement du même monde. Coty lui paraît être resté un peu bien "nouveau riche", avec ce saphir qu'il porte au cinquième doigt, "digne d'une bague épiscopale", avec son hôtel particulier de l'avenue Raphaël "où les belles choses semblent s'entasser". Mais enfin, il reste ce fait capital que Coty est "une des rares personnes en France disposant de fonds considérables dont il ne doit de compte à personne". Or, "ses récents déboires électoraux l'ont rejeté à droite" (32) (Il s'agit de son élection au Sénat, en Corse, en juillet 1923, annulée peu après pour corruption de délégués sénatoriaux : il en a gardé vive rancune au Cartel et à Poincaré (33)). Wendel resume cette évolution en écrivant, dès le mois de mai : "au fond c'est un autoritaire et les fantaisies communistes qu'encouragent les complaisances radicales ne sont pas de son goût." Et il conclut en juin : "Ce serait une grave erreur

de le décourager alors qu'à vrai dire, il défend, dans l'ensemble, les mêmes idées que nous. S'il vaut jouer les Northcliffe, je n'y verrai que des avantages." Pendant tout l'hiver 1927-28, on constate que la Nation cite abondamment Coty en "encadré" comme penseur à mériter, de la façon la plus louangeuse(34).

Mais voici qu'à force de s'éloigner de la gauche, Coty en vient à pencher dans l'autre sens, et qu'à l'automne il suscite dans son Figaro des articles financiers très hostiles à Poincaré, et destinés à lui faire payer ses déceptions corses : c'est l'occasion d'une entrevue orageuse entre le parfumeur et le président. Vers le même temps, tout en se proclamant "très soucieux de marcher en accord avec Wendel", Coty lui fait dire qu'il s'étonne de sa "mansuétude envers Mercier" - et "même Billiet". Bref, Chaumeix a "quelque peine à le gouverner". Et Wendel doit le charger d'expliquer à son patron qu'une majorité de coalition - la seule à espérer dans l'immédiat empêchait qu'on eût trop d'intransigeance : "Il faut tirer quelques bordées : cela n'a pas d'inconvénient si l'on sait soi-même ce que l'on veut (35)."

Animé d'un tel état d'esprit, Coty prépare des déceptions à Wendel, qui le trouve, au début de 1928, "un peu en arrière de la main". Ne paraît-il pas vouloir se lancer dans une campagne antisémite ? Wendel s'en inquiète et quand il le rencontre à nouveau, le 4 février, tente de l'en détourner en lui expliquant que "cela ne donne jamais rien de bon" parce que "c'est le meilleur moyen de faire couler le Pactole vers le moulin des adversaires" (36).

Sur quoi Coty s'avise, récidivant, de faire publier dans le Figaro une série d'articles de Chaminade "dont le caillautisme est connu", et qui est stabilisateur ! (37) Décidément, l'homme manque de boussole : "Il a évidemment un grand désir de bien faire, mais l'idée qu'il puisse se tromper ne lui traverse pas le cerveau." Comme Wendel est allé le voir à nouveau,

en personne, pour lui reprocher son évolution, Coty se refroidit; ne donne plus signe de vie et paraît vouloir se consacrer entièrement à sa grande entreprise de l'Ami du peuple à deux sous, qu'il lance alors à grand fracas (38), et dont Wendel juge d'ailleurs, dans les premiers temps, qu'elle ne "manque pas d'intérêt" (39).

Tactique lorraine

Cette union que Wendel travaille à construire, de Coty jusqu'à Mercier, dans le champ des organisations industrielles, lui paraît aussi indispensable quant aux partis. C'est ainsi qu'en Lorraine il faut maintenir à tout prix cette alliance avec les républicains de gauche - les Mazeland, les Fringant - quelque répugnance qu'il puisse éprouver pour leurs attitudes (40), cette alliance qui a conduit à la victoire aux temps, en 1920 et 1924, du scrutin de liste. La Fédération républicaine, réunie en Congrès national, entre le 7 et le 10 décembre, n'a-t-elle pas vu "l'image de l'Union nationale et le désir de la renforcer planer sur ses séances" (41) ? En Lorraine, la ligue est donc à la fois logique et nécessaire, et Wendel, durant tout l'hiver, s'attache à la maintenir. Lui-même n'est pas inquiet pour sa situation personnelle s'il craint que le nouveau système ne lui ménage une campagne électorale plus désagréable que la précédente, il se juge plus tranquille qu'au scrutin départemental, où, dernier sur la liste, il risquait toujours d'être victime du quotient. (42).

Mais pour les résultats globaux de la Fédération en Lorraine, il estime indispensable de maintenir l'accord antérieur avec les républicains de gauche dont les chefs sont le sénateur Louis Michel et René Mercier, directeur du puissant Est Républicain. Il négocie donc en janvier un accord de non-belligérance avec eux, de circonscription à circonscription - notamment par voie de presse - mais sans parvenir toujours à le faire respecter par les siens (43). Car la pugnacité de Marin s'accommode mal de tant de

prudence, et il tend à soutenir plus ou moins ouvertement les candidats qui se sont lancés individuellement contre Mazerand et Fringant - en particulier Adrien de Turckheim contre le premier à Lunéville - au point que Wendel en vient à lui déclarer un beau jour, "assez brutalement", qu' "imprimant les journaux modérés de Nancy, du fait de la carence de la classe possédante de Lorraine", il était, lui Wendel, "tenu responsable de leur attitude" et ne pouvait à la fois "prôner l'union et mener la bataille dans /ses/ journaux contre les gens avec lesquels /il/ déclarait indispensable de faire l'union..." (44) Marin continue pourtant de jouer ce que Wendel appelle un double jeu et d'encourager partout ses amis : il place ainsi parfois Wendel dans une position intenable en face de ceux avec qui il a conclu accord (45).

Wendel tient d'autant plus à ce système de bataille en Lorraine, qu'il le croit justifié par la nature des nouveaux clivages. Il le dit clairement à Louis Barthou un soir de février : "Quoi qu'en pensent les anciens, la question sociale prime aujourd'hui la question religieuse (46)." Et il s'efforce de démontrer à Marin et à ses militants réunis autour de lui, que toute la campagne doit se faire sur "la défense du franc et de l'épargne" "On défendra le reste, et la religion en particulier, une fois que l'on sera nommé (47)." Ainsi concilie-t-il heureusement la stratégie pour le scrutin et la hiérarchie qu'il confère à ses propres préoccupations politiques.

La répartition de l'argent électoral, les arbitrages qu'il apporte dans les querelles de ses amis et de ses alliés, les conseils de modération lorraine donnés à Marin, tout répond à ce souci primordial : que la droite nationaliste se concentre sur l'essentiel, cette grande bataille de la revalorisation dont chacun sent que l'issue suivra à bref délai le renouvellement de la Chambre.

CHAPITRE III

LE FRANC POINCARE OU LA DEFAITE DES REVALORISATEURS

SECTION 1 : la dernière longueur

Moreau contre Wendel :
répétition générale

S'il est vrai que sur le front financier revalorisateurs et stabilisateurs sont les uns et les autres à peu près persuadés que nulle décision ne pourra être prise avant les élections, sauf en cas de nécessité financière résultant d'une nouvelle pression speculative (1), la guerre de tranchée continue et chacun observe avec inquiétude l'adversaire pour vérifier qu'il ne s'assure pas discrètement quelque avantage important. Le mois d'octobre 1927 a bien connu un instant de répit, l'afflux des devises étrangères dans les caisses de la Banque ayant fait place à un reflux, sous l'effet, aux dires de Moreau, de diverses mesures techniques qu'il a prises, et parce que l'industrie et le commerce effectuaient d'importants achats saisonniers de matières premières. Mais dès le début de novembre, la tendance s'est renversée à nouveau, puis s'est accélérée au point qu'un moment certains se sont demandés s'il serait possible d'attendre avril pour faire le choix décisif : Moreau est venu faire part à Poincaré, à plusieurs reprises, de son inquiétude à cet égard.

Et voici que fin décembre surgit une nouvelle poussée de fièvre, un nouvel et brutal affrontement entre Moreau et Wendel, à la Banque directement et, dans la presse, par publicistes interposés : match nul et répétition générale avant le combat final.

Le 19 décembre, Wendel prend la parole au Conice agricole annuel de Briey, pour y faire publiquement le point de ses opinions financières. Il y rappelle d'abord que devant la même assemblée il a prononcé, un an tout

juste auparavant, un discours remarqué. Il y prévoyait que sauf accident la valeur du franc resterait à peu près constante en 1927, mais qu'on ne procéderait pas à une stabilisation légale. L'événement ne l'a pas démenti.

Pas plus qu'en décembre 1926 il ne croit à une stabilisation légale prochaine (2). Il lui paraît impossible que Loincaré puisse y songer tant que les électeurs n'auront pas montré, par leur vote, qu'ils entendent que la politique de sagesse, qui a permis le rétablissement financier, soit poursuivie". Surtout la stabilisation légale lui paraît inconcevable avant le règlement définitif de la question des dettes.

D'autre part, il rappelle qu'assurément "la nouvelle valeur du franc ne pourra, pour des raisons budgétaires, et aussi pour que la charge de la dette ne soit pas trop lourde, être très supérieure à sa valeur actuelle" et reconnaît qu' "une revalorisation importante du franc" n'est pas souhaitable "pour le moment", mais il réclame qu'on laisse se dessiner une tendance à la revalorisation. Et il apporte cette démonstration qui va faire mouche dans l'opinion : "L'on entend de tous côtés des réclamations contre la vie chère, des demandes d'augmentation de traitements ou de salaires (...). Or, de deux choses l'une : ou l'on donnera satisfaction à ces réclamations par un relèvement graduel de la valeur du franc et l'augmentation de son pouvoir d'achat, ou cette valeur restera constante et l'on augmentera en francs-papiers le chiffre des traitements et salaires. Si l'on adopte la deuxième formule, il ne faut pas se faire d'illusion, on sera de nouveau pris dans l'engrenage ; les prix des denrées augmenteront en même temps que les disponibilités en papier des consommateurs ; c'est la glissade sur la planche savonnée..." (3).

Quand Moreau réunit le Conseil général, trois jours plus tard, il ignore les propos qu'a tenus Wendel et que la presse lorraine n'a pas encore donnés, et ne s'attend pas à rencontrer d'opposition aux mesures importantes qu'il a décidé de soumettre aux régents. Le matin même on a annoncé la

decision prise par Mussolini de faire la stabilisation légale de la lire, et la nouvelle pèse sur le Conseil, mais sans qu'aucun des deux camps puisse en tirer à court sûr avantage. Du côté de Rist et de Moreau, on pourrait bien marquer combien il est improbable que la France soit capable longtemps d'échapper à une solution qu'adoptent, l'un après l'autre, tous les pays d'Europe continentale. Mais comme le taux choisi par l'Italie, qui est de 19 lires pour la livre, correspond à une banqueroute de 75 % seulement, il est loisible à Wendel de remarquer avec satisfaction : "Je ne vois pas le rentier français réduit de 80 %, alors que celui de Mussolini ne le sera que de 75 %" (4).

Au reste chacun garde pour soi ses réflexions car pas plus cette fois-ci que les autres (5) n'est évoquée de plein fouet, en Conseil, la question de la stabilisation, qui domine pourtant toutes les discussions.

L'incident du
22 décembre

Ce jour-là, une première escarmouche oppose Moreau et Wendel sur une question technique de portée limitée (6), et le climat est déjà tendu quand on en arrive à l'essentiel : le gouverneur propose au Conseil la réduction du taux de l'escompte de 5 à 3,5 %, procédé très classique pour tenter de réduire le dangereux afflux des capitaux sur la place de Paris. A cela, Wendel consent aisément. Mais la mesure présente cet inconvénient de réduire considérablement les ressources de la Banque, partant de déséquilibrer son budget. Il faut chercher une recette de remplacement que Moreau dit avoir trouvée dans l'achat de devises en dehors du compte T.1 - celui des devises acquises sous le régime de la loi du 7 août 1926 et de la convention du 16 septembre suivant - pour le compte propre de l'Institut d'émission et à ses risques et périls. Ces devises seraient

placées à Londres en traites à 90 jours, rapportant de bons bénéfices. Mais l'opération n'est possible qu'à condition d'obtenir du ministère des Finances, en faveur de la Banque, une dérogation à la fameuse loi du 3 avril 1918 qui interdit l'exportation des capitaux.

Sur le vif "accrochage" - comme dit Wendel - , sur le "grave incident" - comme dit Moreau -, qui surgit alors entre les deux hommes, leurs témoignages s'accordent bien, au moins quant au fond des choses (7). Wendel n'a jamais été sensible, comme on sait, aux arguments concernant les bénéfices de la Banque, qui lui paraissent de portée négligeable. Il déclare hautement, comme il l'a souvent fait depuis le printemps, que la seule "solution logique" est l'abrogation de la loi de 1918, parce qu'elle permettrait à toutes les banques privées de réaliser l'opération que Moreau préconise pour sa maison, et de faire ainsi "la contre-partie des achats que l'étranger effectue en France". Il est clair que pour Wendel le projet du gouverneur est tout à la fois choquant, parce qu'il revient à accorder une faveur exceptionnelle à l'Institut d'émission, et dangereux, parce qu'il risque de retarder le moment où les circonstances rendront inéluctable le retour à la liberté des capitaux.

Il dénonce au surplus, et s'approche alors de l'essentiel, que le Conseil esquivé d'ordinaire, "cet inconvénient supplémentaire - possible /sinon/ certain - d'augmenter le stock de devises et par suite de rendre de plus en plus difficile toute revalorisation du franc" (8).

Sans riposter précisément sur ce point, Moreau explique en retour que la loi étant toujours en vigueur, et son abrogation ne dépendant pas de la Banque, il faut bien s'en accommoder "en se rapprochant le plus possible d'une situation normale". Méthode des petits pas.

Wendel n'est pas convaincu, et refusant de s'associer à la décision, il exige que son abstention soit inscrite au procès-verbal (9).

C'est la première fois depuis longtemps- et en tout cas depuis l'arrivée de Moreau - qu'on laisse éclater en Conseil un tel désaccord, et que le Conseil ne parvienne pas à clore un débat en se donnant au moins l'apparence de l'unanimité. Le gouverneur, qui en fait la remarque, ajoute que "le Conseil a paru gêné "par cet épisode et qu' "il conviendra d'en/ éviter la répétition dans l'avenir".

Rentrés chez eux, et devant leurs tablettes, les deux protagonistes ont cette double conclusion, dont la symétrie est piquante, et le contenu très véridique : "Au fond", écrit Wendel "/Le gouverneur/ poursuit sa campagne de stabilisation prochaine aux environs des cours actuels..." Et Moreau : "/L'épisode/ montre que M. de Wendel est resté revalorisateur pour des raisons personnelles, et aussi pour des raisons politiques." Et quand Moreau, deux jours plus tard, apprend le contenu du discours de Briey, il y voit naturellement l'explication de l'attitude de Wendel et le signe avant-coureur d'une offensive très élaborée de celui-ci (10).

Il se satisfait pourtant d'observer que Wendel est resté seul dans son offensive et qu'il n'a reçu de ses collègues aucun soutien explicite. Wendel de son côté, ne doute encore pas que les régents banquiers pensent comme lui. S'ils n'ont pas osé prendre position, "c'est de peur de paraître défendre leurs intérêts... et surtout de mécontenter Moreau".

Rothschild, en particulier, tout en soutenant Wendel quant à l'intérêt d'abroger la loi de 1918, a dit de pas s'opposer au projet du gouverneur (11). D'après les propos rapportés par Germain-Martin, puis un entretien qu'il a eu le 20 décembre avec le Baron lui-même, Moreau le croit "résigné" à la stabilisation au cours actuel (12). Mais il est détrompé dès le lendemain de ce Conseil, quand Neufville lui affirme que "M. de Rothschild regrette de ne pas s'être joint à M. de Wendel pour repousser l'achat des devises par la Banque..." Si le Baron paraît hésitant, n'est-ce pas que la plupart de ses collaborateurs personnels, rue Laffitte, sont acquis à la politique de Moreau ? Dans peu de temps, il faudra bien qu'il choisisse.

Un commentaire de
Jacques Bainville

Quoi qu'il en soit, Wendel reste en flèche, et d'autant plus que dans les jours qui suivent, et jusqu'à la mi-janvier, son discours de Briey provoque, selon ses propres termes, un "débordement d'articles" (13). On lui fait même grief, ici et là, de la réserve que connaît la Bourse dans les derniers mois de l'année : la plupart des journaux financiers lui sont hostiles, et notamment l'Information. Moreau s'est assuré, on le sait, beaucoup d'influence sur cette presse, comme en témoigne assez son récit, et aussi certaines brusques palinodies chez les chroniqueurs spécialisés qui se font donner sur les doigts (14).

Dans un article de la Liberté, daté du 13 janvier, Bainville commente longuement les propos de Wendel. Lui-même est, par résignation, stabilisateur et, parce qu'il l'est, ses articles touchant aux problèmes financiers ne sont pas publiés d'ordinaire dans l'Action Française. Il rappelle l'alternative posée à Briey : "Si l'on n'abaisse pas les prix par une certaine amélioration du franc (...) on sera conduit à relever les traitements et les salaires ; on y sera même conduit plus naturellement en période électorale." Or, il relève, comme spécialement démonstrative, l'intervention toute récente qu'a faite Tardieu auprès des compagnies de chemin de fer pour les contraindre à élever les salaires de leur personnel à la hauteur de ceux des fonctionnaires (15). Et "comme on est en période pré-électorale, non seulement pour les cheminots mais pour toutes les catégories d'électeurs, dont les ruraux ne sont pas les moins nombreux, le gouvernement est déjà intervenu pour pallier la baisse des produits agricoles, baisse résultant de l'amélioration du franc. Cette intervention a été fructueuse, puisque l'indice des prix s'est relevé à la fin de décembre, ce qui, après tout, justifie les revendications des cheminots. Après quoi, les revendications de toutes les autres catégories de salariés ne seront pas légitimes".

Et il conclut, tirant sa propre leçon, que , devant l'alternative, le gouvernement a déjà choisi, et qu'il est même à craindre qu'il ne soit "emporté sur la planche savonnée prédite par M. de Wendel"... Alors, "faute d'avoir osé à temps, on serait comme le héron qui se trouve^{tout} heureux et tout aise de stabiliser à deux sous" (16).

Comme Poincaré est tout à fait décidé à ne pas trancher la querelle avant les élections, et que la situation du marché des devises, toute préoccupante qu'elle soit - parce qu'elle oblige la Banque à faire une dangereuse inflation gagée et que cette augmentation produit un très mauvais effet dans l'opinion (17) - permet cependant que l'on temporise, les adversaires sont condamnés à ferrailer sans résultat immédiat sur l'essentiel.

La liberté d'exportation des capitaux

Début janvier, Wendel obtient pourtant un succès tactique qui lui tient fort à coeur parce qu'il y travaillait avec acharnement depuis six mois : Poincaré, le 10 janvier, décide enfin de suspendre par décret l'application de la loi du 3 avril 1918, rendant par là la liberté entière d'exportation aux capitaux (18). Au jugement de Moreau lui-même, il s'agit d'un "grand événement économique et monétaire" qui est destiné à produire une "énorme impression" en France et à l'étranger (19).

Or il se trouve que cet aboutissement ne peut se comprendre en dehors de l'atmosphère créée à la Banque par le Conseil du 22 décembre. Car il faut savoir que Moreau ne croit pas du tout, comme fait Wendel, que le rétablissement de la libre circulation des capitaux français puisse être en rien efficace pour décongestionner le marché des devises. Il craint d'autre part qu'en soit diminuée l'importance des capitaux susceptibles

de concourir au remboursement éventuel des avances de la Banque à l'Etat (20). Et c'est pourquoi il s'est refusé si longtemps à user de son influence sur Poincaré dans le sens de l'abrogation. Mais voici que Rothschild est revenu sur la question, devant le Conseil général, le 5 janvier, et qu'il a reproché à Moreau - en l'absence de Wendel - "d'empêcher l'abrogation de la loi de 1918", parlant ce jour-là avec une vivacité que nourrit probablement son regret de s'être tu le 22 décembre. Le lendemain, en privé, il réitère son effort pour persuader Moreau, et c'est à l'issue de cette conversation que le gouverneur finit par se décider à intervenir. Il le fait au nom d'un raisonnement qu'il explicite ainsi dans son journal : "J'en arrive à préconiser l'abrogation immédiate de la loi de 1918, non pas que j'attende de cette mesure le dégagement du marché, mais tant que nous ne l'aurons pas adoptée, ceux qui croient à son efficacité, comme MM. de Rothschild et de Wendel, s'opposeront à ce que nous en prenions d'autres. (21)"

Passant outre aux scrupules qu'il affichait jusqu'ici commodément, quand il disait sa répugnance à intervenir dans une affaire de gouvernement, Moreau s'emploie donc sans délai auprès de Moret, puis auprès de Poincaré lui-même. Il est vrai, explique-t-il au Président, que "cette mesure eût dû logiquement suivre et non précéder la stabilisation", mais "elle clarifiera la situation et nous lavera du reproche de vouloir opérer en vase clos" (22). Poincaré se rend, aisément semble-t-il, à sa démonstration : d'autant plus aisément peut-être qu'il ne doit pas être mécontent de donner ainsi à l'opinion cette preuve signalée du rétablissement financier.

Poincaré cunctator

La controverse n'en est pas pour autant apaisée, et elle rebondit encore à la fin du mois. Le 23 janvier, une lettre paraît dans le Journal

des Débats, qui attaque avec éclat la stabilisation (23), relayée dans les jours suivants, par plusieurs articles du Temps. Comme on parle beaucoup, dans la même période, du mécontentement du peuple belge contre les effets d'une stabilisation réalisée dès octobre 1926, les critiques en tirent bon parti (24).

Est-ce là une campagne concertée ? Moreau en est persuadé, Puisque Rothschild lui affirme n'être pour rien dans cette fiambée - dont Poincaré lui-même se serait ému (25) - Moreau est convaincu que Wendel en est l'ins-pirateur. Le 25, Gustave Téry s'en prend en termes vifs, dans l'Oeuvre, au gouvernement de la Banque et cherche à montrer qu'en frappant du billet à tour de bras pour acheter des devises, il fait, en définitive, campagne contre le franc. Wendel, qui n'a pas ~~de~~ d'estime pour cette "crapule de Téry", - vieille rancune de 1916-1919 - trouve pourtant l'article "assez drôle". Mais il n'y est pour rien. Il ne s'en refuse pas moins à détromper Moreau, malgré les instances de Rothschild qui cette fois joue les bons offices. "C'est bien mal me connaître", écrit Wendel à ce propos, "j'ai répondu /à Rothschild/ que le gouverneur disposait d'assez de moyens d'investigation pour savoir ce qu'il en était et que je n'avais pas d'expli-cations à lui donner..." (26). Et comme, au même moment, Moreau apprend que Poincaré a reçu de Meurthe-et-Moselle une pétition signée de 600 ren-tiers contre la stabilisation, il en conclut que "M. de Wendel n'est certainement pas étranger" à ces diverses manoeuvres... (27)

De ce grand jeu, Poincaré reste le maître. Après la liberté rendue aux capitaux, on constate quelque temps une certaine diminution du nombre des devises que la Banque doit absorber, mais ce déclin, comme l'avait pensé Moreau, reste limité et provisoire et montre assez par là l'ambiguïté que comporte, pour la cause de la revalorisation, le succès obtenu en l'occur-rence par Wendel. Comme le remarque en effet, non sans justesse, Jacques Bainville, sous une autre forme, dans son article du Héron (28), la liberté rendue à l'exportation des capitaux laisse supposer que la Banque de France

continuera à maintenir le franc à 20 centimes, car les banques privées ne pourront accepter de placer leurs disponibilités à l'étranger que si elles ont des garanties sur la stabilité du change, faute de quoi elles s'exposeraient à de lourdes pertes. En d'autres termes le remède au progrès inquiétant de l'inflation gagée, remède qu'a souhaité si fort et finalement obtenu Wendel, ne peut être vraiment efficace que si la cause de la revalorisation paraît tout à fait désespérée et c'est là une tenaille dont Wendel ne paraît pas avoir aperçu clairement la cruauté.

Mais ceci veut dire aussi qu'en s'y résolvant, Poincaré n'a pas réduit, au moins à court terme, sa marge de manoeuvre. Il garde deux fers au feu, ou en tout cas réussit à le faire croire. En dépit de la hausse des salaires et des prix, et malgré les progrès inquiétants de la circulation monétaire, il peut encore, pour quelque temps, jouer d'ambiguïté, s'envelopper de mystère, donner savamment espoir aux deux camps opposés, aux tenants de deux thèses qui sont contradictoires. Quand on aura gagné les élections viendra l'heure d'aviser.

Tout au long de janvier 1928, Poincaré s'est contenté de ménager l'incertitude en offrant de bonnes paroles aux uns et aux autres, au cours d'entretiens particuliers. Voyez-le expliquer à Moreau qu'assurément on le presse beaucoup - et d'abord le Président de la République lui-même - de laisser remonter le franc, mais qu'après tout, tout bien pesé, les stabilisateurs ont probablement raison. Et Moreau est enthousiaste (29). Puis voyez-le, Janus raffiné, quelques jours plus tard, déclarer "d'une voix aigrelette", en Conseil des ministres, que naturellement on pourrait songer à la stabilisation un soir à minuit, mais "que ceux qui l'auraient faite devraient avoir passé le pouvoir à d'autres, le lendemain, à six heures du matin". Personne ne croit que Poincaré puisse songer à un tel suicide, et Louis Marin est enchanté ! Wendel, qu'il informe, peut en conclure, avec un soupir de soulagement, que la stabilisation est renvoyée aux calendes (50).

Poincaré, ensuite, fait mieux encore. Il lui faut bien s'exprimer publiquement, au moins une fois avant le scrutin, fournir une plate-forme à ses troupes sur les questions monétaires. Ce pourrait être, pour le sphinx, le plus périlleux des exercices. Mais il se tire brillamment de l'épreuve, et après avoir parlé pendant six heures devant la Chambre, il réussit ce tour de force de satisfaire à peu près également les deux camps, tout en maintenant intact le mystère sur ses intentions.

Après avoir recapitulé longuement les résultats obtenus, la diminution considérable de la dette flottante, les remboursements de l'Etat à la Banque, et calmé les inquiétudes portant sur l'augmentation de la circulation monétaire, il traite la question centrale de la valeur future du franc, en évoquant successivement toutes les solutions envisagées, mais sans prendre parti pour aucune. "la revalorisation totale", déclare-t-il, "exigerait un nombre d'années considérable et poserait une série de problèmes terribles. Une revalorisation partielle poserait elle-même (...) de graves problèmes économiques et budgétaires de readaptations nouvelles et successives (...) Une stabilisation, même au cours actuel, fera immédiatement surgir des questions nombreuses extrêmement graves (...) Nous serons presque immédiatement forcés de porter au coefficient 5 (...) toutes les dépenses budgétaires calculées sur un coefficient inférieur, notamment les traitements et les pensions. Les rentiers lésés (...) protestent déjà (...). Ils demanderont des compensations et il faudrait, pour leur donner satisfaction, voter des impôts nouveaux et considérables. Toutes ces demandes (...) auraient fatalement des repercussions immédiates sur l'équilibre du budget, et si cet équilibre était rompu, la stabilisation serait immédiatement compromise et tout serait à recommencer le lendemain (...). Ceux qui plaisaient ce qu'ils appellent la mystique de la confiance feraient donc bien de n'y pas substituer aujourd'hui la mystique de la stabilisation légale... (31)"

A l'image de l'Assemblée, qui salue par une ovation la fin du discours

et accueille assez mal, à sa suite, les propos "stabilisateurs" de Léon Blum, la presse commente avec faveur ces déclarations. Quelles que soient ses préférences, chacun peut y trouver ce qu'il y apporte. Moreau est satisfait d'un exposé "très complet et très habile" (52) et les journaux stabilisateurs croient pouvoir y discerner l'annonce d'une stabilisation après les élections d'avril (33). Mais Wendel n'est pas moins content - à l'unisson de tout son groupe, comme en témoigne la Nation (54) - au point de paraître oublier sa méfiance envers Poincaré et les déceptions récentes. "Une fois de plus" écrit-il "et bien que nous ne soyons pas vus depuis fort longtemps, la thèse du président correspond absolument à mes idées personnelles (...) Les bons amis qui m'ont quelque peu égratigné depuis un mois en sont pour leurs frais, et la stabilisation à 125 F n'est pas pour demain (35)." A gauche la lumière a perçu cette satisfaction, et s'en inquiète quelque peu... (36)

Cette grande séance parlementaire donne son coup d'envoi véritable à la campagne électorale. Quand la Chambre se sépare, le 17 mars, la plupart des députés ont déjà regagné leurs circonscriptions. Et deux grands discours-bilans de Poincaré, prononcés à Bordeaux le 25 mars et à Carcassonne le 1er avril, n'apportent aucune clarté nouvelle, comme bien l'on pense, sur ses intentions : il y évoque très longuement le redressement des finances publiques, et très brièvement les incertitudes de la politique monétaire (37).

les élections d'avril 1928

En Meurthe-et-Moselle, Wendel consacre à ses tournées électorales les trois premières semaines d'avril. Comme toute la droite modérée il se place dans la ligne de l'Union nationale, se fait gloire d'avoir contribué à son instauration, et revendique hautement les attitudes qu'il a prises

en matière financière. Il insiste beaucoup sur sa défense de l'épargne et du franc, sur son refus d'une stabilisation prématurée et d'une "ratification sans condition des accords de Londres et de Washington" (38).

Il trouve contre lui un candidat communiste et un candidat socialiste, et, principal adversaire, un candidat radical (39).

Cette triple opposition ne parvient pas à ébranler sa situation. Comme les observateurs l'avaient prévu (40), il est élu sans peine, dès le premier tour, le 22 avril, recueillant plus de voix qu'il n'en avait eues en 1924, en cette même circonscription de Briey-Sud (41).

Dans les autres circonscriptions de Meurthe-et-Moselle, tous les députés sortants sont réélus d'emblée, sauf le seul Mazerand, qui n'est pas sérieusement menacé (42).

Quant à l'ensemble du territoire, on n'y trouve au premier tour que 187 élus sur 612 circonscriptions. Mais le 29 avril marque un progrès incontestable du centre-droit - que la Bourse salue par une forte hausse. Les communistes, qui étaient partis 27, ne reviennent que 14, malgré un nombre de suffrages supérieur à celui de 1924 : les calculs de Sarraut, qu'il avait opposés aux critiques de la droite sur le scrutin d'arrondissement, sont donc ici justifiés (43). Il faut dire qu'en adoptant une stratégie de strict isolement, en refusant partout de se désister au second tour, les communistes eux-mêmes ont contribué au succès de la majorité modérée : 67 députés de la droite et du centre ayant été élus le 29 avril à la majorité relative, socialistes et radicaux peuvent affirmer, non sans motif, que ceux-là doivent leur siège au comportement du parti communiste. Il faut ajouter cependant que près d'un demi-million de suffrages qui étaient allés le 22 avril sur des candidats radicaux se sont refusés à se porter, au second tour, sur des socialistes, bien que ceux-ci bénéficiassent du désistement de ceux-là.

Comme l'a écrit François Goguel, "une majorité modérée s'était (...) dégagée dans le pays, mais uniquement grâce à un nombre relativement faible d'électeurs, qui, pour être favorables à l'alliance entre le Centre et les radicaux et hostiles aux socialistes, n'étaient point cependant, au sens plein du terme, des conservateurs, moins encore des réactionnaires" (44). Et cela n'était pas sans justifier la tactique que Wendel s'était efforcé, avec un succès inégal, d'imposer à Louis Marin dans son département. A droite, un Comité d'arbitrage présidé par Maginot est parvenu à faire appliquer à peu près partout la règle du désistement en faveur du candidat modéré arrivé en tête au premier tour.

Le groupe parlementaire de l'U.R.D., quoi qu'il en soit, profite largement de ces résultats, puisque, tout en ayant 40 battus au deuxième tour, il passe de 108 à 131 membres (45), et accroît son importance relative parmi l'ensemble des 390 députés d'Union nationale élus sans le concours de voix socialistes ou communistes. Quant au côté gauche de l'hémicycle, Wendel note que le principal changement réside dans "la réduction du nombre des radicaux-socialistes, qui se trouveront dans l'impossibilité de constituer avec les socialistes un Cartel où leur nombre leur permettrait d'avoir la prépondérance" (46). Car si les socialistes se maintiennent autour de 100 élus, les radicaux ont perdu 15 sièges sur 138.

Dans l'ensemble, et tout bien pesé, malgré les incertitudes affichées par Poincaré en privé sur l'attitude à venir des nouveaux députés (47) - et il est vrai que le nouveau scrutin, plus personnalisé, envoie certains nouveaux élus, dont les tendances ne sont pas toujours claires d'emblée - le gouvernement sort renforcé de l'épreuve. Avec quel effet prévisible quant à la bataille du franc ? Durant la campagne électorale, par la volonté de Poincaré, le problème de la stabilisation n'a jamais constitué un sujet d'affrontement, mais maintenant il ne peut plus trouver de moyen, de motif ou de prétexte pour se refuser à choisir.

SECTION II : Le triomphe de Poincaré

31 mai 1928 :

Moreau joue son va-tout

Pour imposer que Poincaré tranche sans délai, Moreau prend l'initiative décisive. A ses yeux, toutes les hypothèques qui pouvaient justifier ou expliquer qu'on temporisât sont levées. Politiquement, on est débarrassé de toute démagogie pré-électorale, et la Chambre nouvelle est derrière le chef du gouvernement (1). Techniquement, la dette flottante était déjà, pour l'essentiel, consolidée, le budget excédentaire, la trésorerie complètement dégagée, et voici que l'emprunt émis par le Trésor du 7 au 15 mai 1928 remporte un succès sans précédent, canalise plus de 20 milliards dans les caisses de l'Etat, dont la moitié en espèces, et permet d'achever le remboursement des avances au Trésor, l'apurement des comptes de l'Institut d'émission dont l'actif est redevenu entièrement liquide. En revanche, chaque jour qui passe gonfle dangereusement le stock de devises de la Banque, et augmente le montant de la circulation monétaire. Aux yeux de Moreau, des fonctionnaires du Mouvement général des Fonds et de la plupart des techniciens, il est donc à la fois possible et urgent de rétablir la libre convertibilité du franc par la stabilisation légale.

Le 16 mai, Moreau vient le dire à Poincaré en le suppliant d'agir : "Le gouvernement peut maintenant prendre parti, puisque les élections sont faites et qu'elles consacrent les idées de sagesse que représente le président du Conseil." Moreau trouve un Poincaré très réticent, qui met en avant des difficultés techniques - comment organiser le dédommagement à accorder aux rentiers ? - et soulève des obstacles politiques - l'opposition de Doumergue et de plusieurs ministres qui sont revalorisateurs. "M. Poincaré me demande", écrit Moreau, "si on peut laisser aller les choses au-delà du 15 juillet 1928. Je lui réponds négativement (2)."

Quelques jours plus tard, le gouverneur déclare explicitement aux régents en Conseil, que la situation ne peut plus durer (3). La semaine suivante, au retour d'un voyage en Italie, il constate que les achats de devises atteignent "un chiffre impressionnant", parce que le bruit court que la stabilisation est une nouvelle fois ajournée, et même qu'on va revaloriser. "Nous avons dû", écrit-il, "acquérir hier 4 millions de livres sterling. Nous en achetons aujourd'hui 5 millions. Malgré nos efforts, les opérations de reports sur devises ne parviennent plus à absorber les crédits nouveaux jetés sur le marché, et la situation devient très inquiétante. L'inflation à laquelle nous obligent ces achats est (...) très dangereuse."

Dans ces conditions, il décide de jouer son va-tout : le jeudi 31 mai, il va revoir Poincaré pour lui déclarer tout net que si le 15 juillet prochain la réforme monétaire n'est pas accomplie, il lui remettra sa démission et qu'il en fera connaître publiquement les raisons (4). Après quoi il s'empresse d'accorder assez de confidences à des journalistes amis pour que la nouvelle s'en repande dans Paris (5).

Presse, regents et industrie :
la solitude de Wendel

Dès le 24 mai, François de Wendel a appris par Rothschild que Moreau était décidé à accomplir incessamment cette démarche décisive (6). Devant l'orage qui s'annonce imminemment - "nous brûlons", écrit Mainville le 29 mai (7) - sa conviction, quant à lui, reste très ferme, tandis qu'il s'efforce de préciser les modalités techniques d'une contre-politique.

Nul doute à ses yeux qu'il faille sortir du statu quo désormais périlleux. Mais il faut le faire par un premier essai de revalorisation limitée

- à 118 F par exemple - qu'on préparerait en achetant de l'or - et mon des devises - sur les places étrangères. On se garantirait contre une trop forte poussée du franc à la hausse en accumulant les stocks de billets nécessaires pour l'enrayer, et en faisant signer d'avance un décret de stabilisation pour le cas où l'on serait débordé. Tel est le programme qu'il explique publiquement, dans ses grandes lignes, au Comice agricole de Conflans (8) et en détail au cours de divers entretiens avec Rothschild, ses amis politiques et les journalistes qui l'interrogent (9).

Il s'efforce tout particulièrement de rétorquer les arguments que ses adversaires tirent des dangers de l'inflation gagée que provoque l'achat excessif des devises par la Banque : celle-ci ne la subit, juge Wendel, que parce qu'elle le veut bien. En effet, en plaçant les devises qu'elle achète dans les banques à Londres et à New-York, pour augmenter ses bénéfices, elle permet aux spéculateurs étrangers de les y emprunter et de les relancer sans délai sur le marché, alimentant ainsi d'elle-même leurs opérations à l'infini. C'est ce que Wendel appelle l'opération des "chevaux de bois" dont il avait déjà à deux reprises - en août 1926, au moment de la loi Rist-Moreau et au printemps 1927, à propos de l'affaire des remboursements anglais - dénoncé à Moreau les effets détestables. Wendel reste persuadé toute sa vie qu'en brisant ce mécanisme, on aurait très vite tari les munitions dont pouvaient disposer les spéculateurs à la hausse (10).

Telle est la thèse : comment combattre pour elle ?

Du côté de la Banque, nul espoir de s'appuyer sur les régents pour tenter de faire fléchir la résolution de Moreau. L'autorité du gouverneur a beaucoup grandi, et Wendel ne trouve plus à ses côtés que le seul Edouard de Rothschild : lui, qui a beaucoup vacillé depuis quelques mois, qui a donné souvent à Moreau le sentiment, sinon l'assurance, qu'il était résigné à la stabilisation, revient in extremis à la position que Wendel n'a pas quittée, et échappe ainsi à l'influence d'un entourage qui penche tout

entier vers l'autre bord (11). Les deux hommes feront désormais cause commune jusqu'à la fin, mais c'est Wendel qui mène le jeu.

A la séance du 31 mai, il prend la mesure de son isolement. La veille, le Gaulois a publié à grand fracas, sans l'avoir consulté, une fausse interview de lui fabriquée à partir du discours de Conflans, provoquant ainsi "une émotion assez vive dans le clan stabilisateur" (12). Ses collègues lui font grise mine : "On n'a rien osé me dire (...). Le gouverneur n'a pas marqué le coup, ni fait allusion à quoi que ce soit (...) Mais tout le monde, sauf Rothschild, était furieux contre moi..." Moreau demande aux régents l'autorisation de faire une communication officielle au gouvernement pour lui dire que la Banque ne peut continuer à acheter des devises à un rythme pareil (13). L'aigreur des arrières-pensées fait vite monter le ton quand Wendel intervient pour demander si les reports de livres à l'étranger n'étaient pas la cause des achats massifs des dernières semaines (14). Il est relayé par Rothschild, qu'il a convaincu de réclamer qu'on achète de l'or au lieu de devises pour calmer la spéculation anglo-saxonne, qui se heurte violemment à Moreau sur ce sujet et qui finit par quitter la table du Conseil... (15) La preuve est bien faite que le gouverneur a derrière lui la grande majorité de ses régents (16).

Parce qu'il estime que serait vain, désormais, tout effort qu'il ferait sur ce terrain, Wendel, de concert avec Rothschild, décide de ne plus assister au Conseil jusqu'à l'issue de la crise. Il juge que, s'il se tait, il sera inutilement compromis par les décisions prises. "Le gouverneur, qui m'a recherché", écrit-il, "aucune occasion de s'entretenir avec moi, et a probablement inspiré quelques entrefilets tendancieux, essaiera certainement de compromettre les régents (17)." Et s'il provoque un éclat, il risque de fournir à Moreau un moyen de détourner sur lui l'attention et la responsabilité d'un échec éventuel de sa politique.

Ainsi est-ce en l'absence très remarquée de Wendel et Rothschild, notée

par le gouverneur lui-même avec irritation dans son journal (18), que celui-ci fait adopter, à l'unanimité des régents présents, une lettre officielle à Poincaré, lui déclarant que la Banque ne peut plus continuer à acquérir des dollars et lui demandant quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à une situation "qui ne saurait sans danger se prolonger plus longtemps" (19).

Wendel ne trouve pas beaucoup plus d'approbation dans les milieux de la grande industrie, qui sont acquis à présent à la stabilisation. Le régent Laederich ne propose-t-il pas à Moreau de faire émettre, par des divers groupements textiles auprès de qui il est influent, des vœux en faveur d'une stabilisation immédiate (20) ? Du côté de la métallurgie, une rencontre avec Théodore Laurent qui le prend "très courtoisement, mais assez vivement" à parti, lui permet de constater que les autres maîtres de forge, chez qui la pseudo-interview du Gaulois a fait "gros tapage", sont très montés contre leur président (21). Il est significatif que le Bulletin Quotidien a changé son fusil d'épaule et s'affirme maintenant avec modération, mais sans réticence, stabilisateur (22). Quant à la Bourse, Wendel y est, lui dit-on, l'homme le plus populaire du moment.

C'est dire assez qu'il ne peut guère espérer parvenir à balancer, dans la presse financière et l'ensemble des feuilles modérées, l'influence de ce puissant courant et les effets de la campagne très efficace que Moreau lui-même a déclenchée. Si le Gaulois est hésitant et André Chaumeix, au Figaro, très prudent, le Journal des Débats à peu près fidèle à son maître, Le Temps, L'Echo de Paris, Le Petit Journal accueillent favorablement les articles que les dirigeants de la Banque inspirent et vont parfois jusqu'à rédiger eux-mêmes (23). Dans la Journée Industrielle, Gignoux est très stabilisateur (24). Quant à Jacques Bainville, il donne bien le ton de toute cette presse en écrivant dans la Liberté : "Nul ne doit plus ignorer qu'au point où nous en sommes venus, revalorisation égale révolution (25)."

Dans de telles conditions, Wendel peut espérer seulement obtenir que sa doctrine soit exposée au public, sinon avec sympathie, du moins avec fidélité. Il y réussit au Matin, parce que son directeur Dunau-Varilla n'est pas très stabilisateur : un déjeuner chez lui, avec Marcel Knecht et Stéphane Lauzanne, permet à Wendel d'expliquer ses vues en détail et de s'assurer la neutralité du journal (26). Mais il n'est guère que de petites publications, d'autant plus libres qu'elles ont peu de lecteurs, pour prendre franchement parti en faveur de sa thèse (27).

Chez Poincaré :
province et Parlement.

Le handicap est grand - et pourtant il n'est pas décisif. L'opinion publique garde, dans ses profondeurs provinciales, trop d'attachement instinctif au franc-or de 1914 pour ne pas échapper finalement à l'influence des commentateurs parisiens - s'il se trouvait que le gouvernement de Raymond Poincaré choisît de passer outre. La parole, comme il est normal, est donc aux autorités politiques, à qui le pays laisse latitude encore entière pour choisir la voie. Ni Moreau, ni les fonctionnaires, ni les chroniqueurs financiers, ni même leur coalition, ne peuvent forcer la main à Poincaré.

Wendel, débordé partout ailleurs, ne conserve plus de carte efficace que sur le seul théâtre politique et parlementaire. Soit. Mais c'est celui où tout se joue. Pour l'emporter, il faut et il suffit d'arracher l'adhésion de Poincaré, que la Chambre écouterait. Auprès de lui, on peut tenter la persuasion - par tant de fibres profondes, il est si proche des rentiers revalorisateurs - et à défaut la menace, puisqu'il ne peut ni ne veut durer sans Louis Marin. Ce sont donc ces deux registres que Wendel va essayer l'un après l'autre.

Le 26 mai, il va voir Poincaré pour lui développer sa thèse. Les arguments connus s'enchaînent dans son plaidoyer : "Le coût de la vie est plus faible qu'à l'étranger... la prime d'exportation est éphémère... la stabilisation entraînera la hausse et les recriminations politiques de toutes sortes... mieux vaut revaloriser un peu et maintenir les prix actuels, on verra après... si rien de grave ne se produit on sera toujours à temps de prendre une décision... si cette revalorisation agite le pays profondément, on cèdera et on stabilisera pour donner une satisfaction au pays, et cela donnera une certaine force contre les mécontents... si on stabilise maintenant, sous la seule pression des tapis verts, on aura la masse contre soi et fera le jeu de M. Blum, etc."

Poincaré écoute et accueille ces propos avec beaucoup "d'anabilité". Non qu'ils soient nouveaux pour lui, puisqu'il a lu attentivement, explique-t-il, le discours de Conflans - et cette courtoise habileté arrache à Wendel cette exclamation : "cet homme est fantastique !" D'ailleurs, il n'a pris jusqu'ici aucune décision, il n'a rien tranché en Conseil des ministres. Mieux encore : "il pense exactement comme Wendel " et même il l'autorise à le dire...

En dépit de ces assurances, en dépit du ton chaleureux, de la flatteuse attention, Wendel n'est qu'à demi-satisfait. Car Poincaré, en même temps, devant lui, rappelle tous les arguments techniques qui poussent à la stabilisation. Il parle des pertes que causerait à la Banque de France la baisse à 110 ou 100 F des livres achetées au cours de 125, - à quoi Wendel réplique que la réévaluation de l'encaisse laisserait une marge supérieure aux pertes sur les devises et cette observation, espère-t-il, n'est pas sans frapper son interlocuteur. "Poincaré éprouve, du côté de la Banque de France", note-t-il, "des scrupules de juriste, d'ailleurs très respectables et peu habituels chez les hommes politiques, qui lui font voir de ce côté plus de difficultés qu'il n'y en a..."

Plus grave : Poincaré revient avec insistance sur cette inquiétude exprimée souvent par les stabilisateurs que la moindre hausse du franc entraînera une tornade spéculative, que l'on sera débordé, et que l'on verra la livre à 85, au grand dam de l'économie. "C'est certainement là le grand argument", constate Wendel, au nom duquel Moreau et le Mouvement des Fonds "terrorisent" Poincaré.

Pour tenter d'échapper enfin à un domaine où le prestige des techniciens paraît peser si lourd sur les incertitudes de Poincaré, Wendel court alors au politique. "Je lui ai dit (...) que c'était la confiance qu'on avait en lui qui assurerait la valeur du billet. Le jour où il aura stabilisé, ce sera l'encaisse-or, et on le renversera (28)."

Poincaré est-il ébranlé ? La démonstration politique, par-delà tout débat de doctrine financière, est nette et claire. Mais elle n'est sûrement pas neuve pour Poincaré, et sans doute le même raisonnement a-t-il contribué à le faire temporiser si longtemps. Cependant une telle menace ne peut plus suffire du jour où il se persuaderait que l'attente n'est plus possible pour des raisons strictement financières : la crainte d'un déclin politique à terme ne pourrait pas alors balancer dans son esprit la conviction d'une catastrophe imminente. Au demeurant l'espoir fragile que l'entrevue du 26 a pu faire naître chez Wendel ne tarde pas à se dissiper. Dès le 31 en effet - c'est le jour même de l'ultimatum du gouverneur à Poincaré, - il tire d'une longue conversation avec Marin, la conclusion que voici : "Il paraît bien que la manoeuvre lentement poursuivie par Moreau doit nous conduire à une stabilisation prochaine ; ce n'est plus guère qu'une question de taux. A nous de manoeuvrer pour ne pas en être les mauvais marchands du point de vue politique (29)."

Dans les premiers jours de juin, l'horizon s'éclaire un peu parce qu'on entend dire que revalorisation ou statu quo trouvent de nouveaux défenseurs à la gauche de l'éventail parlementaire. Les socialistes affirment

à présent qu'ils ne voteront pas "la stabilisation bourgeoise" (30) - mais cette évolution, significative peut-être de la situation de l'opinion provinciale (31), n'entraîne pas de conséquences notables sur la mathématique parlementaire. Il est plus important, étant donné la volonté du président du Conseil, de ne pas se couper de son aile gauche, que Painlevé et Merriot soient recensés maintenant par les gazettes comme favorables à la revalorisation. François-Marsal affirme à Poreau que les radicaux cherchent à quitter un gouvernement où ils se sentent enchaînés, et qu'il leur paraîtrait heureux de tomber sur pareil sujet (32). On dit aussi que le sentimentalisme d'Herriot rejoint in extremis celui de la Fédération républicaine pour refuser la banqueroute aux dépens des petits épargnants (33). Briand lui-même se dirait hostile à la stabilisation (34). Et l'on sait que le Président de la République continue de se poser comme revalorisateur.

La preuve est faite vite cependant que ce ne sont pas là des oppositions qui puissent durer longtemps contre une volonté affirmée par Poincaré, ni aller jusqu'au bout de leur logique ; aux alentours du 6 ou du 7 juin, elles s'évanouissent en effet (35). Louis Marin est ainsi laissé seul dans son refus, au moment où l'on apprend que Poincaré va provoquer un Conseil des ministres décisif, le 9 au matin, et qu'il y proposera, tristement mais résolument, le projet de loi sur la stabilisation légale.

Tout au long de ces journées importantes de juin 1928, Marin et Wendel sont très proches. Ils se voient à peu près tous les jours, se rendent compte de tout ce qu'ils apprennent, et sur la décision finale de Marin, Wendel a beaucoup pesé.

Le repli de
Louis Marin

Louis Marin, le "sanglier", s'est avancé très loin à découvert en faveur de la revalorisation. Il a proclamé partout, en privé et en public,

sa conviction (36). Il a provoqué pour elle, depuis plusieurs mois, dans la Nation, des articles violents de Pierre Rossillion, où Moreau était nommément et vivement pris à partie (37). Et même tout récemment encore, le 30 mai, au grand Conseil de la Fédération républicaine, attaqué par certains adhérents qui lui reprochaient les exagérations de Rossillion (38); il en a revendiqué sans ambages la responsabilité, en prenant une position très dure : Wendel lui-même a jugé son président excessif en l'occurrence - "on n'en est plus à la livre à 25 ou même à 75 francs" - au point de se croire obligé à faire entendre une note plus modérée (39). Et pourtant dans cette république telle qu'elle est, Louis Marin ne paraît pas considérer son départ du cabinet comme tout à fait inévitable, au cas où la thèse qu'il n'a pas cessé de proclamer publiquement détestable deviendrait, en dernière analyse, la doctrine du gouvernement.

Au lendemain de la "journée de la Fédération", il paraît encore bien décidé, en cas de défaite, à s'en aller, et Wendel alors l'en approuve (40).

C'est le moment où Marin rédige un projet de lettre de démission à Poincaré, en y écrivant notamment : "Vous avez affirmé ne demander à aucun de vos collaborateurs de renier aucune de leurs opinions essentielles... Sur /la/ question /financière/ mes opinions très fermes sont connues ; vous-mêmes n'avez ignoré ni la campagne très vive de certains de mes amis, ni mes propres déclarations, vous n'y avez élevé aucune objection (...). Accomplissant un devoir de conscience élémentaire vis-à-vis de moi-même et de l'opinion, je vous remets ma démission..." (41):

Mais par la suite, à mesure que grandit la solitude de Marin, partant la vraisemblance de sa défaite, on voit Wendel se faire de plus en plus hésitant et modérer de jour en jour son ami. Car toute passion mise à part, l'analyse qu'il fait des forces en présence l'oblige bien à constater que la marge de manoeuvre qui est laissée à la Fédération depuis l'avènement de Poincaré, dont il a mesuré à plusieurs reprises et très désagréable-

ment l'étroitesse, n'a rien gagné aux élections recentes. En dépit de l'inflechissement vers la droite de l'axe parlementaire, les 250 députés modérés ne forment pas plus que les 200 du 11 mai une majorité de rechange. Les autres se sont d'ailleurs chargés de le leur rappeler rudement. Au lendemain du deuxième tour, la Fédération avait espéré élargir sa participation au gouvernement en proportion de ses progrès au parlement, et les proches de Marin, en particulier les lorrains Wendel et Warren, avaient espéré qu'il remplacerait Painlevé à la guerre (42) - ou bien à défaut et tout au moins Léon Perrier aux Colonies. Mais Poincaré n'avait offert rien de tel. Pour occuper au Travail le poste d'André Fallières, député battu, Wendel avait fait proposer, par Marin, le nom de Robert Schuman, député de la Moselle, co-listier de son cousin Guy et proche de la Fédération (43). Ce fut Loucheur, stabilisateur notoire (44), qui fut nommé (45) !

Pis encore, le 5 juin, l'élection du bureau de la Chambre, vient rappeler, s'il en était besoin, aux réalités de l'arithmétique parlementaire. Fernand Bouisson est réélu président, bien que socialiste et sous l'étiquette de technicien, contre Franklin-Bouillon, que les modérés soutenaient. Les candidats de l'ancien Cartel, dans le même moment, occupent aussi les vice-présidences (46). Certains reprochent aux droites d'avoir maladroitement cherché la bataille (47). Wendel note le grief sans l'accepter: "Nous savons parfaitement bien que nous n'avons pas la majorité dans la nouvelle Chambre, inutile d'en donner l'illusion au pays et de faire des sourires à nos adversaires. On s'est compte, et il ressort de l'opération qu'au lieu d'être une opposition de 200 membres environ comme en 1924, nous sommes une opposition de 250 députés, et la façon dont celle-ci a été conduite depuis quatre ans permet d'espérer qu'on hésitera, aujourd'hui qu'elle s'est accrue de 50 voix, à refaire certaines expériences et à reprendre certaines brigades (48)." Quoi qu'il en soit de la tactique, le fait est là qu'il n'y a pas à droite de majorité de rechange.

La Fédération pourrait tirer à moyen terme profit d'un départ de Marin,

clairement expliqué au pays, surtout si la stabilisation entraîne la hausse des prix et les difficultés économiques que Wendel prévoit. Mais à condition que Poincaré reste au pouvoir, faute de quoi l'U.M.D. perdrait sur tous les tableaux à la fois, assumant la responsabilité très impopulaire de ce départ et provoquant un gouvernement Tardieu ou Loucheur, infléchi à gauche et qui ne donnerait pas les mêmes garanties quant à la politique extérieure. C'est ainsi que Louis Marin se trouve, devant Poincaré, dans la position même de la Banque de France naguère face à l'Angleterre. Ses armes sont trop puissantes pour qu'il puisse en faire usage, et même faire croire qu'il y songe résolument.

Il ne reste plus qu'à enregistrer les étapes de la soumission. Wendel commence par engager Marin à temporiser. Mais le 6 juin, veille du jour où Poincaré va présenter à la Chambre un nouveau programme de gouvernement, et comme il apparaît que la trêve de la stabilisation fait de grands progrès tant au gouvernement qu'au Parlement (49), Marin demande à son ami de venir le voir, pour lui dire qu'il pense être démissionnaire le soir même mais qu'il veut le consulter d'abord. Et Wendel lui tient les propos qu'il attend peut-être, en le retenant pas ses basques : qu'il ne fasse rien surtout "d'aussi précipité" ! La déclaration ministérielle sera "trop balancée" pour justifier le geste devant l'opinion. "Ce que nous voulons", lui dit-il, "c'est nous désolidariser de l'opération politiquement désastreuse que sera la stabilisation pour ceux qui la feront". Oui... mais "le pays, qui clamera contre les stabilisateurs dans trois mois, criera encore plus fort contre celui qui aura empêché Poincaré de terminer son expérience". Il faudra donc se garder "de laisser à celui-ci, qui ne songe qu'à se dérober, un prétexte à le faire en laissant retomber sur nous la responsabilité de l'écueil. Il est le dictateur financier : qu'il aille au bout de sa dictature. Nous pouvons nous abstenir de partager ses responsabilités, nous ne devons pas l'empêcher de les prendre..."

Et Wendel engage Marin à se contenter d'une visite au Président du

Conseil, amicale, et nullement combinatoire, où il attirerait seulement son attention sur la position difficile où l'ont mis ses déclarations antérieures, émises sans que jamais Poincaré tente de l'en empêcher (50).

Tel est le ton très mou des propos tenus, mais Wendel se félicite de son conseil et que Marin l'ait suivi, quand il apprend de lui, un peu plus tard, le même jour, l'accueil surprenant de Poincaré : non seulement il a été le plus aimable du monde, "vitupérant" avec Marin la situation politique, mais encore il n'a pas paru désapprouver Marin qui parlait de sa "démission", ni même faire effort pour l'en dissuader. Non seulement il lui a dit qu'il ne resterait pas un instant au pouvoir après lui, mais il a même paru l'encourager à partir : "Démissionnez en raison de la situation créée par les votes d'hier : je vous suivrai..." (51)

Le stratagème du Président

Les biographes de Poincaré n'ont guère mis en relief l'attitude qu'il adopte au cours de ces journées (52). Il annonce en effet à qui veut l'entendre, et pas seulement à Marin, qu'il ne songe qu'à s'en aller, qu'il "ne songe qu'à repasser aux stabilisateurs Tardieu, Loucheur, etc... le soin de faire l'opération (53)." le 8 juin, le président dit formellement cette intention à Moret, à charge de la communiquer à Moreau : il partira en faisant une déclaration dans laquelle il se dira partisan de la stabilisation pour faciliter la tâche de son successeur (54). Tous croient, au moins pour un temps, à la sincérité de Poincaré : surprenant accès de faiblesse chez un homme qui n'en est pas coutumier, occasion perdue de mener la tâche à son terme, d'en assurer la durée, d'en revêtir le mérite devant l'histoire. Quelque douloureuse que pût être pour lui la décision à prendre, ne s'y préparait-il pas - à l'insu de la plupart il est vrai -, matériellement et psychologiquement, presque depuis l'origine ?

Ni le tempérament, ni l'histoire personnelle de Poincaré ne permettent en vérité de croire qu'il ait voulu vraiment quitter le pouvoir dans de telles conditions et sur une pareille déclaration.

Certes un retrait tactique paraîtrait moins invraisemblable. Laisant à d'autres le soin et la responsabilité de faire la stabilisation, il calculerait qu'à la suite des difficultés économiques subséquentes, on le rappellerait d'ici/à quelques mois, après le nécessaire interède d'un "ministère Sarrien" (56) qui aurait fait la besogne désagréable. Mais si l'on admet que pareil calcul ait pu fort bien traverser l'esprit de Poincaré, il a dû très vite le rejeter, parce qu'il n'était conforme ni à son goût du pouvoir, ni à la certitude de sa supériorité, ni à la sagesse de son expérience, avertie du péril inhérent à pareil plan de bataille.

C'est ainsi qu'en considérant l'évolution psychologique des principaux acteurs, au cours de ces chaudes journées, on se persuade avec une force croissante que Poincaré a monté là un stratagème délibéré, car il avait tout à y gagner s'il réussissait à tromper tout son monde et à faire croire à sa sincérité. Il gagnait d'abord de pouvoir, plus tard, si les fruits de la stabilisation se révélaient un jour très amers, témoigner qu'on avait forcé la main, in extremis, à son patriotisme égaré. Il y gagnait surtout d'y mettre à l'épreuve la persévérance et les forces de pression des deux camps.

Il jauge la Banque et son gouverneur. Certes Moreau connaît, quand Moret lui annonce que Poincaré va partir, un moment de total découragement, avec ce cri de fureur : "Ainsi cet homme sans courage n'ose pas, de peur de perdre sa popularité, prendre lui-même une mesure qu'il juge indispensable : cette indécision et ce caractère font que malgré toutes ses qualités, il n'est pas un véritable homme d'Etat (57)." Mais dès le lendemain, comme les nouvelles reçues de la rue de Rivoli sont meilleures, il change de ton et il écrit : "Je suis arrivé à la conclusion que la confiance de

M. Moret, hier matin, n'était qu'un stratagème du président du Conseil. Celui-ci cherche à me tromper ou à m'intimider. Ce qui me confirme dans cette pensée, c'est que M. Moret me raconte que le président lui a demandé comment j'avais accueilli la nouvelle de sa démission probable. Mais la manœuvre a échoué, car j'ai répondu que je regretterai la détermination du président du Conseil, mais que je ferai la stabilisation avec son successeur (58)."

Moreau montre de la lucidité, mais qui est limitée par son égocentrisme. Le stratagème de Poincaré n'est pas, comme il le croit, destiné à son seul usage, promettant d'être de bien meilleur profit dans l'autre camp, du côté de Marin et de Wendel. Poincaré fait ici coup double : en proclamant hautement sa solidarité avec Marin, il lui ferme tout espoir d'un départ fractionnel ; en lui montrant sa propre retraite probable et même décidée, il lui fait sentir, presque réel déjà, mais juste avant qu'il soit trop tard, le poids écrasant de son éventuelle responsabilité.

C'est ainsi que Marin et les siens consacrent toute leur énergie, pendant les 48 heures qui précèdent le Conseil du 9 juin, non plus à éviter la stabilisation, mais à trouver le moyen d'échapper à une démission dont la perspective leur est à présent insupportable. La difficulté vient de ces déclarations nombreuses que Marin a faites à grand fracas en faveur de la revalorisation. Wendel reitère son conseil de la veille, en recommandant à Marin de laisser Poincaré s'engager : "Seul il possède tous les éléments de la question, à lui de trancher." Donc "Marin n'a pas à s'opposer à sa décision, mais il peut déclarer qu'il ne peut s'y associer..." (59)

Le lendemain 8 juin, veille du Conseil, le processus de ralliement s'accélère. Un long examen de conscience reunit, chez Marin et avec lui, Wendel, Blaisot et Warren. Tous sont maintenant d'accord : "Jeter demain sa démission dans la balance en Conseil des ministres lorsque Poincaré proposera la stabilisation, ce serait prendre une responsabilité que le

pays ne comprendrait pas (60)." L'essentiel de l'entretien ne passe donc à chercher, pour Marin, le moyen de ne pas partir. Wendel a cette phrase significative : "Le danger est évidemment qu'on lui demandera : comment voterez-vous si la question de confiance est posée ?..." Et les quatre hommes essaient de se rassurer en notant qu'on ne peut pas obliger Marin à émettre en Conseil un vote contraire à toutes ses déclarations. "L'unanimité, après tout, n'y est pas de rigueur" : Blaisot rappelle le précédent du vote des ministres radicaux dans l'affaire de l'aliénation du monopole des allumettes au printemps 1927. Donc "Poincaré aura fort à faire pour démontrer que cette absence d'unanimité justifie sa démission, si Marin ne marque pas son intention de quitter le Conseil..."

Wendel écrit pour conclure, et non sans motif : "C'est une situation peu enviable, et elle n'est pas beaucoup plus agréable pour moi que pour Marin, que l'on croit, bien à tort, poussé par moi dans cette circonstance (61)." Et il est vrai qu'il n'a pas cessé, en l'occurrence, de modérer un Louis Marin que son tempérament, comme sa situation, poussaient vers une rupture sur coup de tête. Ce soir-là, Marin est encore très récalcitrant. Mais Poincaré, le lendemain, achève sa victoire.

Il reste en effet, en Conseil des ministres, tout à fait dans sa ligne des jours précédents. Il y lit la longue note préparée chez Moret "sur l'urgence de la réforme monétaire" (62). Puis, il la commente en disant qu'il est lui-même plutôt porté, instinctivement, à partager l'avis de Wendel, - dont le nom revient plusieurs fois - mais après avoir souligné le rôle de Moreau et lu sa lettre du 7 juin, et marqué le poids de la menace du gouverneur, étant donné le prestige recouvré de la Banque au dehors, il conclut pour finir à la stabilisation (63).

Marin raconte à chaud le Conseil à Wendel, au sortir de l'Elysée. "Poincaré n'a cessé", note Wendel, "pendant toute la réunion, d'accabler Marin de prévenances, de témoigner de leur communauté de sentiments, mais

il a laissé également entendre que si Marin maintenait son opposition, le cabinet devrait être remplacé. Ce fut un concert de supplications, de la part des uns et des autres, et en particulier de Doumergue qui, comme on sait, n'est pas stabilisateur." Marin paraît assez content de sa défense. "Le siège de tous était fait et il ne pouvait espérer les convaincre, mais ils ont été surpris de sa connaissance technique de la question, et ne lui ont pas objecté grand chose..." Le Conseil devait bien cette mince satisfaction à Marin pour s'être ainsi laissé garotter. Et malgré la chaleur du récit, Marin était plus lucide quand il déclarait, d'un premier mouvement, en franchissant le seuil de la rue de Clichy, "qu'il avait été roulé..." (64)

Marin a bien réservé sa réponse jusqu'à 16 heures 30 (65), mais c'est seulement pour sauver les apparences et mimer une dernière hésitation : "Nous nous sommes trouvés immédiatement d'accord", écrit Wendel, "pour déclarer que /cette réponse/ ne pouvait être négative." Et comme pour porter à son comble le triomphe de Poincaré, on franchit l'ultime étape en décidant que, buvant le calice jusqu'à la lie et malgré le fâcheux précédent des allumettes, Marin votera à la Chambre pour le projet de stabilisation.

Ainsi se règle l'aventure (66). Les conséquences, aux yeux de Wendel, en "sont faciles à prévoir : chute de Poincaré, politique de gauche avec tout ce que cela peut signifier de nuisible pour le pays, tant au point de vue extérieur qu'intérieur". Mais on n'a rien empêché car "il ne peut, en attendant, être question de faire tomber Poincaré, ... pour l'empêcher de tomber. Le pays ne comprendrait pas..." (67) : on ne peut mieux résumer une impuissance.

Poincaré
victorieux

Il ne reste plus au président du Conseil qu'à assurer son succès contre tout repentir de Marin, en ne lui montrant pas trop tôt qu'il a été effectivement "roulé". Quand Marin lui annonce sa décision, Poincaré lui donne le spectacle bien joué d'un "homme effondré", et va jusqu'à lui montrer, déjà préparée, une lettre de démission à Doumergue, où il explique son retrait par celui de Marin. Mieux encore : "il a même ajouté que si /Marin/ désirait en voir modifier le texte, il s'y prêterait volontiers (68)." En réalité, le président ne court plus grand risque, et il le sait bien. "Marin s'en est tenu, bien entendu, à ce que nous avons décidé..."

Wendel, au reçu de ce récit (69), se risque à écrire : "Ce n'était évidemment pas ce que Poincaré escomptait (...) Je crois pouvoir dire qu'il ne nous a pas "eus" en l'occurrence." Voire !

Jusqu'au débat du 21 juin, chacun tient bien son rôle. A la Chambre, Wendel travaille à calmer son groupe et à le préparer à la résignation, en empêchant la discussion trop approfondie de la question financière. Et pour ce faire il montre à ses amis "qu'il y/a/, à côté de la question stabilisation, une question Poincaré qui constitu/e/ par elle-même une question financière, puisque Poincaré, /c'est/ la confiance...". Quant à Poincaré lui-même, il continue de jouer la désolation en déclarant à Wendel, quand il l'aperçoit, le 20 juin, à l'occasion d'une affaire d'emprunt roumain, que la situation est intenable, que le ministère a besoin d'être remanié, qu'il est "ridicule" d'avoir quatre ministres radicaux, alors que leur parti ne donne que 25 voix au cabinet, qu'enfin il est décidé à s'en aller, sitôt la stabilisation faite... (70)

Mais deux jours plus tard, le même Poincaré met, dans son grand discours

à la Chambre, une éloquence, un pouvoir de persuasion, une sorte de jubilation intellectuelle, qui ne laissent plus de place à aucun chagrin simulé. "L'avocat a plaidé le pour avec le même talent qu'il avait plaidé le contre, il y a quatre mois" (71) écrit amèrement Wendel - en oubliant les prudences du Poincaré de février. "le chef des revalorisateurs - Monsieur Poincaré - étant passé de l'autre côté de la barricade, il n'y a pas eu de résistance sérieuse (72)." Et son triomphe, en tout cas, s'incarne dans un scrutin final qui lui apporte 448 voix d'approbation, parmi lesquelles celle de Louis Marin, contre 133 abstentions et seulement 18 voix hostiles, dont les 12 communistes.

On a peint d'ordinaire le Poincaré de juin 1928 dans la situation malheureuse d'Agamemnon en face d'Iphigénie :

"Je me rendis, Arcas ; et vaincu par Ulysse
De ma fille en pleurant j'ordonnai le supplice..." (73)

Jean Bouvier montre ainsi Moreau-Ulysse "forcé/ant/ l'homme d'Etat reticent et accablé à opérer une dévaluation du franc dont il ne voulait pas" (74). C'est le fruit d'une lecture des Souvenirs du gouverneur, dont la vision des choses est forcément partielle, qui enfle son propre rôle et qui ne discerne pas toujours les motifs très secrets du Président du Conseil. C'est négliger la nécessité qu'avait aperçue l'habileté de Poincaré de paraître accablé aux yeux de son aile droite - et de son opinion, afin de s'en garder les faveurs et de se garantir pour la suite.

Qu'il ne pût être joyeux de la décision elle-même, nul doute, mais qu'il s'y soit résolu seul et avec une froide fermeté, est un fait non moins avéré. Restait à "vendre" ce choix au pays et à en sortir grandi, donc intérieurement fort heureux. Ainsi fut fait.

"Et s'il n'en reste qu'un..."

A l'U.R.D., qui avait décidé de ne pas faire jouer la discipline de vote, 78 députés ont voté pour, 19, dont Blaisot et Warren, se sont abstenus. Avec Amidieu de Clos, Adrien Constans et Etienne Fougère, François de Wendel figure parmi les quatre seuls opposants de la droite à la naissance du franc Poincaré.

Et dans La Liberté, Jacques Bainville commente ainsi son attitude : "M. François de Wendel est resté fidèle aux raisons qu'il a données maintes fois. Du moins on ne pourra plus dire après cela que la stabilisation a été voulue par la grande industrie. Hélas ! la stabilisation était la carte forcée..." (75)

La réflexion est intéressante car elle pose bien les deux questions qui demeurent, pour conclure, à considérer : à savoir la valeur économique des positions défendues par Wendel, et les motivations d'une attitude devenue in extremis très minoritaire.

Le premier point touche à une controverse de spécialistes qu'on ne peut prétendre trancher ici. Qu'une revalorisation intégrale "à l'anglaise" ait été une folie économique, nul n'en peut disconvenir. Mais on observe aussi bien que Wendel et Rothschild ont en réalité renoncé à l'espérer dès la fin de 1926 au moins. Leur position est différente, telle qu'exprimée avec clarté par exemple dans une note personnelle de Wendel qui semble dater des semaines précédant le vote (76) : "Tout en reconnaissant qu'une revalorisation importante de la monnaie n'est pas possible en ce moment, nous estimons qu'une tendance à la revalorisation est désirable, et que, si lentement que ce soit, cette revalorisation doit (...) être poussée aussi loin que possible."

A l'appui, deux arguments qui d'ailleurs se rejoignent en définitive. L'un est économique. "Contrairement à ce que l'on raconte partout, le cours de la vie en France n'est pas encore au cours des changes. (...) Le seul moyen d'enrayer le mouvement de hausse générale des prix serait de ramener le cours des changes au cours de la vie au lieu de laisser la vie monter au cours des changes..."

Il est avéré qu'en effet le cours du franc de 125 la livre ne correspond pas à la parité des pouvoirs d'achat, et beaucoup de bons esprits ont jugé après coup qu'il aurait mieux valu stabiliser autour de 100 francs la livre (77). Dès lors se greffe ici l'argument politique de Wendel : "Il est désirable pour le bon équilibre de notre pays que les épargnants qui ont fait confiance à l'Etat, et lui ont apporté leur or, leurs économies, qui depuis des années voient leurs charges augmenter et leurs ressources diminuer et qui - à quelque classe qu'ils appartiennent - constituent l'armature sociale de la France, n'aient pas le sentiment qu'on les a délibérément sacrifiés en stabilisant plus bas qu'il n'est nécessaire..."

Qu'il fût légitime de penser d'abord à cette catégorie de petits rentiers peut être sans fin discuté. Alfred Sauvy fait remarquer que le fait de laisser une certaine marge a permis d'instituer un peu plus tard la retraite des combattants : or "la créance /de ceux-ci/ sur le pays ne vaut-elle pas largement celles des personnes qui ont eu suffisamment de ressources, pendant des temps difficiles, pour pouvoir prêter à l'Etat ?" (78) Certes : il n'était pas moins loisible à Wendel de juger moralement que l'Etat débiteur était tenu de lésar le moins possible ses créanciers, avec qui il avait passé contrat, et politiquement qu'il lui revenait à lui, député U.R.D., de prendre la défense de ce monde des petits épargnants qui formait sa clientèle électorale par excellence, et celle de son parti.

Il reste à se demander, à la lumière de nos sources, ce que valent les arguments de ceux qui ont cherché, sur l'heure ou après coup, une explication différente - ou complémentaire -, celle-ci purement égoïste, du combat monétaire de Wendel.

C'est ici le lieu de reprendre avec profit l'analyse de deux auteurs récents (79), qui sont toniques parce qu'ils partent d'un apriorisme : ils se refusent à penser qu'en tout état de cause Wendel et Rothschild se soient faits "les champions sincères des classes moyennes, des petits épargnants", et ils mettent donc utilement beaucoup d'énergie à chercher ailleurs des motifs intéressés (80). Ils sont ainsi conduits à considérer avec faveur la thèse qui eut cours entre 1926 et 1928 chez les adversaires de Wendel, et pas seulement à gauche : Wendel aurait prôné la revalorisation dans l'idée machiavélique qu'elle nuirait plus à ses concurrents qu'à lui-même, provoquerait une série de faillites dans le secteur sidérurgique, et lui permettrait de racheter à vil prix les établissements de ses rivaux. Ces auteurs citent à l'appui le Journal des Finances. "Le diable d'homme peut sans inconvénient accepter une stabilisation à un cours plus élevé. Il possède tout, matières premières et combustibles, ses prix de revient ne craignent aucune concurrence ; seuls les autres métallurgistes risquent d'être mis à terre par une nouvelle hausse", et ils ajoutent : "Cette thèse est singulièrement renforcée si on se souvient que grâce au Cartel de l'Acier, des rails et des tubes, de Wendel n'aurait pas à se préoccuper des débouchés extérieurs, et que la métallurgie de l'Est, contrairement à celle du Centre, n'avait pas été touchée par la crise de 1927" (81). Bref selon le témoignage "d'un administrateur de Pont-à-Mousson en 1970" - anonyme -, Wendel "esperait par la revalorisation prendre définitivement le dessus sur la sidérurgie du Centre, et mettre fin, à son avantage, à la lutte qui depuis des décennies était au centre de toute l'histoire de la sidérurgie française".

Il ne suffit pas d'observer que Wendel ne manifeste nulle part dans

ses cahiers ou dans ses notes qu'il ait jamais songé à un pareil jeu de billard : il faut se demander si celui-ci eût été vraiment favorable à coup sûr à sa Maison.

Assurément une réponse exhaustive exigerait une comparaison très détaillée de la situation des Wendel et de celle de tous ses concurrents, qui dépasserait le cadre de ce travail. Une appréciation n'est pourtant pas impossible dans les deux domaines où le cours du franc est de plus immédiate conséquence, celui de la charge de la dette, et celui du commerce extérieur: on constate que si le premier paraît plutôt favorable à Wendel, le second l'est beaucoup moins.

Pour la première fois en 1924, la maison a rompu avec sa tradition séculaire d'extension par le seul auto-financement : les Petits-Fils de François de Wendel ont lancé à cette date sur le marché un emprunt de 50 millions, le premier depuis la fondation (62). Cet endettement reste pourtant trop marginal par rapport au capital total pour que la Maison puisse souhaiter la hausse des prix intérieurs dans le seul désir d'en voir alléger le poids. Ce qui peut fort bien la différencier de tel ou tel concurrent.

Quant au commerce extérieur, le tableau est autre. Il est vrai que depuis l'acquisition de Frédéric-Henri, quatre ans plus tôt, les besoins en coke des Wendel sont couverts à 80 % environ par leurs propres charbonnages (83). Mais ce fait, loin de leur créer un avantage dans l'hypothèse d'une revalorisation du franc, aboutit au contraire à les défavoriser par rapport à des concurrents qui, contraints, eux, de payer le coke reçu d'Allemagne ou d'Angleterre, bénéficieraient de la baisse du mark ou de la livre. Alors que pour les Wendel, à 80 % au moins, le changement de parité est indifférent en amont.

D'autre part si l'on se tourne vers l'aval, pour considérer les conditions dans lesquelles les Wendel vendent leurs produits, on constate que la part de leur production écoulee à l'étranger est considérable - 63 % par exemple/^{pour 1927} et un pourcentage équivalent pour 1928 - et très nettement supérieure à la moyenne française (84). C'est assez dire que les Wendel auraient subi ici des désavantages plus considérables que ceux qui auraient pesé sur leurs concurrents en cas de reprise de la hausse de la monnaie nationale. Désavantages que l'Entente internationale de l'Acier, telle que lancée à la fin de septembre 1926, et portant uniquement sur un contingentement des productions nationales et non pas sur les mouvements du commerce international (85), ne pouvaient en rien supprimer ou même alléger.

Qu'en conclure ? Que la Maison pouvait bien, de par certains aspects de sa situation particulière - mais certains aspects seulement - laisser les mains plus libres à son chef, pour défendre ses thèses revalorisatrices, que d'autres ne l'eussent fait, mais qu'elle ne pouvait sûrement pas envisager d'un coeur léger une crise économique nationale à laquelle elle aurait seule échappé (86).

Les préoccupations de Wendel sont de politique financière générale : comment ne pas reconnaître pour finir quelque valeur à la remarque faite par lui-même à un correspondant lorrain lui rapportant les interprétations de la lumière reprises en Meurthe-et-Moselle par l'Etoile de l'Est : "Il serait facile de répondre que si j'avais eu les noirs desseins que me prête l'Etoile de l'Est, et étant donné le minimum d'intelligence qu'elle veut bien me reconnaître, je me serais bien gardé de les afficher à l'occasion d'un vote que l'on savait acquis..." (87)

Il n'est décidément pas légitime d'aller chercher du côté des intérêts de la maison les motifs majeurs d'une position qui possède sa cohérence interne, politiquement, sans qu'il soit besoin d'avoir recours à d'autres clés de compréhension.

VIÈME PARTIE

UNE PUISSANCE INSTALLEE

=====

CHAPITRE I

LA DEFAITE SUR LES DETTES AMERICAINES

CHAPITRE I

LA DEFAITE SUR LES DETTES AMERICAINES

INTRODUCTION : Nouvel Essor du Mythe

Le samedi 20 juillet 1929, François de Wendel prononce à la tribune de la Chambre des Députés, sur la question des dettes américaines, et pour adjurer qu'on ne ratifie pas les accords Mellon-Béranger, le discours le plus retentissant de sa carrière parlementaire.

Quand Philippe Serre entra au Parlement en 1933, élu au siège qu'abandonnait Wendel, il reçut de Paul Jacquier, son collègue radical, rapporteur général du Budget, la confidence du souvenir impressionné qu'il gardait du discours, le sentiment qu'il avait eu, ce jour-là, de voir soudain debout, en plein jour, déployée, révélée dans le silence, une vaste puissance longtemps souterraine (1).

Rassemblant de son côté ses souvenirs du débat, après trente ans, Paul Reynaud met encore en bonne place la surprise que lui causa l'événement (2) et dès l'instant même toute la presse accorda grande attention à une initiative dont Herriot confiait à L'Ere Nouvelle à quel point elle l'avait impressionné (3).

L'article anonyme de La Volonté de Dubarry rassemble bien et développe, sous la même lumière, toutes les composantes de sa légende qui s'épanouit.

"Monsieur François de Wendel, c'est un long monsieur, froid de son visage, froid de sa voix, froid de toute sa personne (...). C'est un long

monsieur qui monte lentement à la tribune. Il est sans pose comme sans timidité. Je jurerais qu'il trouve, non seulement mérités, mais naturels, le silence intéressé qui l'accueille, la curiosité qu'il excite sur tous les bancs de l'Assemblée, et l'attention particulièrement grave où se recueillent, comme s'ils l'épiaient, certains de ses collègues socialistes : Léon Blum, Vincent Auriol, Frossard, Renaudel, etc. Son audience n'est pas pour eux chose fréquente. Elle ne l'est, d'ailleurs, pour personne. Et j'en connais qui n'épuiseront pas leur stupeur de cette découverte, de cet événement : M. François de Wendel visible à l'oeil nu ; M. François de Wendel en chair et en os.

"C'est un de ces hommes que l'on pressent, que l'on sente toujours plus qu'on ne les voit...

"Un type dans le genre de Dieu, du Grand Lama ou de sir Basil Zaharof... On sait que, invisible et présent un peu partout, il plane au-dessus de bien des usines, de bien des banques, au-dessus des nations et des hommes... Il le sait mieux que personne, d'ailleurs. Et la conscience qu'il a de sa toute-puissance, concurrente souvent victorieuse des forces de la nature, lui inspire d'être - génie et parole - non moins impersonnel que ces dernières. (...)

"M. François de Wendel se réalise aisément à la tribune. On l'imagine appuyé invisiblement à ces forces énormes : à droite, la Banque de France ; à gauche, le Comité des Forges. S'il s'est résolu à parler, lui dont l'éloquence, cette candeur volontiers généreuse, n'est pas du tout le fait, et résolu à parler devant une Chambre loquace où, pour lui, à l'ordinaire, le silence est d'or, c'est afin que l'on puisse, sinon officiellement, du moins distinctement, entendre les deux forces dont il scelle en lui le parfait accord".

Voilà l'inspiration - et voici l'orateur :

"Devant lui, il a posé un carré de papier de la dimension d'une

feuille de calepin. Il le consulte rarement et d'un regard rapide.

"Il parle de facilité, non d'abondance, et comme il le ferait devant un conseil de hauts industriels ou de hauts financiers. Il évalue, pèse, démontre. Le ton n'est parlementaire que par un certain dédain dans la politesse. Aucun hasard dans sa parole ; et si ce sont là, inévitablement, des mots, ce ne sont jamais ceux dont Hugo nous dit qu'ils sont le Verbe. On sent percer un chiffre sous chaque mot (...)

"Il est disert, concis, précis. S'il manque soudain à préciser, c'est qu'une inspiration l'avertit contre son réalisme même : et cette inspiration n'est pas de lui. On peut bien l'espier sur les bancs socialistes, où je vois Léon Blum toujours prêt à saisir au passage un mot, un mot imprudent, qui vaudrait tout à coup plus qu'un chiffre. On n'obtiendra pas de M. de Wendel, bon monnayeur du temps - le sien, et celui des autres - qu'il parle jamais pour ne rien dire. Intéressé certainement à ce qu'il déclare, il intéresse incomparablement son auditoire. Et je l'écoute avec assez de passion pour sentir passer en moi ce froid que les bonnes gens disent être celui de la petite mort.

"Qu'a-t-il déclaré ? ... Avec une courtoisie impeccable, la guerre économique à l'Amérique, peut-être ? ...

"Je crois entendre que, s'il lui fallait déclarer une autre guerre : celle où les vies humaines répondraient des chiffres et des intérêts sur lesquels il règne, il ne serait ni moins disert, ni moins concis, ni moins précis ; et que son impersonnalité fonctionnelle aurait alors cette indifférence incorruptible qui est le propre des astres..." (4).

Tous les thèmes majeurs sont là, comme on voit, sur quoi le mythe continue de s'enliser : l'influence écrasante de ces forces occultes, Banque de France ou Comité des Forges, plus puissantes que la nature même,

la cohérence de leur dessein servi d'un seul élan, leur volonté scientifique, détachée du sentiment commun, le réseau international de leurs complicités, le ton glacé d'un discours qui choisit soudain, à son heure, et pour des motifs savants qu'on ne pénètre pas, d'apparaître, de lever un pan du voile, quelques minutes très rares avant que ne retourne à l'ombre épaisse celui qu'Henri de Kerillis, quelques jours plus tôt, dans son éditorial de l'Echo de Paris, appelait "le chef invisible et silencieux des conspirateurs nationaux" (5).

Or telle est la vigueur de cette irréalité même, qu'elle nourrit spontanément des rumeurs qui en découlent avec une logique irrésistible à l'intérieur de ce monde imaginaire. Puisqu'on juge que Wendel parle au nom du Comité des Forges, que celui-ci est unanime, qu'il a des motivations secrètes, égoïstes, forcément extérieures à toute l'apparence du débat et dissimulées par lui, il y a appel d'air pour un autre enchaînement qui y réponde, qui s'invente forcément quelque part, puis se transmet avec complaisance. On ne s'étonne pas d'apprendre qu'un bruit court à Paris, dans les derniers jours de juin, selon quoi le Comité des Forges veut la brouille avec l'Amérique pour se débarrasser des aciers au manganèse américain, dont la concurrence lui serait pesante (6). Et voilà la clé trouvée.

Rarement pourtant fut plus éclatant qu'en juillet 1929 le contraste entre cette image de gloire, admirée, redoutée ou détestée, et la vérité de Wendel à nouveau défait, blessé dans son idée du patriotisme, et solitaire parmi les siens.

SECTION I : Le dossierL'urgence du choix

L'affaire avait d'abord paru, comme on s'en souvient, liée de très près au problème financier intérieur, mieux même : indissociable de lui, quand on croyait encore, au temps du Comité des Experts, à la nécessité d'un emprunt américain qu'il faudrait marchander contre des concessions sur les dettes. Puis Poincaré, grâce au "miracle" de la "confiance" recouvrée, avait choisi de "geler" la question. Elle ne peut plus l'être longtemps, dès lors que s'annoncent les nouvelles négociations internationales qui doivent reprendre de fond en comble, et dans l'espoir de parvenir enfin à un règlement définitif, l'ensemble des problèmes financiers nés de la guerre.

Une échéance particulière, au surplus, vient rendre urgente une décision et fixer une date : il s'agit des stocks de guerre américains, cédés à la France après l'armistice, durant l'été 1919, moyennant un délai de paiement de dix ans, qui va expirer le 1er août 1929. Cette dette-là est de temps de paix, purement commerciale, bien distincte des créances de guerre et l'on ne peut guère songer à ne pas l'honorer le jour venu. Dette considérable, qui se monte à plus de quatre cent millions de dollars (1), c'est-à-dire plus de dix milliards de francs Poincaré, un dixième de la créance totale reconnue à Washington et un cinquième du budget de l'Etat français. Or les accords de Washington, signés en juillet 1926, présentent l'avantage considérable - c'est d'ailleurs la grande fierté du négociateur Bérenger (2) - d'intégrer cette créance particulière dans l'ensemble de la dette française à l'égard des Etats-Unis et d'exclure de la sorte le remboursement massif du 1er août 1929. Mais il est indispensable naturellement, pour que cette clause puisse jouer, que les

accords soient ratifiés avant cette date par le Parlement français (3).

Ainsi pressé par le calendrier, le gouvernement Poincaré dépose sur le bureau de la Chambre, le 9 juillet 1928, deux projets de loi qui portent ratification des accords de Washington et subsidiairement de ceux de Londres, signés entre Caillaux et Churchill, le 12 juillet 1926, et étroitement liés aux premiers (4). Il est vrai que ce geste est, à l'époque, accompli sans tapage et que l'attention publique est attirée davantage, durant l'été, en matière extérieure, par d'autres événements. Le pacte Briand-Kellog qui met "la guerre hors la loi" est signé solennellement à Paris le 27 août. Et Stresemann, premier ministre allemand depuis la guerre à être reçu officiellement en France (5), en profite pour réclamer l'évacuation anticipée de la Rhénanie. Poincaré en accepte le principe mais lie fermement la question à celle d'un accord définitif sur les réparations allemandes, dont le plan Dawes n'a pas fixé le terme. Il y tient d'autant plus qu'il sait bien que le Parlement refusera de ratifier l'accord sur les dettes avant cet autre accord sur les réparations. Tout s'enchaîne donc et doit ramener vite à l'affaire des dettes, et à l'échéance du 1er août 1929.

Wendel en juge bien ainsi, et que le reste est secondaire ou au moins subordonné. Au demeurant, c'est surtout sur la politique des dettes qu'il peut espérer peser, parce qu'elle se détermine à peu près au point de rencontre des divers théâtres de son influence.

Le pacte Briand-Kellog de renoncement solennel à la guerre ne lui a inspiré naturellement que mépris - "je n'arrive pas à comprendre", écrit-il, "l'impression que toute cette parade peut faire sur certains : des mots, du vent..." (6) - mais il l'a jugé, à court terme, plus dérisoire qu'inquiétant, Marin lui ayant affirmé que Doumergue et Poincaré s'étaient montrés fermes, pour une fois, en Conseil et qu'ils avaient refusé de

laisser à Briand les mains libres devant Stresemann, sur la question de la Rhénanie (7) : ce qui peut expliquer le discours énergique de Briand, le 10 septembre, à Genève, où en réponse aux propos du nouveau chancelier socialiste Hermann Muller, qui avait parlé de "double visage de la politique française", il dénonce le réarmement clandestin accompli par la Wehrmacht. Wendel juge qu'à coup sûr la question de l'évacuation de la rive gauche du Rhin se posera, mais il pense que ce ne sera pas dans l'immédiat et que, le jour venu, la doctrine à défendre restera très simple et le devoir très clair : "Pas plus que l'Allemagne en 1871, nous ne pouvons songer à évacuer la rive gauche avant d'avoir été payés ou d'être certains de l'être. La ponctualité de l'Allemagne dans l'exécution du plan Dawes / depuis deux ans / provient uniquement de ce qu'elle espère être récompensée par l'évacuation de cette ponctualité avant que n'arrive le moment de verser les grosses annuités qu'elle est bien décidée à ne pas payer..."

L'actualité immédiate, au moment où Wendel rentre à Paris, à la mi-septembre, et le premier combat, c'est donc bien l'affaire des dettes. Complexe celle-ci, techniquement et politiquement, alourdie par cette échéance redoutée du 1er août 1929. Wendel a plusieurs conversations importantes à ce sujet, notamment avec Louis Marin et Edouard de Rothschild, et surtout, le 2 novembre, en présence de ce dernier, avec le gouverneur Moreau (8). C'est pour lui l'occasion de fixer nettement sa religion et l'ordre de ses priorités, de préciser une doctrine politique où l'on ne retrouve pas trace de manganèse... (9)

La doctrine de Wendel :
fondements et modalités

Wendel n'est pas hostile, en cette fin 1928, à l'idée nouvelle qui a pris corps depuis peu dans les milieux financiers de Grande-Bretagne

et des Etats-Unis : en révisant le plan Dawes, les alliés accepteraient certaines réductions de la dette allemande, à condition que celle-ci soit "mobilisable" immédiatement. On la "commercialiserait" au nom d'une analyse, selon un mécanisme, et avec des avantages que Jacques Seydoux exposera clairement pour la Revue de Paris, un peu plus tard, dans les termes suivants : "Le jour (...) où les obligations de chemin de fer, par exemple, et de l'industrie, ou tout autre titre représentatif de la dette allemande auraient été placés dans le public, la dette des réparations perdrait son caractère politique de versement d'Etat à Etat et l'Allemagne se trouverait en présence du public qui aurait acheté les obligations émises. Nous recevrons le capital des emprunts dont l'Allemagne ferait le service au public, soit directement, soit par l'entremise d'un trustee, et créanciers et débiteurs n'auraient plus rien à voir les uns avec les autres. Si l'Allemagne faisait faillite, si elle manquait à ses engagements, ce serait la chute évidente de son crédit (...) et elle ne ^{se}risquerait pas à pareille aventure" (10).

Wendel est d'autant plus favorable, dans les premiers temps, à pareille opération, qu'à ses yeux elle devrait permettre d'en finir avec les prestations en nature auxquelles il avait toujours été hostile, comme l'ensemble des métallurgistes et la plupart des milieux industriels en général (11). On pourrait donc vraiment très volontiers accepter que leur suppression constitue la concession qui serait faite à l'Allemagne dans la négociation en échange de la "commercialisation". Wendel se réjouit d'entendre Moreau lui affirmer que c'est là l'opinion de Poincaré (12).

Mais ceci une fois posé, il reste à connaître, capitale, la chronologie que le gouvernement fera respecter entre les accords du côté allemand et ceux du côté américain. En d'autres termes, faudra-t-il "ratifier d'abord les dettes interalliées de manière à avoir l'appui de l'Amérique dans la discussion engagée avec les Allemands" - ou bien, au contraire, ne ratifier les dettes interalliées "que si l'Amérique se

déclare préalablement d'accord pour lier le règlement de ce que nous lui devons avec ce que nous donnera l'Allemagne, et par suite pour accepter, si mobilisation de la dette il y a, les valeurs mobilisées en paiement immédiat de /celle-ci/ " (13) ?

Or, c'est à ce point que se noue le désaccord très profond entre Wendel, catégoriquement attaché à la deux-ième solution, et le gouvernement qui paraît de plus en plus résigné à la première. A la fin d'octobre, un article du Matin, signé de Jules Sauerwein, et d'allure officieuse, l'indique déjà en filigrane, et Moreau, le 2 novembre, ne cèle pas à ses interlocuteurs que tel est aussi son choix.

Se fondant notamment sur l'opinion catégorique de Lacour-Gayet, attaché financier à Washington, Moreau explique à Wendel qu'il n'existe aucune chance pour que l'Amérique "réponde à aucune question" relative aux réparations avant la ratification des accords de Washington. Donc, il faut d'abord s'assurer ses bonnes grâces. On peut en escompter en retour des avantages commerciaux au profit de nos exportations aux Etats-Unis, et surtout des avantages financiers, le marché mondial des capitaux étant aujourd'hui à New-York -l'un et l'autre profits ne constituant d'ailleurs que deux aspects particuliers d'une évolution dont le bénéfice les dépasserait largement : on obtiendrait un complet renversement de l'opinion publique américaine à l'égard de la France, aujourd'hui si défavorable.

A tous ces arguments, Wendel n'accorde pas de valeur. La balance commerciale franco-américaine étant actuellement toute à l'avantage des Etats-Unis, du fait de leur protectionnisme inébranlable, Wendel semble estimer - il n'est pas très clair sur ce point - qu'il n'existe ni menace qu'elle s'aggrave, ni espoir qu'elle s'améliore, quelle que soit la politique française des dettes. En ce qui concerne les relations

financières, il se sépare une fois de plus des banquiers qui mènent des affaires internationales? "J'entends bien", écrit-il, "que dans certains milieux on attribue une très grande importance aux bonnes relations avec le marché de New-York, et je les souhaite excellentes. Mais on reconnaîtra que les avantages soi-disant considérables que cela comporte pour le pays, au point où il en est de son redressement financier, ne sont pas décisifs et sont même assez difficiles à définir..." (14).

Quant aux prétendus avantages psychologiques, donc politiques : "...comme si /La ratification/ pouvait changer quelque chose à un malentendu qui vient de ce que l'électeur américain est loin de nous, ignore à peu près complètement l'Europe, et est incapable de s'intéresser à ses difficultés !" (15).

Comment accepter de courir, dans ces conditions, un risque aussi dramatique, celui exactement de lâcher la proie pour l'ombre ? Wendel est persuadé, à la lumière de Versailles, que les Etats-Unis pourraient fort bien, même après la ratification, se refuser à accorder leur soutien à la nouvelle moulture du plan Dawes. Soutien politique, et d'abord soutien financier : chacun sachant bien, les adversaires de Wendel comme lui-même, que pour que l'opération dite de mobilisation réussisse, il est indispensable que le marché américain s'y prête. Comment peut-on songer, demande Wendel, à faire les concessions nécessaires "sans savoir si, du côté des Etats-Unis, l'on est disposé à prendre les risques que comporte le transfert des titres mobilisés, et croit-on réellement que dans le cas où les Etats-Unis refuseraient, il existe en France ou ailleurs des groupements financiers disposés à financer ces titres, sans qu'à un moment donné, en cas de défaillance de l'Allemagne, la France ou les Etats-Unis garantissent la bonne foi de l'opération ?" (16). Car alors, en cas de désillusion américaine, si évidemment probable, la France aurait substitué sans aucun avantage tangible "à une dette de

guerre d'autant plus discutable que /Les Etats-Unis/ ont tout fait en réduisant les paiements de l'Allemagne pour lui en rendre le règlement plus difficile (...) des engagements d'autant plus indiscutables que, pris en pleine paix, ils auront été plus librement consentis. "Ainsi, "faute d'une clause de sauvegarde", la France se mettrait dans une situation d'infériorité absolue vis-à-vis de l'Amérique si l'Allemagne cessait de lui remettre les sommes nécessaires pour y faire face..." (17).

Telle est l'argumentation de Wendel sur l'ensemble de la question. Mais quand une fois il l'a élaborée devant les autres et devant lui-même, il lui reste à rétorquer ce puissant argument adverse qu'offre la conjoncture : la très lourde échéance à venir le 1er août des 407 millions dus sur les stocks de 1919.

Il n'est certes pas question, pour Wendel, d'assimiler unilatéralement cette dette commerciale de temps de paix à celles du temps de guerre, afin de s'y dérober. L'obligation est impérieuse ? Il n'est pas question d'y échapper ? Eh bien, il n'est que de s'y soumettre ! et de payer ! C'est une thèse qu'il a fait sienne depuis deux ans au moins, depuis que le succès de Poincaré a bouleversé les données du jeu (18).

"Lorsque les ministres cartellistes s'apprêtaient /en 1926/ à demander la ratification des accords Mellon-Bérenger et Churchill-Caillaux, ils avaient pour excuse que non seulement la France voyait toujours sa monnaie se déprécier, mais qu'elle ne possédait pas les premiers dollars nécessaires au règlement de ces 400 millions" (19).

A présent les choses ont changé et Moreau lui-même le reconnaît. Le gouvernement possède une assez grande quantité de devises, et la Banque, de son côté, dispose d'un "matelas" suffisant pour prêter au Trésor celles qui lui manqueraient.

L'opération assurément n'irait pas sans difficultés momentanées, elle troublerait le marché financier, elle nécessiterait de nouvelles conventions de la Banque et de l'Etat, et probablement un emprunt intérieur. Wendel comprend que le gouverneur, à la place où il est, s'en préoccupe, il comprend même qu'il s'en effraie, mais le gouverneur à son niveau doit avoir une autre vision des choses, considérer qu'après tout "une dette intérieure vaut toujours mieux qu'une dette extérieure" et que surtout on ne peut mettre en balance quelques inconvénients temporaires et limités avec une abdication dramatique qui engagerait pour soixante-deux ans toute la politique du pays (20).

SECTION II : L'attente

Renvoi de
Louis Marin

En même temps qu'il précise ainsi sa doctrine, Wendel, comme d'ordinaire, recense les appuis possibles. Du côté de la Banque - et des banquiers... - il se réjouit de se voir une fois de plus à l'unisson avec Rothschild : "assez en confiance avec les anglais, il est extrêmement méfiant à l'égard des Américains et ne veut pas entendre parler d'une signature qui le lierait, alors que l'Allemagne pourrait cesser ses paiements". Il faut dire que Rothschild se montre d'autant moins disposé à se laisser convaincre par Moreau, que celui-ci, depuis la grande querelle de la stabilisation, "ne lui raconte plus rien", ce qui "le contrarie assez visiblement". En vérité, cette fois encore solidaires, Wendel et Rothschild sont isolés rue La Vrillière. L'autorité acquise par Moreau ne leur y laisse plus grande influence. (1)

Il faudra d'autre part, et naturellement, que les Débats voient clair et qu'ils marchent droit. Wendel convoque Chaumeix, le 29 octobre, pour s'en assurer. "Il n'y a pas à transiger", lui dit-il, "sur la question des dettes" et le journal devra "prendre l'offensive sur ce point".

Quant au champ de forces parlementaire et gouvernemental, un événement important s'y produit au même moment, qui tout à la fois révèle combien la position de Wendel en face de Poincaré s'est modifiée depuis sa défaite du mois de juin, et accentue par ses conséquences cette évolution même. Il s'agit du retrait des ministres radicaux qui entraîne la rupture de l'Union Nationale.

Quelle qu'ait été, en effet, la valeur des sombres prophéties de Wendel en matière économique, au premier semestre, il est un point,

politique, sur lequel il avait prévu très juste, et c'est précisément celui-ci : il avait dit à Poincaré, au mois de mai, on s'en souvient, que la stabilisation légale et le retour à l'encaisse-or briserait l'Union Nationale, devenue moins nécessaire, et que son gouvernement se disloquerait bientôt (2).

Or voici que le congrès radical d'Angers, début novembre, répond exactement à cette mise en garde. L'influence de Caillaux, qui règle de vieux comptes, se conjugue avec un courant venu de la base - à propos de deux articles de la loi de Finances qui auraient menacé la laïcité, mais surtout parce que les militants ont hâte, à présent, une fois levée l'angoisse financière, de retrouver dans l'opposition les traditionnels et confortables antagonismes. Le congrès rompt donc l'Union Nationale. Il oblige les ministres radicaux - Herriot, Sarraut, Queuille et Perrier - à quitter le gouvernement et il provoque ainsi, sans aucun délai, la démission de Poincaré.

La réaction de Wendel n'est pas simple. Il croit d'abord à un vrai départ, parce qu'il suppose, minimisant le désir que peut avoir Poincaré de continuer son action, que celui-ci doit se réjouir de quitter le pouvoir dans de telles conditions : "Le franc a été relevé, la stabilisation faite. Si celle-ci donne les résultats, que l'on est en droit d'en attendre ! ce sera la faute des gens qui lui ont rendu le pouvoir impossible. Il s'en va glorieux, ayant toute la France pour lui. Ce n'est peut-être pas ce qu'il y avait de mieux à faire pour ce pays. Il aurait pu profiter de sa popularité et de la maladresse que viennent de faire les radicaux pour l'arracher à leur emprise. Mais à son propre point de vue, si on ne voit que la politique et non le pays, c'est bien joué" (3).

Le regret de Wendel, quant à l'occasion perdue "d'arracher le pays à l'emprise des radicaux", ne peut guère, à vrai dire, compter beaucoup dans son analyse car il y a belle lurette, depuis l'affaire de la stabili-

sation en tout cas, qu'il a perdu toute illusion à cet égard et cessé d'espérer que Poincaré puisse jamais jouer ce jeu-là et même de croire qu'il le souhaite. C'est ici que l'on mesure combien profondément la bataille de juin a miné sa fidélité politique à Poincaré. Il n'est plus du tout disposé à lui passer désormais ce qu'il appelle ses "faiblesses pour la gauche" en un moment surtout où elles paraissent devoir déborder jusque dans le domaine extérieur.

Ainsi le voit-on compléter en ces termes son commentaire : "Personnellement et en tant qu'homme de parti, je ne peux pas être très désolé, j'aime mieux voir Poincaré renversé par les radicaux sur les articles 70-71 ou le service d'un an, que par nous sur les questions de la ratification des dettes" (4).

Il ne souhaite donc nullement un replâtrage et il le dit nettement à Tardieu, qui y croit pour sa part, qui y travaille et qui compte y gagner l'Intérieur. Wendel reconnaît bien, du bout des lèvres, que "l'Union Nationale avec Poincaré est la vérité", mais elle perd tout son sens si "sous couleur d'union" on fait, comme c'est le cas, "la politique désavouée en 1926, et cela /à un moment où/ la situation financière ne saurait être invoquée comme alors pour excuser certains abandons. Si Poincaré doit nous demander de ratifier les dettes, inutile de le faire revenir pour nous obliger à voter contre lui". Tardieu essaie bien de lui démontrer qu'il "s'inquiète à tort" - mais c'est en vain : "Instruit par sa conversation du 2 novembre avec Moreau, Wendel affiche le plus grand scepticisme". Et sans chercher cette fois-ci à voir lui-même Poincaré, comme Tardieu l'y engage, il charge Louis Marin, qui doit rencontrer longuement le Président, de lui rapporter ses critiques et son opinion. Il les développe d'autre part longuement le même jour, 9 novembre, à la Chambre, devant son groupe (5).

L'inquiétante liberté
de Poincaré

Il faut bien dire qu'au point où en sont venues les choses, cette attitude de Wendel est plus intéressante à connaître pour éclairer l'évolution de ses sentiments que pour comprendre le dénouement de la crise sur quoi elle est de nulle conséquence.

- On apprécie en effet, à cette occasion, comme en juin, et mieux même qu'alors, quelle liberté la popularité acquise par Poincaré dans les profondeurs de l'opinion, et spécialement parmi la clientèle de la droite, lui laisse à l'égard des parlementaires modérés, dont le soutien lui avait été, à l'origine, si rigoureusement indispensable. S'il veut rester au pouvoir - et certes il le veut - la Fédération ne peut que dire amen. Elle ne peut pas du tout monnayer l'accroissement relatif de son influence dans la majorité poincariste. Pis encore, elle doit ravalier sa colère devant l'affront particulier que lui fait Poincaré en donnant congé à son chef. Jouant en effet les "Salomon" - comme l'écrit Wendel avec dérision (6) - il sacrifie aux radicaux, afin de conserver pour partie leur appui, leur bête noire Louis Marin (7).

Les commentaires que ce départ inspire à Wendel, le 10 novembre, devant son groupe, peignent assez son embarras. Parlant après Soulier, Bonnefous et Blaisot, il fait, s'il faut l'en croire, "l'unanimité des présents". Or que dit-il à ses amis ? Dans un premier temps, il "montr[e] qu'il ne suffi[t] pas d'avoir du talent pour tenir la place que Marin tenait dans le Cabinet". Et il explique : "Il faut cela, mais aussi des connaissances, une situation, un passé. Il faut, en un mot, avoir un certain "volume" pour avoir l'autorité désirée. Il n'y a donc guère que /Marin/ qui puisse être l'otage du groupe dans une combinaison. Si on veut l'éliminer, qu'on accorde au groupe un nombre de ministres proportionnel à son importance dans la majorité !". Le groupe ici, dut applaudir.

Mais il approuva aussi la deuxième partie du propos, qui est tout à fait contradictoire, Wendel renonçant d'avance à toute protestation : "Ceci dit (sic), j'ai (...) recommandé la prudence et conseillé d'attendre avant de prendre position et de juger le ministère. S'il continue de défendre notre programme, nous le soutiendrons, quand bien même nous n'en ferions pas partie (...). J'ai terminé en disant que si Poincaré devait rencontrer notre opposition, il valait mieux attendre pour cela que son abandon de son programme qui, en somme était le nôtre, lui ait fait perdre une partie du prestige dont il jouit actuellement" (8). On ne saurait mieux résumer une impuissance.

Sur quoi, le lendemain, sans plus songer du tout à réclamer la proportionnalité des portefeuilles, qu'elle jugeait nécessaire pour compenser le "lâche abandon" (9) de Marin par Poincaré, l'U.R.D. accepte sans hésiter l'aumône du ministère du Commerce proposé à Georges Bonnefous (10).

Du point de vue de l'influence de Wendel, le départ de Louis Marin le prive d'un informateur que son amitié rendait très sûr pour la vie du ministère. Mais elle ne diminue guère une possibilité d'action dans les circonstances mêmes de ce départ viennent, une fois de plus, de rappeler la minceur. Car ensemble, et pour résumer brutalement les choses, en juin, Marin voulait partir et Poincaré l'en avait empêché à force de fermeté et de duplicité mêlées ; à présent il souhaitait rester et Poincaré l'a renvoyé.

Le 24 octobre précédent, dans une conversation à Nancy, Wendel et Marin, curieusement oublieux de l'expérience du mois de juin, pouvaient bien s'affirmer encore l'un à l'autre solennellement que "si Poincaré ratifiait, avec ou sans le consentement du Parlement /la/ démission s'imposerait..." (11). L'événement leur a rappelé brusquement où est le pouvoir et où est l'initiative.

Le gouvernement
gagne du temps

Les derniers mois de 1928, après le choc du remaniement, n'apportent rien de bien nouveau en matière extérieure. Le gouvernement joue à cache-cache avec les questions. Comparaisant devant la Commission des Affaires Etrangères de la Chambre, le 23 novembre, Briand évite toute déclaration précise sur la question de la ratification, et il n'est pas plus précis en séance publique, le 4 décembre, au moment où de la discussion de son budget. Et quand Poincaré comparaît à son tour, deux jours plus tard, en présence du même Briand, devant la même Commission,

Wendel retire de cette audition l'impression qu'il veut gagner du temps. "Il a répété, à plusieurs reprises (...) qu'il n'y avait pas à la Chambre une majorité disposée à la ratification telle que celle : le Cabinet qui prétendrait l'exiger serait renversé". Wendel n'est pas très sûr de cela, à son grand regret, mais il s'empresse "d'opiner malhonnêtement du bonnet".

Quant aux experts du Comité Young, qui vont se réunir à partir de février, Poincaré explique "qu'ils sont purement financiers" et n'engagent pas leurs gouvernements respectifs... Ils devront obtenir de quoi payer États-Unis et Angleterre, plus quelque chose pour les réparations". Mais ils ne pourront discuter la question de l'évacuation. La seule précision réelle que peut obtenir la Commission est une promesse formelle du Président qu'il ne ratifiera pas les accords sans les avoir d'abord soumis au Parlement (12).

Il est ainsi patent, pour tous les observateurs qualifiés, que si l'affaire des dettes est destinée à venir au premier plan de l'actualité politique avant la date butoir du 1er août, elle ne pourra guère y venir plus tôt que mai ou juin, puisque le Comité Young ne pourra finir qu'alors

les travaux dont le résultat constitue une donnée indispensable du débat à venir. Et Wendel peut redouter que Poincaré ne joue à ce moment-là efficacement de l'imminence du péril pour tenter d'entraîner son Parlement.

Au 31 décembre, ¹¹²⁴ traçant comme d'ordinaire bilan et perspectives, Wendel écrit sans optimisme que Poincaré, "faute d'avoir eu le courage de réagir au bon moment", se laisse entraîner "vers une ratification pure et simple des dettes interalliées qui ne lui sourit probablement pas ..." (13). Mais il exprime en même temps sur ses tablettes sa ferme intention de lutter de toutes ses forces contre une telle issue.

Et l'on constate aisément qu'en effet son activité politique, qu'elle soit publique ou dissimulée, est désormais tout entière tournée vers l'échéance de l'été. Pour s'y préparer utilement, il lui faut travailler à affirmer sa position à la Chambre, définir une stratégie parlementaire en face du gouvernement pendant la période intermédiaire qui s'annonce, accentuer enfin, à l'approche de l'échéance et tant que faire se pourra, son effort de "pression" et de propagande.

Une diversion

Ainsi s'éclaire par exemple la longue hésitation où Wendel demeure avant de se décider à intervenir, sortant de sa réserve ordinaire, dans le débat sur la situation des provinces recouvrées que suscite à la Chambre, du 24 janvier au 7 février 1929, l'agitation autonomiste en Alsace-Lorraine, et qui ranime brièvement les affrontements des temps du Cartel.

Le socialiste Grumbach, député du Haut-Rhin, dès le début, donne à Wendel motif et désir de parler en évoquant élogieusement à l'appui de

sa thèse et contre la droite, le rapport sur les cultes que ce dernier avait présenté en 1915 à la conférence d'Alsace-Lorraine : document qui concluait, à l'adoption, dans les provinces recouvrées, de la loi de séparation amendée, avec l'accord négocié du Vatican (14). "Ah quel homme clairvoyant !", s'écrie Grumbach, "et comme la conférence d'Alsace-Lorraine était clairvoyante elle-même en approuvant son rapport !...", puis il s'amuse, suivant un très classique et efficace procédé, à ne révéler son nom, en petit coup de théâtre, qu'après être descendu de la tribune (15).

Or Wendel est d'autant plus tenté de dire son mot qu'il juge le débat tronqué, les orateurs s'obstinant à ne pas traiter à fond le problème religieux et qu'il pourrait se tailler un succès personnel en l'abordant, lui le premier, de front, en expliquant que les frustrations du clergé sont le motif éventuel de revendications autonomistes. Mais il faut attendre plus de quinze jours après le discours de Grumbach, et les derniers moments du débat pour que Wendel se décide à saisir la perche tendue, et à demander la parole. Le discours a quelque retentissement (16) et Wendel est chaleureusement félicite de divers côtés (17), y compris par deux fois, et à sa surprise particulière, par le Président du Conseil lui-même. Mais au fond il ne juge son succès qu'en fonction du grand débat prochain et il conclut l'expérience par cette prudente résolution : "Il ne me reste plus qu'à me taire pendant quelque temps : la Chambre n'applaudira pas tous les jours cette espèce d'hydre de Lerne qu'est un Président du Comité des Forges..." (18). Donc il ne parlera plus jusqu'aux Bettes.

Modérer Marin

Un autre aspect de la stratégie de Wendel, celui-ci au premier regard plus surprenant, consiste à protéger le ministère contre une chute préma-

urée. S'il ne souhaitait pas, en novembre, que Poincaré restât, il ne souhaite plus, à présent, qu'il parte trop tôt, soit de son propre gré comme il en a laissé courir le bruit fin décembre (19) - soit par suite d'un malheureux hasard parlementaire. Non que Wendel pardonne du tout à Poincaré ses déceptions. Jamais il n'a plus sévèrement jugé "ce petit bourgeois haineux et sectaire" qui "mourra dans l'impénitence finale" (20)..

Mais il redoute que pendant les négociations du plan Young, qui sont ouvertes en février et ne se déroulent pas sans orage, une crise n'amène pas aussitôt un gouvernement plus ferme et qu'elle n'affaiblisse à court terme la position diplomatique de la France. Il a surtout un autre motif, que voici : il est partisan, comme on l'a vu, de payer les quatre cent millions de dollars des stocks américains le premier août. Or "il est bien évident que pour que la Chambre accepte cette formule, il faut que d'ici là le stock de devises à la Banque reste intact". La conclusion est logique : "Seul le maintien du Cabinet Poincaré permettra d'atteindre ce résultat" (21). Cette analyse - qui commence à se rencontrer au mois de mars ici et là dans la presse (22) - le fait d'ailleurs d'inquiéter un peu au même moment, lorsqu'il constate, à la Banque de France, une légère diminution du stock de devises : cent vingt millions en une semaine. Ce mouvement résulte des demandes des banques françaises qui cherchent à profiter du haut loyer de l'argent à l'étranger : Wendel estime qu'il faudrait arrêter le mouvement en relevant le taux de l'escompte français qui, à 3 1/2 %, lui paraît nettement trop bas (23).

Mais c'est surtout au Parlement, bien entendu, et spécialement à l'intérieur du groupe U.R.D., qu'il faut, de près, veiller au grain. L'impétuosité de Marin, libérée par sa sortie du gouvernement, et alimentée par son amertume, est à canaliser. Dès décembre, Wendel avait trouvé très désagréable qu'il publie dans La Nation un article où il s'en prenait à Moreau en termes violents : bon nombre d'"imbéciles"

ont attribué aussitôt à Wendel l'inspiration d'un texte que celui-ci jugeait pourtant d'un ton "inadmissible", tout juste bon pour un "cheveu-léger" et sûrement pas pour un chef de parti et qui le mettait personnellement dans une situation déplaisante en face du gouverneur. Marin lui expliqua bien que son but était de disqualifier Moreau pour le Comité Young, ce que Wendel était tout prêt à approuver, mais l'échec complet de la manoeuvre sur ce point - puisque Moreau fut officiellement désigné par Poincaré comme expert français le 26 décembre - ne put que le confirmer dans son irritation contre le procédé (24).

Un peu plus tard, Marin s'attaque de plein fouet à Poincaré. Il avait bien pu, un moment, dissimuler son dépit. Celui-ci éclate à présent. "L'atemoiement", écrit-il par exemple dans un nouvel article à propos du Président du Conseil, "est la méthode des indécis dont l'intelligence n'a pas de solution et dont le peu de caractère craint les responsabilités. Ils renvoient donc à plus tard, par des trucs de procédure, ou par tout autre moyen, les problèmes pourtant urgents..." Et citant une série de manquements à des paroles données au pays, il flétrit, en particulier, "un ministre /qui/ énonce des principes solennels sur les droits des créanciers de la France, sur l'Etat honnête homme, et /qui/ aboutit, contraînt et forcé, malgré lui, malgré ses instincts, à la stabilisation à quatre sous..." (25). On comprend que les radicaux - sous la plume d'Herriot et d'Yvon Delbos - lui rappellent peu après "qu'il a signé lui-même, comme membre du Cabinet, cette stabilisation", qu'ils s'étonnent de la façon dont il pratique la solidarité ministérielle... (26) - et qu'ils relèvent d'autre part cet autre passage où Marin résume ainsi l'épisode de novembre : "un président du Conseil jure cent fois, publiquement et officieusement, qu'il quittera le pouvoir si le départ d'un de ses collaborateurs change le caractère de sa combinaison d'union nationale ; il débarque lui-même l'un d'eux sans explication, ni avertissement ; il court après les autres, qui l'abandonnent tout de même :

il n'en continue pas moins sur un autre piéd, comme si rien n'avait été annoncé à la France..." (27).

On sait bien que Wendel partage entièrement cette rancune et le commentaire de Delbos le concerne aussi, lui et l'état d'esprit qui est maintenant le sien : "Tel est donc", écrit Delbos, "quand ils dévoilent leur véritable pensée, le "poincarisme" de Monsieur Marin et de ses amis. Quand ils l'embrassent ostensiblement, ce n'est pas seulement pour bénéficier de son autorité devant le pays, c'est aussi pour mieux l'étouffer" (28).

Soit - mais Wendel voudrait qu'on n'étouffe Poincaré qu'à son heure : il juge donc dangereuse la virulence actuelle de Marin (29). On doit craindre à la fois que cette "guerre de coups d'épingle" - l'expression est d'un militant provincial irrité - (30) n'entraîne une scission au sein du groupe et ne l'affaiblisse avant la grande bataille, et tout autant, en sens inverse, qu'elle ne provoque à la Chambre quelque accident prématuré pour le Cabinet.

On en voit bien le danger, le 19 février, à propos de la réforme judiciaire : il s'agit alors de savoir si l'on approuvera le décret du 6 septembre 1926, qui avait réduit le nombre des tribunaux pour réaliser des économies. Le terrain est très glissant pour le gouvernement, parce qu'il risque de trouver contre lui tous les députés, même d'ordinaire favorables, dont l'arrondissement a perdu son tribunal et que, pour une fois, du côté des radicaux, la discipline de vote jouera à fond contre lui.

Wendel ne s'arrête pas à la tentation trop aisée de laisser alors Poincaré récolter les "fruits amers" du scrutin d'arrondissement (31). Et de concert avec Warren, il décide de "faire sortir de congé" - pour faire voter leurs boîtiers en faveur du gouvernement - 6 ou 7 membres

de l'U.R.D., dont Louis Marin, qui est malade... Or le succès du gouvernement - dont tous les membres députés ont pris part au vote - n'est assuré que de justesse, et précisément à 6 voix de majorité ; 291 contre 285. Wendel peut donc estimer avoir sauvé le Cabinet. Il a triomphé des scrupules de Warren, qui est secrétaire général du groupe, avec cet argument qu'on ne pouvait faire jouer la discipline de l'U.R.D. - finalement presque parfaite avec 98 voix sur 103 - si son Président restait en congé. Il pense bien, in petto, que Marin ne souhaitait pas voter ainsi, que présent il ne l'aurait probablement pas fait, mais cela n'a pas grande importance puisqu'il ne pourra guère protester et que s'il le faisait, ce serait sans nulle conséquence (32).

L'essentiel était de bien franchir la mauvaise passe, et de répondre à ce seul mot d'ordre tel qu'exprimé le 7 mars par Wendel à Billiet : "tout faire pour maintenir le Cabinet jusqu'au débat sur les dettes" (33).

C'est dans le même état d'esprit qu'il refuse de se trop passionner pour l'affaire des congrégations de Missionnaires - les autorisera-t-on ? - qui agite beaucoup ses amis en février et en mars, à la Commission des Affaires Etrangères, puis en séance plénière (34) qu'il refuse de suivre ceux des modérés qui, poussés par l'Eglise voudraient hausser la question jusqu'à en faire un problème de gouvernement.

Un plaidoyer
chez Poincaré

Tel est donc l'effort de Wendel pour empêcher le Cabinet de mourir avant qu'il ne le tue. Dans le même temps, il travaille à intensifier, à mesure qu'approche l'affrontement, la propagande contre la ratification. S'il durcit encore les éléments de son refus, à partir de mars, c'est sûrement sous l'effet des informations qui commencent à filtrer quant

aux travaux des experts Young, mais c'est aussi peut-être simplement pour rendre sa démonstration plus acérée. Il proclame à présent, et au rebours de son opinion première, que la "commercialisation" des dettes ne peut être d'aucune vertu, faute surtout qu'il n'existe aucune vraisemblance de sa réussite. Elle n'est plus qu'un "leurre" à ses yeux (35) : forcément très partielle, elle perd du coup toute valeur. Il sera donc inutile, dans les réquisitoires à venir, de rien concéder sur ce point.

Pour porter la bonne parole au sommet, Wendel demande un entretien, le 6 mars, à Poincaré lui-même. Tout échaudé qu'il ait été depuis trois ans, tout désabusé qu'il puisse être sur l'efficacité de ses visites et sur la portée des propos qu'on lui tiendra en privé, il ne se résoud pas moins à tenter cette démarche rue de Rivoli. Il y est, constate-t-on, comme naguère, reçu avec considération, écouté avec attention, mais renseigné avec imprécision.

Il affirme d'abord au Président que "le leurre" du plan Young en préparation n'a d'autre but que de permettre la ratification sans condition - et de rendre impossible le maintien de la France en Rhénanie : sur ce second point, il trouve un Poincaré "très faible" et "visiblement prêt à céder", puisque les Anglais veulent l'évacuation. Le Président se montre en revanche plus ferme sur les dettes et Wendel retire de ses propos le sentiment qu'il songe de nouveau à ratifier les accords par décret mais qu'il veut faire voter par la Chambre, en même temps, un ordre du jour limitatif, proclamant qu'on paierait seulement si l'Allemagne s'exécutait de son côté, et que si elle venait à faire défaut, les versements aux alliés seraient "ipso facto" suspendus "sans qu'aucune démarche ait lieu vis-à-vis des gouvernements alliés". A en croire le compte-rendu de Wendel, Poincaré aurait été jusqu'à lui affirmer explicitement qu'il ne demanderait pas au Parlement la ratification sans condition. A l'idée, chère à Wendel, de payer les 400 millions de dollars des stocks, "puis d'attendre", il oppose en revanche, sans du tout convaincre son visiteur,

les arguments d'Henry Bérenger sur la validité des certificats de créances remis aux Américains en 1917-1918, et qui ne serait pas moindre que celle de la dette des stocks (36).

Il ne reste plus alors à Wendel qu'à répéter à Poincaré que s'il n'entend pas "faire des difficultés sur les questions de forme (...) sa position est prise sur le fond", à écouter le Président lui répondre qu'il n'a rien à craindre, parce que lui-même "partage son sentiment" sur l'essentiel du problème des dettes, - et à repartir enfin avec son scepticisme intact (37).

Propagande

Aucun motif, en tout cas, dans cette visite, d'amollir sa campagne. Dès le lendemain, on voit Wendel rendre visite à Peschaud et à Billiet pour s'assurer que l'U.I.E. va largement diffuser la brochure qu'a préparée Louis Dubois contre la ratification des accords de Londres et de Washington (38), vérifier que "l'affaire est en bonne voie" et "qu'on dispose des moyens voulus" (39).

Un peu plus tard, il provoque une nouvelle série d'éditoriaux d'André Chaumeix dans Les Débats, qu'il oriente par téléphone, et dont le travail lui donne beaucoup de satisfaction (40). "Il est vraiment agréable", écrit-il à ce propos "de travailler avec un garçon comprenant aussi vite et ayant autant de talent" (41).

Au même moment, il lui faut défendre la Nation contre le "rude assaut" des ratificateurs, qui s'efforcent de prendre l'hebdomadaire ~~l'hebdomadaire~~ ~~l'hebdomadaire~~ "par la famine". Il n'est plus question de s'arrêter aux excès de plume épisodiques de Marin : "on résistera". Wendel convoque donc

Lambert-Ribot pour améliorer la situation financière (42).

Il est vrai qu'au Comité des Forges et dans les organisations voisines, son autorité de Président doit combattre, une fois de plus, un courant très majoritaire qui va contre sa doctrine. Wendel écrit même, un peu plus tard, "qu'il est probablement le seul rue de Madrid à ne pas vouloir ratifier..." (43). Et notamment "le versement de 407 millions aux Etats-Unis (...) est considéré comme une catastrophe par ce public spécial" (44).

Il y a meilleur appui à trouver, assurément, du côté d'un autre public plus large et plus populaire et qui, peut espérer Wendel, réagit en disant avec simplicité : "Sam, à votre tour, payez !" (45). Monde difficile à saisir : pour y accéder, Wendel prend contact avec les organisations d'anciens combattants.

Le 4 mai, il voit Henry Rossignol, secrétaire général de la Confédération Nationale des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre, et président de l'Union Nationale des Combattants, très ému parce qu'il tient de Loucheur, ministre du Travail, que Poincaré aurait l'intention de ratifier pendant l'intersession (qui dure jusqu'à la fin du mois) "quitte à tomber après". Wendel n'y croit pas mais il encourage chaudement Rossignol à entraîner ses troupes contre Washington, et il se réjouit de constater que "les combattants vont s'agiter" (46). Dès le 13, en effet, Rossignol préside, salle Wagram, un grand rassemblement de ses adhérents de la région parisienne - son Bulletin revendique 6 000 présents - qui est consacré pour l'essentiel à l'affaire des dettes, et qui vote un ordre du jour affirmant "que les anciens combattants ne sauraient admettre la ratification dans leur forme actuelle des accords de Londres et de Washington" (47).

SECTION III : La DéfaiteLe plan Young

Mais c'est la fin heureuse des négociations Young, au début de juin 1929, qui vient vraiment frapper, comme prévu, les trois coups de l'affrontement.

On a pu croire un moment, vers la mi-avril, que le Comité ne réussirait pas à élaborer un accord, tant l'attitude du docteur Schacht, principal représentant de l'Allemagne, avait été raide. Un peu plus tard, début mai, de nouveaux obstacles avaient surgi du côté de la Grande-Bretagne, qui refusait une modification des pourcentages la défavorisant. Wendel, recueillant ces bruits, s'était réjoui de l'échec possible, en souhaitant vivement qu'on "laisse tomber M. Schacht", - mais sans y croire toutefois sérieusement : Schacht, à ses yeux, "est beaucoup trop intelligent pour ne pas accepter un accord qui entraînera l'évacuation de la Rhénanie" (1).

Les propositions finalement adoptées n'ont rien, en tout cas, pour infléchir une opinion de Wendel. Les annuités sont largement réduites par rapport au plan Dawes. Les prestations en nature ne seront supprimées qu'au bout de dix ans. On ne prévoit la mobilisation que d'une partie des versements dûs par l'Allemagne, et encore est-elle seulement rendue possible et nullement obligatoire (2).

Enfin la France n'avait pu obtenir des Etats-Unis, dans le même temps, la fameuse clause de sauvegarde, autrement dit qu'ils acceptassent de lier explicitement les dettes et les réparations, et d'admettre par avance que le service de celles-là soit suspendu si celles-ci venaient à faire défaut. Ce point devait être naturellement le plus grave aux yeux de Wendel (3).

Comment n'aurait-il pas, dès lors, tenu sa ligne et lancé son offensive ? Sans aucune jubilation (il écrit : "choisir entre faire tomber Poincaré et ratifier, cela n'a rien d'agréable" (4)), mais sans hésitation. Il tient d'ailleurs de Moreau que le gouvernement disposerait d'un très gros matelas de devises - 300 millions de dollars à la mi-mai - (5), et il estime donc autant que jamais qu'il faut payer les dettes des stocks et s'abstenir de ratifier.

Les premières escarmouches, qui surviennent à partir de la fin de mai, quelques jours avant l'annonce de la fin des travaux Young, lui permettent de commencer à évaluer l'arithmétique parlementaire.

L'URD prend fermement
position

Du côté des radicaux, Wendel attache beaucoup d'intérêt à la campagne qu'Eugène Lautier, député radical socialiste de la Guyane et journaliste notoire, mène depuis plusieurs mois dans l'Ere Nouvelle pour entraîner son parti contre la ratification. Wendel lui trouve, en Commission des Affaires Etrangères, une attitude de chef d'orchestre qui lui paraît bien augurer de son influence (6).

Les socialistes, les premiers, engagent le fer, en élaborant le 23 mai, dans leur séance de rentrée, un projet de résolution Vincent Auriol, très critique à l'égard de l'attitude du gouvernement en face du comité Young et du problème des dettes (7). Et lorsque Poincaré demande à Auriol, dans les couloirs, d'attendre la fin de la conférence des experts pour provoquer un débat, il s'entend répondre, si on en croit un récit de L'Oeuvre, que c'est là précisément ce que les socialistes ne veulent pas : être mis devant le fait accompli (8).

Cette initiative oblige en tout cas l'U.R.D., de son côté, à réagir. Wendel peut bien se réjouir, en vue du vote décisif, que les socialistes affichent une attitude si hostile, mais il ne faudrait pas qu'ils réussissent "à s'assurer le bénéfice de l'attitude que l'U.R.D. a, depuis l'origine, en cette affaire". Après hésitation, le groupe, réuni les 28 et 29 mai sous la présidence de Marin, décide donc de ne pas soutenir la proposition socialiste de débat immédiat, comme l'aurait voulu Louis Dubois qui est à la pointe du combat. Contre lui, Wendel a parlé dans le sens de la majorité moins parce qu'il redoute un apparent succès socialiste, que parce qu'il craint que sur un tel scrutin de procédure, suscité par l'extrême gauche, et forcément obscur pour les électeurs, ses amis ne se "débandent" : toute solidarité serait brisée d'entrée de jeu et la victoire compromise au premier coup de canon.

Mais il ne faudrait pas qu'on s'abuse sur la volonté de l'U.R.D. de reprendre la tête de l'offensive. On fait donc décider par le groupe, ce même 29 mai, que Dubois, Soulier et Wendel lui-même iront faire le même jour, en Commission des Affaires Etrangères, une déclaration solennelle au gouvernement : celui-ci "ne saurait compter en tout état de cause" sur les voix du groupe Marin, quand on en viendra au fond des choses (9). "L'essentiel", explique Wendel, "est que le gouvernement sache que lorsqu'il se présentera devant les Chambres, il trouvera nos positions prises" - et que celles-ci seront négatives (10).

En dépit du ton modéré qu'adoptent Wendel et Dubois pour présenter l'affaire en commission, leur déclaration n'en constitue pas moins l'événement du jour. Wendel note en particulier l'étonnement et l'émotion de Maginot : "ce nationaliste du ministère croyait que nous ratifierions sans condition, moyennant une déclaration à la tribune disant que nous ne paierions pas si l'Allemagne ne payait pas !" (11).

La presse des 30 et 31 mai fait grand tapage autour de cette initiative U.R.D. que seuls approuvent fidèlement Les Débats (12) et que blâment en particulier Le Temps, comme de nature à gêner la liberté d'action du gouvernement dans les négociations (13), et L'Ami du Peuple de Coty comme un cadeau absurde à l'opposition de gauche, "enchantée de l'aubaine" (14). L'Ere Nouvelle, où domine Lautier, en profite pour défendre sa propre hostilité au nom du raisonnement suivant : "Les réactionnaires (...) laissent à la minorité le soin de sauver le ministère qui, jusque là, servait leur fortune. La minorité aurait le plus grand tort de se prêter à ce jeu (...). M. Marin reviendrait devant le pays ayant formulé une grande négation nationale, et Herriot et Daladier apparaîtraient à l'opinion comme les signataires de la capitulation (...). A d'autres la mission de conclure ce marché de dupes !" (15).

Wendel se réjouit, à la réflexion, de cette levée de boucliers : "on dénonce l'imprudence, l'insolence de notre groupe ? Cela prouve tout simplement que notre coup a porté et c'est ce que nous voulions" (16).

Dans ces conditions, le succès du gouvernement sur les socialistes par 321 voix contre 249 quand Renaudel défend la demande du débat immédiat, le 4 juin, n'a pas de signification réelle (17). La plupart des observateurs s'accorde pour prévoir que Poincaré ne parviendra pas à rassembler une majorité pour la ratification (18). C'est aussi la conviction de Wendel à cette date.

Encore faut-il s'assurer que la Fédération est bien résolue à maintenir son veto (19). Son Congrès annuel, fixé du 7 au 9 juin à Rouen, est une bonne occasion pour cela. L'Action Française n'affirme-t-elle pas que Poincaré, à qui l'on disait qu'il allait avoir contre lui 80 voix U.R.D., a répondu qu'il n'en aurait pas 20 ? (20).

Contre-attaque
de Kerillis

L'après-midi du 8 juin, à Rouen, est consacrée au problème des dettes. Louis Marin a demandé à Wendel de venir le soutenir contre les reproches de Kerillis, dont on sait assez, par des articles de l'Echo de Paris, qu'il défendra la ratification (21), mais l'affrontement ne prend pas l'acuité prévue, soit que Kerillis, "récitant une leçon payée", ait été du coup "très mauvais" (22) - c'est l'avis de Wendel - soit plutôt qu'il ait senti que la salle, influencée par Marin, ne lui était pas favorable et qu'il ait choisi dès lors d'adopter un ton modéré, et de prendre date en attendant son heure.

Kerillis prend le contre-pied des propos très vifs prononcés par Soulier et Dubois contre la ratification, ajoutant aux arguments ordinaires sur la parole solennelle de la France, et sur l'impossibilité de payer les 407 millions de dollars des stocks, celui-ci, plus habile, et propre à toucher l'auditoire : "Si nous ne ratifions pas, le ministère Poincaré tombera et sera remplacé par un ministère de concentration de gauche qui, lui, ratifiera" (23) : argument qui dut être d'autant plus désagréable aux oreilles de Marin et de Wendel qu'ils avaient été eux-mêmes si sensibles pendant longtemps aux démonstrations de ce type et que Kerillis expliquait en réalité ce qu'avait été, sur les grands débats, cette impuissance de deux années avec laquelle ils espéraient, brisant leur fidélité à Poincaré, rompre en cette occurrence.

On remarque ici sans surprise que les comptes-rendus des Débats et du Temps diffèrent, et de beaucoup, sur l'accueil que reçut Kerillis : "On ne l'écouta pas", dit le rédacteur anonyme des Débats, "sans témoigner à diverses reprises d'une assez vive impatience, et M. Blaisot, qui lui

donna la réplique, y mit quelque emportement...". Le Temps rapporte, au contraire, que l'exposé de Kerillis a été "souligné par de vifs applaudissements venant d'une partie de l'Assemblée..." (24).

Wendel lui-même, malgré sa moue, dut juger que l'offensive ne fut pas sans péril et que l'auditoire n'était pas tout à fait rebelle à Kerillis, puisqu'il choisit de donner, après lui, une allocution très modérée - ce que Les Débats expriment en ces termes significatifs : "Dans l'excitation créée par les déclarations des précédents orateurs, ce furent des paroles de sagesse et d'apaisement que prononça M. de Wendel, en représentant qu'un tel débat était prématuré. Tant que le rapport des experts n'aura pas été déposé, dit-il, nous ne pourrions pas dire si la Fédération a, ou non, les apaisements qu'elle exige en ce qui concerne la clause de sauvegarde..." (25) - alors que chacun sait fort bien, dès ce moment, que cette clause-là n'existera pas.

Wendel explique son dessein en notant dans ses cahiers : "On voulait avant tout éviter une scission dans la Fédération et je crois qu'on y est arrivé en évitant de trop parler de la façon dont on voterait". Il faut dire cependant qu'il ne s'agit pour lui que de prudence tactique en face du danger Kerillis : il revient en effet de Rouen persuadé de pouvoir "déduire de cette parlotte" que le ministère sera sans nul doute renversé s'il pose la question de confiance sur la ratification des accords.

Or, toute l'histoire de la bataille qui commence alors pour de bon, telle que vue par Wendel, est celle de l'effritement d'un optimisme, à mesure que le groupe échappe par lambeaux à l'autorité de ses dirigeants, jusqu'à les laisser presque seuls dans leur irréductible opposition.

La débandade du
groupe Marin

Entre le 19 et le 27 juin, Poincaré "étale son dossier" avec une interminable minutie devant les 88 membres des commissions des Affaires Etrangères et des Finances réunies (26). Son exposé dure plus de dix-huit heures, en six reprises. Wendel juge que le Président du Conseil a choisi d'être systématiquement très long pour lasser l'attention et l'esprit critique, et qu'il a bâclé le dernier jour, en vingt minutes, un mauvais petit compte-rendu sur l'essentiel : le rapport du Comité Young, qui a été déposé le 7 juin (27).

Toute la vie de la Chambre, en tout cas, est suspendue à l'événement. Pendant que les députés "de première zone" écoutent le Président en commission, les autres maintiennent une grande effervescence dans les couloirs, et supputent l'issue.

Wendel, recueillant les échos, manifeste de l'inquiétude dès le 19 juin, en notant que les radicaux, "toujours achetés", deviennent plus ratificateurs et que les socialistes risquent de "se laisser faire", tout en "masquant leur reculade" par des exigences portant sur l'évacuation immédiate de la Rhénanie. Le groupe Marin lui-même est "très travaillé", et l'accueil assez favorable qu'il a réservé, dès le 18 juin, à un rapport de Tinguay du Pouët, qui est ratificateur, commence à faire douter que son unanimité se maintienne. L'Echo de Paris parle même à ce propos de "détente très réelle" et il écrit : "dès à présent, la grande majorité du groupe - les huit-dixièmes disent les plus optimistes - est résolue à approuver le plan des experts et sans doute aussi son corollaire, la ratification des dettes" (28). Mais le journal d'Henry Simond et de Kerillis ne prend-il pas ses désirs pour des réalités ?

Wendel, à cette date, croit toujours au succès, persuadé que l'ensemble de la Chambre est hostile à la ratification sans clause de sauvegarde, soit "crainte de l'électeur", soit "tout simplement par un certain sentiment patriotique de conservation" (29).

Le 25 ~~encore~~, il s'efforce de se rassurer en escomptant que la pression des ratificateurs, exercée sans mesure et sans pudeur, dépasse son but et suscite des réactions contraires (30). C'est le jour en effet où Tardieu se trouve vertement interpellé en séance par Henry-Haye et ~~Emille~~ Planche pour avoir interdit le grand rassemblement que Rossignol avait voulu organiser l'avant-veille devant le ministère des Finances.

Il faut bien remarquer pourtant que Rossignol avait été désavoué par plusieurs groupements, - dont l'importante Union Fédérale qui rev~~en~~-dique 500 000 membres - (31), qu'il aurait agi, à en croire Tardieu, sans consulter son Conseil fédéral (32), et qu'enfin il a lui-même paru, malgré ses hauts cris, une fois l'interdiction signifiée, se faire une raison sans trop de peine. Se soumettant à l'interdiction, les manifestants se sont contentés de remonter les Champs-Élysées à partir du Grand Palais, puis de tenir un meeting de remplacement salle Wagram (33). La fièvre a manqué. Le "poincarisme" a modéré. Ce n'est pas là un très bon signe pour le camp des "antiratificateurs".

Et c'est un fait que la fin de l'exposé du Poincaré en commission ouvre une période de flottement qui ne leur est pas favorable.

Le 27 juin au soir (34), Franklin-Bouillon peut bien créer une surprise en faisant voter d'enthousiasme par la Chambre, à mains levées, et au milieu d'une grande émotion parlementaire, la décision d'inviter le gouvernement à demander aux États-Unis qu'ils reportent l'échéance des stocks du 1er août au 1er décembre : Wendel voit sans joie l'épisode, malgré l'apparence du succès contre Poincaré, car il redoute une accepta-

tion des Américains qu'il ne juge pas impossible parce qu'elle serait habile. C'est Blum qui avait raison, estime-t-il, lorsqu'il a montré contre Franklin-Bouillon qu'en ce cas, on ne devrait pas pavoiser. La Chambre se serait lié les mains et la ratification deviendrait invitable (35)

Donc le refus de Washington, connu dans les 48 heures, ne déplait pas à Wendel, mais il lui faut bientôt constater qu'il ne grossit pas son parti, contrairement à ce qu'il avait pu espérer, au soir du choc Franklin-Bouillon (36).

La Chambre agite alors divers projets de compromis qui lui permettraient de concilier son poincarisme et son hostilité à la ratification, mais les arguments échangés et le temps qui passe rendent leur succès très improbable, en prouvant à chacun que la nature même du choix exclut, par définition, tout compromis (37). Il en va ainsi notamment de la motion Palmade, soutenue à gauche et autorisant le Président de la République à signer sous la réserve explicite que l'Allemagne fournira à la France les moyens de payer. Poincaré a montré dès le 21 juin, en commission, qu'une ratification conditionnelle, assortie d'une pareille clause introduite unilatéralement, serait vaine du point de vue des Etats-Unis et du droit international. Et lorsque le débat s'ouvre en séance publique, le 11 juillet, on sait déjà que le gouvernement posera la question de confiance contre la motion Palmade, que la Chambre ne pourra pas échapper au tout ou rien, que par conséquent la droite est condamnée à connaître "cette lutte fratricide de Paul Reynaud et de Louis Marin" dont parle au même moment Daladier (38).

Or, il se trouve que, la veille, derrière ce rideau de fumée, s'est produit à la Fédération un événement imprévu qui scelle la défaite de Marin et de Wendel et montre quel chemin leurs "amis" ont parcouru. En effet les ratificateurs y réussissent, le 10 juillet, ce que Wendel appelle, à juste titre, une petite "révolution de palais" (39).

Au cours d'une réunion impromptue, le 10 juillet, sous l'impulsion de Lasteyrie, Monicault, Audiffret-Pasquier, des Rotours, Nicolle et Tinguy du Pouët, le groupe décide, par 20 voix contre 12 (40), de ne mandater officiellement aucun orateur à la tribune. L'irénisme de Fourcade et de Soulier a pesé dans le même sens. Marin comptait parler avec Dubois au nom de l'U.R.D. en ne concédant qu'un seul orateur à la tendance adverse. La décision prise contre lui restreint son temps de parole et celui de Dubois, le ramenant d'une heure entière à ce quart d'heure accordé à qui intervient en son seul nom personnel. Mais surtout, elle révèle l'isolement croissant où se trouve le petit groupe des dirigeants. Wendel n'a pas assisté à la réunion parce qu'il n'en a pas prévu l'importance et siégeait au même moment en commission : il reçoit la nouvelle en notant tristement que "les pauvres anti-ratificateurs sont traqués de toutes parts..." (41).

C'est ainsi que lorsque Poincaré monte à la tribune, le lendemain, pour commencer son exposé général et reprendre longuement les explications qu'il a données en commission, les espoirs originaux de Wendel se trouvent bien entamés. Tout au long du discours, il doit constater que si le Président est peu applaudi par la Chambre, l'U.R.D. fait exception et que son attitude manifeste que le groupe est acquis "pour les 2/3" à "tout ce qui sera accepté par Poincaré" (42). Et lorsqu'on se compte, une première fois, le 16 juillet, sur la motion de Louis Dubois, qu'il défend avec Marin, et qui demande l'ajournement sine die de la discussion, dans l'attente d'un règlement général des charges de guerre, il faut bien constater que 80 membres de l'U.R.D. ont voté contre et que 18 seulement ont suivi Dubois, serrés autour du petit carré de Blaisot, Henri Fougère, Soulier, Warren, autrement dit, comme l'écrit Kerillis, "le petit clan farouche des convaincus, des sincères, blottis autour de l'impenétrable Monsieur de Wendel" (43).

Celui-ci incrimine la "mystique Poincaré", qui entraîne un si

piètre résultat pour sa thèse - cette même mystique dont l'ironie du destin veut qu'il se soit si fort félicité lui-même trois ans plus tôt. Il prend seulement un peu d'espoir en constatant "l'exagération de la motion Dubois", qui a pu grossir maladroitement le nombre des partisans de Poincaré : le Cabinet l'emporte par 304 voix contre 259. Il y a 53 abstentions et la presse du lendemain, naturellement, tend à voir dans ces chiffres la préfiguration du vote final (44). La dernière incertitude réside dans le choix que feront les radicaux, chez qui Daladier et Herriot diffèrent encore d'opinion, et qui se sont divisés, suivant une noble tradition, en trois morceaux : 26 votants pour le gouvernement, 57 contre et 55 s'abstenant (45).

Le discours
de Wendel

C'est en l'absence de Poincaré, épuisé par l'effort et cloué au lit, que se déroule la suite des débats. Briand et Barthou représentent le gouvernement. Les orateurs se succèdent et les arguments contraires se répètent. Paul Meynaud, qui parle pour la ratification, rencontre grand succès sur la droite.

Tout en suivant les débats, Wendel se demande longuement s'il va parler lui-même. Sa crainte est de paraître favoriser une manœuvre de gauche, comme l'en accuse Merilhis, jour après jour, dans L'Echo de Paris, son désir d'exposer lui-même la logique de sa thèse, son espoir surtout, par éclipses, de détourner les quelques voix qui feront la décision. "Je ne vous demande pas de parler", lui dit Margaine, qui est l'un des plus actifs radicaux hostiles à la ratification. "Il n'y a cependant qu'un discours de vous, étant donné cette situation, qui déciderait les hésitants". Et Wendel, tout en notant soigneusement le propos, a ce

commentaire significatif : "Les gens s'imaginent que je sais des choses extraordinaires, alors que je n'ai qu'un peu de bon sens et une habitude de certaines affaires qui fait que j'ose avoir une opinion (46).

Le 18 juillet, sa décision est prise : "Je me suis finalement fait inscrire. On parle trop de moi, on me discute trop pour que je me taise" (47)

Il monte donc à la tribune, parmi les derniers, le samedi 20 juillet, à quatre heures de l'après-midi. Avant lui, Marin et Dubois n'ont pas beaucoup retenu l'attention parce que leur argumentation était déjà connue dans ses détails, et leur éloquence familière. Ils n'ont pas toujours dominé la lassitude et le brouhaha, mais Wendel, au contraire, est accueilli, écouté et scruté dans le plus grand silence.

Ses arguments sont polis depuis longtemps. Les débats ne les ont pas fléchis. Le refus de ratification, et le mécontentement américain qui s'ensuivrait ne seraient pas, proclame-t-il, sérieusement préjudiciables à la France, ni au point de vue du crédit, ni au point de vue des changes, la situation étant là heureuse et solide, ni du point de vue commercial où l'on ne peut espérer de mieux : "La balance commerciale de la France aux Etats-Unis est d'ores et déjà déficitaire ; ce pays est ultra-protectionniste, et quand il n'est pas protectionniste, il est prohibitionniste...". Quant à la dette des stocks, il n'est que de la régler. Il y faudra un emprunt qui gênera un peu les affaires, resserant l'argent, mais qu'on ne "saurait mettre en parallèle avec l'inconvénient de se lier pour soixante-deux ans, sans aucune clause de sauvegarde..."

Wendel n'admettrait qu'on se lie les mains qu'au prix de deux certitudes. Celle d'abord que l'Allemagne ne cessera de remplir ses obligations : toutes les chances sont pour le contraire. "L'Allemagne, Messieurs, joue

son jeu, elle le joue bien. Elle s'est admirablement adaptée aux formules diplomatiques du jour, et elle poursuit avec une méthode, une ténacité, une intelligence que j'admire plus que je ne m'en indigne, un but unique qui est de se dégager des entraves, des obligations, des charges que lui a values sa défaite (...). Pour elle, le plus dur, je crois, est fait".

On affirme à tort que les Américains seront rendus pour longtemps favorables à la France par la signature des accords. Faute de clause de sauvegarde, et pour consoler de son absence, on va volontiers répétant que les Etats-Unis, à l'avenir, tiendront compte avec beaucoup d'indulgence, quand ils présenteront leurs titres annuels de créance, de la capacité de la France : Wendel n'y croit pas du tout. Il souligne au contraire le risque que l'Amérique se serve un jour contre nous des accords dans les âpres rivalités qui s'annoncent, non seulement pour "s'opposer à des tarifs qui répondraient tout simplement aux tarifs protecteurs américains", mais aussi pour faire augmenter, en France, "par les impôts correspondant aux annuités (...) à verser", les frais généraux des industries concurrentes et compenser par là le coût trop élevé de leur main d'oeuvre (48).

Quand Wendel regagne son banc, son succès est assez grand pour que Briand juge nécessaire de donner, sur-le-champ, sa réplique. Entre plusieurs digressions d'éloquence éprouvée, il met l'accent principal sur le handicap très lourd que le refus de ratifier ferait peser sur la diplomatie française (49). Il est à son tour très applaudi - au point que Wendel doit reconnaître dans ses notes : "il a été venimeux et mauvais, mais il a tout de même, de justesse, gagné sa partie" (50), opinion que les observateurs professionnels partagent à peu près unanimement, d'accord sur la force du coup porté et sur le redressement in extremis de Briand (51).

Un échange de propos, pris parmi d'autres, est ici révélateur du ton et de l'esprit des deux discours. En réponse à ceux qui craignaient

que l'Amérique soit impitoyable, le jour où à nouveau, on ferait appel à son crédit, Wendel avait déclaré : "L'argument a sa valeur. Mais je suis bien obligé de dire que les financiers - et je ne leur en fais pas reproche, il faut prendre la vie comme elle est (sourires), sont par définition, par nécessité, un peu opportunistes (sourires). Lorsqu'ils sont en présence d'un emprunteur, ils se montrent beaucoup plus préoccupés de sa situation actuelle, que des souvenirs du passé (Applaudissements sur divers bancs)".

Briand, un peu plus tard, fait un sort habile au propos : "Monsieur de Wendel a dit un mot terrible pour les hommes d'argent. "Ceux-là, vous a-t-il dit, quelles que soient les circonstances, la force des souvenirs n'agit pas sur eux, c'est leur intérêt qui les guide toujours". Je le savais, Monsieur de Wendel..." (Applaudissements, mouvements divers) (52).

Sociologie de la ratification

Le vote intervient dans la nuit; et c'est à 8 voix seulement de majorité, 300 contre 292, que la Chambre autorise finalement le Président de la République à ratifier les accords de Washington. Les communistes, les socialistes, 100 radicaux sur 121 ont voté contre. Mais à l'U.R.D., on ne compte plus que 16 opposants irréductibles contre 84 (53). L'optimisme de Poincaré, tel que le traduisait l'Action Française, au début de juin, est ici dépassé, et c'est à droite qu'il obtient son ultime victoire.

Pour Wendel, sombre bilan ! Voici qu'il perd sa seconde grande bataille depuis juillet 1926. La minceur de la majorité ne peut pas le consoler, bien plutôt avive ses regrets. Sa défaite est forgée non pas par la duplicité d'un adversaire méprisé, mais bien par ses amis de la Fédération, dont il aurait suffi qu'il sût retenir cinq de plus pour renverser le cours des choses... Il avait cru voir chez les radicaux, début juin, un mouvement puissant de ralliement aux accords et leur prêtait déjà des motifs bas dont l'analyse eût un peu consolé son amertume. Et s'il est vrai qu'un personnage aussi influent que Lautier a finalement, sans qu'on se l'explique bien, rallié la majorité (54), il reste que sur 121 radicaux, 100 ont voté contre. Les défections majeures

que Wendel craignait chez eux, c'est à l'U.R.D. qu'elles sont survenues - chez lui ! (55).

Comment comprendre ? L'attitude de la presse de droite a compté, très influente sur les modérés - que son ralliement ait été de conviction, d'opportunisme, ou simplement, acheté, comme Wendel est toujours prêt à le croire, par l'argent américain. Le Temps, Le Matin, L'Écho de Paris, La Journée Industrielle ont pesé de tout leur poids en faveur de la ratification. Avec L'Action Française qui "choisit tranquillement la non-ratification" (56), avec Georges Mandel irréductible dans Candide, les Débats seuls ont tenu bon jusqu'au bout, où Wendel a pu imposer son combat avec une efficacité qu'il n'avait pas toujours connue naguère : il est en l'occurrence tellement satisfait de Chaumeix, qu'il lui promet, en récompense, fin juillet, la succession de Nalèche à terme (57).

Encore son journal même n'a-t-il pu tenir le cap sans être assez rudement secoué. Des lecteurs très fidèles, très représentatifs d'une clientèle se sont émus et l'ont écrit. Quand le marquis de Vogüé, Régent de la Banque et Président des Agriculteurs de France, ^{ou} encore Edgard Bonnet, Président du Suez, expriment leur indignation (58), c'est un signe qui compte et dont les Débats frémissent.

Il ne fait pas de doute, en effet, que dans le monde de l'industrie et du grand commerce, le courant ratificateur ait largement dominé. La vigueur particulière que met Gignoux à en défendre la thèse en juin et juillet, dans La Journée Industrielle, en est un signe parmi d'autres (59), comme le discours d'Etienne Fougère, député républicain de la Loire et président de l'Association Nationale d'expansion économique (60). Les dix milliards des stocks ont ici pesé beaucoup et malgré ses efforts, Wendel n'a guère trouvé d'écho. (61).

Il constate que des personnages aussi représentatifs que Peyerimhoff ou que René Duchemin de la C.G.P.F., verraient "comme une catastrophe (...) le versement de 407 milliards de dollars aux Etats-Unis" (62). Donc Wendel n'a pu réussir à rallier à sa thèse des gens tout à la fois persuadés de l'impossibilité d'une dérobade devant l'échéance du 1er août et effrayés des conséquences qu'on assumerait en l'honorant seule, donc rejetés tout droit vers la ratification. C'est à leur adresse que parlait Wendel le 20 juillet, concédant que pour payer les 10 milliards, il faudrait faire un emprunt, et que cet emprunt forcément réduirait "les disponibilités que peut avoir le monde des affaires". Ce sont eux qu'il ne pouvait convaincre en les suppliant de ne pas mettre en balance cette "laine" incontestable du "resserrement du crédit" avec "l'inconvénient de se lier pour soixante deux ans, sans aucune clause de sauvegarde."

Il ne peut même pas se faire comprendre au Comité des Forges, qui laisse très isolé, une nouvelle fois, son Président. "Je suis probablement le seul, rue de Madrid", note Wendel dès le 25 juin, "à ne pas vouloir ratifier..." (63). L'attitude du Bulletin quotidien ne permet pas de doute. Après avoir été le plus prudent du monde jusqu'au 8 juillet, il a pris, ce jour-là, le parti de rallier sans ambages la thèse de la ratification (64). C'est dire que la Lumière de Georges Boris est mal informée et caricature l'adversaire quand s'en prenant à Wendel sur toute la largeur de sa première page, le 15 juillet, elle affirme qu'en sa personne "la grosse métallurgie française se dresse ouvertement contre la politique d'entente internationale" - à cause des profits de guerre attendus (65).

Du côté des anciens combattants aussi, les espoirs qu'avait pu nourrir Wendel se sont évanouis : les dirigeants de la Confédération, mal soutenus par la base, vivement secoués par l'Union Fédérale, qui plus marquée à gauche était hostile à toute action (66), n'ont pu tenir leur position et ils ont dû se contenter de faire lire par Taurines, au moment du vote,

une protestation de principe et exprimer par sa bouche "l'amère désillusion" des combattants (67).

Il faut ajouter enfin que l'hostilité croissante des radicaux, à la Chambre, ne pouvait qu'alimenter en face d'eux l'inquiétude des modérés et leur crainte de paraître, aux yeux de leurs troupes, traîtres à Poincaré. Wendel lui-même ne se justifie-t-il pas de n'avoir pas repris la parole, le 20 juillet, pour répondre à Briand, ce qu'il aurait, dit-il, pu faire très aisément, par l'explication que voici : "Je n'ai pas cru devoir montrer trop d'acharnement, sinon contre Briand, qui est devenu une calamité nationale, du moins contre le Cabinet Poincaré, pour la plus grande joie de Malvy et consorts" (68).

Ainsi s'éclaire la logique qui ramena à Poincaré, sur sa droite, à peu près autant de voix qu'il en perdait sur sa gauche ; l'arithmétique parlementaire traduisant ici simplement cette donnée fondamentale de sa large popularité.

On comprend bien, dans ces conditions, qu'apprenant quelques jours plus tard, avec le pays tout entier, que Poincaré, à bout de souffle, est entré dans une retraite probablement définitive et qu'il laisse la place à Briand, Wendel ait éprouvé des sentiments compliqués. Il mêle beaucoup d'ironie au ressentiment qu'il éprouve envers les ratificateurs du 20 juillet, félicitant L'Action Française de les appeler "maris de Molière" (69). Ainsi donc Poincaré, une dernière fois, a "copieusement roulé sa majorité" : "il l'a laissée s'engager sous son nom pour une ratification dont elle ne voulait pas et, le coup fait, la loi à peine votée par le Sénat, il n'a pas attendu 24 heures pour se dérober aux suites de son geste : l'évacuation de la Rhénanie - qu'il n'avait pas le coeur de décider ni le courage de refuser (...). On a sauvé Poincaré pour éviter le gâchis. On a le gâchis et la ratification en plus... avec "Aristide" pour arranger les choses..." (70).

Tels sont les paradoxes de l'aventure. Elle en comporte, à vrai dire, encore un, qui touche Wendel lui-même, et qu'il aperçoit bien lorsqu'il

écrit : "Personnellement, si je ne voyais que mon intérêt, j'aurais tout lieu d'être enchanté. Le ministère est sauvé, ce qui m'évite des responsabilités, et le danger que je lui ai fait courir consolide très fortement ma situation parlementaire" (71).

Si Wendel n'a guère été suivi par ses amis, il a été beaucoup consulté, en cet étrange débat qui bouleverse les clivages ordinaires, par les députés d'autres groupes (72). Il a, depuis la gauche, été vivement sollicité d'intervenir par ses adversaires, alliés provisoires dans ce combat (73).

Quand il l'a fait, on l'a applaudi par fractions, de la gauche à la droite, et à gauche plus qu'à droite. Lui-même est assez lucide, au reste, après coup, dans un mélange d'orgueil et de modestie, pour apprécier ainsi les raisons et les limites de son audience : "Certains m'attribuent des qualités d'orateur sur lesquelles je ne ^{me} fais heureusement pas d'illusion. J'ai tout simplement apporté dans mon exposé un esprit de synthèse que... probablement parce qu'ils parlent plus qu'ils ne réfléchissent, parce que précisément ils sont, avant tout, orateurs, les députés ne possèdent pas beaucoup mais auquel ils applaudissent volontiers quand il se manifeste dans le discours d'un collègue." (74)

Si le diagnostic est pertinent, il comporte assurément, pour la suite, autant de périls que d'avantages quant à la place de Wendel dans son parti.

CHAPITRE II

WENDEL ET SON PARTI
=====

SECTION I : Impuissances politiques et tensions intérieures

Qui considère Wendel au Parlement parmi les siens dans le courant de la législature 1928-1932 est sensible à un contraste : dans le cours d'une vie politique un peu terne qui, sur fond de prospérité économique plus longtemps qu'ailleurs sauvegardée, n'est pas remuée par des débats vitaux, l'U.R.D. ne tient qu'une place modeste et sur les décisions des gouvernements modérés qui se succèdent elle pèse peu. Mais dans le même temps, le groupe et le parti sont le théâtre de tensions intérieures plus vives que jamais depuis la guerre - qui paraissent à plusieurs reprises tout près de briser leur unité.

Aussi l'heure est-elle propice à une réflexion d'étape sur la situation parlementaire de Wendel, sur sa place parmi les siens, sur les formes et les limites du pouvoir qu'au Parlement lui confère sa très particulière situation. Car les crises, comme d'ordinaire, révèlent plus profond.

Une illusion : Wendel n'a pas fait tomber Briand
(octobre 1929)

Un livre du journaliste Maurice Privat, qui date de 1950, s'étend longuement sur le rôle décisif qu'aurait joué Wendel, se revanchant de sa déception de juillet, dans la chute du gouvernement Briand survenue le 22 octobre 1929 (1). Privat reflète par là un sentiment largement partagé par les observateurs de l'époque, et son analyse a été reprise depuis lors (2).

Or c'est une illusion - qu'a pu d'abord contribuer à nourrir le ton assez rude prescrit par Wendel aux Débats, surtout à partir de septembre et qui a pu faire croire à son hostilité farouche : l'attitude du journal

a été beaucoup relevée par ses adversaires, en particulier par la Volonté de Dubarry, héraut d'un ministère de concentration qui intégrerait les radicaux pour une politique locarnienne (3). Mais les lettres d'instructions adressées par Wendel à Nalèche montrent que ses motifs ne sont pas simples et qu'il s'agit d'une prudence stratégique : le jour, qu'on peut prévoir d'ici à quelques mois, où les députés modérés, dans un sursaut national, après l'évacuation de la zone de Coblenz qui doit être accomplie au plus tard le 15 novembre, voteront contre le ministère, il ne faudrait pas qu'ils heurtent une opinion publique endormie, et que, "comme toujours, ils soient incompris par ceux-là même qui devraient les défendre" (4).

Naturellement l'hostilité de Wendel envers Briand est réelle. Les résultats de la conférence de La Haye représentent pour lui le triomphe d'une politique qu'il déteste : Coblenz une fois perdue, en attendant bientôt la zone de Mayence, qu'on quittera huit mois après la ratification du plan Young par les parlements français et allemand et en tout cas avant le 1er juillet 1930, il ne restera plus à la France que ce dernier maigre gage, la Sarre, - et encore est-il déjà menacé.

Mais Wendel regarde tout cela, qui le désole, moins comme une catastrophe nouvelle que comme la conséquence inéluctable, et qui s'imposerait au fond à tout cabinet, de l'abdication française de juillet. "La logique a vaincu", écrit-il après La Haye, le 29 août. "La ratification des dettes impliquait celle du plan Young et il était trop facile de prévoir que celle-ci n'aurait l'adhésion de tous que si l'on évacuait..." (5). Le plan Young lui-même n'importe plus guère : "Qu'elle soit due en vertu d'un plan ou d'un autre, les Allemands cesseront de payer toute indemnité dès que nous aurons évacué la Rhénanie. La formule de paiement n'a, par suite, pas grande importance ; ce qui importe, ce sont les conséquences d'une évacuation au lendemain de laquelle nous retrouverons immédiatement la Germanie casquée et bottée d'avant-guerre" (6).

Au nom de cette analyse, Wendel s'est donc abstenu, à l'origine, de prêcher à ses amis du groupe la guerre ouverte contre Briand, ayant l'idée qu'il serait plus facile de peser dans le sens du patriotisme sur ce ministère du centre à base étroite que sur un cabinet plus marqué à droite où l'U.R.D. serait à fond engagée (7). Malgré La Haye, Wendel ne monte pas, au mois d'octobre, en première ligne.

Au demeurant s'il a prévu la chute (8), s'il y contribue de son vote, si en définitive il ne peut s'en affliger (9), on doit bien constater que les chiffres du scrutin interdisent de penser qu'elle soit son oeuvre. Privat affirme qu'il avait réussi à entraîner dans l'opposition, "par sympathie ou par reconnaissance", un "élu important de la gauche radicale" et avec lui dix de ses amis (10). Mais les notes de Wendel montrent qu'il n'est pour rien dans ces défections du centre gauche. A l'origine de l'événement, il faut voir plutôt une erreur de manoeuvre des radicaux et des socialistes qui ont voté contre le gouvernement tout en espérant probablement, pour sa politique extérieure, qu'il se maintienne malgré eux, et qui ont eu la surprise désagréable de rallier à leur refus une mince majorité de dix voix (11).

L'important est ici que sur 100 U.R.D., 85 voix sont aliées au cabinet : à une unité près, le même chiffre qu'en juillet (12). L'amertume n'est pas moindre pour Wendel qui pleure le "lâchage complet de son groupe", en notant que la chute est survenue "malgré Pernot, malgré Tinguy du Pouët, malgré Pasquier, malgré le cambriolage éhonté des boîtes de notre groupe où l'on a fait voter pour le gouvernement tous les absents" (13). Durable isolement.

Tardieu et Laval

Or il advient logiquement que cette impuissance de Wendel à entraîner

les siens, patente le 22 octobre, s'aggrave encore par la suite, à la fois parce que le temps est provisoirement passé des divisions déchirantes en politique étrangère, et parce que les gouvernements plus marqués à droite sont mieux capables encore que Briand - Wendel l'avait prévu en juillet - de s'assurer les bonnes grâces du député modéré moyen. Les cabinets Tardieu et Laval correspondent à ses goûts du point de vue intérieur, trop bien pour qu'il ne s'accommode pas, volens nolens, comme font longtemps la plupart de ses électeurs, de la présence maintenue de Briand au quai d'Orsay.

Avec Tardieu, Wendel entretient de longue date des relations courtoises, sinon confiantes (14). Elles étaient assez serrées, on s'en souvient, du temps de la Chambre Bleu Horizon, quand Wendel voyait en lui un élément de rechange possible. Il lui a reproché ensuite sa jalousie pour Poincaré, et de chercher parfois sa voie trop à gauche, pour s'en mieux distinguer (15). N'est-il pas un grand responsable du retour au scrutin d'arrondissement ? Ce qui donne, en traduction Wendel, cette remarque : " Il a plus d'ambition et de talent que de doctrine..." (16). Une visite récente à Mayenne, où Tardieu a été accueilli par le "quadrille Wendel", François, Humbert, Maurice et Guy, n'a pas beaucoup resserré l'intimité (17). Wendel lui trouvera toujours un fonds inquiet de légèreté (18).

Il le soutient pourtant d'ordinaire de ses votes en politique générale et lui accorde sans enthousiasme la confiance, d'accord avec Marin et Blaisot, dès son investiture. Mais ce jour-là il cherche surtout à éviter que Briand, dont le discours a galvanisé la Chambre, ne regagne la présidence du Conseil dont il vient de choir (19). Pis-aller.

Et ce commentaire résume bien son malaise : "Je ne considère pas qu'aujourd'hui nous ayons par notre vote avaisé la politique de Briand, mais il est bien évident que nous avons reconnu la difficulté, au point

où en étaient les choses, de sauver la Rhénanie..." (20).

Wendel, comme tout son groupe, donne sa voix à la loi sur les Assurances Sociales, le 8 février (21) et il n'est pour rien dans la première chute de Tardieu le 18 du même mois, causée par des défections à la gauche radicale et le soutient toujours quand il revient au pouvoir trois semaines après ce faux départ. Lorsque Tardieu tombe à nouveau, cette fois devant le Sénat, Wendel voit dans l'épisode une "opération de gauche" destinée à redonner aux radicaux le ministère de l'Intérieur (22). Il reste persuadé que la combinaison Tardieu, "au point de vue politique sinon moral, était bien celle qui correspondait à la composition de la Chambre" (23).

Après le bref intermède centre-gauche Théodore Steeg, Laval, le 30 janvier, remplace Tardieu à la tête d'un ministère qui est très proche du sien. Wendel, qui a un peu participé aux négociations en coulisses, lui donne un soutien semblable et même avec moins de réticences. L'homme lui plaît alors assez. Celui qu'il avait jugé en 1917, à ses premières manifestations de député socialiste, "une fripouille de talent" (24), lui paraît avoir su mener avec prudence son évolution vers les sages de la droite. Laval est bien de ces transfuges de la gauche que les modérés "ont toujours accueillis à bras ouverts" (25). Wendel l'approche plusieurs fois, se réjouit de le voir "se former rapidement" et montrer un "excellent équilibre" (26). Il l'approuve de ne pas prendre aux radicaux l'Intérieur, comme le bruit en avait couru, (27) et de le garder pour lui-même. La présence de Blaisot au ministère est une satisfaction supplémentaire. Mais il demeure qu'au fond, malgré plusieurs rencontres officielles ou mondaines, Wendel n'a pas plus pris sur Laval qu'il n'avait sur Tardieu.

Dans le même temps et tandis qu'approchent les élections de 1932, Wendel suit avec beaucoup d'attention et d'intérêt les efforts infatigables de Georges Mandel, président de la Commission du suffrage universel à la

Chambre pour faire triompher son projet de scrutin à un tour qui, prenant le relais de la défunte R.P., devrait favoriser la droite en l'obligeant à s'unir contre une gauche forcément divisée. Wendel estime, comme fait Mandel, que "dix fois sur onze depuis 1870, le scrutin uninominal a favorisé, grâce au ballottage, les partis de gauche" (28). Sceptique d'abord sur les chances de la manoeuvre, il finit par croire que le "diable d'homme" qu'est Mandel arrachera le succès à force d'obstination - et il déplore grandement son échec final au Sénat (29). Seul résultat en définitive : le cabinet Laval trouve sa mort au Luxembourg dans la suite de cette affaire et Tardieu revient donc pour faire les élections, avec un ministère que Wendel juge inférieur au précédent (30).

Louis Marin unifie
et divise

Le moment du bilan - médiocre - de cette influence de l'U.R.D., est aussi forcément celui où son chef est jugé. Car Louis Marin s'est trop identifié à son parti, aux yeux des siens comme devant l'opinion, bien plus qu'aucun de ses prédécesseurs, pour ne pas supporter le plein fouet des critiques.

"M. Louis Marin a une belle tête d'étudiant, avec un rien de sergent de ville, sous laquelle une lavallière noire à pois blancs étale une incontestable austérité. C'est un démagogue pauvre (...), économe, cocardier(...), vertueux, travailleur, lorrain par surcroît...". Ce portrait par Emmanuel Berl est tracé au pochoir mais reflète bien l'image politique que Louis Marin a construite de lui-même. Sa silhouette d'étudiant célibataire et bohème, vieillissant parmi ses livres, à l'ombre des arbres du quartier Latin, qui ne déteste pas jouer les paysans du Danube dans les dîners en ville (31), sa silhouette touche ses électeurs parce

qu'à leurs yeux elle garantit son désintéressement. Les plus casaniers d'entre eux se satisfont de savoir que Marin a beaucoup voyagé, et que sa jeunesse a parcouru non seulement toute l'Europe, mais la Sibérie, le Turkestan et la Chine intérieure (32).

Son éloquence a du feu. Son enthousiasme et son labeur soutenu - "le meilleur élève de la Chambre" - disait Gustave Téry en 1912 (33) - ont donné à la Fédération, depuis qu'en juin 1925 il a pris sa tête, une "présence politique" qu'elle n'avait jamais connue jusque-là : le nombre de cotisants, qui était de 3 000 en 1924, atteindra peut-être 300 000 en 1938 (34) et son impulsion y est, à coup sûr, pour beaucoup. Sa culture d'anthropologue, de géographe, d'historien, rassure les militants et les honore sans les écraser. Ils lisent volontiers La Nation et aiment assez les emportements de cette feuille dont Marin a su faire, loin de l'eau de rose de ses débuts, un véhicule efficace de ses idées auprès du monde politique.

Ainsi très populaire parmi ses troupes en province - quand bien même ses irritations les bousculent - Marin l'est beaucoup moins auprès de ses collègues du Parlement. Dans le courant de la vie quotidienne, leur individualisme s'accommode moins bien de l'autorité parfois tranchante et souvent brouillonne du "sanglier de Lorraine". Chez eux, sa persévérance paraît souvent de l'entêtement. On lui reproche de n'en faire qu'à sa tête dans le journal et de se laisser chamber par ses "Lorrains" et surtout Edouard de Warren, secrétaire général du groupe, qui l'entoure d'un bon garçonisme dévoué et jaloux (35). Cet entourage - ses ennemis disent cette cour - dessert Louis Marin. Un des piliers de la Fédération, Victor Perret, de Lyon, lui écrit en décembre 1929 : "J'ai nettement l'impression que vous n'avez pas autour de vous assez de gens calmes et conciliants. Votre grand ami, de Warren (...) a une telle affection pour vous qu'il vous nuit auprès de nombreux amis par son intransigeance et ses brusqueries..." (36). Et cela fait le jeu des ambitions concurrentes,

Les parlementaires du Groupe remarquent mieux que ne font les Congrès les zigzags et les excursions que le foisonnement de la pensée de leur chef impose trop souvent à ses discours, aux dépens de la clarté et de la force (57) : les plus méchants murmurent que cet homme est "une bibliothèque sans bibliothécaire"... (38). On va jusqu'à taxer d'ostentation (surtout ^{chez} ceux qui touchent de près aux affaires) la passion de procureur que Marin met dans le travail des diverses commissions d'enquête dont il est le membre abonné, y figurant régulièrement l'incorruptible de la droite (39). Et plusieurs dans son camp, que la vertu habite moins, s'irritent du donneur de leçons (40).

Et c'est ainsi que tout au long de la législature son autorité ne cesse pas d'être contestée et discutée dans son groupe - où l'énergie politique donne bien souvent l'impression de se dépenser beaucoup moins au-dehors qu'au-dedans.

Forces centrifuges à la Fédération

En décembre 1929, Bertrand de Jouvenel, dans un article, interpellait ainsi Louis Marin : "Vous aviez eent dix hommes d'équipage. Ils ne sont plus autour de vous que quinze. Bientôt vous serez le seul Marin à votre bord.

C'est un mauvais calembour que je fais, mais il évoque une image juste.

L'autre jour, debout dans la travée d'extrême-droite, vous parliez, les bras croisés sur votre coeur qui battait dru, la moustache blanche toute secouée par des mots que vous précipitiez pâle-mêle, trop vite, car vous êtes de ceux qui s'émeuvent, et sont par suite maladroits à émouvoir les autres.

Je vous regardais : vous étiez gauche, brutal, et sincère comme un vieux capitaine qui gronde sur sa passerelle. Les hommes de votre parti courbaient le dos, et c'est seulement lorsque votre oeil tombait sur eux qu'ils esquissaient vite un petit applaudissement bien pauvre.

Tout ramassés sur eux-mêmes, ils rassemblaient en frissonnant le courage de trahir. Quand vous avez eu fini de parler, et que Tardieu est sorti de séance, ils ont couru après lui pour vous désavouer. Vous êtes resté là, toujours debout, et il m'a semblé que déserté par votre équipage, sans fermer les yeux, vous regardiez votre navire se jeter sur un rocher, et se couper en deux..." (41).

Dès les semaines qui suivent la chute de Briand, au début de l'hiver 1929-1930, quelques "conjurés" - c'est le mot de Wendel - s'efforcent en effet de tirer parti de la situation paradoxale d'un mouvement où le chef, depuis plusieurs mois, n'est suivi à chaque scrutin important que par une petite minorité des siens (42). Les Fédérations départementales, troublées, multiplient dans le même sens les questions ou les protestations auprès du siège parisien, et Guiter peut craindre, dès ce moment, que le parti et non le groupe seulement s'en trouve brisé (43). Kerillis, de son côté, reprend sa campagne de l'Echo de Paris contre "le chef d'orchestre invisible" (44) que serait Wendel.

Celui-ci pense un moment, plutôt que de voir la maîtrise de l'U.R.D. passer en d'autres mains, devoir pousser lui-même à sa division : "Les conjurés voudraient faire de notre querelle une question Marin et conserver tout le bénéfice d'un groupe important en nous en retirant la direction. Je réponds : il n'y a pas seulement une question de personne, il y a une question de principe. Nous sommes en désaccord en matière de politique extérieure, reconnaissons-le, et séparons-nous en deux groupes où on se reunira selon ses affinités : locarniens ou sceptiques, briandistes ou antibriandistes. Cela ne leur sourit pas du tout mais tant pis pour eux..." (45).

Après tant de déceptions, Wendel finit par penser que dans cette Chambre telle qu'elle est, un groupe uni de quarante membres pourrait être plus influent que la "cohue complètement désorientée" des cent membres actuels (46). Et il fait donner les Débats contre ses adversaires (47).

Mais après d'assez chauds affrontements, où Wendel est visé en première ligne - Ybarnégaray exprimant l'inquiétude de beaucoup devant son "visage hiératique" - les morceaux sont pourtant recollés pour un temps, chacun reculant devant le geste décisif, et Marin échappe à la tutelle d'un comité directeur, que ses adversaires auraient souhaité instituer pour le surveiller (48).

La querelle faillit rebondir en janvier à propos des élections au bureau de la Chambre (49). Lerillis durcit ses attaques contre ceux qu'il appelle "les Quinze de M. de Wendel" (50). Une proposition de Cantru et Georges Bonnefous de constituer deux sous-groupes à l'U.M.D. qui seraient tout à fait autonomes, n'est écartée qu'à une faible majorité (51) bien que Marin et Wendel y aient souscrit eux-mêmes (52). Le parti en province continue d'être durement secoué (53) la majorité des membres provinciaux n'ayant pas, à en croire la correspondance reçue par Guiter, compris les positions prises par Marin dans les débats récents (54).

En mai, au Congrès de Marseille, le terrain est plus favorable pour Marin et l'espoir caressé par certains qu'emmènent Lerillis et son lieutenant Raymond Cartier de voir Fourcade porté à la tête du parti est ainsi déçu (55). Wendel se réjouit que soit nettement condamnée par la motion finale cette politique de la concentration "qui, basée sur l'élimination d'une partie du centre-droit et des socialistes, a été qualifiée plaisamment de "politique de l'omelette" (56).

Six mois plus tard, nouvelle alerte avec le lancement du parti de Taittinger, le P.N.R.S., qui veut élargir l'action des Jeunesses Patriotes : Wendel y voit encore une machine de guerre contre les chefs de l'U.R.D. et s'en inquiète un moment (57). Surtout que Marin n'aille pas rehausser le faible lustre de Taittinger en l'attaquant trop violemment ! (58)

Derrière tous ces assauts, Wendel aperçoit la main d'Henry Simond, directeur de l'Echo de Paris, son ancien compere de 1924-26 dont Kerillis serait seulement l'instrument : "membre du consortium des cinq grands journaux "d'information", /Simond/ a les mêmes intérêts que ces derniers. Le caractère politique de l'Echo de Paris n'est qu'une façade, un moyen de retenir une certaine clientèle. L'Echo de Paris, nous l'avons vu en 1926 et quelques fois depuis, trahit toujours à un moment donné, d'accord avec le pouvoir ou avec la Bourse, la cause qu'il est censé défendre..." (59)

Le dernier affrontement très vif date du printemps 1931, quand, à la suite du Congrès de Lyon qui date de mai 1931 et qui est un succès, Kerillis publie à nouveau de nombreux articles très hostiles (60). Au Conseil national de la Fédération, le 8 juillet, Marin tente en vain de faire exclure Kerillis du parti. Celui-ci contre-attaque en s'en prenant à Wendel, un homme "qui est une puissance qui représente des intérêts immenses", un "véritable duc de Bourgogne" (61). Marin réplique avec vivacité - et chacun campe sur ses positions (62). Huit mois plus tard, en février 1932, le Congrès de Paris renomme facilement Marin, et la querelle Kerillis paraît s'estomper peu à peu. Marin demeure donc à la tête de ses troupes dans la bataille électorale.

SECTION II : Complexité de l'URD

Le regard
d'André Siegfried

Pour qui tâche de saisir, au-delà des querelles de personnes, la portée réelle de ces tensions intestines, André Siegfried fournit le tremplin d'une analyse contemporaine.

En 1930, il écrit dans son Tableau des partis en France : "L'U.R.D. préférerait, je crois, qu'on ne la classe pas à droite, pudeur qui lui est commune avec les neuf-dixièmes des réactionnaires (...) et elle pourrait, à plus d'un égard, se réclamer de la tradition "progressiste" issue après tout de la République modérée. Mais ce ne sont là que de trompeuses apparences, car deux causes décisives décalent vers la droite son centre de gravité : en matière religieuse, la tradition laïque lui fait entièrement défaut, et en matière sociale, elle représente l'ordre s'exprimant par la hiérarchie. C'est en un mot un parti de défense sociale, où le grand patron (parfois presque féodal)" - lisez Wendel en filigrane - "condoie le bourgeois catholique (disons clérical) (...). On discerne enfin dans ce conglomérat un noyau nationaliste résistant qui /est/ le pôle de réaction le plus caractérisé contre la politique d'entente internationale. Dans cette matière hétérogène, une réaction chimique ferait apparaître au moins trois couleurs, la couleur de la féodalité industrielle, celle du nationalisme intransigeant et celle de la défense sociale catholique (...). Certains votes, en divisant le groupe, ont révélé ces îlots distincts". (1).

Serait-ce donc décidément que l'U.R.D., se donnant trois objectifs majeurs - et se définissant par rapport à eux : le maintien de l'ordre

social, la grandeur de la nation et la défense du catholicisme, les tensions les plus vives naîtraient dans le moment où ces finalités apparaissant provisoirement contradictoires, on se diviserait sur les priorités et le choix forcé de l'une d'entre elles ?

Une étude de cas :
retour sur les dettes

C'est ici le lieu de revenir, en étude de cas, sur l'évolution qui a fait basculer en fort peu de temps, lors du débat sur les dettes, la plupart des députés U.R.D., d'abord si résolument hostiles, du côté de la ratification : le 29 mai, on s'en souvient, le groupe avait voté à une large majorité le refus - c'est l'épisode de la motion Dubois-Soulier-Wendel. Le 10 juillet, la "révolution de palais" des ratificateurs annonce le ralliement final à Poincaré et l'isolement des "Quinze de M. de Wendel", pour parler comme Kerillis.

Il est aisé - trop aisé - de songer d'abord, pour éclairer cette surprenante évolution, à des motifs égoïstes chez beaucoup : et c'est naturellement la pente de Wendel. Etant donné l'attitude des milieux d'argent, on ne s'étonne pas que les gens de l'U.R.D. aient été naturellement sensibles aux pressions venues de cette direction. "On utilisa toutes les menues ambitions", écrit Gaëtan Sanvoisin, bon connaisseur du sérail modéré, "on agit sur tous les membres tenant aux milieux bancaires, sur tous les faiseurs d'opérations à terme. Les promesses furent insinuantes et impérieuses..." (2). Et Wendel lui-même est particulièrement sévère pour ceux de son groupe qu'il appelle les "boursiers" - au premier rang desquels Etienne d'Audiffret-Pasquier, Lasteyrie, Achille-Fould, les "beaux messieurs à terme" (3), ceux qui ont joué la ratification et veulent leur bon profit (4). C'est dire assez transparente l'inspiration de cet éditorial des Débats qui finit sur ces mots : "Nous demandons(...)

à quelques-uns de nos contradicteurs en quoi le paiement des stocks leur paraît plus effrayant que l'engagement à payer des sommes considérables pendant soixante ans. Est-ce parce que le paiement des stocks est prochain et que sa répercussion, d'ailleurs limitée, sur l'économie générale et la Bourse serait prochaine aussi, tandis que les conséquences d'un engagement de soixante ans pèseront seulement sur l'avenir ?..." (5). La prudence de langage ne masque pas, comme on voit, la brutalité du propos.

Mais comment s'en tenir là ? On s'abuserait assurément si l'on n'expliquait que par de tels motifs l'opposition, non seulement de tel ou tel, mais de presque tout le groupe à son Président et aux quelques "prétoriens" fidèles qui l'entourent (6). Quelles que soient les motivations personnelles des "conjurés" du 10 juillet, on ne comprendrait pas que leur succès ait été aussi grand, la crise de la Fédération aussi profonde, si leur prise de position n'avait pu s'appuyer que sur le "public spécial" des organismes patronaux, si elle n'avait pas rencontré l'adhésion intime de leur clientèle électorale.

Le maigre succès des efforts accomplis pour mobiliser les anciens combattants en était un premier signe. Ils ne suivirent pas leurs dirigeants les plus enfiévrés contre les dettes jusqu'au bout de leur colère.

D'autre part et surtout, l'abondante correspondance reçue de province tant par le secrétariat de la Fédération que par Louis Marin lui-même, pendant le débat, après le vote et tout au long de l'été, ne permet pas de se tromper sur le "poincarisme" profond de son électorat.

Il n'est qu'un seul correspondant pour se réjouir sans nuance des événements, le nommé Bagnoli, secrétaire général de la Fédération du Vaucluse, qui tout à la fois "rélicite l'U.R.D. d'avoir sauvé le

ministère et déjoué les manoeuvres machiavéliques du Cartel, et son président d'avoir réservé les droits de la France et sauvegardé son honneur en ne les votant pas..." (7), mais cet heureux caractère est de très maigre représentativité...

Une minorité se désole de la ratification, et félicite Louis Marin, comme font Charles Benoist, ancien président de la Fédération (8), plusieurs anciens combattants et quelques rares collaborateurs fidèles ou admirateurs lointains.

La plupart laissent au contraire éclater leur désarroi devant les divisions du parti, et blâment Marin de les avoir provoquées par son intransigeance. De surcroît ceux qui réagissent ainsi - en préférant écrire à Guiter plutôt qu'à Marin, - sont de plus grand poids, probablement, que les premiers, parce qu'ils sont les responsables de la Fédération en province, et au contact proche de son public. Une enquête lancée discrètement par Guiter, à la fin d'août, auprès des parlementaires et des notabilités du parti, et dont il rend compte fidèlement et confidentiellement à son président, ne laisse aucun doute sur ce point.

"Si j'avais été député", écrit telle notabilité provinciale, "je crois que j'aurais fait énergiquement et d'avance, dans les couloirs et à la tribune, campagne contre la ratification des accords, réclamant leur révision, et non pas leur rejet pur et simple... Après quoi, après sondage du groupe, au dernier moment, j'aurais participé à un vote massif du groupe, dans mon sens ou dans l'autre. J'aurais voulu éviter à tout prix la division du groupe des Cent en deux parties" (9).

Telle est la réaction de Jean Baudouin, responsable de la Fédération en Seine-Inférieure - et voici celle du docteur Jules Monges, professeur à l'Ecole de Médecine de Marseille, et lui aussi importante personnalité

de la Fédération. Sa sincérité exprime fidèlement encore une opinion très répandue : "Très franchement, je n'ai pas d'opinion personnelle. Pour peu qu'on ait quelque esprit scientifique, qu'on ait appris à ne juger une question que lorsqu'on en connaît parfaitement tous les éléments, j'estime qu'il est absolument impossible à un citoyen comme moi qui ne connaît que par ouï-dire les arguments favorables ou contraires à la ratification, qui n'a en aucune manière la possibilité de les contrôler, d'avoir une conviction personnelle sur le fond.

"Sur le problème moral des dettes, je suis tout-à fait d'accord avec ceux qui pensent que la question des dettes, ainsi posée, lèse la justice (et je crois que ceux-là sont nombreux, même parmi ceux qui ont ratifié).

Sur l'opportunité de la ratification, c'est un autre aspect de la question (...). Député, (...) je me serais tenu le raisonnement qui s'imposait à moi au cours des débats : Poincaré après trois ans de pouvoir a, par sa politique financière appuyée sur l'Union Nationale, rendu au pays un service inappréciable, il l'a sauvé de la catastrophe. Poincaré a toujours manifesté des sentiments peu favorables à la ratification comme à la stabilisation ; Poincaré est, de par ses fonctions, l'homme qui connaît le mieux la question, et personne ne peut mettre en doute sa droiture, son désintéressement, son patriotisme ; Poincaré, malgré ses sentiments, au terme de sa politique qui a mis de l'ordre dans le pays, vient demander de ratifier. Personne ne peut supposer qu'il n'ait réfléchi à toutes les conséquences de son geste et qu'il ne s'y soit résolu pour des raisons sérieuses. Dans ces conditions, j'aurais marché avec lui..." (10).

Décidément, Kerillis avait visé juste et touché le point sensible quand il avait accentué, depuis le début de juillet, sa pression sur les droites, au nom de ce thème repris sans cesse : "En vérité, ce n'est plus

la ratification qui est en cause, elle est certaine et fatale. C'est le sort de Monsieur Poincaré et de sa majorité..." (11).

Primat de la défense sociale
ou primat de la nation ?

Ainsi ce qui sépare ici Louis Marin, Wendel et leurs rares fidèles des autres membres de l'U.R.D., c'est qu'au moment du conflit, entre deux priorités possibles : la priorité nationale - le refus de la ratification des dettes - et la priorité de la défense sociale - à la fois le maintien d'un gouvernement qui, du point de vue domestique convient tout ensemble au coeur et au portefeuille des modérés, et la sauvegarde de l'unité du groupe pour les futures batailles de politique intérieure - ils choisissent obstinément la première, en refusant tout net de se sacrifier, comme on les y enjoignait, sur l'autel de l'Unité.

Or il advient que cette opposition fondamentale quant à la hiérarchie des objectifs, telle qu'éclairée par la crise politique de mai à juillet 1929, perdure pendant toute la législature. En 1929, Wendel et Marin ont été prêts, contre la majorité, bien que tenant beaucoup eux-mêmes à Poincaré et sachant que leur électorat y tient encore plus, à risquer de provoquer sa retraite - allant donc plus loin, en cette affaire extérieure, qu'ils n'avaient fait au moment de la stabilisation. Ensuite, Poincaré une fois parti après et malgré son succès, les questions du dehors deviennent peut-être pour un temps moins pressantes sous le règne de Briand, de Tardieu, de Laval, mais aussi l'attachement des deux lorrains pour ces nouveaux leaders, malgré les gages qu'ils ont donné à l'intérieur, ^{est} bien moins affirmé que pour Poincaré. De surcroît le risque d'un renversement durable de majorité, la législature ayant affirmé son profil, apparaît désormais comme plus faible. Marin et Wendel

restent donc disposés, au rebours de leurs collègues, à courir le risque amoindri, quelque diminué aussi que soit l'enjeu.

Au demeurant, attaché à ce choix par sa plus intime conviction, Wendel est persuadé qu'il n'est pas seulement fondamentalement le meilleur, mais qu'il est ici stratégiquement le plus habile. En août 1929, il l'explique en ces termes à un ami : "Je pense qu'il est fâcheux que M. Herriot puisse écrire, comme il l'a fait hier dans l'Ere Nouvelle, que messieurs les modérés acceptent les politiques extérieures les plus hostiles à leurs propres déclarations pourvu qu'on les rassure contre une politique fiscale trop démocratique et qu'un bon ministère de l'Intérieur protège les coffres-forts. L'ordre, qui est une nécessité tant au point de vue économique que social, profite surtout en apparence - je dis en apparence parce qu'en réalité il est indispensable à tous - à ceux qui possèdent déjà quelque chose, et il ne peut constituer, de ce chef, à lui seul, un bon tremplin électoral. Vouloir le sauvegarder alors que l'on r~~u~~mine par ailleurs l'idée nationale et par suite l'armée qui représente tout de même une des garanties de l'ordre (...), c'est rechercher la quadrature du cercle. Les masses, sauf au lendemain de grandes souffrances qui leur ont fait mesurer les conséquences de certaines théories, ne se passionnent que pour un idéal quel qu'il soit - en pays latin plus que partout ailleurs..." (12).

La question religieuse

Il reste dans cette analyse à rechercher cette troisième composante du "conglomérat" dont parle Siegfried : la composante "cléricale" - qui vient nuancer le tableau et compliquer les clivages.

Louis Marin ne s'est jamais caché d'être agnostique et Wendel lui-même se montre à plusieurs reprises, dans ses cahiers, éloigné

de la foi de son enfance (13). Il a été peu marqué par les deux ou trois ans qu'il a passés chez les Jésuites de la rue de Madrid. Sur lui non plus l'Eglise n'a pas d'emprise intime (14).

Tout attaché qu'il soit socialement et mondainement à l'institution ecclésiastique, les sentiments profonds de Wendel ne le poussent jamais, comme certains de ses amis - à qui on attribue d'ordinaire à l'U.R.D. Georges Pernot comme tête de file et représentant majeur (15)-, à faire de sa défense un impératif prioritaire.

Bien au contraire la passion religieuse lui paraît conduire la droite à d'inquiétantes perversions - comme celle qui a barré devant Clemenceau le chemin de la présidence de la République en 1920 (16) : ce fut l'Eglise passant avant la Patrie. Elle est aussi mauvaise conseillère stratégique et pousse sottement les modérés sur un champ de bataille qui leur est défavorable. Pour blâmer l'agitation de ceux qui avaient eu l'illusion, après l'armistice, "de régénérer la France au point de vue religieux par l'Alsace-lorraine", Wendel écrivait un jour à Marin que pareille idée lui paraissait ne répondre nullement à un sentiment populaire et "ne devoir avoir pour conséquence que de réveiller les passions religieuses". Et il ajoutait : "C'est précisément la chose que nos adversaires désirent le plus, parce qu'ils savent qu'il y a en France un vieux levain de gallicanisme, voltairianisme, appelez-le comme vous voudrez, qui fait que chaque fois que l'on a surexcité ces passions, cela leur a profité..." (17).

Pour Wendel, les "ultracléricaux" de son parti, ceux pour qui la défense de l'autel risque toujours de primer celle du drapeau et de la société établie sont donc une fort dangereuse engeance.

Pis encore, la fidélité excessive à l'Eglise dans le siècle pourrait bientôt comporter un autre danger, au-dehors comme au-dedans. Car

l'Eglise est soumise de plus en plus à deux tentations nouvelles : redoutables respectivement pour la nation et pour l'ordre. La tentation genevoise d'abord, et l'inquiétant penchant pour Briand. La tentation démocrate-chrétienne ensuite, qui entraîne ou qui accompagne un "glissement à gauche" du clergé français (18), dont Wendel et Marin ont à souffrir particulièrement en Meurthe-et-Moselle. Le "rôle néfaste" de Mgr Hurault, évêque de Nancy de 1930 à 1934, est analysé dans ce sens (19) et le P.D.P., ce "parti d'idéologues" (20), constamment stigmatisé. Et quand Wendel verra se dresser contre lui la candidature de Philippe Serre aux élections de 1932, au nom de la Jeune République, sa tendresse, comme bien l'on pense, ne s'en trouvera pas accrue... (21).

La droite "légitimiste" ?

S'il est vrai, dans la terminologie de René Lémond, que la Fédération républicaine telle que la voit Wendel, telle que Marin la gouverne sans parvenir à la maîtriser, continue de se situer - idéologie, géographie et sociologie - dans le courant de la droite dite "légitimiste", le terme étant dépouillé de son contenu royaliste (22), la situation nouvelle des problèmes la fait travailler de l'intérieur par des forces centrifuges plus puissantes que naguère.

Attraction contre la tradition étroite du nationalisme vers "l'orléanisme", son goût de la paix et d'ententes extérieures propices aux grandes affaires et aux échanges internationaux, ses liens avec les milieux bancaires : c'est ici que l'on retrouve les attitudes de ceux que l'indignation de Wendel en juillet 1929 appelait "les beaux messieurs à terme" ; dans la "révolution de palais" du 10 juillet, qui a fait basculer la majorité à l'U.R.D., François-Marsal n'a-t-il pas, c'est un signe, joué un rôle important bien qu'il se rattache

plutôt à l'Alliance démocratique - ou précisément à cause de cela ? (23) Attraction d'autre part, contre le conservatisme social, vers le courant de la démocratie chrétienne. Attraction enfin, contre un parlementarisme jugé parfois désuet pour un ordre plus efficace vers un néobonapartisme des ligues dont Taittinger et Kerillis (24), en 1930-32, à des titres divers, bien que leurs appuis ne soient pas toujours clairs, apparaissent comme les plus actifs représentants.

Forces hétéroclites, largement contradictoires, qui tendent souvent à se compenser, qui expliquent à la fois que Marin se soit retrouvé si souvent minoritaire et qu'il ait gardé, avec l'aide de sa popularité à la base, malgré les assauts répétés et puis que lui-même supportait cette situation quelque peu bancal (25), la tête de la Fédération et du groupe.

le "couple

Wendel-Marin"

Il reste ici pourtant une question d'importance, que l'analyse qui précède a laissé de côté en acceptant pour donnée de base l'entente indissociable de Marin et de Wendel : c'est à savoir la réalité et la signification de celle-ci.

Siegfried ne distinguait-il pas à l'U.N.D. la féodalité industrielle - Wendel - et le nationalisme intransigeant ? Du "couple" Wendel-Marin, la politique du temps s'est beaucoup emparé pour suggérer que le chef n'était pas celui qu'un vain peuple pouvait penser.

En décembre 1929, Bertrand de Jouvenel, dans son article déjà cité, s'adresse en ces termes à Louis Marin : "Entre Tardieu et vous, je fais

une grande différence. M. Tardieu est de la race des hommes d'affaires, vous êtes de la race des petits bourgeois. Et il est significatif que la droite abandonne un chef petit bourgeois pour un chef homme d'affaires..." Et rapprochant implicitement Wendel de Tardieu, Jouvenel ajoute : "Je suis allé un jour au banquet de la Fédération républicaine pour vous écouter. Il m'a paru que la dictature des grands capitalistes n'était pas votre idéal politique. Vous vous insurgiez contre la finance internationale et il y avait dans votre discours des passages d'une violence qui contrariait visiblement M. de Wendel, assis quelques places plus loin" (26).

Ici s'esquisse le thème que, deux ans plus tard, Emmanuel Berl exprime à son tour avec plus de brutalité dans la Politique et les Partis : "Aujourd'hui, en novembre 1931," écrit-il, "on peut dire que l'U.R.D. est un groupe où M. Marin préside et parle, où M. François de Wendel commande et se tait" (27). Et encore : "J'ai beau être sensible à l'odeur de vertu que M. Marin exhale, je trouve illogique que, député par la grâce de M. de Wendel, il prétende protéger les petits contre les gros. Je trouve étrange qu'ami de M. de Wendel, il s'indigne si fort des "collusions de la politique et de la finance." N'y était-il donc point fait ? Plus j'examine le couple politique François de Wendel-Louis Marin, plus il m'inquiète. Qui des deux joue le rôle du mari complaisant ? Je crains que ce ne soit M. Marin... Promenade sans cesse reprise du pot de terre et du pot de fer. M. Marin est la sirène qui attire vers les récifs du grand capitalisme les frêles embarcations de nos petits bourgeois..." (28).

Une première remarque naît ici : que la solidarité des deux hommes, quels qu'en fussent les ressorts, devait être fort solide pour survivre en dépit du ~~harcelement~~ harcèlement de pareilles interprétations. Lorsque le 23 juillet 1926, Wendel apprend que Marin, sans le consulter, a accepté le poste mince des Pensions dans le cabinet Poincaré, il observe :

"que s'est-il passé ? Je l'ignore. Marin ne m'a pas donné signe de vie depuis notre /dernière/ consultation (...) agacé peut-être par les entrefilets des journaux de gauche qui disent qu'il n'est qu'un jouet entre mes mains. Je ne sais. Je sais seulement que s'il est un jouet, c'est un jouet difficile à manier..." (29).

Pour durer cependant, l'intimité de Wendel et de Marin - la Chambre est habituée à les voir côte à côte, sur la cinquième travée à droite (30) - bénéficie de deux atouts maîtres : l'ancienneté et la profondeur de leur connivence d'un côté et de l'autre la complémentarité de leurs talents et de leurs ressources.

Leurs liens sont de longue date. Ils se sont tissés au coeur de la politique lorraine dès les premières années du siècle, dans un esprit tôt confiant (31) et dans une commune conviction centrale. A Gaëtan Sanvoisin, Louis Marin déclarait un jour : "Je suis venu à la politique par la préoccupation de l'Alsace-Lorraine et par le souci de la frontière." Et vingt ans plus tard, il répétait encore : "La vision du danger que courait la France depuis 1870 m'a conduit à la politique comme à une obligation " (32). Ce sont là des propos auxquels Wendel aurait pu exactement souscrire.

Mais cette amitié d'autre part est complémentaire. Aucune rivalité grave ne la menace. Marin connaît mal les problèmes économiques et financiers, et ne peut craindre que Wendel lui fasse concurrence pour la direction effective du parti ou du groupe, ou même pour une carrière ministérielle. Georges Bonnet dit avoir été frappé dans les années 30 du caractère égal de leurs relations (33). En octobre 1934, Wendel, après des élections générales favorables à son camp, a espéré la présidence du Conseil général : lorsque Marin, revenant sur des propos antérieurs, manifeste qu'il l'ambitionne, Wendel lui laisse le fauteuil d'assez bonne grâce (34). Il s'efforce toujours de ménager sa susceptibilité (35).

Chez lui qui est avare d'affection - ou plutôt parfois maladroit pour la dire - celle qu'il porte à Marin sonne juste et va loin.

Non qu'il n'éprouve beaucoup d'irritation lorsque l'impétuosité de son président vient compliquer un jeu qu'il s'est efforcé de mener avec plus de pondération : qu'on se souvienne des difficultés avec Moreau, en 1928 (36). Les malentendus sont aggravés parfois par les intimes, dont, à partir de 1919, Marin s'est entouré - Ferry et surtout Edouard de Warren. "Jusqu'en 1919", observe Wendel après une explication de fond avec Marin, "/lui/ et moi marchions toujours d'accord et personne ne s'interposait entre nous. L'arrivée à la Chambre des deux intimes de Marin, Warren et Ferry, a modifié la situation. Ils ont constitué ce que j'appellerai "l'entourage" du grand homme, se debinant, se jalou-sant, lui rapportant les propos qu'ils échangeaient avec moi - sans malveillance, c'est entendu - mais avec ce qu'ils pouvaient contenir de critiques. Cela ne changeait rien au fond, mais cela pouvait peiner..." (37).

Mais tout cela concerne d'ordinaire la tactique locale en Lorraine plutôt que la stratégie à Paris, et ne parvient jamais à menacer sérieusement l'amitié que les deux hommes auront presque jusqu'à la fin pré-server.

Au fil de ses cahiers, Wendel peut bien égréner ses déceptions ou ses agacements en brodant toujours sur ce thème - la citation est de décembre 1921 : "quel dommage que toute l'intelligence de ce garçon se perde en paroles, en rapports, et ne se traduise pas en actes ! Il semble bien qu'il y ait une impossibilité chez lui d'aller au bout des choses..." (38). Marin sait à merveille entraîner ; il ne sait pas organiser. Ne s'est-il pas mis en tête de refuser l'installation du téléphone chez lui ! (39).

A l'image de son tempérament, l'éloquence même de Marin, observe Wendel rejoignant les critiques que fait souvent le groupe, malgré sa flamme et sa séduction, ne peut s'empêcher "de se perdre toujours en battant les buissons le long de la route" (40).

Mais en dépit de ces réserves on trouve toujours chez Wendel, dans les temps de sérénité, cette appréciation qui fait le fond durable de son jugement - c'est un propos tenu au Maréchal Lyautey à l'issue d'un Congrès de la Fédération Républicaine où Marin plus encore qu'ailleurs est à l'aise: "Il n'est peut-être pas un chef en ce sens qu'il n'a pas d'ordre matériel, mais c'est un animateur extraordinaire et c'est le seul chef de parti au propre sens du mot que les modérés aient eu depuis 1876" (41). Et cela, aux yeux de Wendel, par-delà les accrochages du quotidien, mérite bien sa fidélité (42).

Tout subordonné pourtant qu'il se reconnaisse politiquement, et qu'on l'éprouve, un grand fait demeure qui ne peut pas ne pas le placer au côté de Louis Marin dans une situation particulière, un grand fait dont pour juger de la portée politique de sa situation près de lui, il faut évoquer les conséquences sur le parti : c'est sa richesse.

SECTION III : Les Finances de la Fédération

L'argent étant le nerf de la lutte politique, il faut donc tenter de radiographier les finances de la Fédération Républicaine pour apprécier dans quel sens et dans quelle mesure François de Wendel a pesé sur elles et pour elles.

Plus que toute autre, on le sait bien, ces choses-là s'enveloppent de mystère. Déposant en 1924 devant la Commission d'enquête de la Chambre sur l'argent électoral, Mascuraud, "patron" de la plus notable organisation de répartition des fonds avant 1914-déclarait sans ambages : "Voulez-vous me permettre de vous dire que je n'ai fait aucune écriture. Je suis vieux, je peux disparaître demain. Vous ne trouverez pas trace d'une élection, il n'existe rien. Quand les élections sont faites, tout est terminé chez nous (...) Soyez convaincu, messieurs, que ce que nous avons fait, personne ne l'a jamais su" (1).

C'est dire qu'en pareil domaine la tâche est particulièrement rude. Non impossible pourtant, malgré les propos inquiétants de Mascuraud. Faute qu'on dispose dans le cas de la Fédération des comptes complets du parti -qui durent être d'ailleurs, s'ils existèrent jamais, étant donné le tempérament de Marin, passablement embrouillés et lacunaires - on peut pourtant parvenir à en dresser un tableau approximatif - dépenses et ressources - à partir des renseignements dispersés dans les archives de Louis Marin lui-même, dans sa correspondance avec Wendel et dans les papiers de ce dernier.

Dépenses courantes :
les secrétariats et la Nation

En permanence il faut faire fonctionner le siège parisien de la Fédération : 4 pièces sans luxe, 36 rue de Varenne. Jean Guiter, secrétaire général précis et dévoué (2), est aidé d'un adjoint - qui fut longtemps Maître Rusnier - et de diverses secrétaires et dactylographes. Le secrétariat du groupe U.R.D. place du Palais Bourbon, que dirige Warren, est un autre "rongeur", comme dit Wendel : les mensualités payées par une partie des députés (3) ne suffisent pas à le faire fonctionner.

Il faut aussi assurer les frais des conférences de propagande et les frais des congrès. A la veille de la deuxième guerre, Guiter dit qu'un congrès coûte 20 000 F à Paris et 50 000 F en province (4). Le tout conduisant à un budget annuel de fonctionnement de 143 000 F en 1925-26 (5), et de 350 000 en 1936 (6).

La Nation coûte davantage. Créée en 1924 par Georges Ducrocq "dans les eaux du radicalisme de droite" (7), cette feuille est devenue bientôt l'organe officiel de la Fédération Républicaine (8). En juin 1925, Louis Marin, acceptant à cette date la présidence du parti, a pris comme condition qu'il aurait la direction "dictatoriale" du journal (9) : hebdomadaire tiré à 16, 20 ou 24 pages selon les années, diffusé exclusivement par abonnements et grâce à un réseau de correspondants mis en place peu à peu dans toutes les campagnes de France, - plusieurs essais de mise en vente dans les kiosques ayant échoué - la Nation connaît un certain rayonnement. On sait qu'elle tire à près de 12 000 exemplaires fin décembre 1935. (10). La Nation est influente dans les milieux parlementaires et ses articles sont abondamment repris dans les revues de la presse écrite et de la presse parlée (11).

Plaidant pour elle, un jour de disette, auprès de François de Wendel, Louis Marin écrivait : "Le premier effort avait été de créer un lien entre tous nos adeptes, qui, en 1924, ne s'étaient pas, depuis plus d'un quart de siècle, groupés hors des élections et qui, pendant les élections, s'étaient groupés sur des noms de personne (...). A l'ensemble des troupes il fallait fournir des directives, des programmes, des solutions cadrant avec leurs instincts d'ordre, de tolérance, de libéralisme, de propriété et d'épargne, de patriotisme etc (...), leur donner une doctrine cohérente qui fasse figure de doctrine de parti - mais en la leur commentant sans cesse, à propos des événements et des projets de loi..." (12) : telle est donc la tâche de la Nation.

Certes la Nation s'efforce de vivre à l'économie. Louis Marin le proclame à son ami : les nombreux articles qu'il y donne lui-même étant gratuits (13), le journal n'emploie que deux collaborateurs - à temps plein - dont le fougueux et court Pierre Rossillion. Certes on consent le service d'un millier d'exemplaires gratuits, mais l'effort est indispensable à la propagande. Certes pendant longtemps le journal s'est refusé à insérer de la publicité, mais à Wendel qui penserait volontiers que c'est par facilité, Marin répond que la Nation "étant le seul journal sans réclame" (14) beaucoup de gens, "tel Poincaré", en tirent des conclusions bénéfiques sur son honnêteté (15).

On croit volontiers, tout bien considéré, et même si l'on pondère l'enthousiasme que Marin insuffle naturellement à son plaidoyer, à l'importance de la Nation pour la Fédération républicaine. C'est un signe que dans chaque congrès, au début des années 30, ceux qui mettent en cause la prédominance de Marin soulèvent toujours la question de la Nation et critiquent le monopole de son autorité sur elle. Mais on constate qu'elle coûte très cher et qu'elle demeure loin de pouvoir vivre de ses abonnements (16).

Wendel peut bien penser toujours, malgré les protestations de Marin, qu'une organisation plus rationnelle du parti et de son hebdomadaire permettrait de vivre à meilleur compte (17) et expliquer de temps en temps que l'honnêteté scrupuleuse de Marin et de ses collaborateurs, dont il n'a jamais douté, ne les dispensent pas de pourchasser les économies sans relâche - son expérience est assez ancienne pour qu'il sache que les résultats ne seront jamais ici à la mesure de ses mises en garde... (18) Et lorsqu'il avance l'idée d'une combinaison plus économique - par exemple en août 1957, une fusion avec l'Œch de Paris réservant une place à la Fédération, Louis Marin repousse l'idée avec indignation (19).

Dépenses exceptionnelles :
les élections

Tels sont donc les coûts permanents. Mais dans les temps chauds des élections, les besoins se trouvent d'un seul coup multipliés plusieurs dizaines de fois. On a eu la bonne fortune de retrouver le montant exact des subventions remises par Marin à ses candidats pour les élections de 1928, 1932 et 1936 : elles vont de 5 à 15 000 F pour le premier tour (x). En 1928, la Fédération distribue à ses candidats une somme globale de 1 891 000, en 1932 de 805 000 F, en 1936 de 1 441 000 F (20).

Il est certain que le coût d'une campagne n'est pas couvert par les sommes ainsi reçues de Paris. Louis Dumat, député U.R.D. de Paris de 1928 à 1932, croit aujourd'hui se rappeler que ce coût pouvait approcher, au moins dans la capitale, les 100 000 F (21). Les candidats doivent donc compléter leurs ressources grâce à des soutiens locaux ou s'ils le peuvent par leur fortune personnelle. Mais pour ne pas perdre la face, et garder la haute main sur les siens, avoir donc bon espoir de conserver les futurs élus sous sa coupe, Louis Marin doit leur assurer un appui

(x) On peut noter qu'à 20 ou 30 % près, les francs d'alors correspondent pour le pouvoir d'achat à ceux de 1974, en "francs lourds".

financier qui ne soit pas dérisoire.

Les ressources difficiles :

l'analyse de Louis Marin

Dans sa lettre-bilan de juillet 1938, Marin résume ainsi pour Wendel son expérience de quinze ans, et ses déceptions : "Pour l'action des partis politiques, leur organisation, leurs élections, il y a eu, de tout temps, chez les communistes (argent de Moscou et de Valence), chez les socialistes (argent des groupements bourgeois, des coopératives) chez les radicaux (argent des groupements bourgeois et fonds secrets ou caisses noires), des gaspillages inouïs follement dépensés ; chacun d'eux a son palais à Paris, ses services administratifs, ses caisses, ses locaux en province, ses propagandistes, nombreux et tous chèrement payés : les communistes paient des illétrés idiots 3 et 4 000 francs par mois pour faire la campagne de cafés ; ils multiplient les tracts, les fêtes, les réunions par auto-cars, etc...

Chaque fois que, depuis trente ans, j'ai vu surgir, pour disloquer l'opposition, des aventuriers évidemment soudoyés par le gouvernement, les loges ou le parti radical, ils ont été régulièrement couverts d'or, même par nos propres amis.

Seule, dans l'opposition - si l'on peut dire - l'Alliance démocratique, qui n'a pas de troupes, a connu des jours de prospérité et de largesses. La seule véritable exception est la Fédération, le parent pauvre, dont les honnêtes gens sont sûrs d'avoir les voix sans qu'ils aient besoin de se compromettre avec elle aux yeux du gouvernement, de la presse et de la démagogie toujours à gauche." (22) La part étant faite de la rhétorique - surtout pour l'évaluation des richesses de la gauche - ce texte souligne

vérité remarquable et ordinairement méconnue : la tendance des puissances d'argent - et même les plus conservatrices - à porter leurs ressources vers les groupes incertains du centre et du centre-gauche - dans la conviction spontanée que les voix modérées, n'étant pas fragiles, et destinées à aller toujours vers les hommes d'ordre, sont acquises en toute occurrence et que leur consacrer trop d'argent serait du gaspillage.

la place de l'U.I.E.

A son arrivée à la présidence du parti, en 1925, Marin a fait accepter l'idée que les cotisations des militants resteraient désormais toutes entières à la disposition des sections auxquelles ils se rattachent - les sections provinciales et aussi la Fédération republicaine de Paris (23). Ce choix était de bonne politique pour permettre aux sections de se développer en pleine responsabilité. Mais c'était aussi rendre plus aléatoire la vie financière de la Fédération. A ce chapitre, la rue de Varenne ne dispose donc plus dans ces conditions, pour sa marche quotidienne, que de l'argent qui est directement adressé au siège central en subventions déguisées sous la forme juridique de cotisations (24). On charge un ou deux quêteurs d'aller frapper à la porte des industriels pour demander leur aide. On envoie des lettres circulaires à des sympathisants recensés comme tels ou à des cercles plus élargis (25). Il est de bonne politique pour se faire plus concret et plus persuasif de spécialiser les requêtes en annonçant leur affectation à telle ou telle activité spécialisée - des conférences de propagande, le journal, les "Jeunesses de la Fédération"... et naturellement les élections (26). Mais quoiqu'on fasse les ressources sont à la fois très irrégulières, parce que fortement liées à la conjoncture, et très insuffisantes. En 1925-26, elles couvraient encore 80 % des frais de secrétariat (27), pourcentage qui semble décliner ensuite (28). Elles sont tout à fait

impuissantes à payer l'impression de la Nation et surtout tous les quatre ans, à subvenir aux frais de campagne.

On aperçoit ainsi ce phénomène de grande conséquence : la survie financière de la Fédération dépend en dernier ressort de la bonne volonté des grands bailleurs de fonds organisés de l'industrie et du commerce. - Autrement dit, pour l'essentiel, de l'Union des Intérêts économiques animée par Ernest Billiet. Les indications parcellaires qu'on peut rassembler ne permettent pas d'en douter.

On apprend ainsi qu'en 1929 Billiet verse à Marin une allocation mensuelle de 10 000 F pour le fonctionnement des secrétariats parisiens de la Fédération ^{et} de l'U.R.D., et qu'elle leur est essentielle (29). On apprend d'autre part qu'à la suite d'un arrangement de juillet 1927, la Nation reçoit de l'U.I.E. qui l'imprime sur ses presses propres jusqu'en 1936, l'assurance qu'elle couvrira intégralement les frais du journal à concurrence de ses 25 000 premiers exemplaires, soit assurément à cette date plus du double du tirage réel, ce qui laisse une grande marge de garantie (30), et l'on sait que dix ans plus tard, en 1936, cette subvention indirecte se monte encore à 20 000 F par mois (31).

Dans le cas de l'argent électoral, les chiffres sont plus éloquentes encore : d'après les comptes retrouvés, l'U.I.E. fournirait en 1928 87 % semble-t-il des sommes distribuées par Marin (32). En 1932, ce chiffre est de 75 % (33) et en 1936 de 76 % (34).

Or cette situation est grave pour la liberté d'action de Marin - et d'autant plus que l'U.I.E. est toujours prête à lui rappeler, par de fréquentes remises en cause des accords établis, que ce n'est pas chez lui qu'un argent toujours fort rare et toujours attiré irrésistiblement vers le centre se porte avec le plus d'élan.

Un moment, on s'en souvient, en 1926-27, Billiet étant revalorisateur, Wendel avait dû le soutenir contre Peyerimhoff qui voulait couper à l'U.I.E. les fonds du Comité des Houillères. Puis leurs voies ont divergé et c'est en aval de l'U.I.E. désormais, entre elle et Marin, et non plus en amont, que le flux risque d'être restreint ou tari. Billiet s'est montré en 1929 partisan affirmé de la ratification des dettes, et depuis lors se fait dans son journal l'Avenir, où il signe Senatus, le héraut persévérant de la politique "de concentration" qui est probablement le dessein de Tardieu, et laisserait l'U.R.D. isolée sur la droite : vieille idée que Marin et Wendel n'ont pas cessé de pourriendre (35).

C'est dire assez que l'U.I.E. et son responsable montrent volontiers leur mauvaise humeur à Louis Marin. A l'issue du débat sur les dettes, Billiet coupe les vivres en supprimant la subvention mensuelle de 10 000 F accordée pour le secrétariat de l'U.R.D. (36).

Les atouts de Wendel

S'il souhaite peser sur le destin financier de son parti, c'est donc d'abord avec l'U.I.E. que Wendel doit compter. Pour y dire son mot, il dispose d'un atout maître : sa maison est à coup sûr l'un des plus gros bailleurs de fonds de l'organisation.

Le circuit de l'argent versé apparaît clairement grâce aux indications dispersées chez Wendel et aussi celles qu'on peut glaner dans les procès-verbaux de la Commission d'enquête Renaudel sur les fonds électoraux en 1924-1925. Les versements des Wendel à l'U.I.E. comme ceux de ses confrères, passent par le Comité des Houillères et par le Comité des Forges - ou plus exactement par le truchement "privé" de leurs responsables, ici Lambert-Ribot après Pinot et là Peyerimhoff, puisqu'il

ne peut être question légalement de les faire figurer au budget normal de fonctionnement de ces organismes à vocation professionnelle (37).

Peyerimhoff et Lambert-Ribot conservent assurément une partie de l'argent pour une action directe à leur discrétion mais en reversent la majorité, au moins en temps d'élection, à Ernest Billiet et son U.I.E. (38).

Il est clair que dans les deux cas, et surtout dans le second, Wendel représente, étant donné le poids de sa Maison, un pourcentage important de l'ensemble : soit dans le cas du Comité des Forges en 1930 près de 20 % des sommes fournies par l'ensemble de la sidérurgie. Ce chiffre est connu grâce à une lettre significative adressée par Wendel à Lambert-Ribot en décembre 1930 ; il s'y indigne en ces termes du dernier article de l'Avenir prêchant la concentration : "Je ne saurais admettre - et il faut qu'il le sache - que Senatus traite comme il le fait un parti auquel j'appartiens et qu'on trouve à la base de tout ce qui a pu être fait de sérieux depuis cinq ans, et je me refuse absolument en tant que cotisant à raison de près de 20 % au Comité des Forges, à soutenir l'Avenir s'il ne change pas de ton. J'en ai assez, je dois le dire, de subventionner, tant au Comité des Forges qu'au Comité des Houillères, des gens qui ne cessent de soutenir une politique, à mon avis néfaste, et même de me combattre à l'occasion. Si cette situation devait se prolonger, je supprimerais purement et simplement les participations de notre Maison et réserverais à des emplois plus conformes à mes idées les sommes mises à la disposition des différents groupements..." (39).

Les interventions de Wendel - qu'elles portent, la modulation peut être utile, sur le budget de l'U.I.E. ou sur les fonds conservés aux Comités pour une action de première main - ne sont pas ici inefficaces pour rétablir une subvention (comme il fait celle de 10 000 F en 1929), empêcher un glissement, compenser une restriction en ouvrant un autre

canal (40). Et pourtant son action demeure arithmétiquement marginale et ne peut jamais modifier du tout au tout la politique générale d'un groupement. L'apport de la Maison, quelque'important qu'il soit en valeur absolue, demeure néanmoins, étant donné la multiplicité des contributeurs, relativement très minoritaire dans l'ensemble du budget de l'U.I.E., rassemblant des sommes venues de tous les secteurs d'activité.

Aussi bien wendel paraît-il considérer lui-même cette limite étroite : quels que soient ses griefs envers Billiet, il juge que l'organisation montée par celui-ci a le grand avantage d'exister et il ne paraît jamais vraiment prêt à aller jusqu'à la quitter ou à tâcher de la faire saborder ou même changer de tête.

C'est ainsi qu'en octobre 1931, à l'approche des élections, il donne son accord, au cours d'un déjeuner organisé par Meyerhoff en présence de Maginot, pour qu'on "remonte l'affaire Billiet". Il tiendra seulement la main à ce que le comité de répartition des fonds qu'on va constituer ne dilapide pas l'argent dans quelques circonscriptions de la région parisienne, et que la Fédération soit convenablement servie (41). Et même après l'échec des droites, il finit, après un temps d'hésitation (42), par convenir avec les autres "groupements" qui se réunissent à ce propos au Comité des Forges qu'on peut se résigner à garder Billiet, lui et ses méthodes (43), moyennant quelques précautions nouvelles - on lui imposera un collaborateur spécialement chargé de le surveiller - et une punition, la mort de cet Avenir qui a tant irrité wendel : étant donné le très faible rayonnement de cette feuille sans acheteurs, sa mort fera peu de bruit (44).

En réussissant après la guerre à fusionner les efforts de "publicité" de la plupart des secteurs de l'économie, Ernest Billiet avait acquis une puissance considérable - mais se condamnait du même coup à répartir l'argent recueilli sur un très large éventail, autrement dit dans l'ensemble

des partis "non marxistes". Il renforçait ainsi peut-être le régime établi, dans son ensemble, contre ceux qui le contestaient radicalement, mais pour les forces qui s'y disputaient le pouvoir, on se demande s'il en a jamais modifié notablement l'importance relative. Ne voit-on pas Wendel - bien informé!- s'exaspérer en 1932 que certaines puissances économiques soient toutes prêtes, "comme en 1924", financièrement parlant, à "sourire à Herriot" : les pétroliers sûrement, les assurances probablement et les électriciens (45) et "bien entendu /I_/ ami Peyerimhoff" (46).

Au surplus l'U.I.E. est loin de ne parler, de ne payer que pour les grandes affaires - comme le montre bien un autre exemple de ces forces tirant à hue et à dia au grand dam du mouvement (47). Au moment où culminent les efforts de Georges Mandel pour faire adopter le scrutin uninominal à un tour auquel la Fédération tient si fort, ne voit-on pas Senatus - alias Billiet - partir en guerre contre lui in extremis dans l'Avenir, à la veille du dernier vote (48) ? Pour quel motif ? S'il faut en croire le renseignement recueilli par Wendel, Billiet aurait été "actionné" par les "bistros" membres de son organisation et acharnés à vouloir les deux tours pour prolonger des campagnes électorales très profitables à leur commerce (49). Anecdote de hasard propre à jeter quelque lumière sur les limites de l'influence de la grande industrie et de la Haute Finance dans l'organisation des "intérêts" et la complexité des forces qui s'y affrontent.

Il est vrai que le Comité des Forges et le Comité des Houillères conservent, on l'a déjà noté, une partie de leurs fonds politiques pour une action directe - comme on verra par exemple dans l'histoire des embarras financiers des Débats. mais Peyerimhoff tient bien en main les Houillères et n'a aucune complaisance pour les doctrines de la Fédération : s'il soutient par moments la Nation, c'est à titre personnel, son amitié pour Marin datant du collège lorrain de la Malgrange (50). Quant à la rue de Madrid, les divergences n'y sont pas moins grandes et elles

bornent fort les possibilités de son Président.

Son influence ainsi bridée dans le champ des organisations collectives, Wendel peut recourir à une action plus directe en utilisant son argent propre. Les sommes naturellement seront bien moindres, mais pourront servir sans entraves à des interventions ponctuelles dont l'impact, si le choix en est heureux en des cas où la fortune balance, peut n'être pas négligeable. Mais il risque aussi de boucher des trous au jour le jour. C'est ainsi qu'il aide directement la Nation (51) et il tendra souvent à son parti une main secourable en cas de péril financier immédiat (52).

Au surplus, comme Wendel se refuse par principe et "le plus souvent" à puiser dans ^{les caisses de} la maison des sommes qui ne lui appartiennent pas en propre, il se trouve ici étroitement tributaire non seulement de la situation conjoncturelle de ses affaires mais de l'état forcément très variable de sa trésorerie personnelle (53) - qui est déjà obérée en permanence par les sommes dépensées dans la presse régionale.

Rares mécènes
et fonds secrets

C'est l'espoir permanent de Wendel que la Fédération républicaine attire l'argent d'un certain nombre d'individualités personnellement sympathiques aux idées de la Fédération - au nom d'une théorie qu'il exposait un jour en ces termes à quelqu'un de son parti : "La grosse erreur commise, depuis la guerre surtout, dans nos milieux, est de s'imaginer qu'il appartient aux Sociétés de faire tout l'effort financier que réclament les candidats et la presse qui les soutient." Et c'est bien en effet vers elles que la Fédération fait le plus volontiers porter son effort par l'intermédiaire des "quêteurs" pour compléter les fonds de Billiet (54).

Pour Wendel, ce système est moralement et politiquement discutable : "Si on y réfléchit", écrit-il, "on est obligé de reconnaître que les Sociétés et surtout les Sociétés anonymes, qui sont surtout celles dont on réclame le concours en raison de leur importance même, ne sont pas faites pour cela et qu'à vrai dire elles n'ont ~~guère~~ le droit d'utiliser des fonds qui ne leur appartiennent pas à des fins non seulement étrangères à l'objet social, mais parfois contraires aux intentions de certains de leurs actionnaires. Tant qu'il ne s'agit que de combattre d'une manière ou d'une autre le communisme ou le socialisme, autrement dit des formules tendant à la destruction de la société actuelle, on peut admettre que l'argent mis à la disposition de certaines organisations est employé conformément à leur intérêt le plus immédiat, mais lorsqu'on aborde la politique de parti, il n'en est évidemment pas de même.

J'entends bien que les gens devraient comprendre que la seule façon de défendre la société actuelle c'est de soutenir des hommes comme nous. Mais cette vérité n'est pas évidente malheureusement pour tout le monde, et lorsque vous prétendez obtenir des subsides de Sociétés comme Pont-à-Mousson, comme Raty, comme la Marine ou comme Richeville, vous leur demandez, pour ne prendre que l'exemple de Pont-à-Mousson, de faire une chose qui plaît peut-être à M. Marcel Paul, mais certainement pas à une grande partie de ses actionnaires.

La vérité est que ce sont les individus qu'il faut toucher." (55)

Un moment François Coty a représenté, oiseau rare, cette dernière catégorie, et il a aidé la Fédération pour les élections de 1928 - mais depuis lors il s'est dérobé (56) et il n'a pas été remplacé. Il peut arriver que Wendel, prêchant d'exemple, prenne lui-même son bâton de pèlerin et aille parler de la Fédération pour lui procurer quelques ressources devant un public approprié. Ainsi fait-il en Juin 1926 devant un auditoire protestant - "B.S.P." - où l'a introduit son collègue le

Pasteur Soulier. Fructueuse démarche, au moins à long terme, puisque l'on constate que Raoul Gastambide, "le parpaillot très militant" qui présidait cette réunion (57), fournira en 1936, sans qu'on sache si c'est à titre seulement personnel, une contribution non négligeable au parti pour ses candidats parisiens : plus de 10 % des sommes que la Fédération distribuera elle-même pendant la période électorale (58). Mais succès isolé : en 1938, Marin observe amèrement qu'en 15 ans, il n'a trouvé que "trois personnes, pas une de plus" - et Wendel compris - qui se soient intéressées à titre individuel aux finances de son parti (59).

Il reste enfin une dernière manne possible : celle des fonds secrets dont le rôle est considérable à toutes les époques. En une occasion au moins ils servent à tirer Louis Marin d'un fort mauvais pas. On n'a pas trace d'un appui de Poincaré en 1928, mais en 1932 Tardieu se montre compréhensif, grâce encore à Wendel.

Le 31 mars de cette année-là, moins de six semaines avant le scrutin, celui-ci voit venir à lui Marin en plein désarroi. Au moment où la bataille s'engage, il n'a pratiquement plus, dit-il, un sou en caisse (60). Or les candidats dans la France entière attendent tous de l'argent. Si rien ne vient, Marin perdra la face vis à vis de ses troupes. Une nouvelle fois il supplie donc Wendel de "remettre un peu de beurre sur le pain très sec" de son parti.

Renonçant, après un tour d'horizon, à trouver sans délai un nouveau Coty bienfaiteur, Wendel prend alors le parti d'aller voir Tardieu chez lui, avenue de Messine, tard dans la soirée du 31 mars, et de lui dire tout de go la situation. La caisse de la Fédération "dont tout le monde parle" n'est qu'un mythe !

Tardieu se dit surpris de la nouvelle, mais il satisfait Wendel par sa réaction, qui est compréhensive : il propose d'abord d'abandonner

à Marin la somme qu'a promise au gouvernement, apprend-on ainsi, le Comité des Forges. Wendel s'y refuse, affirmant que le Comité ne doit pas verser d'argent à une organisation politique : "il appartient à un gouvernement d'appuyer les groupes de la majorité." La nuance à vrai dire est assez formelle, mais Wendel y tient fort et Tardieu consent donc à aider la Fédération sur les fonds secrets (61). Il donnera au moins 150 000 F en deux fois (62). Les candidats de Marin pourront de la sorte être efficacement soutenus - mais on peut légitimement douter, étant la répartition des portefeuilles dans le cabinet, que les autres groupes du centre et de la droite aient été proportionnellement moins avantagés par le Ministre de l'Intérieur...

Conclusion

Amplifiée par les mythes, la puissance de Wendel l'isole aux yeux des siens, au sein même de son parti, et l'installe dans sa différence. Elle le place hors hiérarchie, non certes au-dessus de Marin, mais à son côté, à part. Son mode de vie intimide (63). Sa légende politique inquiète. Le parlementaire moyen de l'U.R.D. rêve de puiser dans ses richesses qu'il imagine volontiers sans fond, mais il rêve aussi qu'on n'en sache rien. Que Wendel éprouve un grand attachement à l'égard de la Fédération, tout le monde s'en félicite, mais on se contenterait fort bien d'ordinaire qu'il la manifeste, en bonnes espèces, depuis l'ombre.

Tel petit écho de petit journal le montre sortant de chez Poincaré, rue Marbeau, au début de 1929, en compagnie de celui-ci, et le Président du Conseil lui disant : "Cher ami, vous allez à la Chambre, moi aussi. Mais partons chacun de notre côté. Et à la Chambre, n'ayons pas l'air de trop nous soutenir" (64). L'anecdote est probablement imaginaire - mais elle exprime assurément des sentiments souvent éprouvés parmi les

droites. Wendel est précieux parfois - mais il est compromettant souvent : ce qu'exprimait herillis avec une franche brutalité quand il s'écriait au Conseil national de la Fédération, le 8 juillet 1931 : "On nous accuse dans les réunions publiques d'être le parti de M. de Wendel ! Injustice évidente et stupide puisque les 9/10e du parti se séparent de lui dans les votes !" (65).

Cet argent qui isole Wendel, quelle puissance réelle lui donne-t-il dans et par la Fédération ? Il peut renforcer l'ordre social en renforçant son parti - comme ses journaux. Oui, assurément. Mais d'autres seraient là, lui absent, qui s'en chargeraient bien ou qui soutiendraient d'autres mouvements offrant d'égales garanties pour la société établie et ceux-ci attireraient moins les coups.

L'originalité de son pouvoir est ailleurs : en soutenant de ses deniers - de toute son influence financière - la Fédération telle qu'elle est conduite, c'est à dire en y soutenant à bras le corps Louis Marin tel qu'il s'y bat, en faisant parfois aux moments clés le geste qui peut faire basculer les choses du côté qu'il souhaite, c'est le choix du nationalisme persévérant, de l'antigermanisme sans nuances, que François de Wendel défend sur la droite : pour quelques années encore, et en attendant que le problème italien vienne compliquer le jeu, la route lui apparaît parfaitement claire. Ici seulement - mais est-ce négligeable ? son action est originale, quand il aide au nom de cette doctrine extérieure son parti au Parlement et Louis Marin dans le parti.

CHAPITRE III

D'AUTRES CLAVIERS (1929-1932)

SECTION I : le Rachat du "Temps"

On ne prête qu'aux riches : dans le courant des années 30, on a souvent attribué aux Wendel - plus ou moins identifiés au Comité des Forges - la maîtrise d'un grand nombre de journaux modérés. Tel auteur américain sérieux écrira par exemple, en 1942, qu'entre les deux guerres "la majorité du capital d'un bon nombre de journaux puissants, notamment le Temps, le Journal, le Journal des Débats et la Journée Industrielle était dans la main du Comité des Forges - qui d'autre part, en particulier par le canal de la famille Wendel, exerçait aussi un pouvoir important dans la direction du Matin, de l'Echo de Paris et de l'Agence Havas..." (1).

Pour les Débats, on sait ce qu'il en est. Mais aussi on sait déjà que ni sur le Matin de Dunau-Varilla, ni sur l'Echo de Paris de Henry Simond, François de Wendel n'a aucunement barre. On ne trouve pas mention non plus d'une influence quelconque au Journal ou chez Havas (2). La Journée Industrielle, malgré ses liens avérés avec le Comité des Forges (3), n'a pas pour Wendel de sympathie, ni de complaisance et spécialement peu jusqu'en 1932, du temps de son fondateur Bernard-Précy (4).

Demeure le Temps, majestueuse incertitude : sur sa situation et sur ses maîtres, le coup de théâtre de 1931 vient jeter un rai de lumière où s'éclaire le nom des Wendel.

Cette année-là en effet, la mort subite de Louis Mill, directeur-gérant du journal, survenue le 30 avril, ouvre un délicat problème de succession : venant clore définitivement l'ère Hébrard, elle remet en cause tout l'avenir politique du Temps et mettant au jour des décisions antérieures jusqu'ici dissimulées, elle provoque de grands débats publics sur le rôle des puissances économiques dans la vie de la presse. La force des Wendel se retrouve, comme on s'y attend, au centre des polémiques. Et il

est bien vrai cette fois-ci que ce n'est pas tout à fait induement.

L'opération de 1929

C'est seulement au mois de décembre 1923, semble-t-il, que Wendel est conduit à se mêler des destinées du journal. Emile Hébrard, fils du grand Adrien, étant mort, le sénateur Chênebenoit, influent au Temps, lui explique alors avec inquiétude que certains songent aux moyens de racheter la part majoritaire du ^{secours} fils d'Hébrard, Adrien II - il possède 51 % des actions - afin d'annexer le journal à "la politique cailautiste". Que ferait donc Wendel si, le danger devenant trop pressant, on l'appelait au secours contre de telles entreprises ? Eh bien ! on peut savoir qu'on ne le trouverait pas insensible (5).

Mais ce n'est là qu'un signe avant-coureur, parce qu'Hébrard semble se résoudre provisoirement à conserver ses parts. C'est le moment où il déclare à ses actionnaires : "Nous devons nous/ confirmer dans la résolution de ne jamais laisser le Temps s'inféoder à un groupe ou à un parti politique : il importe avant tout que notre journal demeure l'intransigeant défenseur des saines doctrines libérales et démocratiques..." (6). Et plus de quatre ans s'écoulent avant que Wendel n'entende reparler de la question ; en mars 1928, François-Marsal vient lui dire que cette fois pour de bon les 51 ~~millions~~ [%] d'Adrien Hébrard sont à vendre, qu'il en demande une vingtaine de millions. Wendel convient alors à nouveau que "ce serait une erreur de les laisser s'égarer" (7). Et il accepte de prendre sans tarder, de concert avec son ami le Comte de Fels, une option sur les actions d'Hébrard et de s'entremettre pour réunir des deux côtés les fonds nécessaires à l'achat. Il va donc, pour savoir ce que l'on peut faire du côté des Houillères, consulter Peyerimhoff : celui-ci trouve le prix un peu élevé, mais donne pourtant

son accord de principe à une importante contribution dont les modalités restent à préciser (8).

Il advient cependant, pour des raisons qui ne sont pas claires, que l'affaire traîne encore un an, c'est à dire jusqu'au mois d'avril 1929 (9). Louis Mill, président du Conseil de surveillance du journal, négocie au nom d'Hébrard, et réclame 17 millions cash. Lui-même deviendrait gérant du journal en permutant avec Hébrard (10). Wendel juge que l'offre est raisonnable et il se charge de réunir l'argent. Le 5 mai, les principaux souscripteurs éventuels, dont l'apport propose atteint les 17 millions, se rassemblent au Comité des Forges, rue de Madrid, et disent leur accord.

À ce dernier moment, Hébrard fait un peu monter les enchères, en affirmant avoir de Pierre Dupuy, du Petit Parisien, au nom du consortium des grands journaux, une offre de 40 millions (11). On conclut finalement sur le chiffre total de 25 millions, soit 17 que paieront comptant les acheteurs des actions - 1269 sur 2500 (12) ^{et} 7/8 que versera peu à peu, avec 5 % d'intérêt, le nouveau directeur Louis Mill en prélevant pour cela, comme convenu, une partie des sommes importantes - 1,1 million par an - que lui procurera la gérance. On modifiera les statuts de la société en commandite pour que ne soient plus limités lors des Assemblées les droits de vote afférant aux actions acquises (13). Enfin l'opération restera aussi secrète que possible, Louis Mill demeurant officiellement, aux yeux du public et de sa rédaction, le propriétaire des actions Hébrard (14).

Wendel a été la cheville ouvrière de la négociation, mais il faut se garder pourtant d'exagérer la similitude avec ses interventions aux Débats : il n'a pas du tout la même prétention envers le Temps. Il ne s'agit pas pour lui de s'assurer un second instrument docile de sa politique personnelle - ce serait un excès d'appétit - mais seulement d'éviter que le Temps ne tombe entre les mains de "personnes beaucoup /trop/ avancées"

ou même, comme on a su le lui murmurer, de "groupements influencés par l'étranger"(15). Peut-être s'agit-il de Basil Zaharoff, le trafiquant d'armes. (16) Quoiqu'il en soit, le Temps doit rester aux modérés, mais on peut lui passer un certain flou en politique intérieure et il est souhaitable qu'il demeure aux yeux du monde le "grand organe officieux" du quai d'Orsay.

C'est pourquoi Wendel rejette immédiatement, dès mai 1928, la proposition de son ami de Fels, lui offrant d'apporter 15 millions et de faire l'affaire avec lui : Wendel lui explique qu'à son avis le Temps doit être "une chose un peu plus anonyme" (17). A plus forte raison faudrait-il faire barrage à François Coty, dont on murmure en 1929 qu'il serait prêt à apporter - toujours lui ! - les 25 millions nécessaires, mais "à condition d'être le maître absolu" (18). C'est aussi pourquoi Wendel accepte, au cours des mois qui suivent, sans trop de mécontentement - sauf un bref sursaut d'irritation lors de l'affaire des dettes - que le Temps prenne des positions qui divergent beaucoup des siennes (19). Et il ne s'occupe plus, au cours des deux années suivantes, qu'à intervalles espacés, aux moments où les membres du "consortium" propriétaire se réunissent rue de Madrid pour donner des avis, à vrai dire assez lointains, sur la gestion du directeur Louis Mill (20).

La révélation (1931)

Si le gouvernement avait pu soupçonner ou savoir que Louis Mill n'était pas le vrai propriétaire du journal (21) ni la rédaction, ni le public n'en avaient apparemment rien su. Mais quand Mill disparaît, les remous qui s'en suivent font bientôt surgir au jour d'importants fragments de la vérité et donnent une coloration nouvelle à la petite crise qui commence au journal, et au choix des successeurs. Dans la

confusion qui résulte de cette fin brutale, il advient que la lettre de Louis Mill déposée dans son coffre et reconnaissant qu'il n'est qu'un prêtre et ne possède pas les actions cédées par Hébrard, arrive entre les mains de collaborateurs chevronnés - notamment Charles Dulot, chef de la rubrique sociale et René Millienne, responsable de la rubrique économique. Ceux-ci, à qui Mill aurait plusieurs fois juré qu'il était bien le propriétaire, tombent, si on les en croit, de leur haut et n'ont savoir à la ronde leur indignation (22). Au même moment Lambert-Ribot envoie depuis Uzerche en Corrèze, où il est en villégiature et où Joseph Barthélemy, candidat à la succession, a couru le prévenir, un ordre télégraphique priant de convoquer les actionnaires pour la transformation de la société, jusqu'ici en commandite, en société anonyme : cette mutation permettra à la fois de désigner à la majorité absolue des voix le nouveau directeur et de le mieux tenir en main (23) - si même elle pose des problèmes financiers quant aux 8 millions que Mill devait à Hébrard et dont il n'avait pu régler qu'une petite fraction (24). L'initiative augmente naturellement l'agitation rue des Italiens. Et nul ne peut plus ignorer désormais que le Temps appartient, pour une bonne part, à la métallurgie française.

Les nouveaux maîtres

Premier résultat, immédiat : Wendel est assiégé, dans les jours qui suivent la mort de Mill, de lettres de recommandations et de démarches variées en faveur des candidats à la succession : Doumer, président de la République, lui écrit un mot autographe pour soutenir Edouard Julia (25), qui paraît un moment favori (26). Tardieu lui fait savoir qu'il est chaudement pour Bireaux, directeur du Bulletin quotidien (27). Barthélemy, dont on avait déjà parlé quelques mois plus tôt, ne se laisse pas oublier (28). Wendel songe dès l'origine à Maurice Reclus (29). Jacques Bardoux

dément auprès de lui qu'il soit candidat (30).

Mais les notables exagèrent, à vrai dire, comme fait toute l'opinion, la puissance de Wendel en l'occurrence. Peut-être parce qu'ils ignorent la composition exacte du consortium et que celui-ci n'a pas vraiment de tête (31). Malheureusement Wendel ne donne nulle part la liste exacte de ses membres et leurs forces respectives : mais le récit qu'il fait à cette occasion dans ses Cahiers des intrigues et des débats, complété par certaines archives plus tardives, permettent pourtant de grossir, à cet égard, les indications trop laconiques des notes de 1929 (32).

Le Comte de Fels, seul à intervenir à titre particulier (33), a fait deux millions (34). La Compagnie de Suez est de la partie, puisque son président Edgard Bonnet la représente dans les conversations (35). la Maison Rothschild en est aussi (36). Le Comité des Assurances a fait également un "gros effort" (37). Duchemin est présent, probablement au nom de la C.G.T.F. (38). Mais ce qui est ici le plus remarquable, si l'on songe à la lettre des campagnes qui suivirent et aux notions universellement répandues, c'est que ni le Comité des Houillères, ni le Comité des Forges, malgré le rôle joué par Peyerimhoff et Lambert-Ribot (39), n'ont participé en tant que collectivités à l'opération de 1929. Le Comité des Forges possédait bien dans son portefeuille quelques actions, peu nombreuses, qu'il avait acquises bien avant 1929. Mines et métallurgie ne sont pas représentées dans l'affaire par leurs Comités, mais par des particuliers comme Wendel et ses frères (François en 1949, à sa mort, possède 154 actions du journal (40)) ou par quelques sociétés agissantes comme la Marine-Homécourt de Théodore Laurent et Denain-Anzin de Pralon (41). "Rien ne permet de dire", écrit Wendel à ce propos 15 ans plus tard "que si cette opération avait été soumise à l'ensemble des Forges et des Houillères, il se serait trouvé une unanimité pour la réaliser..." (42).

Bataille pour la succession.

Mireaux et Chastenet, Peyerimhoff et Wendel

Ainsi se comprennent mieux les données de la belle bataille qui se déroule pendant six semaines pour la succession de Louis Mill et dont Wendel décrit la première reprise en ces termes pittoresques et quasi-hippiques - il s'agit de la première réunion du consortium : "Les partisans de Julia ont fait un assez gros effort (Bonnet de Suez, Théodore Laurent, Pralon), que Peyerimhoff^{et moi} avons assez facilement paralysé". Est-ce parce que Julia a des liens avec le Grand Orient ? (43). "Barthélémy a été barré par les "Assurances" et je pensais que Reclus allait décrocher la timbale lorsque Peyerimhoff a très énergiquement poussé la candidature de Romier. N'ayant pas de parti-pris absolu contre celui-ci, pas très fixé sur le compte de Reclus (44), je n'ai pas réagi et lorsque la séance a été levée, c'est évidemment Romier qui tenait la corde..." (45).

Mais c'est seulement le 20 octobre que l'on aboutit, et sur d'autres bases. Peyerimhoff retire en effet Romier (46) et défend avec succès le principe d'une dyarchie, malgré les efforts de Wendel qui s'allie à Duchemin et à Bonnet pour souligner les avantages d'une autorité unique. Wendel cède "pour finir... et conserve l'appui de Peyerimhoff contre Julia dont Théodore Laurent, Pralon et même Bonnet, étaient partisans". L'accord se fait ainsi pour adjoindre à Reclus Jacques Chastenet, ancien diplomate et directeur de l'Union des Mines, qui donne toute garantie au patronat. Mais Reclus, touché par Lambert-Ribot, refusant de partager son pouvoir, on le remplace finalement dans l'attelage par Emile Mireaux in extremis réapparu dans le jeu.

Ainsi sera fait. Wendel et Peyerimhoff vont ensemble, le 23 octobre, aviser Adrien Hébrard fils du nom des deux directeurs choisis (47). Mais s'il est un vainqueur, c'est moins Wendel que l'habile Peyerimhoff : signe

des limites que trouvera dans l'avenir au Temps l'influence du premier (48).

lui-même, aussi bien, les admet, et après l'intronisation des deux directeurs, il leur rend visite à l'un puis à l'autre pour mettre les choses au point et leur expliquer en tête-à-tête "comment il comprend l'action du Temps" et "combien il /est/ peu dans ses /intentions/ de /se/ mêler de la direction de ce grand officieux". Il laissera donc à Mireaux et Chastenet "la plus grande indépendance". C'est bien la ligne qu'on a vu que Wendel s'est fixé dès 1928. Avec cette mise en garde cependant : il "ne saurait/ admettre - en politique extérieure particulièrement - que Peyerimhoff, dont les idées /sont/ opposées aux /s/iennes, intervint plus que lui : à eux de juger dans quelle mesure ils auront à tenir compte, en présence d'une opinion publique enfin sensible à l'évidence, des indications d'un quai d'Orsay persévérant dans l'erreur briandiste..." (49)

Et s'il est excessif d'affirmer, comme fait Jacques Chastenet, que "jamais Wendel par la suite n'exerça aucune pression sur lui" (50) - on en verra plus loin quelques exemples éclatants (51) et surtout lorsqu'il s'agira de contrer Peyerimhoff (52) - il est vrai qu'il s'en tiendra assez généralement à la réserve ainsi promise dès les origines mêmes du duumvirat.

Mais ces restrictions importent peu pour le développement de son image dans l'opinion publique plus que jamais persuadée que le Comité des Forges est le seul maître du Temps, et que Wendel y règne sans partage au nom des "munitionnaires" (53).

Il faut dire qu'en choisissant de siéger rue de Madrid, et en chargeant Lambert-Mibot des négociations avec Hébrard sur les modifications des statuts (54), le consortium n'a rien fait pour décourager de telles interprétations. Dès l'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 décembre, où François-Albert, ancien ministre radical et actionnaire

du Temps, dénonce les nouveaux maîtres du journal (55), la légende peut prendre son vol - avant qu'au cours des mois et des années qui suivent la presse de gauche se charge de la diffuser (56 et 56 bis).

SECTION II : Les "Débats" et l'argent de Madame Coty

Wendel paye cher
son pouvoir

Aux Débats, tout au contraire, Wendel entend bien garder seul les rênes. Si l'on met à part les deux quotidiens modérés de Lorraine, Eclair de l'Est, Impartial de l'Est, sur lesquels son emprise politique et financière est assez serrée (1), mais qui n'ont de rayonnement que régional, c'est aux Débats seulement, pour la presse nationale, qu'il est vraiment le maître.

Depuis 1928, le journal a continué de vivre cahin-caha dans le style feutré de sa tradition (2), et Wendel a été à peu près satisfait de son comportement.

Il y veille de près à ce que la ligne soit gardée d'une hostilité sans merci à la politique de Briand (3). Sur des détails divers et plus ou moins symboliques comme sur les grandes orientations il fait sentir le poids de sa volonté : Nalèche l'éprouve rudement lors des querelles qui opposent le consortium des grands journaux à l'ami du Peuple de Coty. Wendel, qui juge encore avec faveur les entreprises du parfumeur, tout "mégalo-mane" qu'il l'ait éprouvé, oblige discrètement Nalèche à quitter pour un temps la présidence du Syndicat de la Presse qui le mettrait au cœur du conflit (4).

D'autre part, grâce à la souplesse de Chaumeix, et malgré les vents contraires, le soutien du journal à Wendel a été, aux moments chauds de juillet 1929, sans défaillance. Son audience n'en a pas pour autant été diminuée et son tirage oscille toujours entre 20 et 25 000 numéros.

Le prix continue cependant d'être lourd, le moment tant promis

où le bilan du journal pourra être équilibré sans ressources extérieures étant toujours repoussé dans un avenir incertain. Il est vrai qu'en 1930, au moment où expire l'engagement triennal passé en 1927, Nalèche peut se targuer d'un léger mieux, puisque le déficit annuel, qui naguère dépassait le million, paraît tomber aux alentours de 750 000 F. On a nommé un administrateur efficace qui surveille les comptes de près (5). Lors de la mort accidentelle de Pierre Lebaudy, en août 1929 (6), sa veuve continue de promettre en souvenir de lui 150 000 F par an pour 1931, 1932 et 1933. Rothschild et Wendel font chacun la moitié du reste (7).

Malgré ces diverses contributions, le budget du journal n'en reste pas moins très serré, et Wendel voudrait l'étoffer, en allégeant si possible sa propre charge, mais sans rien sacrifier toutefois de son emprise politique.

Une visite au baron Brincard, président du Credit Lyonnais, en février 1931, lui fait mesurer à quel point il lui est difficile, étant données ses positions personnelles et la ligne qu'il a imposée au journal, d'espérer recueillir des fonds nouveaux sans rien céder de son influence sur des Prêtres. Il se heurte en effet à une aimable fin de non-recevoir, Brincard sortant "un petit dossier" constitué contre les Débats, "qui résume tous les reproches faits au journal depuis /l'expulsion/ de Maroni.." (8). Si le journal ne trouve pas du côté de la publicité financière, si précieuse pour la plupart de ses confrères modérés, le surcroît de ressources qu'il avait un temps espéré (9), n'est-ce pas le signe d'une rancune partagée par tous dans les milieux bancaires ? Quant aux critiques nées de la politique étrangère du journal, Wendel en trouve l'écho peu après dans la bouche de Peyerimhoff qui met beaucoup de mauvaise grâce à répondre, au nom du Comité des Mouillères, à sa demande de soutien matériel (10) : c'est en vain, au cours de l'année, que Nalèche fait dire à la ronde qu'il cherche un commanditaire miracle "pour 5 à 6 millions" (11).

La manne proposée
et inquiétante

Les perspectives semblent donc très moroses - quand soudain elles se trouvent éclairées par un espoir inattendu. A la fin de 1951, Wendel apprend de Nalèche que la femme de François Coty vient proposer au journal un concours très considérable.

Il faut savoir qu'Yvonne Le Baron, divorcée du parfumeur depuis mai 1929, et qui était mariée sous le régime de la communauté des biens, a obtenu du tribunal que Coty lui verse, à échéances rapprochées, la moitié de sa fortune, c'est à dire plusieurs centaines de millions (12). Wendel avait naguère espéré le soutien de Coty en admirant la liberté exceptionnelle de son argent ; il verrait avec beaucoup de satisfaction une petite partie de celui-ci - on avance le chiffre de 6 à 7 millions - aboutir dans les caisses de son journal par ce détour inattendu (13).

A une condition capitale cependant : il veut être strictement garanti contre le risque ^{que} Madame Le Baron parvienne un jour, en acquérant subrepticement des titres supplémentaires auprès des petits porteurs extérieurs aux deux parties, à conquérir la majorité absolue des voix et le contrôle du journal.

Or l'inquiétude de Wendel se nourrit de son incertitude quant aux motifs réels de Madame Le Baron et surtout de Léon Cotnaréanu, consul de Roumanie, qui est son homme de confiance - et qui sera bientôt son mari - et qui va négocier pour elle. Si l'ancienne modiste (14) cherche seulement à assurer son nouveau statut social, à améliorer sa situation dans le monde, tout est pour le mieux, et l'on peut jouer sans crainte de ce ressort, en donnant à la "bienfaitrice" un ou deux sièges au Conseil. Mais son entourage, son inspirateur ne visent-ils pas secrètement à arracher

à terme à Wendel et à son groupe la direction politique des Débats ? Les Rothschild, tout en laissant à Wendel une entière liberté de manoeuvre, s'en préoccupent particulièrement (15). Madame Le Baron ne parle-t-elle pas - c'est un premier mauvais signe - de se faire représenter au Conseil par René Duchemin, président de la C.G.P.F., qui est expert à la Conférence économique de Berlin, et dont Wendel juge qu' "en bon expert /Il/ s'est trompé sur toute la ligne depuis cinq ans" et sait qu'il est très opposé à la politique des Débats ? (16).

Une négociation

Dans ces conditions Wendel n'assigne pas seulement à la négociation qui s'engage le but d'un accord avantageux : elle doit d'abord l'aider à éclairer indirectement les intentions du nouveau partenaire. S'il n'y parvient pas, mieux vaudra renoncer que de se "laisser bafouer" (17). Une visite à Mme Le Baron, pour croiser le fer, le laisse assez perplexé. Il trouve "une femme encore jolie, n'ayant pas l'air d'une femme politique, et qu'on est un peu étonné de voir apporter six millions à un journal". L'entretien a beau avoir été "facile et cordial", Wendel conclut qu'il "faudra décidément bien ouvrir l'oeil pour ne pas se laisser prendre au lasso". (18) Il essaye ensuite de s'informer auprès de Duchemin. Mais en vain : celui-ci ne peut ou ne veut rien lui dire qui l'éclaire (19). Il se décide alors à jouer "cartes sur table" en face de Cotnaréanu. Le recevant le jour de Noël 1931 (20), il lui demande à nouveau de l'informer des motifs de Mme Le Baron et lui déclare nettement que "en tout cas /Il/ ne peut/ s'exposer au danger de se voir du fait d'un décès ou par toute autre raison dépossédé de la direction politique qu'en fait /Il/ exercē/ aux Débats". "Cela ne serait pas seulement fâcheux", explique-t-il "mais ridicule, étant donnés les moyens qui sont derrière /lui/ ". Sur quoi Cotnaréanu se récrie que Mme Le Baron "ne pour-

suit aucun but", et qu'elle fait "simplement une bonne oeuvre sociale, qu'elle ne songe pas à jamais se dessaisir de ses actions", qu'elle pourrait tout au plus, à sa mort, "les léguer à l'Institut." (21).

Le départ est encourageant, mais ce ne sont encore que de bonnes paroles. Il faut donc parler chiffres. Et les choses sont ici compliquées par les statuts des Débats, qui instituent des actions privilégiées à vote plural, les actions A originelles donnant droit à six voix, contre une seule pour les actions B et C ultérieurement émises (22). Si l'on s'en tenait là et que l'on remit à Mme Le Baron des actions B ou C pour la somme de 6 800 000 F qu'elle songe à avancer, le groupe mené par Wendel n'en garderait pas moins à lui tout seul la majorité absolue des voix (23), et une totale sécurité. Or c'est là précisément ce que Léon Cotmaréanu paraît se refuser à accepter, réclamant d'entrée de jeu qu'une modification des statuts ramène toutes les actions à une voix (24). Ce système donnerait au bout de quatre ans, à la fin des paiements et de l'augmentation conjointe du capital, une large majorité relative à la nouvelle venue, qu'elle pourrait faire monter jusqu'à 50 % si elle trouvait quelques petits porteurs disposés à lui vendre leurs titres (25). Wendel ne songe pas un instant à courir pareil risque : il explique donc à Cotmaréanu qu'il ne voit quant à lui qu'un seul moyen d'aboutir, à savoir maintenir la hiérarchie actuelle des titres, en conservant leur privilège aux actions à vote plural (26). Les points de départ sont très éloignés.

Or il se trouve que l'affaire est rendue plus complexe encore par un élément extérieur d'importance : un projet de loi est en cours de discussion au Sénat qui supprimerait d'un seul coup, dans le droit des sociétés, le privilège des actions à vote plural : dangereuse éventualité qui risque de venir du dehors souffler toutes les précautions de Wendel. A moins que, moindre mal, la loi conserve aux actions A, comme on l'envisage, un droit de vote de deux voix, qui maintiendrait dans le

cas des Débats une certaine garantie, mais non totale cependant (27).

C'est dans ces conditions qu'au cours d'une nouvelle entrevue avec Cotmaréanu, le 28 décembre, et après bonne réflexion, Wendel répète qu'il exige le maintien des actions privilégiées en acceptant seulement que la pluralité des voix soit ramenée à 3, au cas où la loi ne serait pas votée au 31 décembre 1933 (28). Dans ce premier temps, il accepte le risque que la loi supprime tout privilège des actions A, dans la ligne d'une stratégie qu'il explique à Chaumeix un peu plus tard en ces termes très explicites : "Si M. C. insiste pour nous faire abandonner dès maintenant une position que très probablement la législation en préparation nous enlèvera d'ici quelques années, c'est qu'il a un but et qu'il désire atteindre ce but rapidement. Or ce but nous ne la connaissons pas, et comme nous ne saurions risquer une aventure dans laquelle nous sombrerions dans le ridicule, il n'y a, à mon avis, qu'à tenir bon et à faire son deuil, le cas échéant, des millions de Mme Le Baron..." (29)

Sur quoi les discussions serrées, avec rebondissements divers, que mènent Wendel et Cotmaréanu pendant le mois de janvier et la première quinzaine de février 1932, persuadent le premier qu'à coup sûr le second souhaite obtenir la majorité des voix à terme, ou pour le moins laisser ouverte largement la possibilité qu'il l'obtienne un jour. Le 19 janvier en effet, Cotmaréanu propose que les actions à vote plural soient ramenées à deux voix, ce qui suffit à conférer à Mme Le Baron une légère majorité relative. Il y ajoute au surplus une clause nouvelle, tout à fait propre, malgré les apparences premières, à inquiéter Wendel : "un engagement de tous les syndicataires s'interdisant d'acquérir d'autres actions en dehors et l'obligation de soumettre au syndicat toute offre reçue afin que celui-ci en ait la préemption et puisse ainsi en donner à chacun des membres l'option au prorata des actions détenues" (30). Ce système offrirait une illusion de garantie au groupe Wendel - mais elle profiterait aussi à Mme Le Baron, certaine de conserver toujours

son avance relative, et s'il est vrai qu'il ferait plus difficile l'acquisition d'une majorité par surprise, il ne la rendrait pas impossible théoriquement. (31).

Dans sa ligne, Wendel refuse net. Il refuse le chiffre de deux voix : "Ce chiffre", écrit-il, "peut résulter du vote des Chambres de même que celles-ci peuvent supprimer complètement la pluralité des voix. Mais si à la très grande rigueur, je peux, vis-à-vis de mes amis, au lendemain de la conclusion d'un arrangement comme celui qui est envisagé, risquer de perdre l'avantage de la situation actuelle, il m'est impossible de le faire bénévolement, et je ne peux aller plus loin que je ne vous l'ai dit..." Quant à l'engagement syndical, il le rejette avec de bonnes paroles un peu vagues sur l'inutilité entre gens de bonne foi d'aliéner l'indépendance de chacun et de s'obliger par contrat... Ce qui sonne assez étrangement au milieu d'une discussion d'affaires menée de pareille façon (32). Et non seulement il rejette toute concession de fond, mais il tire peu après les conséquences de l'attitude du "Roumain", en durcissant sa propre position. Au lieu de reculer, il avance. Le 29 janvier, il déclare qu'à la réflexion il lui faut une garantie explicite pour le cas où la loi supprimerait tout vote plural : il demande que dans cette éventualité le groupe garde le droit de se substituer à Mme Le Baron jusqu'à concurrence de 50 % pour la souscription des tranches restant à appeler (33).

Cotmaréanu paraît au pied du mur. Que va-t-il faire ? Après l'entretien du 29 janvier, Wendel considère avec soulagement l'accord comme certain quand bien même les détails en restent à fixer (34).

Mais c'est aller un peu vite en besogne, car l'imaginatif adversaire ne se tient pas pour battu, et invente une tierce solution qui lui laisserait une forte chance à terme d'obtenir la majorité désirée. Il propose en effet de remplacer la clause des 50 % acceptée par Wendel

par la stipulation suivante : "Madame L. B. s'engage, (...) au cas où la loi sur les actions à vote plural serait votée, à céder sur simple demande du groupe "L.W.N.C.V." le droit de se substituer à elle pour la souscription de la totalité des tranches à appeler sur les augmentations de capital correspondant aux 40 000 actions (...) Ce droit expire au 14 janvier 1934..." (35).

Wendel flaire le piège caché et il montre sans détour qu'il l'a bien aperçu. Son groupe serait condamné au tout ou rien, forcé dans un court délai de deux ans de dire s'il souscrit ou ne souscrit pas les 4,8 millions restant à couvrir. S'il devait le faire, le poids en serait très lourd, et le procédé serait fiscalement beaucoup plus coûteux, étant donnés les droits pesant sur les augmentations de capital, que de simples avances à fonds perdus. Et si pour des raisons conjoncturelles il ne pouvait réunir la somme, il perdrait définitivement et d'un seul coup cette majorité si précieuse. "C'est à cela", affirme-t-il à Cotmaréanu, "que reviennent les modifications proposées..." (36) -répétant qu'il préfère décidément ne rien conclure, et il reste donc irréductible.

L'adversaire à présent a épuisé ses ressources, et c'est l'heure de vérité. S'il se retire, Wendel se console de sa déception, en s'assurant qu'il a évité une inquiétante chausse-trape.

Mais Cotmaréanu plie : et il témoigne par là-même que tout en ayant souhaité avoir le plus il se contentera du moins - à moins qu'il ne se soit jugé mondainement trop avancé pour se dérober, mais cela paraît peu probable - et que le but essentiel de Mme Le Baron, comme Wendel en voulait la certitude, est bien celui d'élargir sa surface sociale et d'obtenir ses deux sièges au Conseil des Débats.

C'est le 17 février que Cotmaréanu annonce son accord : l'acte signé dans l'intimité le 23 précise bien, comme le voulait Wendel, que

si la loi n'est pas votée, le privilège des actions A sera réduit à trois voix seulement et que si elle est votée - garantie essentielle - Mme Le Baron "s'engage à céder sur simple demande au groupe Lebaudy-Chaumeix-Nalèche-Vialatte-Wendel le droit de se substituer à elle jusqu'à concurrence de 50 % pour la souscription des tranches à appeler sur l'augmentation du capital..." (37)

Wendel a donc gagné, mais non sans en payer le prix : car Cotnaréanu au dernier moment a réduit de 2 millions la somme prévue en contrepartie des concessions qu'il a faites (38). Wendel est un peu déçu mais il se console en notant : "Restent 4 800 000 F, ce qui est déjà bien payer l'honneur de siéger au Conseil du journal des Débats..." (39). Encore est-il ici optimiste : car Mme Le Baron versant un million sur-le-champ, et promettant 950 000 F par an de 1953 à 1956, se réserve le droit, chose plus grave que les deux millions supprimés, de résilier unilatéralement son engagement, à partir du 1er janvier 1953, "en cas de désaccord dans l'administration du journal". (40) Il reste pourtant qu'aux yeux de Wendel et de ses amis, ce n'est pas là payer trop cher la certitude de conserver le contrôle des Débats provisoirement renfloués (41).

SECTION III : La Métallurgie et le Problème Sarrois

En politique étrangère surtout est patente l'impuissance de Wendel à contre-courant d'une opinion publique qui se préoccupe assez peu que la France quitte la Rhénanie (1) et que l'action de Briand satisfait longtemps. Il peut bien refuser de voter, en mars 1930, les décisions de la deuxième conférence de La Haye qui fixe les modalités d'application du plan Young et de l'évacuation concomitante de la Rhénanie : ce n'est qu'un baroud d'honneur, l'issue ne faisant pas de doute. Les accords sont ratifiés par 530 voix contre 52 (2). Aussi bien Wendel juge-t-il le plan Young sans grande portée et les débats sur ses modalités assez vains. Le 22 mars 1930, il a cette prophétie, exacte à trois mois près : "La mobilisation de la première tranche d'emprunt se fera facilement parce que l'évacuation en dépend et une fois cette tranche dispersée à travers le monde, l'Allemagne en assurera tôt ou tard le service. Mais c'est tout ce que nous verrons du plan Young. D'ici un an l'Allemagne réclamera un moratoire et se déclarera incapable d'accepter de nouvelles charges. Le tout sera joué..." (3) Dans un seul domaine il vaut la peine de se battre : la Sarre, dernière carte de la France (4).

Depuis 1924, les négociations internationales menées par les sidérurgistes ont cessé d'être liées de tout près à l'évolution de la politique étrangère de la France. François a laissé à Humbert la tâche d'en suivre de près, aux côtés des "fonctionnaires" de la rue de Madrid, et d'en infléchir au besoin le mouvement, la tâche de se mêler en particulier aux tractations qui ont abouti fin septembre 1926 à la constitution de l'Entente internationale de l'Acier. Il s'est lui-même contenté alors et ensuite de veiller au grain en observant les choses d'assez loin, et de répéter en privé et en public qu'on ne pouvait accepter de payer un tel accord commercial d'aucune concession touchant à la sécurité de la France (5).

Mais quand le problème sarrois, en revanche, surgit au premier plan de l'actualité diplomatique, ce n'est plus l'heure de pareille réserve.

Comment Léon Blum interprète
l'échec des négociations de 1930

En Sarre, dont l'union douanière avec la France est complète depuis 1925, les mines domaniales de charbon sont exploitées par l'Etat français tandis que des capitaux français ont pénétré dans la majorité des entreprises du pays, et notamment sa sidérurgie. Théodore Laurent joue là un rôle particulièrement actif ; patron de la marine-Romécourt, il domine le "Groupement économique des Français ayant des intérêts en Sarre" (6) et remplace Marcel Paul de Pont-à-Mousson, à partir du 30 octobre, à la présidence du Comité des Forges de la Sarre (7). Les Wendel pour leur part n'ont en Sarre que des positions très limitées : l'amodiation des gisements charbonniers de Grande Rosselle qui leur a été consentie par l'Etat français propriétaire depuis la guerre de 96,2 % des mines sarroises (8).

Le Traité de Versailles a prévu qu'en 1935 un plébiscite organisé sous garantie internationale permettrait aux Sarrois de choisir entre trois solutions : le maintien du statu quo, le rattachement à la France ou le rattachement à l'Allemagne (9). Cette dernière solution paraît la plus probable à la plupart - et c'est pourquoi Briand accueille sans défaveur, à La Haye, en août 1929, les avances de Stresemann qui propose que les Français consentent à une évacuation anticipée en échange d'avantages économiques à négocier (10). On renvoie une décision à des négociations particulières franco-allemandes qui s'ouvriront sans délai. Et du côté français, une commission interministérielle commence, fin septembre, à examiner la question (11).

On a beaucoup écrit à gauche, et surtout quelques années plus tard, au moment du plébiscite de 1935, que les industriels français étaient responsables - coupables - de l'échec de ce plan. Dans un article du Populaire de janvier 1935, Léon Blum l'attribuait spécifiquement à "la résistance des grands métallurgistes français : industriels déjà installés avant la guerre en Lorraine désannexée" - en clair les Wendel - "industriels de l'intérieur entre qui les usines allemandes avaient été distribuées : les uns et les autres revendiquaient sur tout ou partie de la Sarre un droit de pleine propriété et la négociation buta sur leurs exigences..."(12)

Qu'apporte donc pour juger de cette interprétation la connaissance de l'action menée par Wendel ? Elle met en valeur l'opposition, méconnue par Blum, entre les deux catégories d'industriels qu'il distingue : le jeu est plus complexe en effet qu'il ne le montre.

Wendel contre
Théodore Laurent

Une fois de plus, le Comité des Forges se divise (13). On constate que la position de Wendel n'est pas celle que dit Blum : d'emblée il s'indigne contre tout projet de négociation, qui pour lui est gros, à coup sûr, d'une nouvelle capitulation politique. L'idée l'en met "hors de lui", et il saisit la première occasion de déclarer publiquement qu'il fera tout pour l'empêcher"(14). Sa position est au reste bien reflétée dans les Débats, sous la plume de Gauvain : "Ainsi l'Allemagne daignerait renoncer à un plébiscite qui l'expose à perdre définitivement la souveraineté sur la Sarre. Voilà la grande compensation, l'excellente affaire qu'on nous offre !" (15)

Mais voici que dès octobre Wendel se trouve face à face avec Théodore Laurent (16) qui défend un plan original (17) : il préconise une internationalisation des mines de charbon qui ne seraient pas rétrocédées à l'Allemagne en même temps que le territoire sarrois, mais réparties ensuite entre un certain nombre de sociétés franco-allemandes (18), "dans lesquelles", note ironiquement Wendel, "les aciéries de la Marine seraient largement représentées..." (19). Les deux hommes s'affrontent de plein fouet, le 8 octobre 1929, à la Chambre de Commerce de Nancy, qui est consultée pour avis. Laurent appuyé par Marcel Paul souligne que les intérêts français pris en Sarre depuis 1919 sont évalués à un minimum de 350 millions de francs-or, et que son plan assurerait seul la sécurité de l'approvisionnement pour nos usines et des conditions de cession plus avantageuses pour l'Etat français (20).

Développant, sur un ton plus politique, les thèses mises au point par son frère au nom de la Chambre de Commerce de Metz (21), Wendel réplique en expliquant pourquoi il est hostile par principe à toute négociation, à toute évacuation anticipée. Il évoque d'autre part les dangers pour la métallurgie toute entière d'une trop grande avidité étalée sous les yeux de l'opinion publique. En particulier il "glisse venimeusement", selon ses propres termes, que "l'industrie à laquelle on avait tant reproché la reconstitution somptueuse de ses usines après la guerre, ainsi que les conditions de reprise au séquestre des usines lorraines, n'avait pas intérêt à se lancer de nouveau, en se faisant céder des Charbonnages par l'Etat, dans une aventure analogue..." (22) Au reste Wendel se dit persuadé que les actionnaires des sociétés que Laurent voudrait voir constituer seraient evincés rapidement par les Allemands quels que soient les traités signés.

Comme il advient d'ordinaire dans les organismes de ce genre, la controverse s'achève par un match nul et le voeu émis par la Chambre ne choisit pas nettement entre les deux solutions (23).

Du côté enfin des Houillères, Peyerimhoff, qui a de l'influence sur Tardieu, souhaite autant que Laurent le succès des négociations, et semble prêt à beaucoup de concessions (24). Il suit d'autant plus attentivement les questions sarroises qu'il est à la tête de la Société Houillère de Sarre-et-Moselle : la plupart de ses puits sont en France, mais elle jouit depuis 1924 d'une concession en Sarre dans la bande de Carlsbrunn, raison psychologique, plus encore que matérielle, d'intérêt (25).

Peut-être est-il vrai que certains responsables politiques aient compté dès le début sur le caractère exorbitant des avantages demandés aux Allemands pour que ceux-ci fassent d'eux-mêmes capoter les négociations. Ce fut un temps probablement la position de Tardieu (26), non celle des industriels.

Wendel, quant à lui, croit dès le départ, et pour les raisons que l'on sait, que tout accord sera un marché de dupes, qu'aucune concession économique ne sera trop lourde pour les Allemands espérant un tel gain politique. De peur de se lier les mains, il prend garde de ne pas se laisser compromettre dans l'entreprise Théodore Laurent, au risque que la "Maison" soit mal placée si ce dernier l'emportait. On peut bien lui dire, en avril 1930, que les Wendel devraient exprimer sans délai pour cette éventualité, et de peur d'être forclos, leurs revendications sarroises. Schneider n'a-t-il pas fait savoir dès la fin de novembre le montant en volume de la participation à laquelle il serait disposé ? (27) Mais Wendel refuse d'entrer dans cette voie, et il évite soigneusement, d'accord avec Humbert, la moindre initiative qui donnerait des arguments à l'adversaire (28). Briand n'aurait-il pas fait courir de longue date que Wendel avait de gros intérêts en Sarre et qu'il fallait chercher là la clé de son attitude ? Ainsi lit-on dans une feuille d'échos, fin octobre, après la chute de Briand : "Le Président du Conseil était sur ses gardes, et quand il eut connaissance du vote de MM. François de Wendel et Amidieu du Clos, maîtres de forges, il eut un indéfinissable sourire. D'aucuns

jugent que M. de Wendel est allé trop fort (...) Renverser le gouvernement en raison d'intérêts qu'on possède dans la Sarre est tout de même un peu excessif..." (29)

Wendel dont l'hostilité n'en est pas adoucie (30) va défendre son point de vue auprès des responsables. Voyant Tardieu par deux fois, en novembre 1929, il critique vivement Laurent et ses projets (31). Et comme Tardieu lui dit sa théorie, et compter sur un échec à l'initiative des Allemands, Wendel réplique que la méthode est trop dangereuse : "Lorsqu'on est décidé à ne pas vendre son cheval, il ne faut pas dire à celui qui le recherche qu'après tout son acquisition est une question de prix. Cette manière de faire est d'autant plus dangereuse qu'il s'agit, en ce qui concerne la Sarre, de la compensation d'avantages économiques par des abandons politiques, autrement dit du règlement de questions qui ne se comptent pas dans la même monnaie..." (32)

Les négociations sont provisoirement suspendues à la mi-décembre. Wendel voudrait qu'à la reprise des conversations, /on/ déclare d'emblée qu'en aucun cas ces accords éventuels ne pourront entrer en vigueur avant l'échéance de 1935 prévue par Versailles : "alors seulement on pourra être certains de voir les pourparlers définitivement suspendus..." (33)

Or la délégation française ne prend nullement cette position lors de la reprise des négociations, en avril 1930, mais au contraire sur nouvelle offensive de Théodore Laurent défend avec vigueur le plan de celui-ci devant les Allemands. Wendel s'en afflige fort, d'autant qu'il est persuadé de plus en plus que le temps travaille pour la France (34). L'objectif à viser est décidément le statu quo, à court et à long terme (35). A Désiré Ferry, ministre de la Santé Publique (36), puis à Tardieu lui-même, il va le répéter (37), et il dit volontiers à la ronde que "le ministère tient son sort entre ses mains" (38).

Il faut remarquer enfin que non seulement, depuis le mois de septembre et continuellement, Wendel a fait donner les Débats contre toute politique de concession la Sarre (39), mais qu'il doit être aussi pour quelque chose dans les positions semblables défendues par Chaumeix dans le Figaro (40), et qu'il a pu nourrir ainsi chez certains une méfiance accrue contre les projets gouvernementaux.

Est-ce à dire que son influence ait beaucoup pesé ? Quand les négociations sont rompues officiellement au début de juillet, Briand vient expliquer devant la Commission des Affaires étrangères que la rupture est la responsabilité des Allemands, qui sont restés sur leur position dans la question des Mines, et ont refusé le plan Laurent - contrairement à toutes les craintes de Wendel (41). Les archives de la négociation au quai d'Orsay sont en effet éloquentes à cet égard (42). Peyerimhoff était pessimiste dès décembre 1929 (43). Il semble qu'Arnold Reehberg, principal répondant du côté allemand, ait soulevé chez lui un tollé tel en avançant ses propositions qu'il ait dû faire ~~machine arrière~~ machine arrière (44) : aussi bien n'a-t-il jamais été pris au sérieux chez lui autant qu'ont pu le croire ses interlocuteurs français (45). Et les explications données le 31 juillet à la Kölnische Zeitung par von Simson, chef de la délégation allemande, sont sans ambiguïté : "Dans la question des mines, la thèse française qui prévoyait une participation à l'exploitation de ces mines et la thèse allemande qui ne concevait que le retour pur et simple des mines aux Etats prussien et bavaïois étaient absolument inconciliables..." (46).

L'interprétation de Léon Blum, qui s'applique assez bien aux gourmandises de Laurent, exige ainsi d'être nuancée du côté des Wendel : puisque le premier souhaitait et que les seconds redoutaient un succès. Encore est-il vrai que convergent finalement les effets de ces deux attitudes opposées. Mais celle de Wendel n'a guère compté.

Déclin et mort de Briand

L'échec des négociations sur la Sarre, qui concorde avec l'évacuation de la Rhénanie, marque aussi le début d'un revirement de l'opinion française, et celui du déclin pour le briandisme. "Il commence à pleuvoir", observe Wendel en août 1930, "dans le temple de Locarno" (47).

Voyant renouveler contre lui, aux mois de juillet et d'août 1930, les attaques de la presse briandiste - la Volonté, le Soir, d'Artagnan, - qui lui reproche d'égarer l'opinion et développe le thème durable du "chef d'orchestre", Wendel sans s'en plaindre - "c'est la meilleure réclame" - observe qu'on lui fait trop d'honneur (48). Si "le pays commence à s'inquiéter", ce sont les événements qui l'y poussent.

La déclaration allemande du 11 juillet 1930 marque l'échec du projet d'union européenne de Briand. Mais surtout les élections du 14 septembre voient une brusque poussée des national-socialistes qui obtiennent 6 400 000 voix et 107 sièges : ils n'avaient qu'un seul député auparavant. On observe que Wendel accueille avec satisfaction ce "pavé formidable dans la mare des grenouilles briandistes", au nom de ce raisonnement qui restera longtemps le sien : "l'Allemagne pacifiste et l'autre poursuivent toutes deux des buts qui ne pourront être atteints que par la guerre. Mieux vaut être prévenu..." (49)

Il considère de la même façon le projet d'union douanière austro-allemand signé le 14 mars 1931 par Schober et Curtius. "Les événements se déroulent plangemäss", écrit-il (50), et il se réjouit de les voir contribuer à empêcher Briand d'être élu, le 13 mai, président de la République contre Paul Doumer.

Le moratoire proposé par le président Hoover, le 21 juin 1931, porte un nouveau coup à la politique de Briand (51). Wendel voudrait qu'on en marchande l'acceptation, du côté allemand, contre le report à 1950 ou 1960 du plébiscite sur la Sarre, et l'établissement d'une hypothèque sur ses mines s'ajoutant à la somme due par l'Allemagne pour le rachat de celle-ci, au cas où le plébiscite lui serait favorable (52). Il va supplier Laval de mener enfin cette politique de fermeté (53). N'est-on pas là devant "la dernière occasion favorable d'empêcher l'Allemagne de déclencher une guerre de revanche" ? (54) Hélas ! le gouvernement s'incline, gâchant ainsi une "magnifique situation"... Laval semble s'imaginer, malgré tout son réalisme, qu'il peut être capable de réussir le rapprochement franco-allemand ! "Dangereuse illusion !..." (55) Et l'inspiration de Chaumeix est très claire lorsqu'il écrit au même moment dans les Débats : "Nous souhaitons que M. Laval ne se laisse pas griser par un si vaste programme qui est plein de précipices (...) La France appelle paix, sécurité, collaboration le respect des traités. L'Allemagne ne renonce ni à sa politique de révision, ni à son réarmement." (56).

Au moins novembre et décembre marquent-ils la fin du règne de Briand (57), et le redressement de l'opinion s'accentue (58). Le 31 décembre 1931, dans son bilan habituel, Wendel écrit : "Toutes les erreurs politiques et financières préconisées par les gauches (Herriot, Caillaux, Blum, etc...) et réalisées par les modérés (Poincaré, Tardieu et autres...) ont porté leurs fruits". Désormais "Plan Young, Banque des réparations, évacuation de la Rhénanie apparaissent crûment comme autant de bêtises, et à gauche comme à droite on reconnaît enfin le danger que Marin et moi denonçons depuis des années... Ce qui ne veut pas dire que l'on nous donne raison..." (59).

Au début de janvier, Briand quitte le quai d'Orsay, "enfin" - et quand il meurt, le 7 mars 1932, Wendel se fait mettre en congé, au Palais Bourbon, pour ne pas avoir à voter avec la Chambre unanime (60) "qu'il a bien mérité de la patrie." (61)

CHAPITRE IV

LE TEMPS D'HITLER ET LE TEMPS DES LIGUES

=====

SECTION I : Wendel et les ligues

A partir de 1934, la presse et la littérature de gauche et d'extrême-gauche insistent sur la responsabilité de Wendel dans la montée des ligues en affirmant qu'il les auraient largement subventionnées : on répand même qu'il aurait été inscrit personnellement aux Croix de Feu, avec la carte n° 13. Les journaux communistes y reviennent sans cesse - et Thorez dans son Fils du Peuple (1). Le chiffre 13 a sa valeur magique (2). Mais quelle vérité ?

Avant de chercher à démêler les faits, il faut s'attacher aux motivations : ce sera pour constater d'abord qu'au cours de ces deux années, assez noires pour lui, qui vont des élections de mai 1932 au 6 février 1934, la sévérité de Wendel envers le régime s'accroît en effet brusquement et que de plus en plus souvent il escompte, et même paraît espérer la fin du système parlementaire.

Mai 1932:

succès des gauches

Les élections des 1er et 8 mai 1932 sont un succès pour les gauches. Non qu'en nombre de voix leur gain ait été très considérable. Mais le scrutin de ballottage marque les effets de quatre ans d'opposition, ressoudant la solidarité des socialistes et radicaux, si entamée en 1928, empêchant à la fois que les votes radicaux se reportent en nombre appréciable vers les droites par peur du parti communiste et que celui-ci puisse faire respecter par ses fidèles la tactique d'isolement intégral qu'il préconisait jusqu'au second tour (3).

A cette interprétation, toute raisonnable qu'elle soit, Wendel pour sa part, est loin de souscrire, et il attribue au contraire l'échec, comme après Poincaré 1924, à la "stupide politique de concentration radicalisante" pratiquée par Tardieu, "subventionnée par les Assurances, la finance et l'industrie (...), dont Billiet s'est fait l'agent financier" (4). On n'a pas su barrer assez franchement sur la droite, et on a trop rassuré le public sur le compte des radicaux (5). Le Berliner Tageblatt a bien raison dans ces conditions d'écrire "que ces élections sont le "nec plus ultra" de la stupidité bourgeoise"... (6).

Un certain nombre de députés de la Fédération restent au tapis, dont le vieil ami Louis Dubois à Colombes, et lorsqu'on se compte, c'est pour se diviser. Une querelle entre Marin et Fernot conduit à la scission péniblement évitée sous la législation précédente : Marin ne dirige plus que 41 députés U.R.D..

Quant à Wendel, il a failli ne pouvoir en être : à la surprise générale - et d'abord celle du préfet, qui prévoyait son succès comme très aisé (7) - il n'est réélu que d'extrême justesse, au deuxième tour, contre le jeune avocat démocrate-chrétien Philippe Serre, qui a mené une campagne très ardente contre lui (8).

Philippe Serre à Briey
et Wendel au Sénat

Dans l'histoire individuelle de Wendel, un net désenchantement prend naissance ici. La personnalité chaleureuse de Philippe Serre, venu de Paris pour l'affronter chez lui, a plu au public lorrain. L'adversaire nouveau de Wendel - qui ne cache pas d'ailleurs, immédiatement après la bataille, avoir été sensible à la "remarquable intelligence" du député

sortant (9), garde encore de cette campagne, après quarante ans, le souvenir d'une grande aventure où, par son élan, il a réveillé à la démocratie un public endormi (10) : vocabulaire à part, l'analyse de Wendel lui-même n'est pas très différente, qui parle de Serre comme d'un "avocat de grand talent (...) étonnant par sa façon d'une circonscription où l'on ne s'était à vrai dire plus battu depuis 18 ans, entraînant les jeunes par son verbe, et un grand nombre de membres de l'Union Catholique par l'affichage de ses sentiments religieux..." (11)

Au surplus la crise économique et les compressions de personnel qu'elle a provoquées dans de nombreuses usines de la région, a facilité la partie du challenger. Pour menacer le maître de Forges dans son fief, le candidat de la Jeune République avait les meilleures coordonnées politiques possibles, seul peut-être à permettre ce que Wendel appelle, non sans verve "l'alliance du triangle et du goupillon socialisant". (12)

Tout disposé qu'il soit à faire bonne part, dans son demi-échec, aux circonstances contingentes, Wendel pourtant doit bien se résoudre à admettre qu'une évolution en profondeur de l'économie et de la psychologie le menace à court terme, et il sait bien que Philippe Serre, après ce coup d'essai, continuera de "travailler" la circonscription de toutes ses forces.

Or voici que quelques jours après le 8 mai, Albert Lebrun accède à la présidence de la République à la place de Paul Doumer assassiné entre les deux tours, et qu'un siège de sénateur se trouve par là vacant dans le département. Puisque Marin n'y songe pas (13), il est à la portée de Wendel. C'est ainsi que non sans hésitations (14), car il ne voit pas gaiement la place laissée libre pour Philippe Serre (15), il se décide à la postuler.

Il est élu aisément au premier tour, le 16 octobre 1932 (16). C'est

la sécurité pour neuf ans, mais c'est aussi un premier recul, ressenti très péniblement, par rapport à la politique active. Wendel n'avait peut-être pas mesuré à quel point 18 ans passés à la Chambre et les combats menés auprès de Marin l'avaient attaché à cette Maison, et à son groupe de l'U.R.D. (17). Transporté dans un Palais du Luxembourg dont il trouve l'ambiance "sinistre", il en éprouve du chagrin (18).

Il faut dire que sa décision a été confortée par les difficultés que connaissent ses affaires, à présent sévèrement touchées par la crise. Janvier et février 1932 sont mauvais, mai pire encore (19). Après les belles années vécues depuis 1925, l'adaptation est assez rude, et Wendel veut pouvoir y consacrer plus de temps qu'il ne faisait naguère.

Le retour d'Herriot

Quant au destin national, le retour du Cartel, dans sa seconde mouture, le nouveau ministère Herriot de juin 1932 - rejeté par l'opposition de Tardieu plus à gauche que son chef ne l'aurait voulu -, le sentiment d'une histoire détestée qui recommence, nourrissent la mélancolie de Wendel. Quand les "groupements économiques" se réunissent au Comité des Forges, le 15 juin, en présence du factotum Billiet, pour faire le bilan des élections - Wendel y retrouve Peyerimhoff, Marlio, Richemond, Théodore Laurent, Léopold Pralon, Max Liernant, des Assurances, et Lambert-Ribot (20) - on le voit prendre une position très dure, reprocher vivement à ses confrères d'avoir en majorité joué, sous Poincaré comme sous Tardieu, la dislocation du groupe Marin, et d'être sur le point de la réussir. Il en prévient : il n'acceptera pas de pousser ses amis de l'U.R.D. à des votes héroïques en matière financière, qui fourniraient une majorité de rechange à Herriot. Car il n'a pas, devant l'opinion, le "goût du suicide"... Intervention remarquée que Peyerimhoff résume en ces termes : "Mais alors, c'est la

dictature ou l'inflation." Et en effet Wendel confirme : "C'est la conclusion à laquelle je suis arrivé depuis un bon moment déjà..." (21).

Par la suite, alors même que la situation se dégrade, comme on verra, plus lentement que prévu, Wendel attribue ce retard au matelas d'un argent accumulé pendant les années grasses, et il ne modifie guère son diagnostic, quitte à repousser un peu l'échéance de la "culbute" : "Tout le monde dit plus ou moins à la Chambre : dictature ou inflation. Disons : inflation puis dictature..." (22).

Mais plus encore que l'évolution financière, la montée de l'hitlérisme en Allemagne lui paraît à la fois condamner pour le passé le régime français qui l'a permis sans réagir, et imposer pour l'avenir un pouvoir fort qui tienne tête.

La conférence de Lausanne, en juillet 1932, où Herriot à nouveau "a tout lâché", marque pour Wendel un tournant de l'après-guerre, qu'il résume en disant lucidement qu'elle clôt l'ère des réparations et ouvre celle des revendications territoriales (23). La satisfaction - "enfin la France a dit non !" - que lui cause la chute d'Herriot quand la Chambre refuse à celui-ci le paiement des dettes américaines, le 14 décembre au matin (c'est un des derniers votes de Wendel député, et l'occasion de sa dernière intervention en Commission des Affaires étrangères (24)), est bien vite estompée par les nouvelles venues d'Allemagne, l'installation d'Hitler au pouvoir, en janvier 1933, puis sa consolidation.

Hitler au pouvoir :
fin du parlementarisme ?

Chaque succès nouveau du nazisme le fait ensuite revenir à ses réflexions sur la faiblesse du régime parlementaire. Apprenant le triomphe

d'Hitler aux élections du 6 mars 1933, il écrit : "La mystique a joué en plein - mystique nationale et socialiste comme le dit le nom du parti. Les gens ne se soucient plus guère de parlotes, de liberté individuelle, etc... ils sont gagnés à l'idée nationale, veulent un gouvernement fort, mais attendent de celui-ci toutes les satisfactions que les socialistes demagogues de chez nous demandent à l'Etat. C'est un état d'esprit qui n'existe pas qu'en Allemagne. Il ne diffère pas tellement de celui qui règne en Italie et même en Russie... et je n'oserais pas dire qu'on en est aussi éloigné chez nous que les apparences peuvent le faire supposer..." (25).

Est-ce un puissant courant, et général, de l'histoire contemporaine ? Quelques mois plus tard, en novembre 1933, au moment du nouveau triomphe électoral d'Hitler, Wendel va un peu plus loin encore : "Ce succès (...) représente (...) l'écroulement de toutes les théories admises dans toute l'Europe centrale et occidentale depuis un siècle et que ceux-là même qui les combattaient croyaient bien définitivement assises. C'est la preuve que même dans un pays instruit et sensiblement plus avancé que la plupart des autres, les masses peuvent s'incliner aussi bien aujourd'hui que jadis devant une volonté ferme, que l'engouement pour le régime parlementaire du XIX^e siècle peut s'évanouir comme il s'est autrefois évanoui à Athènes et à Rome et que lorsqu'on a clos le bec dans un pays aux quelques milliers de professionnels de la parole qui y entretiennent l'agitation, le reste de la population ne tient pas plus à un régime qu'à un autre du moment qu'il maintient l'ordre et assure une certaine prospérité matérielle. Cela donne raison à Charles Maurras - rétablissement de la monarchie traditionnelle excepté ..." (26).

Il faut verser au même chapitre l'admiration que Wendel porte à Mussolini, depuis son arrivée au pouvoir : admiration qui lui valait dès 1924 l'ironie de son ami Nalèche (27) - à une époque où les Débats restaient très réservés à l'égard du nouveau régime italien (28) - et celle

encore de la majorité de ses confrères du Comité des Forges (29) ; administration renforcée depuis lors. Aux yeux de Wendel, Mussolini est le "premier personnage de l'Europe" depuis une décennie (30).

A l'exemple de l'Italie de 1922, il ne faudra donc pas hésiter à faire appel à la rue contre le Parlement. C'est une tentation qui n'avait fait que l'effleurer au moment du premier Cartel.

Tel étant l'état d'esprit nouveau dont témoignent pour cette époque les écrits de Wendel, on ne constate pas, au premier regard et à cette hauteur, bien au contraire, d'in vraisemblance à un soutien matériel qu'il aurait donné aux ligues.

Wendel et La Rocque

Mais pour passer du vraisemblable à l'avéré, que peut-on trouver de plus concret ?

Un premier point : les archives de Wendel portent trace d'un soutien limité mais régulier aux Jeunesses Patriotes de Pierre Taittinger à partir de 1928 et jusqu'en 1932 : 25 000 F en 1928, 5 000 en 1929, 30 et 31, 10 000 F enfin en 1932 (31) - faveurs que la création du P.N.R.S., mal accueillie par Wendel, comme on a vu, semble avoir taries, au moment précis où nous sommes : sympathie à tout hasard dans les temps calmes, et non pas signe, la chronologie le montre, d'une évolution d'après mai 1932.

Mais les Croix-de-Feu ? On observe que Wendel ne mentionne nulle part s'y être inscrit, et il faut dire que ce chiffre 13, qu'on répète sur la gauche n'est guère probable. Il ferait remonter l'engagement aux tous débuts des Croix-de-Feu, et l'on sait que le mouvement fut fondé en

novembre 1927, très discrètement, par Maurice d'Hartoy, avec l'appui de François Coty, sous la dénomination "d'Association nationale des Combattants de l'avant et des blessés de guerre cités pour action d'éclat" (32) : Wendel n'avait aucun titre à y appartenir.

Y adhéra-t-il plus tard ? Il pourrait bien l'avoir dissimulé par prudence, et on constate qu'il ne donne pas, par la suite, un démenti spécifique de son appartenance.

Mais il ne fait mention d'une première rencontre avec la Rocque que le 26 novembre 1932 (33). Il le revit seulement en mai 1935, tout à fait par hasard, dans l'antichambre de Mandel : les deux hommes ne se reconnurent pas ce jour-là, et Emile Buré, directeur politique de l'Ordre, qui était présent en tiers, écrivit quelques semaines plus tard sa surprise d'avoir dû les nommer l'un à l'autre : "M. François de Wendel étant actuellement le diable que peignent sur les murs, pour s'épouvanter eux-mêmes, nos révolutionnaires, le colonel de la Rocque a été aussi considéré par eux comme le soldat de ce grand industriel qui ne dédaigne pas, lui, de se mêler des affaires politiques du pays. Lourde erreur ! C'est moi qui, dans l'antichambre d'une maison amie, présentai, il y a un mois à peine, le chef des Croix de Feu au maître de Forges d'Hayange. En toute franchise, je suis stupéfait..." (34).

Wendel s'est défendu dans ses notes d'avoir jamais commandité la Rocque (35). N'a-t-on pas d'ailleurs beaucoup exagéré, dans de semblables polémiques, l'appui donné ^{ci} à ~~adui~~ par Ernest Mercier et la Compagnie Française des Pétroles, et leur influence sur la destinée des Croix de Feu ? (36)

Wendel a moins d'argent :
priorité aux Débats faméliques

On n'est pas porté seulement à croire les affirmations de Wendel

à cause de la sincérité ordinaire de ses Cahiers, mais à cause de sa situation personnelle aux alentours de 1935 - sa situation financière, qui ne lui laisse plus les disponibilités qu'il avait dans les années 20. La crise hypothèque si lourdement la trésorerie de la Maison que ses chefs songent pendant plusieurs mois, dans le deuxième semestre 1932, la mort dans l'âme, à vendre leur cher Orange-Nassau, leur précieux charbonnage hollandais (37).

C'est le moment, dès l'automne 1935, où Wendel décide par économie de ne plus soutenir l'Ordre de Buré, qu'il subventionnait depuis quelque temps, quitte à le voir subir des "influences" regrettables - "Flandin, Bonnet et peut-être même Chautemps" (38), et renfloué de ce côté, "dépasser les limites de la platitude envers le gouvernement" (39). Un peu plus tard, il doit renoncer à reprendre l'Ami du Peuple, comme Franklin-Bouillon vient le lui proposer après la mort de Coty (40).

Ajoutons que les Débats à nouveau crient famine. Dègue probablement de ne pouvoir décidément espérer obtenir la majorité du journal (41), ~~Mme~~ tournée vers le Figaro, dont elle est en passe de chasser son ancien mari (42), Mme Le Baron-devenue entre temps Mme Cotnareanu - dénonce son contrat, comme elle s'en était réservé le droit, au début de 1934, après n'avoir versé que 1 950 000 F sur les 4 800 000 prévus. C'est un trou de 2 millions pour 1934-35, et un rude coup (43).

Car malgré tous les efforts accomplis, le déficit du journal s'est encore accru en 1932 et 1933, approchant chaque fois 1,5 million pour un budget de 4 millions (44) : encouragé par la manne Coty, et selon les désirs de Mme le Baron, le Conseil d'administration avait engagé des dépenses considérables pour favoriser à terme le développement : acquisition

notamment de nouvelles machines rapides ~~navas~~, et création de postes de correspondants particuliers à Berlin, Rome, Ankara, Athènes... La crise économique et l'amaigrissement de la publicité financière ont augmenté les difficultés (45). Début 1954, la situation du journal est donc fort inquiétante. Et Wendel a beau pousser un Nalèche très réticent à prendre son "bâton de pèlerin" pour "faire la quête" dans les milieux modérés, et exiger de lui une compression drastique des dépenses(46)-les Débats devant se résigner à n'être qu'un journal d'opinion, non un journal de documentation, et Paris n'ayant pas besoin de deux Temps (47) - l'amélioration qu'il obtient ainsi n'est guère perceptible (48).

Or on constate que malgré son "impecuniosité" du moment, Wendel ne songe pas à renoncer à la survie du journal ni à sa propre prééminence dans celui-ci : il accorde encore son soutien matériel, et même grossi (49). Attitude destinée à réduire encore ses moyens d'action ailleurs et à prouver son attachement, aux dépens d'éventuelles idées neuves, pour les formes les plus traditionnelles de son influence.

Prudances politiques

Dans la même ligne, et quels que soient ses pronostics sur le régime futur, Wendel montre devant les organisations politiques nouvelles de la droite autant de prudence politique que de prudence financière. Très sollicité de divers côtés, à l'automne 1955, il tempore et il élude (50). Il se dérobe aux requêtes de Gustave Hervé, comme à celles du pasteur Soulier, qui voudrait faire un Congrès de parlementaires anti-marxistes, et lancer un grand parti du centre "républicain et national" sous la houlette de Tardieu (51). Il refuse surtout de soutenir Marcel Bucard qui, en quête de soutiens matériels, vient lui expliquer son désir d'organiser une milice "socialiste-nationale" (52). C'est le moment où Bucard,

ancien homme de Coty, s'apprête à entrer comme rédacteur en chef à la Victoire d'Hervé, et cherche activement des fonds (55). Les sources italiennes étudiées par Max Gallo semblent confirmer la déception de Bucard (54).

Une dernière composante doit être ici considérée pour faire mieux comprendre les attitudes de Wendel. Le même homme qui manifeste tant d'hostilité au système parlementaire ne se départit pas, presque malgré lui, et comme on en a vu plus haut quelques signes, de son attachement pour l'atmosphère et la vie du Palais-Bourbon ; les années passées au groupe Marin ont trop compté dans sa vie pour qu'il se décide tout à fait à tirer un trait sur elles, et à désespérer de la Fédération. Les amitiés anciennes, les canaux traditionnels de l'influence ne continuent-ils pas de valoir ? Wendel ne pousse-t-il pas la résignation, malgré les déceptions électorales et malgré "les trahisons", jusqu'à défendre, comme on a vu, la personnalité usée d'Ernest Billiet ?

En réalité Wendel continue à vivre devant le Cartel renouvelé sur son expérience et son schéma de 1924-1926 (55). Il a toujours deux fers au feu, et tout en accordant quelque avenir aux mouvements antiparlementaires, il ne cesse pas de chercher un nouveau Poincaré pour une nouvelle Union Nationale. Son antipathie ancienne comme ses déceptions récentes lui font exclure Tardieu pour ce rôle (56). Quand il commence à craindre que Laval manque de fermeté envers l'Allemagne (57), on le voit songer un moment, dans cette ligne, à Fernand Bouisson, président de la Chambre (58).

Wendel et le
Six février

Aussi bien quand se développe l'affaire Stavisky, à partir de janvier 1934,

si Wendel y attache assurément de l'importance, s'il y recueille attentivement. par exemple au Comité des Forges, les bruits qui lui reviennent sur les culpabilités des radicaux (59), s'il lui arrive même de souhaiter des émeutes qui "clarifient la situation" (60) - il ne croit pas que celles-ci doivent être en elles-mêmes décisives : tous les régimes n'ont-ils pas plus ou moins connu de pareils scandales, tout en leur survivant ? (61) Wendel prêche autour de lui la prudence dans la défense de Jean Chiappe : celui-ci est très lié à Malvy, et d'autre part on murmure que "les relations du ménage Chiappe et du ménage Stavisky dépassaient les limites permises à des gens de police évidemment informés", ce qui risque de se savoir un jour (62).

A la veille même du Six février, voici l'analyse de Wendel : "Le mieux que puissent faire les modérés, c'est de laisser les équipes de gauche se manger entre elles sans trop soutenir l'une ou l'autre; l'affaire Stavisky peut entraîner la déconsidération des chefs radicaux-socialistes, elle ne saurait servir de tremplin pour la construction d'un ministère d'Union Nationale : celle-ci se fera lorsque dans quelques semaines on s'apercevra que la situation financière n'a fait qu'empirer pendant qu'on avait l'esprit ailleurs, et qu'il n'est que temps... et encore ? d'empêcher la culbute. A ce moment-là les hommes se grouperont..." (63) Et au soir de l'émeute. Jean de Pange a noté qu'à dîner chez des amis Wendel leur répète encore sans prendre en compte apparemment l'orientation des manifestants : "Nous sommes au balcon. Ce sont des disputes entre gens de gauche..." (64).

Une agitation prématurée risque de profiter à ceux-ci. Wendel trouve dans les propos de Daladier à la tribune au cours de la nuit, motif à redouter un "coup d'état radical-socialiste" : c'est pourquoi il accueille ^(de la part du cabinet) la nouvelle Requête parmi ses collègues, rue de Clichy, vers une heure, le 7 février, au cours d'un déjeuner qu'il donne pour l'U.R.D., avec "une grande joie" - qui est partagée par les siens : ainsi se dissipe, s'écrie-t-on

"le cauchemar d'une dictature radicale..." (65).

Dans ces conditions Wendel considère d'un oeil assez favorable, le ministère Doumergue d'Union Nationale et il approuve Marin d'y entrer avec Tardieu, Laval et Flandin. Cabinet "en grisaille" assurément malgré Pétain rue Saint Dominique et Barthou au quai d'Orsay, mais il fallait quelqu'un qui puisse "faire face au désordre de la rue", et "la personnalité de Doumergue est apparue comme la seule possible..." (66). Wendel lui-même rend hommage publiquement peu après en Lorraine au "chef plein de sagesse" que la France s'est donné (67).

Rien, il est vrai, n'est vraiment réglé. "Il y a quelques mois", écrit Wendel le 23 février, "lorsqu'on disait : qui ? Tout le monde restait coi. Aujourd'hui beaucoup répondent "n'importe qui..." et ce n'est pas sans danger" (68). Le gouvernement Doumergue est né de la rue : les vraies mutations ne pourront venir, Wendel tient fermement pour cela, que de la débâcle financière - comme en 1926...

SECTION II : Modèle 24-26 : l'attente de la "culbute financière"

le cumul sauvegardé

Pour le jour où l'histoire va se répéter, Wendel sera, fort de l'expérience, présent sur ses deux théâtres.

Ce n'est pas faute que ce cumul ait été aperçu naguère comme dangereux par ses adversaires. Békanski, en 1926, on s'en souvient, avait agité auprès de Moreau l'idée d'une loi qui l'interdirait. Et à la fin de 1928, la menace s'est faite plus précise. En effet la loi budgétaire du 30 décembre 1928 a créé de nouvelles incompatibilités et paraît interdire désormais à un parlementaire d'être régent de la Banque de France. Malgré les incertitudes du texte, c'est l'avis autorisé du juriste Charles Lyon-Caen, doyen honoraire de la Faculté de Droit, que l'on a consulté.

Comme il apparaît logique d'admettre que le mandat quinquennal en cours peut normalement s'achever, Moreau se résout à ne pas lever le lièvre, malgré son différend de l'heure avec Wendel, et il renvoie la question à décembre 1930, date prévue de réélection des régents. Or la chance historique de Wendel est qu'à ce moment-là l'actualité n'attire plus l'attention des politiques sur la Banque de France, et que ni le ministère, ni le gouverneur Moret ne sont désireux de la mécontenter : on tire donc suffisamment sur les textes pour ne pas soulever d'objections à ce qu'il soit réélu, le 29 janvier 1931, à un nouveau mandat. Ce dont il se montre fort soulagé (1) - et à partir de 1932, le Cartel recommençant, particulièrement satisfait (2).

Bis repetita

Il regarde d'un oeil sceptique les efforts très limités du gouvernement Herriot, nouvelle version pour rétablir l'équilibre du budget. S'il se

décide à voter, quoiqu'avec répugnance, la conversion des rentes opérée par Germain-Martin, ministre des Finances, il juge que les maigres 2 milliards économisés - le déficit global étant de 11 milliards - ne valent pas qu'un tel coup soit porté au crédit public (3). Et de semaine en semaine il attend "l'orage", les "difficultés formidables" auxquelles on va à coup sûr : "L'Etat va certainement nous demander d'ici peu un concours, des avances", écrit-il en novembre : "L'inflation, si l'on cède, est inévitable." (4).

la requête attendue survient en février 1933 : le gouvernement Daladier, empêtré dans la discussion parlementaire de ses projets financiers, et constatant que les banques privées ne veulent plus de Bons du Trésor, demande à la Banque de France d'en escompter. "Nous rentrons dans le cycle de 1924", s'exclame Wendel avec une sorte de soulagement au moins intellectuel (5), celui "dont on a tant de peine à sortir en 1926" (6). Et il écrit alors à Rothschild : "Autant le concours temporaire de la Banque peut être justifié lorsqu'il s'agit de donner aux mesures prises par un gouvernement qui a fait le nécessaire pour équilibrer son budget, le temps de produire leur plein effet, autant il constitue un expédient des plus condamnables lorsque le seul résultat à en attendre est de retarder le moment de la fermeture des guichets du Trésor..." Or Wendel ne croit pas un instant que les gouvernements de gauche, tout instruits qu'ils puissent être par les cruels précédents, aient jamais le courage politique des économies nécessaires. Il faut donc attendre, décidément, un nouveau Poincaré. "Le présent gouvernement n'aboutira à rien ; le suivant probablement non plus et lorsqu'on arrivera à des solutions raisonnables, il n'est pas douteux qu'on devra encore nous demander (...) un concours temporaire. Il ne faudrait pas, par des générosités prématurées, nous mettre dans l'impossibilité de le donner, car c'est le seul qui ne sera pas placé à fonds perdus..." (7).

C'est dire à quel point Wendel se réjouit d'apprendre qu'en son absence

ses collègues ont pris une position "dure" et ont refusé un concours que lui-même, depuis Hayange, craignait partiellement inévitable (8). Le projet de réescompte des Bons du Trésor par la Banque est donc pour l'heure enterré, et il ne resurgira que deux ans plus tard, avec les grandes conséquences qu'on verra. Le Trésor trouve dans l'immédiat un autre expédient(9), et il est peu après et pour quelques mois soulagé par l'effet des mesures prises par Daladier pour réaliser certaines économies et créer des ressources fiscales nouvelles. Sur quoi la fièvre financière momentanée retombe assez vite.

Nouveaux indicateurs et nouveaux tabous

Il faut observer au reste qu'on ne connaît plus, à présent, la fascination des plafonds intangibles qui avaient joué un rôle psychologique si important au moment du premier Cartel : ils n'existent plus. La limite nouvelle est un pourcentage du stock d'or et des devises étrangères par rapport au montant de la circulation, et qui n'est jamais approché durant cette période.

Reste le front extérieur. Ici encore les obsessions ont changé, et les indicateurs sur lesquels se concentre l'attention. Bien que la livre, depuis la dévaluation anglaise de septembre 1931 qui a mis fin au Gold Exchange Standard, connaisse un taux de change fluctuant et que sa valeur en francs cesse donc d'être fixe, celle-ci tombe aux alentours de 85. On ne connaît pas à partir de la fin de 1931 et jusqu'au Front Populaire les variations profondes qui avaient précédé la stabilisation Poincaré (10). Le nouveau compteur décisif et qui paraît jouer le rôle naupère réservé au cours de la livre sur le marché des changes est donc logiquement le montant du stock de métal précieux, gage de la monnaie fiduciaire, et dans

le même temps mesure de la confiance du public dans les effets de la politique économique générale. Les spécialistes ont les yeux fixés désormais sur les entrées et sur les sorties d'or. Et c'est là surtout que Wendel attend le pire pour que l'histoire se répète.

Comme pour accentuer les similitudes, il peut croire retrouver l'équivalent des faux bilans de 1924. Car il arrive que pour dissimuler l'ampleur des oscillations de son stock d'or aux yeux du public et de la spéculation, la Banque place "sous dossier" une partie de l'or qui rentre, en demandant à la complaisance du Crédit Lyonnais de la racheter fictivement : en juillet 1935, cette "réserve cachée", dite "compte Y", s'élève à un total de 3 232 millions (11), soit 4 % environ du total de l'encaisse (12).

Contre un tel procédé, Wendel part bientôt en guerre. A partir de l'été 1935, il réclame, comme en 1925 pour le poste de la circulation, la sincérité totale des bilans quant au stock d'or. Il le dit en Conseil, le 1er septembre 1935 : il est malsain de cacher au public la situation vraie et surtout la tendance, augmentation ou diminution (13). Il obtient qu'au moins "on accuse le coup" (14), puis davantage : que sans révéler l'existence de la réserve cachée, on dise au public le chiffre exact des mouvements de la semaine. Il profite d'une sortie importante de métal précieux provoquée par des achats allemands pour défendre sa thèse. Le recours au "compte Y" est beaucoup plus coupable pour cacher une dégradation du bilan qu'une amélioration : "Autre chose est de dissimuler des rentrées pour éviter des jalousies du monde à la France et dissimuler des sorties pour ne pas troubler un marché qui consulte le bilan comme un baromètre..." (15). Au reste, son expérience lui a appris que "c'est pour le plus grand bénéfice des gens de gauche qu'on /Fait/ jouer les cachettes". Puisque les Français ne sont raisonnables que lorsqu'ils sont inquiets, Wendel est pour l'inquiétude (16). Et il réclame au gouverneur Moret - en mémoire de l'incident Clementel de décembre 1924 - l'assurance explicite que le ministre des Finances est tenu régulièrement au courant de tous ces jeux

d'écritures (17). Dans le courant d'octobre 1935, Wendel obtient satisfaction et le public connaît exactement les sorties d'or (18).

Novembre-décembre 1935 :

une fausse alerte

Or novembre, étant mauvais, permet à Wendel de juger qu'on est à présent en pleine "crise de défiance" (19), cette crise qu'il escompte depuis 18 mois. Et le 4 décembre, il choisit de profiter du Comice agricole de Briey - d'où jadis, en 1926 et 1927, il avait déjà parlé avec état contre Moreau - pour "sonner la cloche d'alarme sans qu'elle soulève des tempêtes de La Vrillière."

Mais il se trouve que Wendel est tout à fait déçu de sa petite offensive, qui tombe à plat. Les journaux modérés ne reprennent que mollement ceux de Nancy. L'Ordre ne donne à son allocution qu'une place très modeste, et le matin la passe tout à fait sous silence (20).

Il n'y a là ni hasard ni cabale. C'est une première donnée que les jeux d'écritures opérés grâce au Compte Y ne peuvent avoir le même effet politique de scandale que le trucage des bilans sous la gestion de Robineau : car l'appel au Crédit lyonnais est techniquement legal, et le procédé se fonde sur l'existence véritable d'un or réel, non sur des quantités imaginaires. D'autre part il ne peut servir en somme qu'à écrêter des mouvements d'aller et retour, à dissimuler et, dans un deuxième temps, à freiner les à-coups quotidiens de la spéculation, mais non à cacher durablement un profond mouvement de fuite de l'or.

Or le fait important, c'est l'absence d'un tel mouvement pour la période considérée. La mise en garde de Wendel, le 4 décembre 1935, est faite au moment même où l'hémorragie d'or commence d'être enrayée, grâce à une

petite baisse de la livre qui s'annonce et qui fait refluer la spéculation sur le franc. Le 14 décembre, Wendel le constatant a ce commentaire éclairant : "Heureux en soi, /Le/ phénomène est fâcheux au point de vue politique : il retarde l'adoption des mesures indispensables..." (21)

On touche là à un phénomène qui dépasse l'épisode mineur de novembre et décembre 1933, qui donne à toute la période une coloration très originale par rapport au premier Cartel, explique la surprise de Wendel, les limites du parallèle, et l'échec pendant longtemps de ses sombres prophéties : ce sont les aventures connues par la livre et par le dollar en conséquence de la crise économique. Les gouvernements anglais et américain, en laissant lentement "déraper" leur monnaie, depuis septembre 1931 pour la livre, à partir d'avril 1933 pour le dollar, ont fait du franc toujours convertible en or, et sans que nos gouvernements y soient pour rien, une monnaie forte attirant la spéculation : d'où cet afflux de l'or, capable de compenser les sorties nées des inquiétudes inspirées à l'intérieur .. aux possédants par la politique du néo-Cartel.

La transformation progressive en métal par la Banque, dans le courant de 1933, des devises étrangères restées en sa possession depuis 1926-28, contribue également à dissimuler les sorties d'or et à maintenir l'encaisse proprement dite (22).

Puis, au moment où les malheurs de la livre et du dollar commencent d'épuiser leurs effets, au début de 1934, et où les pertes d'or reprennent - plus de trois milliards au cours des deux premiers mois - l'accès de Doumergue au gouvernement à la suite du 6 février, événement exclusivement politique, la délégation des pouvoirs, les décrets-lois financiers viennent atténuer pour un temps l'inquiétude du public français et relayer par là les effets provisoirement bénéfiques pour le stock d'or français des bouleversements monétaires internationaux. A partir du mois d'avril 1934, le mouvement se renverse et les rentrées d'or l'emportent à nouveau

sur les sorties : le surplus sera au total de 8 milliards de mars à décembre. Eclatante justification, estime Wendel, de la théorie chère à Rothschild selon quoi "ce sont les nationaux d'un pays qui font le cours de leur monnaie..." L'affirmation est trop péremptoire, tout à fait démentie en 1932 et 1933. Mais elle retrouve à présent sa vérité.

Or le déclin du gouvernement Doumergue à l'automne, le poids accru des dépenses militaires empêchant l'équilibre du budget, les inquiétudes qui renaissent dans l'opinion (23), et leurs conséquences financières, laissent bien, quoiqu'en sens inverse, le rôle essentiel aux crises intérieures et Wendel, avec deux bonnes années de retard, peut alors se croire enfin revenu en décor plus familier (24).

SECTION III : Le triomphe des nazis : l'Allemagne telle qu'elle est ?

C'est ici le lieu de marquer que si Wendel se montre tout d'abord disposé à jouer contre le néo-Cartel en matière financière, la politique du pire (1), il s'y refuse tout à fait, comme toujours, quand la situation extérieure de la France est en jeu.

Avril 1935 :

une visite à Daladier

C'est ainsi qu'il prend une initiative digne d'attention en allant voir spontanément, en avril 1935, le nouveau président du Conseil, Edouard Daladier. Hitler est à présent au pouvoir, et vient de déclencher la persécution systématique des Juifs. Ne serait-ce pas le moment de retrouver le chemin d'une politique de fermeté, en "liquidant la Conférence du Désarmement", et en "balançant la Conférence des quatre" - France, Italie, Allemagne, Angleterre, réunie à l'initiative de Mussolini ? (2)

Wendel juge Daladier ce jour-là "insuffisant, mais bien intentionné" (3). Il n'a pas envers lui la même hostilité historique que pour Merriot. Il aurait même dit un peu plus tard à Jean de Pangé qu'il l'aimait bien "parce que c'était un homme du peuple, resté près du peuple, sorti de son village..." (4). Il peut donc n'être pas vain de lui prêcher "la bonne parole".

"J'ai marqué", écrit Wendel, "que je ne venais rien demander, même pas une réponse, mais que je venais dire mon inquiétude, en dehors de tout esprit de parti. Tout le monde sait d'ailleurs qu'en matière de politique extérieure, j'ai voté selon mes convictions sans me préoccuper de savoir

si le chef du gouvernement s'appelait Herriot, Briand, Tardieu ou Poincaré (...) Notre politique à l'égard de l'Allemagne hitlérienne /m'effare/... On a cependant l'impression que tout ce qui se fait ne correspond pas aux désirs du Président du Conseil. Je n'ai pas à lui dire ce qu'il a à faire - je tiens cependant à l'assurer que s'il faisait ce qu'il faut, il y a des gens qui ne pensent pas comme lui qui seraient derrière lui..."(5)

L'entrevue n'a guère de suite immédiate, mais elle éclaire les priorités maintenues de Wendel - qui demeure encore prêt, en dépit du durcissement intérieur, aux coalitions nécessaires devant le péril national : il s'est réjoui de trouver Daladier aussi conscient que lui de la menace allemande et qu'il ait discuté seulement de ses délais probables... (6)

Ainsi s'éclaire ce fait d'abord surprenant : Wendel salue avec satisfaction l'arrivée de Hitler au pouvoir. C'est qu'à son sens rien n'est plus dangereux qu'une Allemagne hypocrite à visage démocratique. De larges couches de l'opinion, jusqu'ici illusionnées, vont peut-être comprendre ce qu'est vraiment l'éternelle Germanie. L'attitude^{de} Daladier, ce 11 avril, semble ici permettre l'espoir. L'échec du Pacte à quatre, destiné à instituer une sorte de directoire européen, signé en juin par l'Angleterre, la France, l'Italie et l'Allemagne, et qui ne survit pas à l'été (7), le retrait de Hitler de la Conférence du désarmement à la mi-octobre, tout cela fait évoluer l'opinion publique française dans le sens souhaité par Wendel.

Premières faiblesses
à droite

Il est vrai que certains milieux de droite commencent à marquer d'inquiétantes faiblesses pour le nazisme, par sympathie parfois pour sa doctrine, par fascination le plus souvent devant sa force, et réclament

ici ou là des conversations bilatérales avec Berlin. Ainsi prêche, par exemple, après une entrevue avec Hitler en novembre 1933, Fernand de Brinon, qui fut jadis homme lige des Wendel aux Débats et à l'époque germanophile, mais qui leur gardant vive rancune depuis que Chaumeix l'a supplanté, a échappé tout à fait à leur influence (8). A droite le Matin et le Jour applaudissent (9). Un article anonyme de Jacques Chastenot dans le Temps, un mois plus tard - après qu'il a vu Hitler à son tour - déplaît également vivement à Wendel parce qu'il lui paraît jouer la même musique, quoiqu'avec plus de modération (10) : il le tance vertement en montrant d'autant plus d'irritation que les petits journaux l'accusent - lui Wendel ! - d'avoir fait ménager l'entretien par son homme à Berlin, autrement dit l'ambassadeur François-Poncet (11) et que ces rumeurs trouvent crédit, relançant de vieilles antennes (12). Wendel explique sèchement à Chastenot que son article signé XXX et qui veut conclure à l'alternative : conversations ou sanctions, ne pose pas un choix véritable, puisque l'opinion française ne permet pas pour l'instant d'envisager la manière forte. Et il lui déclare que s'il admet "que le Temps reflète les opinions du quai d'Orsay"... il ne peut consentir "à ce qu'il soit l'organe de M. Théodore Laurent et Keyerimhoff..." (13).

Car aux yeux de Wendel "lâcher Genève au moment où la S.D.N., qui a été si longtemps allemande, nous rejette parce que heurtée par (...) Hitler, c'est du pur gâtisme..." (14) Oh ! il "ne croit pas que Genève conduise à grand chose" mais enfin "les conversations ne feront que précipiter ce que Genève sera impuissant à éviter : dans ces conditions, il faut tenir pour Genève et laisser faire le quai d'Orsay et Paul-Boncour"

- ministre des affaires étrangères de Daladier - "à qui leur mystique S.D.N. inspire pour une fois un peu de fermeté..." (15). Occasion pour Wendel de décerner pour la première fois en public un hommage à la Société des Nations, - ou au moins à sa provisoire utilité (16).

Au demeurant les molleses des modérés - qui ne sont pas toutes nou-

velles après tout - sont largement compensées, dans le jeu des forces qui travaillent l'opinion, par des raillements à une politique de fermeté qui paraissent nombreux au centre et à gauche.

les "heureuses" conséquences
de l'antisémitisme nazi

Les persécutions déclenchées contre les Juifs en Allemagne, à la fin de mars 1933, ont ici une influence grande. Wendel les accueille avec une satisfaction froide qui ne s'embarrasse pas de sentiment : apprenant la nouvelle il a cette déclaration : "L'Allemagne que l'on accuse souvent de manque de psychologie... et qui depuis 15 ans semblait au contraire en avoir montré beaucoup plus que nous vient enfin ! de faire la forte gaffe..." La vision de Wendel est de realpolitik : "J'ai souvent dit l'erreur que l'on commettait en dressant le judaïsme contre soi ; j'ai mis Coty en garde contre elle et empêché bien souvent, je crois, mon ami Marin de la commettre. J'ai fréquemment montré que de 1914 à 1918, nous avons eu l'internationale juive pour nous et que cela n'avait pas été indifférent. L'Allemagne dresse aujourd'hui contre elle tous les Juifs de tous les pays. La France, hier encore isolée et considérée comme le trouble-fête, voit se rapprocher d'elle, sinon Mac Donald et Roosevelt, du moins l'opinion qu'ils représentent" (17).

A ses côtés, Wendel observe avec plaisir l'évolution des Rothschild vers une hostilité marquée envers l'Allemagne (18). Désormais Wendel ne se contente pas d'exhorter ses amis politiques, notamment au lendemain du 6 février, à éviter tout antisémitisme avec ce mot d'ordre : se garder à tout prix "de laisser glisser au racisme le nationalisme renaissant" (19). Il essaye en même temps de démontrer aux Juifs français influents, par l'intermédiaire des Rothschild qui, réunis en famille rue Laffitte, lui disent

leur inquiétude et lui demandent conseil, l'avantage qu'ils auraient à barrer vers la droite, et le danger qu'ils courraient "à refaire une campagne de gauche comme en 1899..." (20). Double bénéfice, si on l'écoute, pour la nation et pour le parti...

L'ambassadeur allemand tente
de faire chanter les Wendel

Il est vrai pourtant que l'an 1933 et Hitler n'apportent pas à Wendel en matière extérieure, seulement des satisfactions. Car au moment même où ses thèses de toujours gagnent ainsi de nouveaux adeptes, il se trouve menacé très directement par une pression politique de Berlin sur les intérêts que possède la "Maison" outre-Rhin. Depuis 10 ans, à cause d'eux, Wendel avait dû, sans rien concéder au fond, modérer l'expression publique de sa germanophobie.

Or voici que les autorités nazies, abandonnant dès le début la modulation de leurs prédécesseurs, montrent brutalement aux Wendel qu'on connaît leur point faible : ces gages détenus en territoire allemand - et qu'on saura s'en servir.

Depuis le printemps 1932, la Maison est en litige avec le fisc allemand sur la taxation des bénéfices obtenus pour ses ventes dans la Ruhr : Harman et Frédéric-Henri étant ici hors de cause. Il s'agit de réviser lourdement en hausse, et avec des critères très discutables et un effet rétro-actif sur cinq ans, les impôts qui pèsent sur ces exportations. Les sommes sont considérables, mais les longs pourparlers de la Maison avec l'Administration allemande - au niveau du Landesfinanzamt de Cologne - permettent d'espérer un accord à l'amiable (21).

Or voici que soudain, à la fin d'avril 1933, on apprend au siège de la Maison, rue Paul-Baudry, que l'interlocuteur a mis fin brusquement aux négociations et pris le parti de taxer d'office pour la somme de 6 millions de marks à échéance du 15 mai : c'est six fois le chiffre auquel on pensait aboutir !

Du côté Wendel on tend à penser qu'il s'agit d'une grande opération organisée au sommet : les autorités du Reich auraient soudain mesuré le parti qu'elles pourraient tirer de ce litige strictement fiscal d'un point de vue politique, et auraient décidé de porter les choses sur ce terrain. (22)

Le dossier de l'affaire conservé aux archives de l'Auswärtiges Amt éclaire pourtant sous un jour un peu différent la genèse de l'épisode. L'existence d'une concertation, à l'origine, entre les fonctionnaires du Landesfinanzamt de Cologne et les diplomates de Berlin ne paraît pas avérée. Car Koester, ambassadeur à Paris, entend parler de la question, si on l'en croit, pour la première fois le 21 avril lorsque de passage à Berlin il reçoit la visite de Robert Pastor, le directeur des établissements allemands des Wendel : celui-ci vient lui expliquer l'affaire et lui demander de s'y intéresser personnellement. Or d'après le récit ultérieur de Koester (23), ce serait Pastor qui le premier aurait donné au problème une dimension politique, en insistant sur la grande influence dont jouissent ses patrons auprès des autorités françaises, et en affirmant qu'ils n'hésiteraient pas à faire intervenir "leur ami Daladier", président du Conseil, auprès du gouvernement allemand (24).

Il se peut bien que Pastor ait en effet pris l'initiative de tels propos, qui pouvaient n'être pas adroits, et il se peut bien qu'il ne s'en soit pas fait gloire ensuite auprès des Wendel : ceux-ci n'en font pas mention. Mais il n'est pas impossible non plus que Koester de son côté, qui paraît desirieux quand il écrit sa lettre-rapport de justifier auprès de la Wilhelmstrasse une intervention personnelle qui n'avait peut-être pas

été unanimement approuvée à Berlin, ait cédé pour la mieux justifier à la tentation d'accentuer quelque peu après coup les propos de son interlocuteur.

Quoiqu'il en soit des origines du processus, il est désormais engagé, et destiné à mettre les Wendel dans la plus embarrassante des situations. Avant de rejoindre son poste, Koester va voir le Dr Medding, le directeur compétent du Reichsfinanzministerium à Berlin. Il lui rappelle que les Wendel sont, avec les Schneider, les membres les plus puissants du Comité des Forges et lui expose que l'attitude de cette organisation envers l'Allemagne est celle d'une hostilité sans ambiguïté. Certes il ne serait pas justifié de faire aux Wendel des concessions financières sur la somme à payer, mais on pourrait accorder des délais propres à créer une "meilleure compréhension du groupe Wendel à l'égard de l'Allemagne dans le domaine politique" (25).

Le 1er et le 2 mai, à Paris, Koester reçoit Pastor que ses patrons ont convoqué en hâte. Le compte-rendu noté à chaud par Wendel est plus détaillé que celui fourni par l'ambassadeur à Berlin, mais tous deux se rejoignent.

Koester expose qu'au su de tous le Comité des Forges et son président sont à la tête d'un grand empire de presse - agence Havas, Temps, Liberté, etc...-non seulement en France, mais en Belgique, que les Wendel ne songent qu'à faire du matériel d'armement et attisent pour cela la germanophobie. Ils sont responsables principaux - vieille légende - de l'entrée dans la Ruhr en 1923, à quoi ils ont décidé Poincaré. Un des principaux hommes d'Etat français n'a-t-il pas dit à Koester - et Wendel croit naturellement reconnaître Briand, sa bête noire - que le maître de forges d'Hayange rendrait impossible le rapprochement franco-allemand (26) ? N'est-on pas à la veille du Pacte à Quatre que le gouvernement français accueille avec beaucoup de reticences ? Ne peut-on peser par les

Wendel sur sa politique ?

Puis, Koester la bouche en coeur - et qui sait ses arrières assurés - déclare qu'on pourrait obtenir probablement un délai de paiement et même - il s'avance beaucoup - d'importantes abattements : déjà il va télégraphier pour demander que l'échéance soit repoussée de deux mois... (27). Mais il faudrait naturellement un geste de bonne volonté, qui augurât bien de la suite. Le Temps vient de publier plusieurs articles très germanophobes de Roland de Marès : les Wendel ne pourraient-ils pas faire insérer pour les balancer, un ou deux articles de Georges Suarez que l'on sait pertinemment moins revêche (28) ?

Koester se targue, deux mois plus tard, dans sa lettre de juillet, d'avoir obtenu un certain résultat, et il écrit que depuis son initiative on "a tout de même pu observer que la presse proche du groupe Wendel a commencé de porter un jugement plus objectif sur la situation en Allemagne." Mais en réalité le souci naturel de valoriser ses efforts à Berlin le fait ici peindre les choses en rose.

Non seulement on ne constate pas de réel changement de ton à ce moment précis dans la presse modérée qui demeure fort hostile - une presse sur laquelle l'emprise de la Maison était bien moindre, comme on sait, que ne le croyait Koester (29) - mais la résolution des Wendel de ne pas céder est affirmée par eux sur-le-champ. Pas plus qu'Humbert, - et il lui est reconnaissant de l'avoir le premier, lui le non-politique, affirmé à Pastor - François ne songe à accepter le marché. Non, "la Maison Wendel n'interviendra pas auprès du Temps parce qu'on exerce sur elle une pression fiscale en Allemagne..." (30).

Il ne leur reste qu'une solution, incertaine : agir par le canal que Pastor avait évoqué d'emblée devant Koester, avertir au plus vite Daladier pour lui demander une riposte politique à cette offensive politique.

Wendel lui en glisse un mot au Sénat, dès le 4 mai (31) et il va l'informer en détail, le 20 du même mois (32). Il voit aussi plusieurs fois Alexis Léger, le nouveau secrétaire général du quai d'Orsay (33). Il faut alerter d'urgence François-Poncet - l'ambassade suivait la question depuis les origines - et menacer Berlin de représailles en raccrochant l'affaire à une négociation générale et politique sur les doubles impositions (34). Car les tribunaux allemands devant lesquels on s'est en hâte pourvu ont peu de chance d'être très bienveillants (35).

On essaie donc de gagner du temps, péniblement. Certes le télégramme de Koester a repoussé l'échéance au 15 juillet, mais à condition que les Wendel versent 500 000 marks dès le 1er juin, 1 million le 15 juin (36) et 500 000 encore le 15 juillet (37). L'amabilité de Léger dissimule mal son incertitude sur l'issue (38).

Et il faut attendre la fin d'août pour que l'horizon s'éclaircisse : car les démarches des Wendel au quai d'Orsay et chez Daladier n'ont pas été vaines. L'ambassade de François-Poncet, directement et indirectement suscitée, réussit à rendre probable, en menaçant de représailles, l'ouverture des négociations au niveau gouvernemental, et le Finanzamt de Cologne écrit aux Wendel qu'il leur accorde un sursis, à tout moment révocable, pour le reste des sommes réclamées (39). A la fin de l'automne, à Berlin, les diplomates conviennent (40) de suspendre toute décision définitive avant l'accord attendu. Celui-ci ne sera signé qu'un an plus tard, en novembre 1934 (41), et le règlement du contentieux traînera longtemps, mais Berlin ne paraîtra plus songer désormais à en user comme d'une arme politique. L'affaire se clôt donc le moins mal possible et Wendel peut se féliciter de n'avoir pas payé trop cher sa résistance aux requêtes de Koester.

Le coup n'en a pas moins été rude. Il eut suffi que Berlin décidât de s'obstiner dans la rigueur et l'intransigeance pour que l'état se refermât. Et d'autre part pour Wendel politique le dommage n'est pas nul.

L'Allemagne ne pourra pas l'obliger à ce qui lui paraîtrait trahison, mais elle peut pourtant le forcer - c'est le succès de Koester - à modérer personnellement l'expression de ses sentiments et à l'enfermer dans une prudence fort néfaste pour son influence : elle lui a rappelé rudement le handicap dont il souffre depuis longtemps et que ses frères, plus encore que lui-même, se refusaient à oublier. "Voilà dix ans", s'écrie-t-il le 1er mai, "que nous tergiversons dans la crainte de susceptibiliser les Boches : on voit ce que cela nous aura rapporté ! Je me prends à regretter l'heureux temps de la guerre où, libéré par la bataille, indépendant pour une fois dans ma vie, je disais dans mes notes ma joie intime de pouvoir dire sur l'Allemagne et les Allemands tout ce que je pensais..." (41 bis).

Sa chance du moment est seulement que l'évolution des événements, au cours des mois qui suivent le plus fort de l'affrontement, n'exige pas de lui qu'il intervienne de façon notable sur le cours d'une politique étrangère qui lui paraît revenir vers de plus fastes rivages. Dès lors sa prudence provisoirement obligée ne lui est pas à trop lourde charge (42).

Le gouvernement de Doumergue issu du 6 février n'accueille-t-il pas, et pour un Wendel c'est de bon augure, l'esprit de 1915 avec Louis Barthou, ministre des Affaires étrangères, et celui de 1917 avec Tardieu, ministre d'Etat (43) ? C'est le temps où un homme aussi représentatif que Peysernhoff donne à penser qu'il ne croit plus à une entente directe possible avec les Allemands (44).

La politique de Barthou, ses efforts pour renforcer les alliances de la France en Europe de l'Est (45), une certaine évolution de l'Angleterre paraissant se rapprocher de Paris (46), les intentions manifestées par le ministre d'améliorer les rapports avec l'Italie mussolinienne, tout cela est satisfaisant pour Wendel (47).

VIIe PARTIE

LE DECLIN ET LE RETRAIT

CHAPITRE I

CONTRE FLANDIN : UNE FAUSSE VICTOIRE (1935)

INTRODUCTION : Wendel "tombeur" de Flandin ?

Qui considérerait que les deux gouvernements dits " de trêve", celui de Doumergue et celui de Flandin, en 1934 et 1935, répètent le gouvernement Poincaré d'Union nationale de 1926, ne pourrait guère s'attendre dans un premier mouvement à voir la Banque de France et ses régents retrouver une influence grande dans l'histoire de ces années.

Mais s'il est vrai que la composition politique du ministère présidé par Flandin, à partir de novembre 1934, le fait ressembler comme un frère à celui que dirigeait Doumergue, la politique économique connaît sous son impulsion un brusque changement. Elle est conçue, en effet, et menée de telle sorte que la Banque de France est replacée, à un moment décisif, dans une position-clef. Hasard capital dans son histoire : car le rôle joué au premier trimestre de 1935 par les régents, et d'abord par Wendel, tel qu'interprété par la gauche, - la Lumière de Georges Boris étant ici à la pointe du combat - viendra nourrir par la suite la grande offensive menée contre l'institut d'émission, puis justifier en 1936 sa nationalisation.

Le 7 juin, devant la Chambre des Députés, évoquant l'échec du cabinet Flandin et la constitution ultérieure du cabinet Laval, Marcel Déat s'écrie : "Nous avons eu le sentiment qu'à côté des forces politiques, peu existantes malgré les réunions des groupes qui se

seraient bien à tort fait illusion sur l'influence qu'ils allaient exercer sur le déroulement des événements, des forces extérieures et assurément plus fortes et plus solides sont entrées en jeu... Pour reprendre et transposer une formule qu'on a beaucoup employée en parlant du pays légal et du pays réel, je dirai que nous avons assisté au heurt entre le pouvoir légal et le pouvoir réel. Ce pouvoir, nous ne pouvons pas ne pas dire qu'il a son refuge et comme son centre d'action du côté de certaines puissances financières, en particulier du côté de la Banque de France" (1).

Léo Lagrange, le même jour et à la même tribune, est plus précis encore : "Depuis un mois (...) le franc est en péril, la presse est inquiète, l'opinion est complaisamment invitée (...) à la panique (...).

"Pourquoi ? Par qui ?

"Pourquoi ? Parce que les deux cents familles qui règnent sur notre pays (vifs applaudissements à l'extrême gauche) n'acceptent pas la mise en discussion de leurs principes et, contre la monnaie nationale, organisent l'émigration (Applaudissements sur les mêmes bancs). Parce qu'il existe dans notre pays une Bastille qui est la place forte des résistances à la souveraineté populaire et à la volonté de l'Etat : la Banque de France et son Conseil de régence (vifs applaudissements à l'extrême gauche et sur plusieurs bancs à gauche).

"Par qui ? Par M. de Wendel et par M. de Rothschild (applaudissements sur les mêmes bancs), M. de Wendel et M. de Rothschild qui ont conduit le gouvernement Flandin à sa perte..." (2).

Dans la ligne de ces interprétations et si l'on passe sur quelques divergences de détail, on peut schématiser ainsi le jeu qu'aurait joué, depuis novembre 1934, la "tyrannie occulte" (3) de François de Wendel.

Le but est "d'engager le pays dans la voie d'une déflation massive,

frappant les salariés, les fonctionnaires, les pensionnés", mais qui "assureraux régents grands industriels des allègements fiscaux et une réduction des prix de revient" (4).

Or Pierre-Etienne Flandin, président du Conseil, se refuse catégoriquement à la déflation et parle sur la reprise des affaires pour tenter d'y échapper. Mais son infortune veut qu'il ait besoin pour sa politique de la Banque de France : il lui demande le réescompte automatique et illimité des Bons du Trésor, afin de franchir une mauvaise passe financière, de redonner confiance aux petits porteurs et de relancer l'économie. Trop heureux de l'occasion, les régents, entraînés par Wendel, posent alors leurs conditions draconiennes : "En un discours retentissant", écrit Francis Delaisi, "M. de Wendel, sénateur, métallurgiste, régent de la Banque de France et président du Comité des Forges, demande au gouvernement de réaliser d'urgence par décrets-lois quatre à cinq milliards d'économies.. sur les anciens combattants, fonctionnaires et rentiers" (5).

Flandin refuse de céder et la situation du Trésor empire. Début mai, le compte du Trésor étant tombé presque à zéro, se déclenchent des exportations des capitaux français vers l'étranger. Wendel et ses amis les ont probablement provoquées (6). Ils se réjouissent en tous cas de l'appui qu'ils reçoivent ainsi et ils maintiennent le taux de l'escompte à 2,5 %, "permettant aux panicards d'emprunter à bon compte les devises étrangères indispensables à l'évasion de leurs capitaux" (7). Quand la spéculation étrangère entre à son tour dans le jeu, la Banque ne bouge pas davantage. A bout de souffle Flandin doit alors s'incliner.

Le 23 mai, il réunit son cabinet pour demander les pleins pouvoirs nécessaires aux économies budgétaires souhaitées par les régents.

"M. de Wendel et ses acolytes," écrit alors Léon Blum, "ont mis au gouvernement la main sur le marché : la capitulation ou la faillite (...) Et puisque le gouvernement fait annoncer qu'il n'a ni le droit ni les moyens d'attendre, qu'il exigera l'octroi des pleins pouvoirs séance tenante, c'est qu'il a cédé. Le grand capitalisme a exercé son chantage

par le procédé ordinaire : la panique d'opinion (...). Comme il y a dix ans, les chefs de la réaction capitaliste, défenseurs attitrés du franc, sont en train de ruiner le franc pour satisfaire leur passion de revanche et de représailles, leur appétit de domination"(8). Il y a eu une conspiration de la droite contre les progrès du "front commun". Les retraits d'or, c'est le 13 mai, au lendemain des élections municipales marquées à gauche qu'ils ont commencé. "Nous avons pu", précise Blum à la tribune le 28 mai, "depuis un mois déjà dénoncer le complot qui se préparait et avertir (...) que c'est dans la panique financière que l'on chercherait une fois de plus les représailles électorales et la vengeance politique... Nous sommes en présence (...) d'une véritable conspiration (...) contre le Parlement /et/ contre la volonté souveraine du pays. Ce qui se passe en ce moment, c'est ce qui s'est passé en 1924 et 1925 - M. Herriot - et à la veille des élections générales de 1932..." (9).

Dès que victorieux, les régents sortent du coup de leur immobilisme, relèvent le taux de l'escompte à 3 % le 23 mai, à 4 % le 25 mai et à 6 % le 28 mai, et donnent leur appui politique au gouvernement. Dernier acte : comme la Chambre se rebiffe, malheureusement pour le plan de Wendel, et renverse Flandin, Fernand Bouisson lui succède avec Caillaux aux Finances. "A peine celui-ci /est-/il installé rue de Rivoli que M. Tannery /gouverneur de la Banque/ lui apporte les conditions des régents et d'abord la déflation "(10). Le ministre se refuse à céder à pareil chantage : les régents aussitôt réagissent, "et comme on /a/ défait leur ministère, celui de M. Flandin, ils renversent celui qu'on prétendait monter contre eux, celui de MM. Bouisson-Caillaux. C'est l'affaire de 24 heures " (11).

Pierre Laval, alors pressenti, promet enfin d'obéir aux régents et il annonce la déflation. La Chambre, lassée, cède à son tour et l'investit.

"Aussitôt", conclut-on, "et comme par enchantement, la spéculation /est/ brisée, la panique s'arrête et le franc /est/ sauvé." En six semaines, la France a perdu six milliards d'or, mais Wendel et ses amis ont réussi "à imposer au pays leur politique" (12) et le Canard Enchaîné peut titrer en gras sur sa première page : "Le Ministère de Wendel se réunit demain" (13). Tel est le schéma dans toute sa force, sa simplicité et son efficacité polémique. Mais de quelle vérité ?

SECTION I : Une Expérience tuée dans l'oeuf

Diagnostic et Programme de Flandin

En novembre 1934, la situation économique de la France est objectivement plus mauvaise qu'elle n'a jamais été depuis les débuts de la crise mondiale. L'activité industrielle est plus basse, le nombre des chômeurs plus élevé que jamais. Les sorties d'or reprennent avec une vigueur inquiétante. Mais l'esprit public, en contraste, paraît plus allègre. Est-ce le fonctionnement de l'Etat qui semble moins heurté que naguère ? Est-ce l'accord consolidé des modérés et des radicaux qui paraît promettre à Flandin la durée ?

Quoiqu'il en soit, le président du Conseil et son ministre des Finances, Germain-Martin sont à l'unisson de cet optimisme artificiel et ils regardent la situation avec des lunettes roses (1). Pour eux, la France a atteint le creux de la vague. On calcule que "grâce à la politique de compression des dépenses faite en 1934, l'équilibre budgétaire /est/ réalisé à un milliard près" (2). Le temps désormais travaille pour le pays - il n'est donc que d'en gagner.

On a raison, estime Flandin, de considérer avec attention le niveau des prix français : c'est une donnée essentielle. Mais on a tort de trop s'en inquiéter. Grâce à la reprise générale de l'économie occidentale, en effet, les prix mondiaux tendent à rattraper les prix français (3). L'affirmation est fausse, comme le montre bien Alfred Sauvy : bel exemple de wishful thinking. Mais elle fonde un programme qui se vante d'échapper à ce "dilemme" où on a voulu (...) /enfermer la France/ : déflation ou dévaluation..." (4) Deux politiques qui tendent également à supprimer l'écart des prix, partant à relancer le commerce extérieur puis l'activité générale. La première a été essayée mollement par Doumergue et elle sera pratiquée plus fermement, après l'échec de Flandin

par Pierre Laval. La seconde est défendue avec un grand éclat depuis le printemps 1934 par Paul Reynaud.

A quoi bon, dit Flandin, s'enfermer dans un choix douloureux entre deux opérations également cruelles. Il existe une troisième voie. Puisque le temps est redevenu galant homme, on se contentera d'attendre l'amélioration naturelle de la situation sans agir directement sur les prix, en s'efforçant seulement de relancer dès à présent l'activité économique par diverses interventions. Agissant sur les structures, on élaborera des lois tendant à l'assainissement du marché agricole et à la réorganisation de la production industrielle, avec une réglementation neuve des ententes. Mais l'effet n'en peut être immédiat et l'essentiel sera, à court terme, la politique financière.

Flandin construit la sienne autour d'une idée centrale sur laquelle il reviendra sans cesse pendant son ministère, - autrement dit la baisse des taux d'intérêt, grâce à une injection de monnaie supplémentaire par l'Etat dans l'économie.

"La reprise des affaires (...) est là, toute prête" (5) car "pour que l'évolution économique amène un retournement de la situation de crise, il suffit, une fois les stocks épuisés, d'un léger démarrage de la consommation pour entraîner rapidement un grand démarrage de l'investissement, qui se hâte de profiter des bas prix pour renouveler et constituer des outillages, s'il peut trouver les capitaux nécessaires à un taux d'intérêt avantageux..." (6). Ce programme se veut inspiré de Keynes, mais simplifié et incomplet (7) : il ne tient pas compte, en effet, comme le montre bien Paul Reynaud (8), et comme c'est l'évidence après coup, de l'essentiel, c'est-à-dire des marchés extérieurs sur lesquels la hausse nouvelle des prix français fera empirer encore davantage notre position, - mais il a dans l'immédiat d'autant plus de séduction qu'en prétendant relancer l'économie, il améliorera du

même coup agréablement la trésorerie de l'Etat.

Réaction hostile
des régents

Et c'est ici, au coeur de sa tentative, que Flandin rencontre sur son chemin la Banque de France, dont l'accord lui est indispensable pour que puisse s'enfler la circulation fiduciaire. Or, revenant après coup sur l'échec de son expérience, Flandin en attribue aux régents, comme fait la gauche, et alors que Germain-Martin est plus modéré(9), toute la responsabilité (10).

Le président du Conseil lui-même donne le coup de gong de l'affrontement, et avec quel éclat ! dans les premiers jours de janvier 1935(11), en changeant brutalement le gouverneur de la Banque et en nommant à la place de Clément Moret, considéré comme trop pâle et trop soumis aux régents (12), son ami Jean Tannery, directeur de la Caisse des Dépôts et Consignations, à dessein explicite (13) de faire une politique qu'il a partiellement inspirée (14).

Tout en marquant par ce procédé, devant l'opinion, la fermeté de ses intentions, Flandin accentue du même coup la responsabilité publique, donc le pouvoir de refus du Conseil Général. Car dans le jeu des forces, rue de La Vrillière, le gouverneur apparaît comme l'homme lige du gouvernement, et il ne peut pas jouer, comme firent souvent ses prédécesseurs dans le passé, les intermédiaires et éventuellement les maîtres-Jacques, pour adoucir les heurts entre les ministres et les régents : ceux-ci sont en première ligne.

Wendel reçoit la nouvelle à Hayange et en même temps celle des alarmes de Rothschild. La presse annonce, en effet, que le recours à

la Banque ne prendra pas la forme classique d'un appel, comme avant la stabilisation, à des avances exceptionnelles (15). Tannery et Germain-Martin, ont choisi, avec la collaboration de Jacques Rueff (16), une autre solution, celle-là même à laquelle Daladier avait songé deux ans plus tôt. Ils demanderont au Parlement d'élever le plafond d'émission des Bons du Trésor de dix à quinze milliards. La Caisse des Dépôts qui gère les fonds des Caisses d'Epargne et que Tannery dirigeait jusqu'alors doit en prendre une partie. Mais ce n'est pas assez, et la Banque de France aura donc le rôle essentiel. On lui demandera l'engagement de réescompter les bons nouvellement émis au gré des établissements de crédit. Les maîtres d'oeuvre de l'opération trouvent dans ce système l'avantage de ne pas trop émouvoir l'opinion publique parce qu'ils dissimulent l'inflation taboue; et ils espèrent en même temps que "la faculté de réescompte /ne/ se réalisera /pas/ en réescompte effectif" et que "les Bons du Trésor /seront/ définitivement absorbés par le marché" (17) étant donné la masse considérable des billets thésaurisés... L'appui demandé à la Banque ne serait alors qu'un soutien virtuel qui n'aurait jamais, en cas de succès, à se concrétiser.

Tous arguments qui, pour Wendel, d'emblée hostile, se retournent comme doigts de gant. Quant à l'espoir de "déthésaurisation", il prévoit que les détenteurs de billets qui ont sauvé depuis trois ans, étant donné la baisse des prix, 40 % de leur capital, persévéreront dans leur prudence (18), que les établissements de crédit demanderont le réescompte (19) et qu'on glissera peu à peu au pire, sans que l'occasion soit donnée d'un coup d'arrêt. Mais surtout, il est très périlleux de prétendre dissimuler à l'opinion publique, seule garant vrai contre les aventures, la gravité du geste accompli. Le précédent serait redoutable : ni vu, ni connu, je t'embrouille ! Quelle arme dans les mains d'un gouvernement d'aventure - entendez de gauche ! (20) et tout cela au service d'une politique économique d'illusion qui

conduit forcément à la dévaluation par le chemin de cette inflation sous forme "oblique". "Parmi les causes des difficultés au milieu desquelles le monde se débat, l'abus de crédit est certainement une des principales (...) Il est vraiment extraordinaire que les amateurs de crédits fictifs ne soient pas découragés" (21). En somme "si on doit faire la politique de M. Paul Reynaud, il n'y a qu'à l'appeler au pouvoir, lui ou l'un quelconque des fameux experts de 1926 que les gouvernements s'obstinent à consulter, bien que les événements n'aient cessé de leur donner tort." (22)

Le lundi 7 janvier, Wendel est à Paris, et il engage le fer avec Flandin et avec Tannery. Face à face on se jauge.

Le président du Conseil le reçoit en fin de journée au Quai d'Orsay. D'entrée de jeu, Wendel dit son irréductible opposition et fournit un exposé en forme, "critiquant le retour aux avances de l'Etat, montrant le danger d'une politique monétaire imprudente à un moment où la France est seule à défendre l'étalon-or, et aussi de l'octroi à un ministre modéré des facilités dont se prévaudront éventuellement les avancés..." Flandin répond en tâchant, comme prévu, de minimiser la portée du projet. Il ne s'agit que de permettre au Trésor de passer le temps des "basses eaux" où ne rentrent que les impôts indirects et de gagner juillet sans encombre, date opportune pour un grand emprunt de consolidation. D'autre part, il faut bien distinguer : on demandera aux Chambres une loi élevant à quinze milliards le plafond des bons, mais point un texte obligeant la Banque à les réescompter à la demande. Il n'y aura pas même d'échange de lettres. "On permettra seulement aux établissements de crédit de ne pas se montrer trop difficiles en cas de besoin..."

Wendel ne cache pas son scepticisme devant tant de modération affichée et il conclut son compte rendu en ces termes : "Nous nous sommes séparés sans nous être heurtés ni convaincus" (23).

A Tannery, le lendemain, Wendel expose à nouveau et avec plus de méthode ses objections. "Evidemment", lui explique-t-il, "étant donné la façon dont s'opère l'escompte à la Banque de France, on pourra, sans trop soulever la protestation des régents, glisser dans les bordereaux du Lyonnais, du Comptoir d'Escompte ou de la Générale des Bons du Trésor en quantité importante, sans que les régents de service s'y opposent, je dirais même sans qu'ils s'en aperçoivent, mais on constatera très vite, sur les situations hebdomadaires, que le portefeuille d'escompte qui oscille depuis des mois autour de 3 milliards et demi à 4 milliards a augmenté d'un milliard ou d'un milliard et demi en quelques semaines. Ce jour-là, le fait patent qu'il ait consenti des avances à l'Etat, contrairement à tous les règlements, sous une forme oblique, apparaîtra aux yeux des moins avertis et le Conseil de Régence ne pourra pas ne pas protester : ce sera l'accident" (24). Et il ajoute: "Ce jour-là, (...) vous pouvez compter que vous ne serez pas suivi et il est bon que vous le sachiez dès maintenant (...) Je vous préviens que le Conseil ne se laissera pas engager par un acquiescement tacite..." (25). Autrement dit, l'effort est ici d'obliger l'adversaire à reconnaître sans voiles quel est son vœu : l'augmentation incontrôlée de la circulation fiduciaire (26).

Pour résister :
sur qui s'appuyer ?

Tel est le sens de la bataille qui s'engage. Comme jadis, Wendel tâche d'abord de renforcer sa position au dehors et il fait le tour des appuis possibles.

A l'intérieur du gouvernement, Marin demeure son meilleur informateur. Mais Georges Mandel est là, à présent, nouveau ministre des P.T.T.

Wendel les met tous deux en garde, depuis Hayange, dès le 3 janvier, contre le projet (27), et un dîner à trois, improvisé par Wendel, rue de Clichy, le dimanche 6 janvier, permet de replacer l'événement dans la conjoncture. Les deux ministres se plaignent de "l'absence presque complète d'explications fournies au Conseil des ministres et du manque des formes les plus élémentaires à l'égard de Moret". Quant au fond, Mandel montre plus de réserves que Marin à soutenir Wendel, peut-être par reconnaissance pour Flandin, qui l'a tiré, après tant d'années, de cet ostracisme ministériel dont il avait tellement souffert (28). Marin serait prêt, en revanche, inquiet de la politique intérieure, et surtout de la faiblesse de Pernot au ministère de la Justice dans l'instruction des scandales, à "saisir le premier bon prétexte pour s'en aller" (29). Au reste, la menace, étant donné l'arithmétique parlementaire du moment, et pour qui se souvient des précédents datant de Poincaré, ne paraît pas une arme bien efficace (30).

Il faut aussi faire donner la presse. Wendel envoie à Nalèche, pour Decrais et Israël, responsables de la chronique financière aux Débats (31) et à Chastenet, pour le Temps (32), les instructions nécessaires sur la bonne doctrine. A ce dernier et à Decrais, il les répète le 9 janvier de vive voix (33). La Nation, avec Rossillion, suivra sans peine (34). Ici s'arrête la presse tenue de près. Un peu plus tard, Wendel va tenter d'élargir sa leçon jusqu'au Matin en la portant au vieux Bunau-Varilla et à ses principaux collaborateurs, Knecht, Lauzanne et Philippe Barrès (35). L'Echo de Paris, d'autre part, avec Marcel Hutin, a réagi d'emblée dans le sens souhaité (36).

Quant au Conseil Général de la Banque lui-même, il a connu, depuis les combats du premier Cartel, un considérable rajeunissement. Wendel ressent particulièrement l'absence de René Laederich et de Félix Vernes, deux collègues dont il était proche, sans avoir toujours partagé leurs vues, et qui ont récemment disparu. Vernes surtout lui manque, "un des seuls régents à qui /il/ pouvait parler librement..." (37). Il juge

que Pierre Mirabaud, son successeur, au nom de la banque protestante, quoiqu'investi depuis quelques mois seulement, se fait de son rôle la haute idée qui convient - mais il se méfie des autres recrues récentes, de René Duchemin, président de la C.G.P.F., à qui il reproche sa démission récente du conseil des Débats (38), de David-Weill surtout, représentant de cette Banque Lazard à qui il garde beaucoup de rancune depuis les temps de Raymond Philippe et qui représente à ses yeux, dangereusement "la finance la plus internationale qui soit" (39). Il prévoit que David-Weill "dira toujours comme le gouvernement", la maison Lazard "n'étant pas pour rien la banque de la rue de Rivoli" (40).

La plus grande force, comme au bon vieux temps, reste donc l'intimité intellectuelle étroite maintenue avec Rothschild. A chaque étape, Wendel se consulte avec lui. Considérant les deux hommes, Georges Boris écrit, début février, dans la Lumière : "M. de Rothschild a peu d'idées mais ne prend pas tout seul ses initiatives. Comme il a de la vanité, ceux qui savent en user lui font faire ce qu'ils veulent. C'est M. de Wendel qui tire les ficelles" (41). Jugement excessif mais qui ne répartit pas mal les rôles. Wendel reconnaît explicitement à Rothschild une prééminence due à l'âge et à l'autorité financière - mais plus que lui désormais donne son rythme à l'action et impose les priorités. Quoiqu'il en soit, l'âge qui vient, l'ancienneté, les batailles menées de concert n'ont pu qu'accroître leur confiance mutuelle et leur autorité dans le Conseil. On n'ignore pas à Paris le grand mécontentement de Rothschild. Le bruit ne court-il pas, probablement erroné mais révélateur de l'intensité du conflit, qu'il aurait remis secrètement sa démission à Tannery, dès l'arrivée de celui-ci et les projets connus, et que Neuflyze et Hottinguer se serait associés à son geste ? (42).

Sur quel Terrain ?

Prudence au Parlement...

Telle étant l'inspiration, telles étant les troupes et tels étant les alliés, il revient à Wendel de choisir le terrain de la première escarmouche. La nature même du projet impose cette fois encore qu'il soit disputé en deux temps et sur deux théâtres : au Parlement, à la fin du mois, pour l'autorisation d'émission, puis à la Banque pour l'acceptation du réescompte. Faut-il auparavant soulever un grand débat au Conseil et fixer officiellement une attitude ? Tout bouillant d'indignation - "exaspéré" (43) - Rothschild y est porté pour sa part. Wendel le persuade d'attendre, C'est pour "laisser se calmer l'agitation déclenchée par la presse" (44), et pour pouvoir "discuter le moment venu sur des chiffres, autrement dit sur des augmentations de postes du bilan plutôt que sur des questions de principe difficiles à faire comprendre au public..." A quoi s'ajoute un autre motif plus inattendu. Wendel veut laisser à Tannery le temps de prendre quelque recul par rapport aux conditions de sa nomination, de s'informer et peut-être, dans la meilleure des hypothèses, de "passer de l'autre côté de la barricade", avec la crainte de "présider au naufrage du franc" (45). C'est un calcul qui se révélera fort bon et c'est aussi le signe que Wendel ne se réjouit pas, sachant ce qu'il sait de la capacité ordinaire de résistance de ses collègues, que le Conseil soit seul à supporter le choc.

Dans ses mémoires inédits, Germain-Martin écrit que si sa politique se heurta à un "refus catégorique de la part de presque tous les régents" il trouva une exception en Wendel "qui se montra", dit-il, "un esprit plus compréhensif que M. Edouard de Rothschild notamment et ceux qui gravitaient autour de lui" (46). Germain-Martin adoucit rétrospectivement l'opposition de Wendel, mais son texte témoigne que son rôle modérateur de janvier - quant au rythme du refus sinon quant au fond des choses -

fut perçu et même exagéré rue de Rivoli.

Dans ces conditions le Conseil du jeudi 10 janvier n'est que de pure forme et on n'aborde pas le sujet auquel tout le monde pense (47). C'est comme une course de lenteur. L'initiative revient ainsi dans le camp de Tannery : on verra bien s'il choisit de mettre en pratique, sur le champ, les nouvelles méthodes bien que sous sa seule responsabilité. Wendel peut le croire d'abord, à étudier trop hâtivement le bilan du 4 janvier tel que présenté au Conseil (48).

Mais grâce à un petit tableau de bord qu'il s'est fait préparer rue de Clichy pour mieux suivre l'évolution des principaux postes du bilan, il constate au cours de la quinzaine qui suit que son calcul n'est pas mauvais car ces postes ne bougent pratiquement pas. Si les établissements de crédit "avalent" beaucoup de bons, ils s'abstiennent de les présenter au réescompte, comme Wendel, qui est "de service" à l'escompte, dans la semaine du 14 au 18, peut s'en assurer personnellement : c'est probablement à la demande du gouverneur.

A la fin de janvier, l'attention se déplace vers le Parlement. Le 25 à la Chambre et le 29 au Sénat, Germain-Martin et Flandin viennent défendre leur projet en demandant la hausse du plafond d'émission des Bons du Trésor, premier volet de leur action. Devant l'opposition des régents, ils mêlent menaces et séduction (49).

Au Sénat, Flandin s'en prend directement à la Banque, en reprochant à son Conseil sa mauvaise volonté (50). Wendel a beau s'en irriter fort, il ne se laisse pas pour autant détourner du dessein qu'il a conçu de voter bon gré mal gré pour le projet. Wendel sénateur veut garder à Wendel régent toute latitude d'action pour le deuxième champ de bataille, celui de la Banque, le seul où son opposition puisse être vraiment efficace, sans qu'il y prête trop le flanc à des accusations politiques (51). D'ailleurs, c'est moins, probablement, l'émission de nouveaux bons qu'il blâme que la perspective de leur réescompte

puisque ce dernier seul est créateur d'inflation (52). En sens inverse, Wendel redoute qu'en restant silencieux, il paraisse donner son aval à l'ensemble de l'opération et il s'inscrit pour parler dans le débat.

Son discours, qu'il veut bref, est à deux fins (53). Celle d'abord d'empêcher que l'on réduise dangereusement, comme c'est l'effort de Germain-Martin et de Flandin, la portée d'une décision dont il montre toute l'ampleur. Le Sénat doit voir clairement que la loi n'aura pas seulement pour objet de "procurer à l'Etat les ressources nécessaires à la compensation de ce qu'il est convenu d'appeler les hautes et basses eaux de la trésorerie". Le gouvernement a d'abord paru le prétendre; il est heureux qu'il reconnaisse à présent le contraire et "qu'il s'agi/t/ de combler en même temps certains déficits budgétaires et de faire face à certaines dépenses extraordinaires en attendant qu'un emprunt permette de procurer l'argent nécessaire..."

La deuxième partie de l'intervention est la plus importante, toute entière consacrée à une réflexion sur les dangers, pour l'équilibre des pouvoirs entre la Banque de France et l'Etat, du précédent qu'on va créer. L'Etat rejette sur la Banque la responsabilité politique de déterminer la quantité d'inflation admissible. Responsabilité d'autant plus difficile à assumer que, depuis le Second Empire, elle consent traditionnellement à l'Etat le réescompte de quelques bons pour faciliter les "soudures", et qu'il n'existe donc pas de seuil psychologique qui, à un moment donné, oblige à reposer le problème entier devant l'opinion. Responsabilité qui dépasse les forces de la Banque : qu'elle cède en se proclamant couverte par l'Etat, expression de la volonté populaire, et l'inflation sans contrôle menace. Qu'elle résiste et le risque est grand, dans d'autres circonstances politiques surtout, qu'elle soit écrasée par des forces qui la dépassent.

...fermeté au
Conseil de Régence.

Entre ces deux chemins également périlleux, pour l'heure et puisqu'il faut choisir, Wendel prend résolument le second, c'est-à-dire celui de la résistance, et il n'a pas long à attendre pour le marquer hautement : car la parole est aux régents. A l'occasion de l'assemblée générale de la Banque de France, le jeudi 31 janvier, Tannery leur annonce officiellement qu'il demandera bientôt à son conseil d'autoriser le réescompte à sept jours des nouveaux bons du Trésor : "Cela me paraît", consigne Wendel, "l'ouverture des hostilités" (54).

Les premiers conciliabules des régents ont lieu le 1er février, chez Rothschild, rue Laffitte, et chez Wendel, rue de Clichy. Mais ce n'est qu'un faux départ : un voyage à Bâle de Tannery conduit à retarder l'affrontement jusqu'au conseil du 14 février. Ce jour-là, le gouverneur présente son projet en conseil et chacun reste sur ses positions (55).

Le gouvernement développe alors sa tactique en partie double. Il joue d'abord de la menace ou au moins de l'intimidation.

La "presse officieuse", comme dit Wendel, presse les régents de céder au nom du patriotisme. L'Echo de Paris, en particulier, malgré ses écrits antérieurs, donne à présent de la voir dans ce sens (56). Même la Chronique financière des Débats, trahison! ne serait pas insensible aux pressions gouvernementales, au point que Wendel, qui le juge naturellement intolérable, donne "semonce" à Decrais et à Israël (57).

Flandin tente une pression plus directe par l'intermédiaire de Mandel. Celui-ci fait venir Wendel, le 14 février, pour lui expliquer que sans prétendre lui-même l'influencer, sachant personnellement la force de sa thèse, il est cependant chargé de lui faire connaître que

"Flandin entend venir à bout de toutes les résistances et ne pas se laisser mettre en échec par le Conseil de la Banque". Wendel résume en ces termes la démarche : "En somme, un avis de menace fait par quelqu'un qui n'y croit pas beaucoup et qui me connaît assez pour savoir que cela n'a pas grandes chances de prendre..." (58). Dès le lendemain, retournant au ministère des P.T.T., il fait savoir à Flandin, par le même truchement de Mandel, que l'on pourrait consentir à se prêter à quelques expédients pour franchir la mauvaise passe, mais que le gouvernement s'engage dans un cul-de-sac s'il s'obstine dans le projet... (59). Le même jour, devant la Chambre, le président du Conseil s'attaque aux régents en des termes que ceux-ci trouvent transparents : "Je sais que /ma/ politique financière", déclare-t-il, "heurte de grands intérêts. Certaines oligarchies qui n'osent pas combattre à visage découvert s'entendent à susciter des difficultés. J'espère, Messieurs, qu'avec votre concours et celui de l'opinion, nous parviendrons à en triompher..." (60). "/Il/ mériterait", commente Wendel, "qu'on lui réponde que nous ne discutons pas dans ces conditions, mais il ne faut pas être nerveux..." (61). A gauche, comptant les coups, on confirme, comme fait Pierre du Clain dans la Lumière, que "h. de Wendel est le grand animateur de la campagne de presse et de couloirs" (62).

Tout en marquant son irritation, le gouvernement cependant offre aussi un autre visage. Il tend à minimiser autant que faire se peut la portée de sa requête - à la fois l'importance de la somme demandée et l'utilisation qui en sera faite. C'est ainsi que dans ses premières explications très officieuses, données à Rothschild et Wendel réunis, le 1er février, Tannery fait patte de velours, en minimisant la requête, cette autorisation qu'on donnerait aux banques de présenter en fin de mois des Bons du Trésor pour un escompte à 7 jours, afin qu'elles puissent souscrire des bons en quantité massive sans compromettre leurs échéances mensuelles : "L'affaire est évidemment bonne pour les banques,

commente Wendel, "auxquelles cela permet de mobiliser sans inconvénient leurs dépôts en compte courant, et par suite de réaliser un bénéfice certain. On ne voit pas très bien - c'est la question à laquelle Tannery n'a pas répondu - en quoi elle résout le problème d'emprunt de cinq milliards que le gouvernement espère réaliser par la voie du réescompte des Bons du Trésor..." (63). A force de vouloir limiter le projet pour le faire accepter, ses auteurs finissent par tuer les raisons de la croire nécessaire.

Un peu plus tard, quand Wendel voit Germain-Martin qui reçoit une délégation du Conseil, il l'entend assurer de la même façon que la trésorerie est aisée, qu'il ne veut qu'un acompte limité de 600 millions à un milliard pour agir sur le marché de Paris, et animer les affaires(64).. Germain-Martin a tenu les mêmes propos lénifiants devant la commission des finances de la Chambre, en affirmant : " /Jusqu'ici/ la Banque de France se refusait à dire : oui, j'admettrai / le réescompte des Bons du Trésor/ Elle lésinait, hésitait, elle avait sans cesse une attitude de doute et de crainte, ce qui a gêné énormément le marché. Les notes que j'ai des spécialistes qui ont une pratique de plus de 40 ans sur la place de Paris, disent : le jour où vous habituerez la Banque à avoir une compréhension saine, prudente et large (sic) des besoins, vous n'aurez plus ces coincements que vous avez eus. Par conséquent, je ne vois pas où serait le danger de l'inflation" (65).

Mais Wendel sait très bien, malgré l'optimisme affiché du ministre, que la trésorerie est en réalité détestable : Wilfrid Baumgartner, directeur du mouvement des fonds, n'en fait pas mystère (66). Et Wendel a beau jeu de répondre à Germain-Martin, le 1er février, que puisqu'il s'agit d'aussi faibles sommes et à cette fin, il devrait être facile de les mettre sur le marché sans soulever "la grosse question de principe qu'/est/ l'escompte des bons" (67).

Une Concession
illusoire

Le 16 à 11 heures, tous les régents se retrouvent "privatim", rue Laffitte, chez Rothschild, et le vent est à la conciliation : une majorité paraît se dégager pour qu'on accepte le projet en fixant un plafond d'escompte de 3 milliards. Mais Rothschild, qui à lui tout seul vaut plusieurs voix, et qui est très mécontent, maintient son opposition, craignant qu'après un tel précédent "on ne demande tous les six mois de relever le plafond" (68).

Rien n'est donc encore tranché, lorsque le surlendemain, lors d'une réunion officieuse, Wendel prend une initiative décisive. Il propose une transaction neuve - qui rejoint à peu près une idée émise notamment au même moment, sur le modèle anglais, par Frédéric Jenny⁽⁶⁹⁾ et que Lasteyrie avait proposée à Germain-Martin dès le 23 janvier en commission des finances de la Chambre (70). On pourrait, dit Wendel, accorder 3 milliards au gouvernement, mais en créant au bilan un poste spécial "d'avances sur titres pour effets publics à court terme" où se lirait clairement chaque semaine la situation. Le taux d'intérêt en serait fixé très inférieur au taux des avances sur titres ordinaire - à ce moment de 4,5 % - pour faciliter la présentation d'effets publics, jusqu'ici pratiquement exclus par leur propre taux, mais légèrement supérieur toutefois au taux de l'escompte pour qu'une petite pénalité soit infligée au prêteur et qu'on évite des trafics de signature, aboutissant à une inflation anormale, artificielle du crédit (71). A la grande satisfaction de Wendel, qui avait craint à un moment que de trop nombreux collègues ne soient prêts à "capituler" (72), les régents accueillent bien son idée, parce qu'ils y voient "une contre-offre acceptable pour le gouvernement" qui toutefois ne "lui permettra pas de crier victoire" (73) : Ernest Mallet, doyen du Conseil, Pierre Mirabaud et Wendel vont la présenter au sous-gouverneur Pierre Fournier,

qui remplace Tannery, malade. L'accueil est de bon augure (74), et c'est en effet un texte voisin que le Conseil finit par adopter, dans sa séance du 21 février (75). Ainsi se règle le différend (76), Mais avec quels vainqueurs ?

A ne considérer que les chiffres, il peut paraître d'abord que le gouvernement a obtenu l'essentiel et que l'opposition de la Banque dont Flandin s'est tant plaint et par laquelle il a ensuite expliqué son échec, a en définitive cédé avec les honneurs de la guerre. Mais le croire serait ignorer un élément capital; plus encore que le plafond, le procédé comptable est important, et sa portée dépasse de beaucoup la simple technique. Wendel était très fort parce qu'il s'appuyait sur la stricte orthodoxie en exigeant que l'on distinguât nettement l'escompte et les avances sur effets publics. Mais il portait du même coup le fer au coeur du système Flandin-Tannery qui reposait en réalité précisément sur cette confusion même. L'essor des Bons du Trésor paraissait au public un plebiscite de la confiance; mais s'ils sont escomptés au su de tous par la Banque, on fait seulement, acte maudit, marcher la planche à billets. Alors que le gouvernement voulait faire une inflation de papier-monnaie, à la fois pour alléger la trésorerie à court terme et pour relancer l'activité par la baisse du taux d'intérêts, mais dissimuler cette inflation pour ne pas tuer dans l'oeuf le mouvement ainsi suscité d'optimisme et de confiance qui arracherait les billets moisissés des lessiveuses (77). Difficile prestidigitation, que la rigueur des régents et les remous qu'elle provoqua dans le public concerné rendit tout à fait impossible (78). La hausse sensible des rentes qui avait suivi le mouvement du début janvier ne fut-elle pas enrayée puis renversée quand on sut la résistance de la Banque dès le 21 janvier ? (79).

On peut bien penser, avec Sauvy, que le plan était de toutes façons destiné à échouer. C'est bien l'avis rétrospectif d'Henri Deroy, qui

succédant à Tannery à la Caisse des Dépôts, put observer de près toute l'affaire du côté des hauts fonctionnaires (80). La plupart de ceux-là au reste ne marquèrent jamais beaucoup de chaleur pour l'expérience (81).

Mais il n'est pas douteux, et c'est ici une première et partielle confirmation de l'analyse faite en juin par la gauche, que Wendel ait contribué de façon décisive à l'empêcher même d'être tentée.

SECTION 2 - Le Discours de Nice

La Rancune de Flandin

La rancune de Flandin est grande et elle s'exprime avec virulence. Les petits journaux en portent trace (1). Des échos en reviennent naturellement aux oreilles de Wendel : "Ce grand Flandin", écrit-il le 21 juin, "que je n'ai jamais beaucoup goûté, est vraiment un être odieux. Il paraît que, non content de me prendre à parti à la Tribune, l'autre jour, de façon assez transparente (2), il n'a cessé de clabauder contre moi, ces jours-ci, et de raconter qu'il m'obligerait bien à quitter la Banque !" Et il ajoute : "Il ne faudrait pas oublier cependant que je connais exactement le chiffre des prébendes" - Wendel ne l'écrit pas, malheureusement... - "que l'Alliance démocratique dont il est président reçoit des oligarchies financières et que (...) j'ai pu mesurer combien il était leur homme..." (3). Il fait dire un peu plus tard par Mandel, qui joue toujours les intermédiaires, que, si Flandin "continue à l'ennuyer avec son siège de régent", il ripostera en rendant coup pour coup : "Je n'admets pas qu'après 22 ans de régence, pendant lesquels je n'ai recueilli aucun profit, même indirect, de cette situation et ai rendu tout de même quelques services, on vienne contester la légitimité de ma présence rue de la Vrillière..." (4). Cet avertissement ne détourne pas Flandin de s'en prendre à nouveau publiquement, le 10 mars, à la Banque d'émission qui freine son expérience (5), ce que Gignoux se charge de relever vertement dans la Journée industrielle, en résumant ainsi l'impression déplorable qu'il redoute de voir créer dans le

public : "L'auditeur et le public peu averti en ont immédiatement déduit qu'ils ne nagent pas dans l'opulence uniquement parce que quelques dégoûtants personnages, enfoncés dans leurs fauteuils, juchés sur le "char de l'argent-roi" (c'est une expression de Flandin) les empêchent d'aller purement et simplement chercher rue de la Vrillière de quoi faire leurs échéances" (6). C'est exactement là le sentiment de Wendel : Flandin fait des régents, et de lui-même en premier rang, les boucs-émissaires de ses échecs...

Le 21 mars, les bons offices de Buré et d'Ebstein, de l'Ordre, journal qui naguère avait émargé rue de Clichy, mais qui est à présent très proche du gouvernement, organisent un déjeuner pour réunir en terrain neutre les combattants Wendel et Flandin. Vain effort : chacun reste sur ses positions.^{Les}/deux hommes redisent leurs conceptions opposées sans du tout se convaincre. Diagnostic de Wendel : "Il espère trouver "un point d'équilibre" en faisant de l'inflation à la petite semaine. Il espère, autrement dit - il ne l'a pas exprimé - retarder les accidents jusqu'au moment où d'autres seront au gouvernement". Et Flandin ne cache pas à son interlocuteur sa conviction qu'en lui faisant échec, "la Banque de France - alias François de Wendel - l'a empêché de réaliser son oeuvre" - "On m'avait bien dit", conclut Wendel, "que c'était le fond de sa pensée, mais je ne le croyais qu'à moitié. C'est un fait, et c'est absurde"/⁽⁷⁾Absurde ? le mot, à vrai dire, est au moins excessif...

Wendel réclame avec
éclat la déflation

Au demeurant, si chacun tient ses comptes et tire son bilan, l'intérêt n'en est bientôt plus que rétrospectif, car la situation évolue

très vite. Flandin a du plomb dans l'aile. A une réunion des "puissances d'argent", chez Lambert-Ribot, le 7 mars, Wendel constate la défaveur grandissante qui l'entoure dans ces milieux, au point que cette unanimité négative donne à la séance "une atmosphère plus cordiale qu'à l'ordinaire..." (8). Très bientôt, il va falloir regarder à nouveau en face le problème du déséquilibre entre les prix français ou étrangers, et l'existence d'une troisième voie étant démontrée illusoire, faire donc le seul choix qui vaille : entre la dévaluation et la déflation. C'est le moment où Wendel, comme revigoré par son succès, décide de dire publiquement sa doctrine : une occasion s'en présente, qu'il saisit. Il se chargera du rapport économique et financier au Congrès de la Fédération républicaine, le 12 avril, à Nice.

Aux arguments de Paul Reynaud en faveur de la dévaluation, Wendel a été très attentif, depuis les débuts mêmes de sa campagne. Il l'a rencontré plusieurs fois, notamment dans les derniers temps, sans jamais se laisser convaincre par celui qu'il appelle ce "petit homme talentueux mais suffisant" et qu'il juge depuis longtemps "plus influencé par les gens de New York qu'il ne conviendrait" (9). Dès les origines du grand débat suscité par Reynaud, Wendel a pris en effet publiquement parti contre la dévaluation comme étant à la fois "malhonnête et inefficace" (10). Ses Débats le suivent donc fidèlement quand ils écrivent, sur le même ton, : " Les partisans de M. Paul Reynaud rejoignent en définitive Philippe le Bel, qui avait au moins l'excuse d'un budget à équilibrer et qui n'a jamais, que l'on sache, élevé à la hauteur d'une théorie la diminution de poids à laquelle il a recours..." (11).

Wendel ne songe pas un instant à changer d'avis et il l'explique à Nice à ses amis politiques. Tout autant que "l'inflation à la petite semaine" qu'avait voulu Flandin, "formule répondant bien à l'imprévoyance parlementaire", la "dévaluation systématique (...) du franc jettera

certainement le pays dans un désordre sans précédent : c'est la fin des classes moyennes. L'ordre social n'y résistera pas..." Car "au lendemain même de la dévaluation, l'acheteur français, dont presque toutes les importations (à la différence de l'anglais) sont réglées en monnaies étrangères, s'apercevra qu'il est désormais obligé de payer quatre sous et même plus ce qu'il payait précédemment trois sous : les prix monteront, et non seulement les prix des produits, mais encore et surtout les salaires..." (12). Seuls les rentiers, très iniquement spoliés, auront souffert de l'opération.

Wendel choisit donc l'autre chemin, celui de la déflation. Il faudra des économies : suppression des emplois inutiles, entraves au gaspillage et diminution des traitements. Il est vrai qu'étant donné ce qu'exige la défense nationale, ces économies ne suffiront pas au resserrement monétaire nécessaire. Il faudra se résoudre à alléger le service de la dette publique par un grand emprunt de conversion doté de diverses exemptions fiscales et lancé dans un tout autre esprit politique que celui du néo-Cartel en 1932 (13) : les rentiers accepteront de perdre une partie de leur intérêt si leur capital est durablement préservé. Et cette justification - c'est la conclusion politique qu'on attendait, très propre à nourrir les polémiques à venir de la gauche - "ne peut se trouver qu'avec la présence au gouvernement, pour une longue durée, d'hommes résolument décidés à pratiquer une politique d'union et à barrer la route aux partis du désordre dans le rétablissement d'un parfait équilibre budgétaire..." (14). Il va jusqu'à évoquer - comme naguère en vain déjà avant 28 et avant 32 - l'idée d'une prolongation de la Chambre pour deux ans... (15).

Ce discours de Nice prend toute sa portée si on observe que Wendel en a donné auparavant le schéma précis aux représentants des "grands intérêts" réunis le 7 mars chez Lambert-Ribot et s'est assuré

de l'approbation à peu près générale (16). Les milieux industriels de Lorraine à qui il s'adresse un peu plus tard, en termes voisins, à la Chambre de Commerce de Nancy, manifestent un état d'esprit semblable (17) et Wendel peut se sentir ainsi chaudement porté en avant...

Il constate d'ailleurs que son rapport, publié intégralement le 25 avril par le Bulletin Quotidien, trouve dans la presse un retentissement durable. Frédéric Jenny, du Temps, le paraphrase longuement en ne marchandant pas son approbation (18). On lui en fait compliment à la Banque, tandis qu'à gauche le Lumière titre sur trois colonnes en première page : "Au nom de la Banque de France, du Comité des Forges et des partis de droite, M. François de Wendel dévoile le plan de la réaction" (19).

Lui-même est donc justifié à écrire qu'on considère un peu partout son rapport comme le discours-programme de tous ceux qui ne veulent pas de la dévaluation (20) - c'est-à-dire à peu près tout ce qui compte dans les milieux patronaux. On mesure combien fidèlement Wendel les représente, et on comprend l'écho qu'il trouve quand on lit le manifeste élaboré peu après Nice par 32 groupements économiques dont la Confédération générale du Patronat français, l'Association d'Expansion économique, l'Union des Intérêts économiques, le Comité des Forges, le Comité des Houillères, l'Union syndicale des Banquiers, l'Union des Compagnies d'Assurances, etc... Pour toutes ces puissances, "les avantages que certaines branches de la production et de la distribution attendent de la dévaluation ne seraient que temporaires et ne sauraient (...) contrebalancer les inconvénients graves et permanents qu'elle entraînerait" : en effet, la dévaluation - affirment entre autres Peyer-imhoff, Fougère, Gignoux, Lambert-Ribot, Citroën - "consacrerait une nouvelle amputation de l'épargne, dont la sauvegarde est indispensable tant à la reprise de l'activité économique qu'à la moralité

publique et à l'équilibre social" (21).

Portée politique du discours :
polémiques et réalités.

On comprend bien, dans ces conditions, que ce discours de Nice et sa conclusion politique aient frappé les observateurs hostiles. Mais, pour y voir un chantage à la fois explicite et égoïste, il faut simplifier la réalité, à telle enseigne qu'un pamphlétaire comme Delaisi l'antidate de deux bons mois afin de le faire coïncider avec le grand heurt de février (22). Les Cahiers de Wendel montrent bien, dans leur exacte chronologie, qu'en réalité il n'a élaboré son programme de déflation - ou ne s'y est rallié - qu'après l'affrontement sur l'escompte des Bons du Trésor. En janvier encore, ses idées sont assez floues, non sur ce qu'il refuse mais sur ce qu'il faut souhaiter. Quand Flandin lui demande "ce qu'il ferait à sa place", il se contente de lui répondre que "la remise en circulation de l'or ferait infiniment plus pour rendre la confiance que tout ce dont il est question" (23). C'est peu de chose (24).

Or, on constate d'autre part - nécessité de dater avec précision - que Wendel n'élabore son programme positif qu'au moment précis où le gouvernement lui-même - Germain-Martin en tout cas, probablement en avance sur Flandin (25) - inspiré par ses directeurs, Eric Haguénin et Wilfrid Baumgartner, cesse de croire possible d'échapper à la déflation et à une politique d'économies rigoureuse. Le 5 mars 1935 - c'est-à-dire deux jours avant l'exposé par Wendel de ses théories aux "grands intérêts" chez Lambert-Ribot - Germain-Martin écrit confidentiellement au président du Conseil, après avoir évoqué son optimisme du début de l'année, et en contradiction radicale avec lui : "Le ralentissement de l'activité économique qui s'est produit, et avec une

accélération inquiétante à partir du mois de septembre 1934, a démenti toutes les évaluations de recettes (...) Cette situation doit imposer à la nation une politique de sévère ajustement de la dépense à la recette et un choix entre les catégories de dépenses" (26). Le lendemain même, 6 mars, lors d'un déjeuner à l'hôtel Matignon, où Flandin et Germain-Martin réunissent les directeurs des grandes banques et Henri Deroy, celui-ci est frappé de "l'atmosphère inquiète" (27).

Et à la fin du mois, les choses se sont à nouveau aggravées. Le Trésor est proprement aux abois, tandis qu'il trouve en face de lui les dirigeants de la Banque et de la Caisse des Dépôts très durcis et désormais fort rétifs à toute facilité nouvelle. Vers le 20 mars, le Trésor tente d'obtenir, au nom des besoins urgents de la Défense nationale, des avances directes de la Caisse, "étant entendu que la Banque de France pourrait prendre l'engagement de consentir à la Caisse, en cas de besoin, les avances sur titres qui seraient nécessaires..." On n'est pas loin, malgré un pudique détour, des avances directes tant honnies. C'est pourquoi Fournier, pour la Banque, et Deroy, pour la Caisse, tombent d'accord, le 21 mars, pour ne pas s'y prêter, le premier faisant observer au second que le système serait aussi périlleux que des avances directes, et qu'au surplus - c'est l'évidence - "un tel engagement soulèverait de vives objections de la part du Conseil des régents", et les deux hommes constatent l'échec du plan lancé au début de l'année et qu'il faut tourner la page: "Le programme arrêté à la fin de décembre pour le financement de la trésorerie au cours de 1935 et pour la participation de la Caisse des Dépôts se trouve remis en question par plusieurs faits nouveaux: d'une part, les besoins de la trésorerie n'ont pas permis d'éviter dans la première quinzaine de mars un appel au marché, d'autre part les besoins nouveaux de la Défense nationale augmentent le total des dépenses à financer. Il est donc indispensable de revoir, à la lumière

des faits nouveaux ainsi connus et des autres données connues depuis lors, l'ensemble de la situation..." (28).

C'est assez dire qu'à ce moment tous les hauts fonctionnaires qui sont mêlés de plus près à la partie qui se joue sont convaincus que l'opération de décembre-janvier a échoué et qu'il faut chercher autre chose.

Le secret qui entoure cette évolution de la rue de Rivoli en mars peut expliquer la surprise d'une opinion encore anesthésiée lors de la bourrasque de mai, mais sa date témoigne assez qu'elle ne répond aucunement à une mise en demeure de Wendel. Divergeant sûrement sur l'analyse des responsabilités, mais se retrouvant sur l'analyse des résultats, les régents et le ministre arrivent parallèlement, refusant la dévaluation, à l'idée de la déflation comme nécessaire.

On comprend mieux, du même coup, songeant à l'ambiance de mars, qu'il ne soit nullement besoin pour y voir clair et qu'il serait même dangereux d'attribuer à l'initiative de Wendel et des autres régents des motivations purement égoïstes. Quand Delaisi, repris par Dauphin-Meunier, évoque le discours de Nice (29), il affirme que Wendel y réclamait que les sommes économisées aux dépens des anciens combattants, des fonctionnaires et des rentiers fussent "appliquées sous forme de commandes, subventions et allègements fiscaux, à la grande industrie..."(30). C'est pure fantaisie, le texte ne contient rien de ce genre. Un souci élémentaire - aux sens divers de l'adjectif - de défense de la monnaie et un attachement conjoint à l'orthodoxie financière dans les rapports de la Banque avec l'Etat suffisent à expliquer en l'occurrence le sursaut et le refus de Wendel et de Rothschild devant l'opération de janvier, tout comme leur politique ultérieure.

Paul Reynaud est plus près de la vérité quand il évoque en ces

termes les vains efforts de son éloquence pour rallier Wendel à ses thèses et le détourner de la déflation : "Je me souviens d'un dîner intime auquel j'avais été convié avec François de Wendel pour qui j'avais beaucoup d'estime. Il s'agissait "d'en parler", bien entendu.

- "Ce que je vous dis là est contraire à mes intérêts", arguait-il.

- "Je le crois bien. Le malheur est que c'est aussi contraire aux intérêts de la France."

Je n'arrivai pas à le convaincre. Ce très galant homme continua à lutter contre son intérêt et ceux du pays..." (31).

SECTION III : La Bourrasque de mai :

Wendel change de cap.

Les Sorties d'or

Lorsque les élections municipales des 5 et 12 mai 1935 voient une poussée notable des communistes et le premier succès du "Front commun", un mouvement spéculatif important se déclenche, qui provoque d'inquiétantes sorties d'or.

"Est-il vrai", demande Léo Lagrange, le 7 juin, au président du Conseil, "que la spéculation contre le franc ait été créée de toutes pièces pour forcer la volonté du pouvoir ? Est-il vrai (...) que dès Pâques, la campagne de presse ait été prévue ? Est-il vrai qu'au début du mois de mai, des agents de publicité répétaient à qui leur demandait : "Pourquoi faites-vous cette campagne / contre le franc / ?", "C'est un ordre du ministère des finances et de la Banque de France" ?" Et il répond : "On a dit au gouvernement : on vous aidera par une campagne de presse, on fera sur le Parlement et sur l'opinion la pression indispensable (...) mais on la fera à condition que le gouvernement fasse son devoir (...). Ce devoir c'est, en accordant les pleins pouvoirs, de livrer les anciens combattants, les retraités, les fonctionnaires aux mesures décidées par M. de Wendel" (1).

La réalité, ici encore, est plus compliquée.

Lors des débats de fin mai et du début juin, à la Chambre, droite et gauche tombent d'accord pour constater que le mouvement spéculatif contre le franc esquissé depuis le début du mois n'a pris toute son

ampleur qu'à dater du 13 mai, c'est-à-dire au lendemain du deuxième tour des élections municipales. Mais comme l'a écrit à juste titre à ce propos Alfred Fabre-Luce : " C'est faire beaucoup d'honneur aux auteurs /de l'exportation des capitaux/ que de leur prêter des arrière-pensées politiques. Ils n'ont considéré que leur intérêt..." (2) - comme le plus souvent. D'autre part, étant donné les rapports de la rue de la Vrillière et de la rue de Rivoli, il est invraisemblable que "des agents de publicité" aient pu - sans mentir - et comme l'affirmait Léo Lagrange, se réclamer de leur double initiative pour faire jouer contre le franc les petits épargnants. La thèse de Germain-Martin lui-même, telle qu'exposée "à chaud" à la commission des Finances de la Chambre, est que la spéculation a connu deux temps. Le mouvement aurait été déclenché "avec une violence inouïe" au lendemain du 12 mai à New York, en Espagne, en Belgique, au Luxembourg et en Grande-Bretagne, et c'est seulement à partir du 25 que le relais aurait été pris à l'intérieur du pays sous le double effet de la contagion et des incertitudes politiques accrues (3).

Wendel lui-même ne se réjouit nullement, s'inquiète au contraire de la bourrasque, craignant la panique et des conséquences irréversibles. Il en renvoie sincèrement la responsabilité aux champions de la dévaluation, Paul Reynaud et Raymond Patenôtre, ce dernier menant pour elle, au même moment, dans son Petit Journal, une vive campagne (4).

Un nouveau mot
d'ordre.

C'est un fait que Wendel s'engage très tôt. Aux Débats, il donne son mot d'ordre : "Réclamer pour le gouvernement les pouvoirs nécessaires au rétablissement budgétaire et au sauvetage du franc sans poser de questions de personne. Veiller, si Flandin les obtient, à ce qu'on ne

soit pas roulé !" (5). A ses amis de la Fédération, qui ne mesurent pas la gravité de la situation et s'étonnent probablement de le voir rallié ainsi à Flandin (6), il prêche la même attitude (7).

Il se rend le 24 mai chez Flandin - qui se remet mal d'un grave accident d'auto - pour lui dire combien périlleuse il juge la situation, qu'il faut aller très vite pour ne pas laisser la crise atteindre les caisses d'épargne et la Caisse des Dépôts, et bientôt mettre à bas tout le système financier de l'Etat, et qu'enfin, en pareil péril, il lui propose son appui. "Vous pourriez", lui dit-il, "vous effacer devant un Clemenceau, mais à l'heure actuelle il n'y a aucune raison - puisque vous êtes le président du Conseil - de vous préférer quelqu'un d'autre, mais encore faut-il que vous soyez là le jour du débat". Il trouve Flandin très affaibli et déprimé (8), mais se réjouit de le voir, contre ses prévisions, se traîner, non sans courage, jusqu'à la Chambre.

Il est donc très exact que le ralliement explicite de Wendel à Flandin, quand celui-ci réclame ouvertement l'appui des modérés (9), est spectaculaire, et il est exact que, dans cette brusque évolution, il entraîne, accompagne ou rejoint la grande majorité des modérés. Il constate qu'un homme comme Mercier, par exemple, dont il se méfie tant et de si longue date, réagit à ce moment exactement de la même façon que lui-même. "Il est d'avis", observe Wendel, "d'imposer à Flandin certaines directives et de le soutenir, mais il n'a visiblement pas confiance en son poulain, moi non plus : mais il est trop tôt pour le dire..." (10). C'est aussi l'opinion de Louis Marin, qui vient de promettre solennellement à Wendel, qu'il démissionnera avec éclat du gouvernement si l'on veut dévaluer...(11), mais qui retrouve à présent les vertus de la solidarité ministérielle (12) et dira sincèrement après l'échec de Flandin qu'il le regrette fort (13). C'est l'avis d'Edouard de Rothschild. C'est l'avis de Lemaigre-Dubreuil, de la Fédération des Contribuables. Et c'est la politique qui se dégage d'une réunion des "grands intérêts" le 21 mai, chez Duhamel, avec notamment outre Mercier, Bourgeois et

Lambert-Ribot (14). Et sauf rares exceptions, la presse modérée reflète assez fidèlement ce choix (15).

Chantage ?

Il est vrai que Wendel, durant tout ce temps, veut "veiller à n'être pas roulé"- comme Mercier voudrait imposer à Flandin "certaines directives". Assurément on arrive ici au coeur de la question. Les gauches ont tout à fait raison de penser que Wendel et les siens s'efforcent de tirer, au service de la thèse déflationniste, le meilleur profit politique de la situation⁽¹⁶⁾ Quand le jeudi 23 mai, Germain-Martin écrit à la Banque pour annoncer qu'il va requérir "très probablement" des facilités d'escompte pour un milliard de Bons du Trésor, en affirmant que le gouvernement est décidé à demander les pleins pouvoirs le mardi suivant (17), Wendel note significativement : "On fera ce qu'il demande si les promesses sont tenues... ou paraissent en voie de l'être" (18). Et Tannery, d'après le procès-verbal, l'affirme, porté par son Conseil : "Il est bien entendu que l'engagement que prendrait la Banque à cet égard serait subordonné à la réalisation des mesures annoncées (...) /~par~/ la lettre du ministre. Si donc les pleins pouvoirs n'étaient pas demandés par le gouvernement le 28 mai, ou s'ils lui étaient refusés, la Banque reprendrait son entière liberté..." (19). Il y a là, comment le nier? négociation de puissance à puissance.

Mais à la thèse du chantage il faut pourtant apporter des correctifs qui en réduisent considérablement la portée.

On a dit l'évolution de la rue de Rivoli depuis mars vers la politique de pleins pouvoirs. Avant même les élections municipales, le 3 mai, Germain-Martin réunissait dans son cabinet Tannery, pour la

Banque, Baumgartner et Maxime Robert pour le Mouvement des Fonds et Henri Deroy pour la Caisse des Dépôts, afin de considérer les mesures à prendre. Le ministre se disait alors à peu près converti, comme le sont tout-à-fait les fonctionnaires, à l'idée des pleins pouvoirs, mais que Flandin souhaitait encore pouvoir attendre septembre. A quoi Tannery répliquait qu'il avait vu la veille le président du Conseil "qui ne lui /avait/ pas paru aussi hostile aux pleins pouvoirs qu'il /avait/ semblé au ministre..." (20).

Non seulement l'évolution de Germain-Martin vers la déflation est en réalité accomplie, et celle de Flandin entamée antérieurement au "marché" supposé, non seulement les régents ne sont pas responsables de la crise, mais encore leur latitude d'action et de pression est très limitée par la crainte d'une "culbute" irréversible. Aux racines de cette inquiétude se combinent, comme chez la plupart des dirigeants affichés ou occultes de la droite, et en proportion assurément variable selon les uns et les autres, le souci patriotique de défense de la monnaie et l'inquiétude politique d'une tourmente aux conséquences imprévisibles pour leur influence, les intérêts qu'ils représentent, l'ordre social auquel ils sont attachés. On retrouve ici le schéma rencontré pour la première fois dans toute sa simplicité en mars 1924.

Un exemple est éclairant : Rothschild et Wendel dissuadent le gouverneur, le 16 mai, de jeter dans la fournaise le reliquat du compte de réserve, le fameux "Compte Y" (21), mais c'est parce que cette initiative leur paraît impuissante à enrayer un mouvement si violent qui découle du déclin de la fameuse "confiance" et ne peut avoir comme résultat, outre le gaspillage d'une réserve qui sera utile plus tard, que celui négatif de dissimuler un peu plus de temps la gravité de la situation, donc la prise de conscience politique du gouvernement et du Parlement : "Il faut alerter l'opinion" (22). A

condition de ne pas "clamer partout que /les sorties d'or/ n'ont pas d'importance" et si "Paris s'émeut", le Parlement "sera bien obligé de prendre l'affaire au sérieux" (23).

Oui, mais c'est avant le vote du Parlement que, quelques jours plus tard, Wendel, inquiet qu'on soit trop inquiété, rappelle en sens inverse dans son monde à qui veut l'entendre, et Jean de Pange en est frappé, que l'affolement n'est pas de saison et que la Banque de France a assez d'or pour rembourser ses billets - "pour l'instant" (24). Zigzag caractéristique : il faut faire connaître le péril mais veiller à ce que l'affolement ne le grossisse pas jusqu'à l'irréversible : la voie est décidément bien étroite.

Au même chapitre, Boris dans la Lumière (25), puis Delaisi et Dauphin-Meunier insistent beaucoup sur le relèvement supposé trop tardif du taux de l'escompte, le 23 mai, et les jours suivants (26).

Observons d'abord que, devant une poussée spéculative de ce type où les joueurs jouent sur des pourcentages de profit si importants, l'instrument est très peu efficace, au moins de façon mécanique, mais il est vrai qu'il peut indiquer avec éclat l'intention de lutter contre le mouvement. C'est d'ailleurs cette portée "morale" que le gouverneur, en Conseil, attribue à la mesure (27). Au demeurant, les sorties d'or atteignent leur maximum dans les jours qui suivent ou accompagnent les hausses du taux de l'escompte (28).

On constate d'ailleurs que nulle part Wendel ne cite, dans ses notes prises à chaud, la manipulation du taux de l'escompte comme un moyen de pression sur Flandin et Germain-Martin, eux-mêmes si attachés naguère au bas loyer de l'argent. Il lie explicitement la décision à l'accélération des sorties d'or (29) et fait même reproche après coup à Tannery, apprenant son métier, d'avoir proposé trop tard la mesure,

immédiatement approuvée par les régents (30). A supposer même que la pensée qu'on prête à ceux-ci les ait effleurés, quelle prudence ici encore dans l'exécution, et pour la même raison imposée !

Le plus remarquable en somme, si promesses il y a, obtenues du gouvernement, c'est le grand vague de leur contenu. Dans leurs discours de la Chambre, Germain-Martin et Flandin, défendant les pleins pouvoirs, s'étendent longuement sur les périls de la dévaluation, mais sont très brefs et très nébuleux sur le contenu des économies qu'ils projettent(31). Wendel, cependant, s'en contente, en reconnaissant explicitement qu'on en est arrivé au point critique où toute discussion devient impossible et "où l'on n'a d'autre ressource que de faire pour le mieux avec les moyens du bord et en faisant taire ses préférences". Notant cela le 22 mai, après avoir vu Germain-Martin, il précise : "C'est ce que je me suis efforcé de faire comprendre au dîner du groupe de la Fédération, ce soir, aux camarades qui voulaient poser des conditions, réforme électorale, réforme administrative, ils ne sont pas à la page"(32).

Le revirement spectaculaire de Wendel n'est pas la preuve d'un chantage réussi, - mais le calcul du moindre mal. La bourrasque change la hiérarchie des urgences - sans empêcher naturellement, à quelque chose malheur étant bon, que Wendel s'efforce d'y trouver l'occasion de faire progresser son programme. Sans préalable pourtant, ni condition explicite étant donné le péril, mais avec un succès, après tout, d'abord fort inégal.

Comment Wendel pour finir
déploie la chute de Flandin

L'échec retentissant de Flandin, en effet, finit par être celui de Wendel lui-même, qui a continué de parler pour lui, tenant sa promesse jusqu'au bout, dans les couloirs et devant les journalistes.

S'il était encore député, déclare-t-il à ses amis, il voterait "sans enthousiasme, mais cependant sans hésiter, pour le ministère", car "le temps presse, le Trésor est vide, les difficultés d'ordre technique surgiront rapidement si on attend - et on n'aperçoit à l'horizon ni l'équipe de remplacement toute prête qu'il faudrait, ni le président capable de la faire rapidement sortir de terre". Mais il ne rencontre pas des oreilles bien attentives (33), et malgré l'effort de Flandin qui s'est fait transporter sur un fauteuil pour prononcer son discours, malgré la démission de Germain-Martin, jetée en pâture aux députés comme l'avait été celle de Monzie en 1925, le cabinet est renversé le 31 mai, à 2 h. du matin, à une lourde majorité de 353 voix contre 202. Les modérés se sont divisés à peu près par moitié; à la Fédération 25 députés ont voté pour et 17, rétifs aux conseils de Wendel, contre le cabinet (34). Je suis partout évoque, à juste titre, leur "désarroi", en précisant : "Beaucoup ont dit : Je me passerai de la caisse électorale de M. de Wendel, mais je serai quand même réélu parce que j'aurai voté contre le Front commun..." (35).

Après ce raté, deuxième déception, le ministère Bouisson échoue à son tour, malgré Pétain, ministre d'Etat, et Caillaux aux Finances. Emporté par sa logique, Delaisi veut que Wendel ait combattu le cabinet parce que celui-ci aurait rejeté le programme de déflation (36). Or c'est inexact : sans enthousiasme mais fermement, Wendel lui donne son appui, parce que "le temps presse" et qu'après tout le cabinet, tout en proclamant "l'union" au lieu de "la trêve" est analogue au précédent (37). Bouisson annonce en termes toujours vagues la défense du franc. C'est assez pour que Wendel s'en contente - et déplore ouvertement que la Chambre se montre assez "ignorante de la situation" (38) pour le renverser le 4 juin, à peine constitué.

C'est dans la même ligne, et non contre Bouisson, que Wendel donne enfin, du bout des lèvres, son soutien à Laval, sans avoir reçu

de lui aucune garantie particulière. Il est vrai que Lagrange et Déat auraient trouvé un puissant réconfort, pour la simplicité de leur thèse, s'ils avaient connu le contenu d'un entretien demandé à Laval par Wendel, le 30 mars 1935 - celui-ci désirant connaître, à toutes fins utiles, les tendances de celui-là en matière monétaire, tout en souhaitant lui exposer les siennes et savoir si "le successeur le plus indiqué" de Flandin aurait plus de courage que lui. Wendel avait conclu : "Mon impression a été que /~Laval~/ voyait les choses comme moi et que, si les circonstances l'amenaient au pouvoir à un moment où le programme de déflation (...) serait applicable, il l'appliquerait volontiers".

Dès ce moment, Wendel formulait cependant la réserve suivante : Laval "a beaucoup insisté sur ce que cela serait cela... ou la dévaluation (...) à laquelle il paraît moins opposé que Flandin..." (39). Il subirait, craint Wendel, l'influence de Patenôtre.

D'autre part, après le 30 mars, Wendel a modifié ses sentiments sur Laval. Ses initiatives en politique étrangère, peu après, fort favorables à l'Allemagne, et son "flirt avec Hitler" ont accru entre-temps sa méfiance d'abord vague. La Lumière retarde donc quand elle écrit, le 25 mai, que Wendel "pousse Laval de toute son ardeur" (40). Il l'accueille, en réalité, début juin, sans enthousiasme excessif.

Certes, on dit à présent Laval déflationniste et la Bourse joue son succès (41), et l'or qui a cessé aussitôt de sortir et commence même à rentrer confirme assez que la spéculation jouait le très court terme et la dévaluation voulue ou plutôt forcée (42). Ce premier succès devrait entraîner Laval sur le bon chemin, même malgré lui.

Mais Wendel n'a aucune certitude d'avenir. Il n'a pas de contacts avec Laval pendant la formation du ministère et il guette avidement les nouvelles qui filtrent sur ses intentions. Il pousse Marin à

n'accepter de rester comme ministre d'Etat qu'à condition que Laval fasse des déclarations très fermes et très orthodoxes sur la défense du franc (43) et ses réticences sont vite amplifiées par la caisse de résonance parlementaire (44).

Mais le choix du sénateur Marcel Régnier aux Finances(45), la satisfaction donnée à l'U.R.D. par l'entrée de l'ami Blaisot, au gouvernement comme sous-secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil (46) et surtout la séance du 7 juin, où Laval, avec des déclarations très déflationnistes, obtient les pleins pouvoirs refusés à Flandin et à Bouisson, pour prendre "toutes dispositions tendant à éviter la dévaluation de la monnaie", tout cela contribue à le rassurer, comme le peuvent aussi les informations glanées ici et là, auprès de Mandel ou auprès de Paganon, nouveau ministre de l'intérieur, avec qui il est en bons termes (47). Le choix de Gignoux, qui est un homme du patronat, parmi les experts désignés officiellement comme conseils, est encore un bon signe (48).

Le 29 juin, le gouvernement met le Parlement en vacances pour travailler paisiblement aux décrets-lois. Allons ! "Si l'on s'abandonne, on ne sait où l'on va" - mais "le franc peut encore être sauvé..." (49).

A l'issue de ce premier semestre agité, on le voit, Wendel est rassuré, il n'est pas triomphant. Pierre Laval l'inquiète encore et n'est nullement son pantin. Wendel peut applaudir à la conclusion. Elle n'est pas pour l'essentiel de son fait.

Sa plus grande influence, on l'a compris, fut en janvier et février, quand il empêcha Flandin de déployer son expérience - dans des conditions qui, à vrai dire, pourraient suffire à persuader les démocrates que la régence de la Banque lui avait apporté en l'occurrence, même

si la responsabilité en revenait à Flandin, une puissance politique inadmissible.

Mais la suite est moins simple. En concrétisant avec éclat, mais après février seulement, le programme de déflation vers lequel toute la droite penchait, et auquel le gouvernement même se ralliait doucement, Wendel a cherché continuellement, quoiqu'avec divers va-et-vient tactiques, à peser sur le jeu politique avec tous les leviers à sa disposition. Il l'a fait avec beaucoup moins de liberté, de machiavélisme et finalement d'efficacité directe que ses adversaires ne l'ont cru. Il a grandement contribué à créer un climat. Il n'a pas fabriqué, de mars à juin 1935, la politique de la France.

CHAPITRE II

FRONT POPULAIRE

INTRODUCTION : Le Cabinet Laval et la Déflation

Lors du débat d'investiture de Pierre Laval, le 7 juin 1935, Georges Monnet, député socialiste, s'écrie à la tribune : "Nous sommes obligés de nous souvenir des déclarations si nettement déflationnistes de M. de Wendel, régent de la Banque de France, au Congrès de Nice, et nous devons penser qu'un gouvernement appuyé sur des groupes qui, pendant longtemps, dans cette Assemblée même, reconnaissaient pour chef le même M. de Wendel ne nous donne aucun apaisement" (1). Tandis qu'au même moment, la Lumière proclame en 1ère page : "M. X. forme le gouvernement, mais c'est plus que jamais MM. de Wendel, Rothschild et Tannery qui gouvernent" (2).

Wendel le voudrait bien ! Malgré ce bel hommage de l'adversaire à sa puissance nouvelle supposée, pendant cette phase qui paraît pourtant exaucer ses vœux, il ne joue qu'un maigre rôle. Il ne voit que rarement Laval, une fois le 13 juin brièvement, une autre plus significative, le 11 juillet, à un déjeuner chez Edouard de Rothschild (3). Apprenant les intentions de Laval de réduire forfaitairement de 10 % tous les paiements du Trésor, y compris les intérêts de la dette publique (4), il juge que cette formule, "en apparence égalitaire et par suite électorale, (...) ne sera pas sans inconvénient sur le crédit de l'Etat..." (5). C'est un événement grave, en effet, que cette rupture

unilatérale des engagements de l'Etat - "qui, depuis la Révolution française a toujours proclamé l'intangibilité de la Rente" (6).

Edouard de Rothschild, recevant Laval le 11 juillet, s'est efforcé longuement mais en vain de faire exclure les rentes du projet de déflation. A la veille de la publication des décrets-lois, le 15 juillet, Wendel tente encore d'agir par le canal de ses trois amis ministres, le "trio" Mandel-Marin-Blaisot, avec l'espoir qu'on pourra appuyer Herriot, sur qui l'on compte à présent dans le cabinet, chose que le souvenir du premier cartel rend assez piquante, pour prendre la défense des rentiers (7). Mais c'est en vain : les décrets paraissent comme prévu le 17 juillet. Wendel formule alors ce commentaire qui résume bien et ses satisfactions et ses déceptions : "Laval a compris qu'il fallait faire un effort massif et il faut l'en louer, mais, soit par manque de tradition soit parce que la situation politique ne lui paraissait pas permettre de faire mieux, n'a pas démordu de ses 10 % qui seront une bonne formule électorale parce que d'apparence égalitaire, mais qui n'ont que cela pour eux. Je crains qu'il ne s'aperçoive que la première condition d'un rétablissement financier est de rassurer les capitaux. Ce n'est pas en violant les engagements de l'Etat, comme personne n'avait osé le faire depuis la Révolution (...) qu'il y parviendra. L'argent sortira de France... à la petite semaine peut-être... mais il sortira"(8).

L'argent sort fort peu en réalité durant tout l'été, et en dépit de cette grave critique, on voit Wendel, comme fait la grande majorité des milieux modérés et comme fait la Banque de France (9), accepter et soutenir la politique économique en cours. Il ne se contente pas d'inciter le Temps à soutenir le très "méritoire effort" de Laval (10). Un appui publiquement affirmé doit aider à compenser politiquement le mécontentement des rentiers. Wendel le donne sur-le-champ et hautement dans son département à Varangeville, le 21 juillet (11) - et il le

proclame encore à l'automne, au moins faute de mieux, parmi la passivité des milieux d'argent(12).

En novembre, les difficultés de Laval et les incertitudes politiques, comme le sentiment généralisé d'une langueur persistante des affaires et peut-être, selon Wendel, "une cabale de la finance internationale" (13), vieille ennemie, provoquent une nouvelle crise de défiance et de nouvelles sorties d'or importantes. Contre elles, Wendel demande à la Fédération de soutenir le ministère Laval (14). La responsabilité la plus lourde, à ses yeux, repose sur les épaules des dévaluateurs - dévaluateurs de principe ou dévaluateurs résignés, et qui comme André Meyer, de chez Lazard, prennent leurs précautions en conséquence et risquent de précipiter le mouvement. Et il insiste auprès de Nalèche pour que les Débats "jouent leur jeu dans l'orchestre et fassent bien comprendre aux dévaluateurs qu'on les combattra sans merci..." (15).

Mais ce n'est encore là qu'une fausse alerte (16). L'hémorragie de métal précieux culmine vers le 20 puis se ralentit après le succès du gouvernement, le 29, devant les députés. La Banque de France n'est pas pour grand'chose dans ce succès : elle n'a pu jouer que sur le taux de l'escompte, arme classique, et ici, comme on l'a vu déjà, fort impuissante. Mais un nouveau répit survient qui laisse au premier plan les préoccupations internationales.

SECTION I - Au-dehors : l'Italie brouille les Cartes

Sur l'action extérieure de Pierre Laval, qui est demeuré continûment au Quai d'Orsay, sous Doumergue et sous Flandin d'abord, puis comme président du Conseil, les jugements que porte Wendel connaissent, au gré des événements, des fluctuations marquées, au cours de trois étapes successivement dominées par le malheureux plébiscite de la Sarre, le front franco-belgo-anglo-italien de Stresa, la guerre d'Ethiopie enfin et le problème des sanctions.

Depuis longtemps, Wendel éprouve des sentiments mitigés devant la personnalité de Laval : ils paraissent n'avoir jamais trouvé leur équilibre. Sa trajectoire politique vers la droite, les liens personnels tissés au moment de son premier ministère, les convictions très "orthodoxes" qu'il affiche en matière financière, tout cela paraît de bon augure à Wendel, qui miserait volontiers sur ce cheval-là. Mais, de longue date aussi, il craint que l'Auvergnat ne mésestime le péril allemand et ne mesure pas la périlleuse vanité des négociations. Très tôt, en novembre 1931 déjà, après l'avoir entendu parler à la Chambre, Wendel s'inquiétait de découvrir que Laval se faisait des illusions sur la possibilité d'un rapprochement franco-allemand (1), et trois ans plus tard renaît le même souci. A l'issue de la première visite qu'il lui rend au Quai d'Orsay, à propos de la Sarre, le 26 novembre 1934, il note : "Si aimable qu'ait été Laval, je rapporte de ma visite une impression de malaise. /Il/ veut jouer au plus fin avec les Allemands : il se fera rouler par eux..." (2). Cette inquiétude s'estompe par périodes, soit que la politique extérieure passe brièvement au second plan des préoccupations quotidiennes, soit que le rassure le penchant de Laval pour Mussolini qu'il approuve fort - mais la méfiance latente

de Wendel ne disparaît jamais tout à fait.

Défaite en
Sarre

Dès les premiers mois, l'évolution du problème sarrois et le plébiscite du 14 janvier 1935 ont tout pour l'aviver. Depuis plus d'un an, Wendel veut espérer, contre toute raison, que le mécontentement des catholiques sarrois devant la politique religieuse de Hitler et celui des socialistes devant son régime ramèneraient, à l'arraché, une majorité pour le statu quo. L'assassinat du chef de l'action catholique et des lieutenants de Von Papen par Hitler, dans la nuit des longs couteaux ne va-t-il pas dans ce sens ? (3) Quoiqu'il en soit, chacun à sa place devrait tout faire en France pour signifier qu'il croit à l'échec des Allemands en Sarre. Wendel voit Barthou et Flandin en mars 1934 expressément pour le leur dire (4). Il voudrait que les sidérurgistes français s'abstinssent soigneusement, avant le plébiscite, par patriotisme et quels qu'en soient les risques pécuniaires, de toute discussion avec l'Allemagne sur le régime futur des Mines et des Douanes. Mais il trouve ici contre lui la plupart de ses collègues - qui pensent peut-être que Wendel est d'autant plus dégagé que ses intérêts matériels en Sarre, l'amodiation de Grande Rosselle, sont très limités. Au même moment, Peyerimhoff ne cache pas, en privé, sa conviction que lors du plébiscite, "la passion nationale emportera toutes les barrières avec lesquelles on essaiera de l'endiguer" (5). Au reste il n'est pas jusqu'à Humbert de Wendel dont l'opinion diverge de celle de François : "Sans être bien convaincu que le plébiscite soit favorable au statu quo, j'estime qu'il faut jouer la partie, écrit se dernier, comme si on le croyait, et ne pas affaiblir sa position par des négociations prématurées".

Humbert voudrait au contraire ne pas aborder celles-ci dans la débâcle du retour à l'Allemagne du pays sarrois. Il a probablement raison, mais si on avait raisonné comme cela en 1918, on aurait fait la paix après le Chemin des Dames..." (6). Quand le Comité des Forges en délibère, en séance plénière, le 12 juillet (7), puis le 15 octobre 1934 (8), Wendel retrouve sans surprise Théodore Laurent en face de lui : sans aller aussi loin que la Chambre de Commerce franco-sarroise qui souhaite voir conserver à la Sarre un régime douanier de faveur pour l'ensemble de ses produits(9), Laurent voudrait, pour assurer en France l'écoulement de Dilling et de Saint-Inghbert, qu'on négociât au moins "un accord assurant la franchise en France à un contingent sarrois, quitte à réclamer la franchise en Allemagne du contingent lorrain actuel" (10). Mais affaibli par la position de son frère, qui n'est pas très loin de Laurent (11), Wendel se contente d'obtenir que la note préparée par Lambert-Ribot pour le gouvernement expose sans prendre parti les deux thèses en présence. Tandis que Laurent fait le tour des ministères pour défendre l'idée de négociations immédiates, et ses conceptions sur leur contenu souhaitable (12), Wendel de son côté va dire son point de vue à Doumergue et s'en trouve chaudement approuvé (13).

C'est à Laval qu'il revient de présider au plébiscite, et Wendel tente en vain, par deux visites successives, les 16 et 26 novembre, de le rallier à la fermeté. Laval ne commence-t-il pas par envisager avec faveur le projet qu'a lancé Jean de Pange et que Wendel juge absurde "et bien digne de son auteur" ? On offrirait aux Sarrois, en cas de maintien du statu quo et avec un éventuel parrainage de la S.D.N. de leur abandonner tout ou partie des mines domaniales (14). Wendel ne croit pas un instant que ce faux semblant soit en rien un renfort pour sa thèse et puisse ramener une voix le jour du plébiscite (15). Et il ne cache pas à Laval sa stupéfaction de voir prises en considération ce qu'il appelle "les stupidités de Jean de Pange" (16).

Pis encore : un peu plus tard le président du Conseil laisse signer, par ses représentants à Rome, un accord réglant les modalités de paiement des mines en cas de retour à l'Allemagne. Certes, Grande-Rosselle est en partie sauvegardée, mais "ce n'est là", pour Wendel, "qu'un détail" (17). Politiquement c'est un désastre : on jette le manche après la cognée, on "joue battu". Wendel revient à la charge, essaye de faire agir Marin (18), puis Mandel (19), sans plus de succès. Il juge que l'attitude de Laval donne tort à ceux qui ont pensé, comme il l'a fait lui-même, que Marin devait entrer dans le cabinet (20). Laval serait poussé, chose inquiétante, par Brinon et par Jean Goy (21). Encore Wendel ignore-t-il que Laval a déclaré secrètement, dès le 7 novembre, à l'ambassadeur Koester, dans la ligne de sa politique de conciliation, que la Sarre étant allemande à 100 %, il en souhaite personnellement la restitution (22).

Dès ce moment, les jeux sont faits en Sarre. Wendel s'efforce bien de se persuader, jusqu'au dernier moment, - et les Débats développent cet espoir dans les dix premiers jours de janvier (23) - que la situation reste indécise, qu'on ne sait pas "comment réagissent les masses populaires", et si "la terreur sera (...) plus forte que le mécontentement des catholiques et l'hostilité des socialistes et communistes..." (24). Mais l'appel lancé en faveur du rattachement, à la veille du scrutin, par les archevêques de Trèves et de Spire, balaie les dernières illusions (25). Le 13 janvier, la Sarre vote le rattachement à l'Allemagne par 90 % des votants.

Wendel accueille ce résultat la rage au coeur. Le gouvernement français a été déliquescant (26), et voilà qu'il ose, sans reconnaître que les Sarrois "ont voté dans la terreur", se congratuler, "cet imbécile", des "conditions de tranquillité dans lesquelles le plébiscite a eu lieu..." (27). Les Débats, à nouveau et en contraste frappant avec

l'optimisme gouvernemental du Temps, reflètent fidèlement ses sentiments et ses déceptions. Si la France ne se réveille pas, Hitler la contraindra bientôt à se soumettre à la pax germanica (28). Et pour comble de tous maux, plusieurs, au nom de vieilles légendes, imaginent Wendel satisfait, en le faisant plus ou moins expressément complice des Allemands. Une caricature du Canard Enchaîné le montre au téléphone : "Allo Papen ? Ici Wendel... Compliments pour le plébiscite, l'essentiel est que cela ne sorte pas de la famille " (29). Plus sérieusement et donc plus cruellement, beaucoup se persuadent qu'il s'est mis à la tête des "industriels lorrains", se refusant à souhaiter le maintien du statu quo par crainte de la concurrence : les thèses de Laurent auront donc été pour lui néfastes jusqu'à ce point...(30).

L'Espoir de
Stresa

Mais l'histoire va vite en 1935. Deux mois après la Sarre survient la décision d'Hitler, proclamée le 16 mars, de rétablir le service militaire obligatoire, en violation du Traité de Versailles. Bienqu'à nouveau Wendel regrette l'absence d'une riposte ferme de la France (31) - il lui semble à présent que les probabilités de conflit s'accroissent si rapidement que "les divergences entre les chefs de gouvernement possibles s'estompent de plus en plus, (...) le péril allemand /étant/ devenu trop évident". C'est aller bien vite en besogne. Mais ce provisoire optimisme de Wendel donne ce résultat quelque peu paradoxal qu'il cesse de s'inquiéter pour un temps des faiblesses de Pierre Laval : les événements ne vont-ils pas les balayer ?

C'est le moment où Wendel va le trouver, avec ce raisonnement, pour l'encourager à postuler la succession de Flandin sur un programme

de déflation (32). Les résultats des entretiens de Stresa lui font peu après espérer qu'on se décide enfin à la fermeté et croire que Laval peut y présider. A Stresa, la France, la Belgique et la Grande-Bretagne et l'Italie s'engagent à se prêter mutuellement assistance en cas d'agression allemande. La grande majorité de la presse de droite dit sa satisfaction (33). Et l'approbation de Wendel coule de source. Depuis toujours il proclame indispensable "d'avoir l'Angleterre avec soi" (34) : elle seule pourrait "empêcher une guerre" dont l'échéance se rapproche au fur et à mesure du "réarmement méthodique des Allemands et des concessions qu'on leur fait..." (35) Mais l'appui de Mussolini, le dictateur exemplaire, n'est pas moins indispensable ni moins attrayant. Leur double accord est très heureux, et il devrait être fécond.

L'Ethiopie : choisir
son camp.

Bref espoir ! Quand l'entente se brise, au déclin de l'été, à propos de l'affaire d'Ethiopie, et à la grande joie de l'Allemagne, Wendel se trouve placé tout à coup avec toute la droite nationaliste (36) et, pour la première fois, en face d'un choix qui lui sera cruel. Pour la première fois depuis des années, le chemin cesse ici, pour lui, d'être tracé tout droit.

Les ambitions anciennes de Mussolini en Ethiopie, qui sont entrées dans une phase active depuis ce début de l'année, se heurtent à présent violemment à l'idéologie de la S.D.N. et aux intérêts traditionnels de l'Angleterre. Dès le 26 juin 1935, Laval avait pu paraître aux

sénateurs de la commission des Affaires étrangères et de la Marine assez pessimiste sur la possibilité d'un règlement pacifique et il avait eu cette réflexion : "La France est très désireuse d'aboutir à un bon résultat dans la conciliation. Je ne manque jamais une occasion et j'en provoque parfois de faire comprendre à M. Mussolini que son intérêt n'est peut-être pas de faire ce qu'il fait. Mais Mussolini le fait ! " (37). Quand les opérations militaires commencent en Abyssinie, le 2 octobre, il ne reste plus rien du front de Stresa.

Maintenant président du Conseil, Laval qui est très favorable à l'Italie et très hostile aux sanctions que va voter la S.D.N., voit naître alors, au sein même de son cabinet, un courant emmené contre lui par Flandin et Mandel, très anglophiles, et par Herriot et les radicaux qui tiennent pour l'esprit de Genève(38). Wendel a espéré jusqu'au bout, durant l'été, qu'on pourra trouver un compromis et ménager les deux camps (39). Mais quand la rupture est patente, au début d'octobre, il lui faut choisir son camp : c'est, cette fois, celui de Laval. L'amitié italienne doit être sauvegardée à tout prix.

Wendel s'associe alors - c'est chose très nouvelle chez lui - à la vague d'anglophobie qui emporte les modérés (40) : le gouvernement conservateur de Baldwin joue égoïstement une carte politique intérieure pour raffermir le soutien des tories, attachés aux intérêts de l'Empire Britannique, au Proche-Orient et à la chère route des Indes, et tout en même temps désireux de s'attirer des voix de travaillistes, traditionnellement hostiles à Mussolini (41). D'où la ligne que Wendel dicte aux Débats : il faut qu'on sache que l'Angleterre "est ultra-pacifique et aussi incapable de partir en guerre contre l'Italie que de se ranger à nos côtés dans le cas de l'Anschluss : c'est véritablement un jeu de dupes que de lui promettre notre concours dans le

premier cas alors qu'elle nous le refuse obstinément dans le second. L'Angleterre ne possède en ce moment qu'une seule troupe : c'est sa fameuse cavalerie dont il suffit de lire la presse française pour savoir qu'elle sait toujours en user avec fruit (...) - les trois quarts des journaux (...) ont été achetés..." (42).

Quant à ceux qui, à gauche, peuvent être sincères, ils n'exaspèrent pas moins Wendel. Eh quoi ! "Tant qu'il s'est agi de l'Allemagne, autrement dit du seul véritable ennemi de notre pays, tous ceux qui se sont élevés contre les mesures d'abandon qui nous ont placés dans la situation où nous sommes aujourd'hui, ont été traités de bellicistes, et voilà qu'aujourd'hui, alors qu'il s'agirait d'appliquer contre un pays ami des sanctions dont l'Angleterre n'a jamais voulu entendre parler lorsqu'il s'agissait des manquements de l'Allemagne, de l'occupation de la Mandchourie par les Japonais, des crimes commis par la Russie, les soi-disant pacifistes que sont MM. Serre, Cachin, Cot, Blum, n'ont qu'un désir : lancer la France dans une politique de sanctions qui nous conduirait infailliblement à la guerre !" (43). Wendel croit donc assister à une "pression anglo-maçonnique formidable" (44), et il définit le péril en ces termes : une chute du cabinet Laval et une "vassalisation à l'Angleterre qui risque d'entraîner la France à la guerre", dans les pires conditions possibles... (45).

Le 8 octobre 1935, la Société des Nations - "l'Angleterre me/nant_/ le jeu" - condamne l'Italie à l'unanimité des présents et décide des sanctions économiques en la proclamant coupable d'agression caractérisée. "C'était évidemment difficile", concède Wendel, avec un humour probablement involontaire, "de dire que c'était le Négus qui avait commencé..." Mais il ajoute : "On n'est pas fier de voir que le président du Conseil français ait été contraint/à ce vote/" (46).

Au cours des semaines qui suivent, il applaudit aux efforts accomplis par Laval, à l'intérieur, pour museler les "anglophiles" du cabinet, et au-dehors pour ôter aux sanctions toute portée réelle et gagner la reconnaissance de Mussolini (47). A qui lui demande son avis, il affirme qu'en l'occurrence, s'il est vrai que Laval "n'/_a/_ pas la majorité /_parlementaire/_ pour lui, il /_a/_ l'opinion, que sa personnalité /_a/_ beaucoup grandi et que les milieux industriels et financiers, généralement si divisés, /_sont/_ unanimes à désirer son maintien au pouvoir"(48). A Olivier de Sardan, chef du Cabinet, et à Laval lui-même, le 14 novembre, il apporte expressément son soutien(49). Puis, mi-décembre, survient l'épisode du plan Laval-Hoare : une indiscretion de presse révélant que Laval a mis sur pied, de concert avec Samuel Hoare, le ministre anglais des Affaires étrangères, un projet de "compromis", donnant un avantage écrasant à l'Italie, un sursaut de l'opinion anglaise provoque la démission de Hoare et porte par là un coup très rude au cabinet français, désormais frappé à mort. L'approbation de Wendel ne faiblit par pour autant : "Allons-nous", s'écrie-t-il, "comme en 1905, avec les Allemands, sacrifier notre ministre des Affaires étrangères à l'hostilité anglaise ?" Non ! "Quel que soit le gouvernement au pouvoir, que son président s'appelle Pierre, Paul ou Jacques, les Français ne feront pas la guerre aux Italiens, (...), cela me dégoûte et (...) il y /_a/_ 39 millions de Français qui pensent comme moi..." (50). Car "Laval, c'est la paix, et le pays qui bâle la paix depuis 15 ans, entend bien ne pas partir en guerre contre une Italie qui ne lui a rien fait..." (51). Un peu plus tard, il lui apporte même cet hommage public : "Bien qu'il ne soit qu'Auvergnat, /_il/_ n'a (...) cessé d'agir en bon normand, louvoyant, traînant, gagnant du temps, ne disant ni oui ni non et faisant si bien qu'il (...) a sauvé la paix "(52).

Mandel, mauvaise
conscience de Wendel

Rien de plus clair, rien de plus affirmé que cette réaction, et pourtant on observe que, près de Wendel, un homme travaille sans cesse à lui donner mauvaise conscience : il s'agit de Georges Mandel. Lui sait porter ses critiques au coeur même du système. François Goguel souligne à juste titre qu'à la droite de l'opinion, les adversaires nombreux des sanctions sont bien loin de manifester tous "des tendances favorables à l'Allemagne ou à la conclusion d'un accord bi-latéral avec Hitler" : ainsi Wendel. Ceux-là regrettent seulement "de voir la France se brouiller avec un Etat que ses ambitions et ses intérêts danubiens avaient conduit à participer au front commun contre les entreprises hitlériennes et dont la mobilisation sur le Brenner, au milieu de 1934, leur fai^t/t surestimer la puissance" (53).

Illusion ! vient leur répéter Georges Mandel, sans relâche. A ses yeux, il existe une solidarité des dictatures. Affaiblir la S.D.N. et l'alliance anglaise primordiale, c'est travailler à long terme pour Hitler (54).

Wendel s'irrite de ce fossé qui se creuse entre son ami et lui-même et s'irrite d'autant plus qu'il lui arrive probablement de se demander si ce n'est pas l'autre qui voit juste. Alors il cherche comme pour se rassurer, des motifs personnels à l'anglophilie de Mandel. S'il "déraille" de la sorte, n'est-ce pas parce qu'il se laisse emporter par "sa haine de Juif contre l'Allemagne" (55) ? N'est-ce pas un pur logicien "qui manque de psychologie" et ne "sent pas comme tout le monde" ? (56) Systématiquement, Wendel fait savoir, parmi les siens, "qu'en ce moment, il ne suit pas Mandel" (57), puis, pour "calmer des intrigues" de Mandel contre Laval, il finit par tenter de faire agir

Rothschild "qui doit avoir le moyen de lui faire un peu entendre raison". Car Wendel serait visiblement affligé de rompre les ponts avec un homme qu'il juge - ce n'est pas peu de chose - "le seul parlementaire capable de faire marcher un ministère" qu'il ait connu depuis son entrée en politique...

Le 5 février 1936, parce qu'il a blâmé particulièrement le rôle que Mandel a joué, de l'intérieur, dans la dislocation du ministère Laval et l'arrivée de Sarraut, radical et anglophile, qui a mis Flandin au Quai d'Orsay - rôle décisif aux yeux de toute la presse (59)- Wendel rend spécialement visite à Rothschild, rue Saint-Florentin, afin de lui parler "des incartades de l'ami Mandel" : "Comme /Edouard/ me paraissait juger comme moi", écrit-il, "les dernières variations de Mandel, je n'ai pas hésité à faire ressortir que le Mandel première manière, ménagé par les Débats, l'Echo de Paris... et même l'Action française, était une assurance contre l'antisémitisme, tandis que Mandel, président d'une formation de cartel, déclencherait sur le pays la plus belle vague de racisme qu'on puisse imaginer... Edouard ne l'a pas contesté et je crois qu'il va chercher à réagir". Mais Wendel ajoute : "Il m'a paru cependant évident que Mandel avait essayé de le faire influencer, en présentant Laval comme le protagoniste d'une politique allemande qu'il fallait éviter à tout prix. Edouard déteste les Allemands et les gens qui l'ont travaillé savaient ce qu'ils faisaient. Mes opinions sur le rapprochement franco-allemand sont assez connues pour que je puisse défendre Laval sans être soupçonné de germanophilie..." (60)

Comme enfin Mandel ne paraît pas vouloir dévier d'un pouce de la ligne qu'il s'est tracée, Wendel se décide à avoir avec lui, le 21 février, une franche et longue explication(61). Et c'est sur le terrain de la politique intérieure, parce qu'il s'y sent plus solide, qu'il choisit de se placer pour lui dérouler ses reproches : "J'avais pu

suivre, depuis des mois", lui rappelle-t-il, " /son/ évolution, (...), son rapprochement d'Herriot, son éloignement de Laval, et rien de ce qui s'est passé depuis quelques semaines ne m'a surpris, en dehors de l'initiative prise par /lui/ de réaliser coûte que coûte le ministère Sarraut-Chautemps (62). Je pensais bien qu'il accepterait d'y entrer, mais je ne pensais pas qu'il prendrait la responsabilité de le faire aboutir..."

Et Wendel ne mâche pas ses mots : "Je ne lui ai pas caché que je croyais qu'il avait commis une lourde erreur, qu'il ruinait l'effort poursuivi depuis de longues années (je n'ai pas ajouté par moi), pour lui concilier les droites, et risquait de ressusciter l'antisémitisme toujours latent dans les milieux nationaux. Je lui ai dit que le fait d'être au Parlement le seul Juif de droite lui avait créé une situation privilégiée parce qu'elle lui assurait l'appui des modérés, tandis que ses origines juives rassuraient les gauches, que ses capacités lui permettaient de jouer, de ce chef, le rôle difficile de président du Conseil d'un gouvernement de trêve, alors que rien ne le désignait pour présider un gouvernement de Cartel, ce qui était à la portée de cinquante imbéciles du Parlement, etc... etc..."

Mais, dans sa réplique, Mandel refuse de rester sur le même terrain de la politique intérieure. Wendel peut bien s'efforcer de se persuader à lui-même que c'est là le bon, qu'il faut y chercher les clefs du comportement de Mandel, que, "convaincu à tort ou à raison que les élections seraient un succès pour les gauches", il "ne voulait pas être du gouvernement battu et risquer d'être éloigné du pouvoir pendant un temps indéterminé" et que, dès lors "il a (...) manœuvré pour se rapprocher des gauches et affirmé, depuis juillet, pour masquer l'opération, son désaccord avec Laval dans le différend anglo-italien..."

On ne peut se départir, en lisant le récit de l'entrevue, du sentiment qu'en se tenant à un tel raisonnement - qui n'est d'ailleurs pas

peut-être sans fondement, mais trop partiel (63) - Wendel cherche à se rassurer lui-même et à refouler son inquiétude : celle-ci finissant pourtant par éclater quand Mandel lui répond en ne parlant qu'affaires étrangères et intérêt national et en se posant dans "la tradition clemenciste" comme "champion de l'entente franco-anglaise" - que Wendel lui-même a si longtemps répétée indispensable, en prétendant "personnifier la politique anti-allemande" - à quoi Wendel veut s'identifier si complètement - en répétant enfin, "à toute occasion", que "Laval ne songeait qu'à reprendre vis-à-vis de l'Allemagne, la politique de Briand..." C'est alors que Wendel a ce cri du coeur : "Et là, je voudrais être sûr qu'il n'a pas raison..."

En somme "Mandel compte bien qu'au train où vont les choses, les difficultés qu'occasionnera avec l'Allemagne la prétention de celle-ci de réoccuper la rive gauche du Rhin lui ramèneront les nationaux qui le maudissent aujourd'hui : reste à savoir s'il a calculé juste..." (64) : dans le cas au moins de Wendel, pas si mal.

Le Rhin et Moscou

Lorsque Flandin, nouveau ministre des Affaires étrangères, annonce, au début de février, son intention de demander au Parlement la ratification du pacte franco-soviétique d'assistance mutuelle en cas d'agression, signé le 2 mai 1935 par Laval et Litvinoff, au moment de la politique de Stresa, Wendel réagit encore en désapprouvant l'initiative comme la grande majorité des droites, inquiètes des conséquences en politique extérieure et qui votent, à la Chambre, contre la ratification, (65): "Si l'Angleterre était partie prenante dans le pacte (...), il

faudrait évidemment le ratifier, mais ce n'est pas le cas..." (66). Bien qu'il n'explicite pas son raisonnement, Wendel semble juger que le pacte n'ayant pas de portée pratique, ni militaire ni politique, il est légitime de s'inquiéter d'abord de l'avantage électoral éventuel qu'en retireront les communistes et d'agir en conséquence.

Mais en même temps, il reproche à Laval d'être infidèle à lui-même en s'en prenant à un traité dont il est pourtant l'auteur, sous ce prétexte douteux que les circonstances ont changé (67) et d'autre part, il rejette l'argument que beaucoup avancent à droite en février, sur les dangers de représailles par Hitler (68). "Je pense à ce sujet", écrit-il le 28 février, "qu'avec ou sans prétexte, Hitler réoccupera la rive gauche d'ici six mois" (69).

Or il y faut moins de 8 jours : on apprend, le 7 mars, la remilitarisation de la Rhénanie, en violation flagrante à la fois du Traité de Versailles et du pacte de Locarno. Wendel revient en hâte de Hayange à Paris, et il reçoit à l'aube du 9 un coup de téléphone de Mandel, le priant de venir le voir :

"Je me suis trouvé devant une façon de Clemenceau qui paraissait décidé à aller jusqu'au bout quand bien même l'Angleterre ne marcherait pas. La Pologne aurait, paraît-il, donné des assurances, l'Italie serait favorable, du moment qu'on la débarrasse des sanctions, la Russie et la Petite Entente serait à nos côtés. Sarraut, Flandin, Paul-Boncour seraient très résolus. Piétri, Maurin, Déat beaucoup moins. La thèse de Mandel (...) est que, diplomatiquement, l'Allemagne s'est mise dans un mauvais cas et qu'il faut en profiter, que si médiocre que soit notre préparation à la guerre, elle est aussi bonne sinon meilleure que dans deux ans, que le temps ne joue pas pour nous et qu'il faut intervenir avant que l'Allemagne ne se soit donné la

liberté à l'Est, en fortifiant la Rhénanie et le Pays de Bade, comme nous avons fortifié notre frontière de l'Est..."

Assurément, Wendel est loin de se rallier totalement à la ligne de son ami, à qui l'avenir donnera raison avec tant d'éclat. Il lui dit ses fortes réserves : "Si l'Angleterre est avec nous, on peut se permettre tout ce qu'on voudra, mais si nous n'avons avec nous que les Russes et la Petite-Entente... c'est une autre histoire (...) C'est ennuyeux de se laisser bluffer, mais nous ne sommes guère prêts ni moralement, ni matériellement" (70)

D'autre part on constate que Wendel n'hésite pas à intervenir personnellement contre la demi-mesure que serait une politique de sanctions économiques : "Celles-ci, si on en reste là, seraient une ruine pour la France : perte du bénéfice du clearing - huit cent à neuf cents millions par an - arrêt de notre sidérurgie, faute de coke (l'Amérique n'est pas une ressource)". Il le dit à Bonnet, ministre du Commerce, à Marcel Régnier, ministre des Finances, les 12 et 13 mars, puis en délégation industrielle avec Lambert-Ribot et Raty notamment, au président du Conseil, Albert Sarraut lui-même (71).

Rien ici que de conforme, en vérité, aux attitudes de ses frères d'arme du Parlement, mais dans le même temps il s'en sépare dans la seule occasion politique qu'il lui soit donnée d'affirmer la priorité de sa germanophobie, à savoir la ratification du pacte franco-soviétique, au Sénat.

En commission, le 9 mars, il explique son intention. S'il avait été présent à Paris, lors du vote antérieur, le 5 mars, il aurait assurément voté contre le pacte, mais aujourd'hui le prétexte invoqué par Hitler impose une autre attitude. C'est l'heure du coude à coude

national et l'Europe ne se groupera autour de la France que si elle ne la voit pas divisée... (72). Le 12, en séance plénière, il reste dans la même ligne, - mais il constate sans plaisir que, malgré le chaleureux appel de Millerand, une grosse minorité modérée - 48 sénateurs - a voté contre, comme elle aurait fait avant le coup de force de Hitler. Les députés amis ne défilent-ils pas au Luxembourg pour affirmer qu'une approbation du pacte par la droite du Sénat leur fera perdre l'excellente plate-forme électorale que leur avait donnée leur vote à la Chambre ? (73) Ils ne voient pas, myopes, que le vote du 12 mars au Sénat, "manifestation politique en réponse au geste de l'Allemagne, peut très bien se concilier avec leur propre vote à la Chambre qui n'était en somme qu'une manifestation anticomuniste..." (74)

Non seulement l'Action Française se déchaîne contre le "crime du Sénat" (75), mais dès le 11 mars, Wendel, entre commission et séance plénière, se voit critiqué vertement au Conseil de la Fédération républicaine par les trois-quarts au moins des présents. Parmi eux, grande amertume, figurent Marin (76) et Blaisot "oubliant (...) que l'un d'entre eux était ministre au moment de la signature /du pacte/" (77) Et Wendel note tristement : "Une fois de plus, j'ai constaté que le sentiment patriotique n'était guère plus développé chez /les membres du groupe/ que chez les autres. Ils ont voté "conservateur", comme dans d'autres circonstances, je les ai vu voter "catholique", comme au jour de Mayence, ils n'ont pas répondu au coup de clairon..." (78)

Pourquoi Wendel balance.

Quels sont donc les motifs qui retiennent Wendel - étant admis qu'à ses yeux, il faut tout ou rien et que des mesures intermédiaires sont la pire solution - de rallier définitivement le camp des Mandel,

des Paul Reynaud, des Bertinax ?

Sa préoccupation est d'abord militaire. Il se pose nettement la question : est-on prêt à faire la guerre et surtout à faire une guerre offensive ? Et il donne de la politique militaire du régime cette analyse qui a le grand tort, la suite l'a montré, de ne pas avoir soupçonné l'extrême fragilité de Hitler, telle qu'on la saura plus tard, mais qui n'est pas sur le long terme sans lucidité : "On a, depuis cinq ans, prétendu remplacer la ligne du Rhin par la ligne Maginot. On a immobilisé des milliards dans du béton, mais ces milliards n'ont augmenté en rien notre pouvoir d'attaque-et, pendant ce temps, l'Allemagne s'est armée..." (79)

D'autre part, on observe, chez Wendel, une sorte d'inquiétude superficielle, à voir un certain nombre d'anciens briandistes et "mystiques de la S.D.N.", comme il dit dans son langage, se faire à présent germanophobes. Il réagit ainsi lors d'une visite qu'il fait à Alexis Léger, le 14 mars, au Quai d'Orsay, lorsqu'il voit cet "héritier de Briand" soutenir, "avec plus de formes", la même thèse que Mandel, marquer le danger de voir "la Pologne (...) retourner à l'Allemagne, le Japon s'allier à elle, l'Europe centrale s'abandonner", et la vraisemblance d'un soutien de l'Angleterre à une politique de fermeté, même s'il est vrai qu'à court terme, elle préférerait que nous sauvagardions la paix en nous suicidant". "Je suis sorti de là", écrit Wendel, "en me disant (...) qu'il y avait, très près des leviers de commande, des hommes qui, plutôt que reconnaître que Locarno, la S.D.N. et toutes les billevesées de ces dernières années étaient finies, n'hésiteraient pas à jouer le tout pour le tout..." In odium auctoris...

Alors il veut espérer possible encore, contre cette école-là, si coupable, une solution qui évite à la France tout à la fois "la guerre et l'avanie". Wendel l'espère encore, comme le prouve l'article qu'il fait paraître en éditorial dans les Débats du 19 mars. Que la France quitte la S.D.N., renonce du même coup aux sanctions contre l'Italie, par là se rallie Mussolini... (80) Toujours cette vieille idée qu'on ne peut prétendre à la fois culbuter Hitler et Mussolini...(81)

Wendel s'illusionne ici tout à fait sur la vraisemblance politique d'une telle décision. Et cette dernière porte fermée, pourra-t-on ne pas choisir ? Quand Wendel revoit Mandel le 18 mars, il paraît devoir finalement pencher vers lui, puisqu'il écrit : "Mandel n'a pas manqué au cours de son exposé de beaucoup critiquer Laval et sa germanophilie. Il me revient malheureusement de divers côtés qu'elle est réelle. Au train où vont les choses, ce seront bientôt les communistes qui feront figure de patriotes ! Plus je vais, plus je pense que j'ai bien fait l'autre jour /au Sénat_/de suivre mon tempérament et de voter national" (82).

SECTION 2 - Victoire des Gauches

Le 27 février 1936, Wendel revient d'une réunion des "grands intérêts" qui s'est tenue chez Peyerimhoff, avec ce commentaire désabusé : "On ne se dispute pas, mais on ne fait pas grand-chose. Peu d'entrain, peu d'argent, pas de plan, quelques combines seulement sur lesquelles on est à peu près d'accord..." (1). Le grand patronat aborde mollement les élections. Devant la montée du rassemblement populaire, on ne se déchire plus comme autour de Flandin naguère, mais les vœux partagés sont très faiblement appuyés. On est à peu près d'accord pour espérer en Laval - mais c'est au moment où le pouvoir s'éloigne de celui-ci. On conclut, à une autre occasion, "qu'un appel au Maréchal Pétain serait désirable la veille des élections" (2), mais rien ne vient qui renouvelle la campagne de Gustave Hervé (3)...

Ainsi qu'à l'ordinaire, Wendel est sollicité pour appui financier de divers côtés (4), mais sa trésorerie personnelle continue, comme depuis plusieurs années déjà, d'être lourdement obérée par l'appui donné à son cousin Guy et ne se prête pas à beaucoup d'initiatives.

Et il a beaucoup de peine, dans son ancien fief, signe d'un vent très contraire, à trouver un candidat neuf contre Philippe Serre : le journaliste Jacques Reboul, qu'il a "parachuté" in extremis, ne peut avoir que de bien maigres chances (5).

Nouvelle flambée d'attaques
contre Wendel.

Il faut bien dire que si l'on est très disposé, chez les modérés, à réclamer le soutien financier de Wendel, on songe encore moins que précédemment à solliciter son appui public. Car les attaques de la gauche, renouvelées en 1935, s'amplifient vigoureusement dans les semaines qui précèdent le scrutin jusqu'à lui permettre d'affirmer qu'il est "l'homme le plus attaqué de France."

Dès 1935, les querelles qui ont opposé violemment démocrates sociaux et catholiques de droite - d'un côté Esprit d'Emmanuel Mounier, l'hebdomadaire des dominicains Sept et l'Association catholique de la Jeunesse française, de l'autre, comme ténor majeur le général de Castelnau dans l'Echo de Paris - ont redonné brusquement une vie nouvelle aux controverses anciennes sur le non-bombardement du bassin de Briey.

Des Etats-Unis, viennent d'autres coups, à qui l'apparente sérénité de la distance donne une efficacité différente. C'est ainsi que le magazine Fortune consacre deux grands articles à "l'Histoire incroyable du Trafic international des armes" et, reprenant toutes les accusations antérieures, installe les Wendel au coeur de son pamphlet, la place d'honneur étant réservée à "the misty and cloud-wreathed figure of François de Wendel" (7). Tandis qu'un film intitulé "Dealers in Death" - les Trafiquants de la Mort - projeté à travers le continent américain répand sur les façades des cinémas, en annonçant qu'il déchire "the veil of secrecy of the \$ 1 M de Wendel dynasty", les photos, taille d'affiches, des trois frères et de Guy, dénoncés comme les responsables de 7 millions de morts. L'aubaine sert en France, et Dealers in Death

est souvent présenté en séance "privée" dans les réunions politiques du Front populaire (8).

Car la campagne électorale surtout est propice à ces polémiques. Début février, l'Humanité s'en prend presque quotidiennement aux Wendel (9). Puis en avril et en mai, avant et après le scrutin, elle publie une série d'articles où, sous le titre général "La grande trahison du Fer", elle les attaque à nouveau, et d'abord le premier d'entre eux, avec virulence (10). La presse socialiste - le Populaire - et radicale - Vendredi (11) - n'est pas en reste, et le journal de Bergery, La Flèche de Paris, le place au premier rang sous le titre "France voici tes Maîtres"! (12). Quant à la Lumière de Boris, elle n'hésite pas à présenter Wendel comme l'un des six "candidats fâchers" de la France contemporaine (13).

Aux anciennes accusations, s'ajoutent à présent celles du soutien aux Croix de Feu et surtout de "la livraison de minerais de fer à Hitler" (14). Au début de mars, le bruit court même, à la ~~Maison~~ des journalistes, fable pure, que François de Wendel se serait engagé, à la suite d'une entrevue avec un émissaire de Ribbentrop, à subventionner une campagne de presse en faveur du rapprochement franco-allemand: notamment dans le Jour, l'Echo de Paris et le Temps (15). Les attaques contre la Banque de France des 200 familles viennent couronner le tout.

Dans la France entière, des tracts⁽¹⁶⁾ et des affiches répètent donc les mêmes thèmes, sur le même ton: "En l'an 1936, à la tête de /la/ nouvelle féodalité, un homme puissamment riche, après avoir pris à sa solde des politiciens des partis les plus divers et asservi la grande presse, prétend diriger la politique extérieure et intérieure de notre pays. Ce roi de France, sans couronne, sans main de justice et

sans mystique se nomme François de Wendel..." (17) et on conclut :
 "En 1789, les patriotes promènèrent au bout des piques les têtes d'un certain nombre de traitants qui avaient de toute évidence moins mérité que M. François de Wendel le titre d'affameurs du peuple"... (18)

Dans le climat surexcité de la campagne électorale, des répliques qui sont timidement esquissées portent peu ou portent mal (19). C'est sans grand effet par exemple que le Comité des Forges fait coller 10.000 exemplaires d'une affiche de réponse (20), ou encore que les Wendel répandent un tract spécial en Lorraine (21).

Après la défaite : la
 question de l'inter-règne.

Devant les résultats qui sont aussi médiocres pour la droite que l'annonçait ce très médiocre climat, les milieux où Wendel évolue manifestent d'abord - Banque de France, Comité des Forges, "groupements" - non de la panique, mais un évident désarroi. "On épilogue", écrit Wendel, "mais on ne s'abandonne pas trop. Mais, comme je l'ai dit, il ne suffit pas d'établir un programme de sauvetage pour les prochaines semaines, il faudrait savoir ce que l'on veut, et personne n'en sait rien" (22).

On se demande si Sarraut va rester au pouvoir, durant le long inter-règne d'un mois qui sépare les élections de la rentrée des Chambres. La constitution semble le prévoir et le précédent de 1932 le préparer (23). Mais certains s'attendent que Lebrun appelle Léon Blum sans délai, et on a débattu parfois sur le point de savoir si la solution adoptée l'a été seulement pour des motifs juridiques ou dans

l'espoir de nuire à Blum, empêché d'agir sur-le-champ.

On constate, à cet égard, avec intérêt, que Wendel prend position nettement, dès le lendemain des élections, en faveur du maintien de Sarraut : il craint, en effet, que le ministère socialiste, gouvernant quatre semaines, sans contrepoids parlementaire, ne prenne l'habitude de jouer au "Comité de Salut public". Il croit pouvoir espérer, d'autre part, que la nouvelle Chambre, d'ici la fin du mois, "se décante" et donc se modère.

Il est vrai qu'il ne rejoint pas, jugeant de la sorte, l'unanimité des milieux d'affaires. C'est ainsi qu'André Meyer, de chez Lazard, que Wendel estime représenter le sentiment général des banques, souhaite au contraire l'arrivée immédiate de Blum à Matignon : rencontrant ainsi paradoxalement la part la plus impatiente des gauches. Sa crainte primordiale est d'un contrôle des devises pour une défense de la monnaie "à l'italienne". Il estime donc qu'il vaut mieux laisser, dès maintenant, "glisser le franc", mais qu'il faut attribuer aux socialistes, à cet égard, une responsabilité que les radicaux se soucient fort peu d'assumer...

Wendel, de son côté, ne doute pas que le "patatras financier" résulte nécessairement des élections : "à moins d'un miracle, le franc est dorénavant perdu" - par un effet direct de la confiance envolée. "L'examen des bilans montre, phénomène constaté en Angleterre en 1931, que toutes les fois qu'il rentre un milliard de billets qui viennent se faire échanger contre un milliard d'or, il sort en même temps un milliard de billets dont la bonne moitié pour assurer les besoins du Trésor (escompte des bons) : c'est l'inflation par réduction rapide du rapport de l'en-caisse aux engagements" et "d'ici peu (...) la culbute" (24).

Soit : mais on pourrait assez aisément éviter les inconvénients politiques d'une débâcle immédiate. Il suffit, en payant le prix indispensable, d'escompter à Sarraut les Bons du Trésor nécessaires à sa survie d'un mois. Sauf panique brutale précipitant le public vers tous les guichets, on atteindra juin de la sorte (25).

L'analyse de ces spéculations pourrait conduire à leur attribuer quelque influence sur la solution adoptée du maintien de Sarraut. Mais la simple chronologie s'y oppose, car la décision prise le 6 mai, d'un commun accord entre Lebrun, Sarraut et Léon Blum, arrive assez tôt pour empêcher les intrigues et les spéculations de se développer (26). Au moins éclaire-t-elle sur l'attitude de Wendel et sur sa tactique : priorité au politique. Il ne paraît s'aviser qu'à la fin du mois seulement que l'escompte consenti à Sarraut constituerait un dangereux précédent, dont Blum pourrait se réclamer ensuite (27).

Les accords Matignon

Aussi bien les premiers soubresauts ne surviennent-ils pas, comme l'avait cru Wendel, sur le front financier mais sur le front social; puisque les mouvements de grève et les occupations d'usines commencent dès la moitié de mai.

Les établissements de Wendel ne sont que tard touchés par la grève, et somme toute assez peu. Les ouvriers lorrains sont beaucoup moins syndicalisés qu'à Paris ou dans le Nord, l'emprise de la direction est beaucoup plus directe (28). Au moment où Léon Blum prend le pouvoir, au début de juin, et quand sont signés les accords Matignon, le 8, l'Est est encore assez calme (29).

Absorbé par la Banque de France et ses préoccupations lorraines, rendu prudent peut-être par les attaques subies, Wendel reste dans les négociations quelque peu en arrière de la main - même s'il les suit attentivement. Il assiste, le 3 juin, à l'Assemblée extraordinaire de l'Union des Industries métallurgiques et minières, qui se tient rue de Madrid, sous la présidence de Richemond, et il appuie la volonté exprimée encore ce jour-là de refuser toute discussion tant que les usines seraient occupées. Mais, trois jours plus tard, constatant l'extension du mouvement à d'autres secteurs que la métallurgie, notamment les grands Magasins, il approuve la décision prise, de laisser la C.G.P.F. de Duchemin se substituer au groupement de la métallurgie parisienne dans les négociations qui s'annoncent (30), et sur le principe des négociations, il a ce commentaire ambigu : "Il ne peut évidemment être question de causer avec des ouvriers qui occupent vos usines, mais on ne peut supprimer tous pourparlers..." Il ne s'oppose pas aux concessions que propose Lambert-Ribot, se contentant de faire observer à ses collègues qu'elles ne sont possibles "qu'en cas de dévalorisation prochaine du franc" (31). Enfin, deux jours plus tard, quand il apprend le contenu des accords et ce qu'ont consenti les délégués patronaux, Lambert-Ribot, Duchemin et Richemond -auxquels s'est joint Dalbouze, président de la Chambre de Commerce de Paris, Wendel considère que cette "capitulation" était à peu près inévitable.

Assurément les avantages accordés sont, en eux-mêmes, "complètement absurdes". Car "si le franc ne dégringole pas de 50 %, l'octroi de 12 % / augmentation moyenne des salaires / plus 5 % / congés payés / plus 20 % / semaine de 40 heures / égalent 37 % de supplément de salaires, avec la hausse des prix et des faillites (pour ceux qui ne pourront hausser les prix) qu'entraînera fatalement une pareille augmentation de salaire est une pure folie : autant dire qu'on est

prêt à tout lâcher et qu'on laisse aux événements le soin de remettre les gens à la raison".

Mais il n'en ajoute pas moins qu'il s'abstient de critiquer les délégués patronaux : ils étaient dans "l'impossibilité (...) de résister à un gouvernement qui, non content de se désintéresser du droit de propriété, ne se préoccupe même pas d'assurer la liberté individuelle et l'ordre dans la rue..." (32). Sentiment partagé encore largement, semble-t-il, par les membres de l'U.I.M.M. quand ils entendent Lambert-Ribot et Richemond rendre compte des négociations : "Peu de récriminations : tout le monde sent bien que le terrain cède sous les pieds..." (33). Wendel précisa plus tard que l'existence même de l'U.I.M.M., inventée jadis par Pinot, pour neutraliser le "mécanicien" Jules Niclausse, en rapprochant les métallurgistes de leurs clients, obligeait ses représentants à signer des accords qu'ils auraient pu refuser s'ils avaient représenté la sidérurgie de province seulement et pas l'industrie mécanique de la région parisienne...(34)

Quand commencent de s'élever, quelques jours après Matignon, au Parlement et chez les patrons des petites industries, des critiques acerbes contre les concessions excessives, Wendel prend la défense des accords autour de lui et, même, dans un article anonyme qu'il donne à l'Ordre, le 27 juin. La sagesse était bien de faire le gros dos et de laisser passer l'orage, d'accepter "une mesure d'apaisement capable d'éviter les pires catastrophes". Il fallait laisser le temps de se ressaisir à une opinion publique qui était prête, au matin du 8 juin, à dénoncer l'intransigeance patronale parce qu'elle n'avait, pour se renseigner sur les événements que l'Humanité et le Populaire et une radio, aux mains d'un gouvernement "qui déclarait ouvertement que non seulement la violation du droit de propriété lui était indifférente, mais qu'il en était de même de l'ordre

public et de la sécurité des citoyens et qui, d'ailleurs, avait donné aux forces de police, quelles qu'elles soient, l'ordre de ne répondre à aucun appel..." (35). Les concessions patronales, seules, ont empêché provisoirement, tenant en échec "l'immense entreprise dirigée par le 'Komintern', que 'se déchaîne la révolution" (36).

Mais, dans les jours qui suivent Matignon, le climat évolue vite. Wendel estime que l'opinion provinciale comprend mieux le danger des concessions et que le petit patronat dont le soutien est indispensable est proche de l'exaspération. Duchemin manque de fermeté et ne comprend pas qu'il faut maintenant se battre le dos au mur (37).

En Lorraine, le mouvement ouvrier n'atteint son apogée qu'avec beaucoup de retard sur Paris et le Nord. Tandis que patrons et C.G.T. discutent à la préfecture de Metz et au Ministère du Travail, Joeuf tient à peu près, et, en Moselle, après diverses péripéties, les usines, occupées par les ouvriers, s'arrêtent le 27 juin seulement - après une visite de Seumat et Benoît Frachon - mais elles sont évacuées dès le 2 juillet, et les fourneaux sont remis à feu le 4 juillet à Hayange et à Moyeuvre : les concessions ont été moins lourdes à supporter, comme souvent, pour les Wendel que pour leurs confrères, payant des salaires un peu inférieurs et dont la trésorerie est plus serrée. (38) La rancœur de Wendel n'en est pas moins vive contre un gouvernement qui s'est refusé à envoyer des forces de l'ordre (39). S'est-il jamais dit, après coup, qu'elles auraient bien pu mettre le feu aux poudres ?

La réforme de la
Banque de France

L'attention de Wendel se porte alors sur le front de la Banque de France. Ici le prix à payer s'annonce plus lourd. Le remplacement,

début juin, de Tannery par Labeyrie, classé "homme des gauches" ne laisse que peu de doutes sur les intentions du gouvernement (40). Le 10 juillet, Wendel apprend sa volonté de hâter les choses et de faire voter sans délai la réforme qui éliminera les régents (41). Nul moyen de s'y opposer. On ne peut qu'espérer mourir en beauté.

Le projet de loi portant réforme de la Banque de France est connu par la presse le 16 juillet. Dans le droit fil de la campagne menée contre les 200 familles (42), le conseil de régence est supprimé et remplacé par un conseil général de 20 membres que l'on voudrait la synthèse de toutes les forces vives de la nation. Aucun parlementaire ne pourra faire partie de ce conseil, disposition visant au premier chef, de l'avis des observateurs, le sénateur François de Wendel (43).

Tout-à-fait impuissants à empêcher l'événement, les régents ne peuvent que souhaiter justifier une dernière fois leur gestion et mettre en garde pour l'avenir. Ils écrivent collectivement au président et aux membres de la commission des finances du Sénat, en insistant sur les droits des actionnaires, en voie d'être déposés de leurs pouvoirs (44) puis, en séance plénière, le 23 juillet, Wendel prend la parole, seul orateur qui intervienne dans la discussion générale. Il affirme que les régents n'ont jamais tiré de leur position des avantages personnels "qu'ils n'eussent facilement obtenus par ailleurs", autrement dit des crédits de complaisance (45). Il justifie surtout les résistances opposées souvent dans le passé aux requêtes du gouvernement - résistances au reste insuffisantes souvent à son goût - l'institut d'émission n'étant certes pas dans ces débats le "pot de fer", et, pour l'avenir, il dit son inquiétude que les nouveaux conseillers ne deviennent des "personnages de paravent" destinés à "masquer simplement l'arbitraire administratif ou ministériel..." de telle sorte que ne finissent par se confondre tout-à-fait, au grand

dam de la monnaie, le crédit de la banque et le crédit de l'Etat (46). Ce sont là des propos que la presse modérée relève naturellement avec beaucoup de faveur (47).

Les mêmes théories, -défense du passé, mise en garde pour la suite - sont reprises avec plus de mordant dans la déclaration de protestation en forme de testament, rédigée en commun par les régents (48), lue par leur doyen, Ernest Mallet, au conseil du 30 juillet et, malgré les efforts de Labeyrie(49), distribuée à la presse et publiée le lendemain par tous les journaux de droite (50). Il revient à Wendel, lors de l'ultime conseil de régence, le 13 août, et en réponse aux propos banals du gouverneur, de donner un dernier écho à ces impuissantes protestations, au moment où se tourne pour lui "une grande page de sa vie" (51).

SECTION 3 - Réagir

Pour une nouvelle stratégie

On a beaucoup parlé du durcissement du patronat à partir de l'automne 1936. L'évolution de Wendel remonte un peu plus haut.

C'est au milieu d'août en effet qu'il secoue le désarroi né des défaites subies au jour le jour, et définit les directives nouvelles qu'il proposera à ceux, à présent plus nombreux, qui viennent le consulter et le solliciter : d'un déjeuner organisé avec Wendel par Nalèche, le 11 août, Jean de Margerie, qui "cherche un homme", retire "la certitude" que Wendel peut jouer un rôle décisif "parce qu'il a l'expérience, les moyens et l'autorité". Jusqu'ici "on a toujours vécu au jour le jour, absorbé par des parades, en ordre dispersé, à des périls fragmentaires". Il dépend de Wendel "de forcer la main, si besoin est, à quatre ou cinq chefs de file essentiels, pour une action commune" qui "aborderait le problème dans son ensemble" (1).

Wendel avait été déçu par le peu de présence des Croix de Feu depuis les élections (2). Il voit pourtant La Roque longuement le 7 septembre⁽³⁾. Il voit aussi Jacques Doriot, chef du tout jeune P.P.F., le 26, chez Pierre Pucheu (4), avec cette réaction : "L'homme est (...) puissant. Il a bon équilibre et beaucoup de sang-froid. Il est évidemment dégoûté du communisme et sait comment il faut le combattre. Est-ce suffisant pour en faire le grand chef ?" (5).

D'autre part, sans qu'on puisse dire quel rôle exact il y a joué (6), Wendel approuve la "révolution de palais" qui amène, en octobre, le remplacement à la tête de la C.G.P.F. de René Duchemin, à qui on reproche maintenant les concessions qu'il a faites, par Claude Joseph Gignoux (8), "un de ces hommes", dira Léon Blum, "qui sont étrangers (...) à l'industrie, et qui, soit prévention de parti, soit fanatisme doctrinal, apportent parfois à la défense des intérêts patronaux plus d'âpreté que les patrons eux-mêmes..." (9).

L'analyse de la situation ne doit pourtant pas porter aux solutions extrêmes. Certes, la dévaluation du 25 septembre apparaît naturellement à Wendel comme le signe attendu de la faillite de l'expérience - mais le public ne commence-t-il pas à être ici dangereusement anesthésié ? (10) Wendel peut bien "saluer avec joie", comme un signe très heureux, les premiers succès des franquistes en Espagne (11), qui déjouent les "félonies" du gouvernement Blum (12), il ne s'en inquiète pas moins d'un éventuel coup de force communiste pour septembre. Les chefs du Parti, heureusement, ne le souhaitent probablement pas, parce que Staline comprend que "la révolution en France, c'est la liberté donnée à Hitler en Europe" (13). Mais "les militants, excités par le succès de juin, voudront-ils attendre pour faire leur effort que les conséquences logiques des bêtises faites depuis deux mois commencent à se faire sentir ?" (14).

Or Wendel estime que les groupements d'ordre n'arrêteront les communistes que "si l'armée et la police sont avec eux". Mais ils lui paraissent "incapables matériellement de dominer / la situation / dans le cas (...) où celles-ci observeraient simplement une neutralité malveillante". Or "inutile de compter sur la police" puisque "Blum est un illuminé" et "Salengro le prisonnier de son parti". Il reste l'armée, "qui ne marchera que sur un ordre régulier du ministre de la Guerre, autrement dit Daladier."

Wendel conclut qu'il faut s'appuyer sur ce dernier et "le faire travailler en conséquence" tout en arrêtant net "les petites combines qui se préparent en vue du Congrès radical d'octobre, en faveur de Chautemps, qui est évidemment plus délié, peut-être même plus conservateur, mais aussi plus impopulaire à droite du fait de l'affaire Prince" (15). Telle est la politique qu'il prêche un moment autour de lui (16), et que l'attitude assez anti-communiste des radicaux à Biarritz, fin octobre, peut lui paraître justifier. Une grève d'une semaine lancée à Joeuf entretemps ne s'est-elle pas terminée par une demi-défaite des syndicats ? En novembre enfin, c'est la fermeté de Daladier, d'après ce que l'on rapporte à Wendel, qui aurait conjuré le dernier péril grave : le vendredi 27, Wendel reçoit à Hayange - est-ce une intoxication ? - deux télégrammes de son ami Marcel Bourgeois, secrétaire général de la C.G.P.F., l'avisant que les communistes préparent un coup de force fixé au lundi 30 novembre - projet qui n'aurait été décommandé in extremis que devant la résolution montrée par le ministre de la Défense nationale (17).

Dès ce moment, l'usure du gouvernement Blum est patente et la droite d'affaires peut reprendre courage. C'est ainsi que Wendel appuie sans hésiter les deux fermes répliques élaborées par Gignoux, au nom de la C.G.P.F. et par le Comité des Forges collectivement en réponse aux attaques de Charles Spinasse, ministre de l'Economie nationale (18). Il conduit même la délégation qui va porter à Blum la seconde missive (19). Le 28 novembre, la C.G.P.F. rompt les pourparlers avec le gouvernement à propos de l'arbitrage obligatoire. Et Wendel approuve cette "énergie" (20).

Le gouvernement passe le cap du nouvel an en faisant voter à la Chambre, après bien des péripéties et contre l'attente de Wendel (21), son texte sur cette question de l'arbitrage. Mais ce ne peut être qu'un répit.

Devant le déclin
du Front Populaire

Le 6 février, Wladimir d'Ormesson consacre son "leader" du Figaro à un "Dialogue entre l'optimiste et le pessimiste". Pour l'optimiste, "tout rentre dans l'ordre" car "le Front Populaire a jeté sa gourme : ce n'est plus le gouvernement qui s'accroche aux communistes, mais les communistes qui s'accrochent au gouvernement. Aipsi la France, dirigée par des hommes qui tournent enfin le dos à la révolution peut-elle profiter de la reprise mondiale et de sa propre dévaluation (...) Dans ce climat, la Trésorerie finira bien par se procurer les milliards dont elle a besoin. Voilà pourquoi, malgré les difficultés qui subsistent on peut reprendre confiance..."

A quoi le pessimiste répond : "Si la France avait voulu tenir le fameux "quart d'heure", voici des mois qu'elle aurait recueilli les bénéfices de la cure d'assainissement que d'autres lui avaient fait faire /entendez Laval/ et qu'elle se trouverait avec des finances remises d'aplomb dans des conditions excellentes pour profiter de la reprise générale, mais les Français n'ont pas supporté ce dernier quart-d'heure, ou si vous préférez la fatalité a voulu que le retour des élections coïncidât avec lui (...)

A quoi assistons-nous ? Aux conséquences classiques de toute dévaluation, mais d'une dévaluation mal faite (...) A une augmentation en flèche du coût de la vie, les effets de cette dévaluation étant multipliés (et voilà le mal) par ceux souvent catastrophiques des lois sociales, justes en soi, mais follement bâclées (...) Certes, il existe d'immenses possibilités dans ce pays, mais pour les mettre en oeuvre, il faut que l'on en revienne aux données stables de la sagesse (...) La richesse d'une nation n'est pas faite des calculs des étrangers. Elle est faite de la confiance de ses propres nationaux. Or trop de points

d'interrogation - et de points noirs - pèsent sur cette confiance..."(22)

La conversation est véridique, et fidèlement transcrite. L'optimiste, en effet, cache ici l'ambassadeur de Belgique, Van Kerchove de Denterghem : le pessimiste, dont le ton est familier, n'étant autre que Wendel lui-même (24).

C'est assez dire que l'histoire politique des mois qui suivent, "la pause" annoncée par Léon Blum en février, les difficultés financières accrues, la lassitude grandissante du gouvernement, les sorties d'or précipitées et la chute enfin survenue le 21 juin devant le Sénat, répondent assez bien à l'attente de Wendel, et pour une part au moins, la plus politique, à son espoir. S'il juge que le successeur radical Chautemps préside assurément un "détestable ministère", il se réjouit au moins de pouvoir affirmer que celui-ci "consacre (...) l'échec de Blum, et ne/lui/ permet pas la revanche immédiate que la majorité de la Chambre lui aurait probablement accordée si le ministère avait été moins avancé..." (25).

Mais, dans cette évolution, de quel poids Wendel peut-il, pour sa part, peser encore ? Contre lui, les attaques de la gauche ne se tarissent guère, qui le poussent à une prudence durable. De bons amis lui rapportent volontiers qu'en cas de révolution, "il sera le premier tué..." (26).

Les nouveaux dirigeants patronaux échappent largement à son influence. Des députés de la Fédération, et surtout depuis le renouvellement de 1936, le sénateur François de Wendel sent bien qu'il s'éloigne peu à peu malgré tous ses efforts. Il sent bien qu'il commence à prendre figure pour eux de patriarche - à qui l'on réserverait volontiers des tâches de conciliation, plutôt que des décisions d'autorité, tout en le préférant toujours dans l'ombre...

Querelles à droite.

La Roque et Doriot

On le voit bien à l'occasion des querelles graves qui s'élèvent au premier semestre de 1937 entre la Fédération et le P.S.F. du Colonel de La Roque.

Comme Louis Marin et la majorité de ses amis de la Fédération, Wendel avait jugé très utile la force de manoeuvre fournie par les Croix de Feu, mais il voit sans plaisir les nouvelles ambitions électorales du nouveau P.S.F. et son désir de s'insérer dans un jeu parlementaire que La Roque avait jadis si vertement condamné, et où il risque de menacer des situations bien assises (27). N'aurait-il pas tenté, de débaucher, pour constituer un groupe P.S.F. à la Chambre, des parlementaires de la Fédération ? (28). Après un entretien avec le Colonel, le 3 décembre 1936, Wendel observe en effet : "Du côté du P.S.F., on est sur le qui-vive et on se dit assez certain de pouvoir assurer la protection du centre de Paris. La Roque n'est pas un tribun ni même un propagandiste, mais il sait organiser un service, une manœuvre, et il semble bien qu'il soit ce qu'il faut pour grouper les gens acquis et coordonner leur effort". Mais : "ce qui me paraît moins heureux, c'est son action politique sur le plan parlementaire. Il ne fait que démolir la Fédération républicaine, selon la tradition chère à Poincaré, Maginot, ou Tardieu..." (29) C'est aussi l'opinion que le général Weygand, au même moment, soutient en privé (30). Marin lui-même s'en inquiète et s'en irrite depuis plusieurs mois (31). La Roque, de son côté, se montre très jaloux de son indépendance à l'égard des autres partis, et peut-être même des "puissances d'argent" (32).

L'élection partielle de Mortain, dans la Manche, qui oppose un candidat P.S.F. à un "maringouin" fait éclater au grand jour des

dissensions latentes depuis plusieurs mois (33). La Fédération s'irrite de voir La Roque mettre le désordre dans ses meilleurs départements (34). Wendel s'offre alors, pour arrondir les angles et tenter une conciliation. Mais la visite qu'il rend à La Roque, rue Spontini, n'apporte pas grand résultat. Wendel lui reproche explicitement "ses incursions sur le terrain électoral", car "le fait de pouvoir, après l'effort qu'il a fourni sur le terrain civique, réunir assez facilement dans un congrès électoral les hommes qu'il groupait avant pour d'autres fins, ne signifie pas que le P.S.F. puisse espérer plus de voir que les autres partis (...) Autre chose", explique Wendel, "est de grouper des hommes pour être, grâce à une bonne organisation, les plus forts au jour dit, et de demander à une majorité électorale, le pouvoir désiré : c'est même tout le contraire. Le système consistant à venir faire, au nom du P.S.F., des conférences dans tous les départements et, en particulier, dans les meilleurs, sans s'entendre au préalable, ainsi que cela a été le cas en Meurthe et Moselle, avec les parlementaires amis, ne peut conduire qu'à un désastre..."

L'accueil est tiède : "La Roque, qui est certainement très orgueilleux et susceptible, mais qui sait que je ne lui veux pas de mal, a assez bien supporté mes critiques, mais il s'est beaucoup défendu de rechercher la division. A l'entendre, ce seraient ses troupes qui recherchent l'action, et ces troupes seraient (elle est bien bonne !) plus à gauche que les nôtres !! Son programme également ! (Soi-disant parce qu'il y figurerait les congés payés : c'est enfantin !)" (35)

L'échec de la démarche est très vite éclatant : quelques jours après cette visite, en effet, La Roque s'en prend très violemment à Louis Marin, dans son journal Le Flambeau, et c'est tout juste si Wendel obtient de son président que les ponts ne soient pas coupés (36). Il n'en veut pas moins beaucoup au Colonel de ne pas l'avoir écouté, et il dit peu

après à ses collègues du Comité des Forges, comme à Pierre Laval, son irritation de voir La Roque "déborder complètement de son cadre et dépenser des sommes considérables pour préparer une catastrophe électorale". Il faut donc "le neutraliser" sur ce terrain (37). L'échec à quelques voix, au second tour, du candidat P.S.F. à Mortain, le 18 avril, et malgré le désistement en sa faveur de son concurrent de la Fédération, ne peut qu'envenimer la blessure (38). C'est un bien mauvais coup d'envoi (39) pour les efforts d'unification qu'entreprend Jacques Doriot, en lançant son appel pour un "Front de la Liberté" : auquel Marin sera presque seul à se rallier (40).

Peut-être Doriot, à vrai dire, y trouve-t-il son compte. Au même moment, l'Abbé Desgranges note tristement que, s'il se confirme que "La Roque est fini (...), c'est malheureusement Doriot qui va recueillir la confiance béate des milieux bien-pensants et des industriels généreux." (41)

Qu'en est-il du côté de la sidérurgie ? Les Renseignements généraux indiquent, dans la même ligne, que Doriot aurait été d'autant plus heureux du ralliement de Marin que celui-ci serait susceptible "de lui amener des subventions régulières du Comité des Forges..." (42). Les mêmes sources n'ont auparavant mentionné qu'épisodiquement - en septembre 1936 - l'envoi d'un "chèque important" de Peyerimhoff au nom du Comité des Houillères (43). On ne peut affirmer, en tout cas, avec certitude que les Forges aient répondu à l'espoir de Doriot à partir de 1937 - c'est seulement probable (44) - encore moins qu'il ait touché alors de l'argent directement de François de Wendel.

Au printemps 1937, Doriot rachète la Liberté de Désiré Ferry et Tardieu, journal que Wendel avait aidé ou fait aider par les intérêts à partir de juin 1934, lui sauvant la vie, si on l'en croit (45). Or, une note de police affirme, début juillet 1937, : "M. de Wendel, qui aurait assuré l'échéance de fin juin de La Liberté, aurait prévenu

M. Jacques Doriot qu'à l'avenir, il n'apporterait plus son concours au quotidien en question" (46). Wendel ne mentionne pas l'affaire dans ses notes.

Il y évoque seulement un peu plus tard, sans qu'on puisse en tirer de conclusions certaines sur un éventuel appui financier, un dîner avec Doriot, à nouveau chez Pierre Pucheu, cheville ouvrière du Comité central financier du P.P.F., membre de son bureau politique et grand rassembleur des fonds venus des milieux bancaires ou patronaux(47). Wendel est sans enthousiasme et en retrait apparent par rapport à ses proches : "Une rencontre à laquelle Humbert et Emmanuel /de Mitry/ désiraient que je me prête et dont, à vrai dire, je ne voyais pas très bien l'objet. La conversation a été assez facile mais en somme peu intéressante. Au point de vue des principes, D. a maintenant rejoint le gros des troupes modérés. Il ne peut intéresser que dans la mesure où ses méthodes diffèrent des nôtres, mais il est assez discret sur ce point..." (48).

Ainsi les réactions de Wendel n'ont-elles guère varié depuis l'apparition des premières ligue, à l'époque du Cartel : il est heureux que celles-ci existent comme recours possible contre une éventuelle subversion armée venue de la gauche. Mais il juge détestable - soit vain, soit dangereux - qu'elles prétendent sortir de cette mission pour se muer en partis et concurrencer, sur son terrain parlementaire, une Fédération républicaine fort capable d'y mener le jeu et à laquelle Wendel a choisi, contre vents et marées, de rester fidèle.

SECTION 4 - Le Chêne perd ses Branches

Finances publiques :
ressort détendu.

Dans le même temps, et dans la ligne de son passé, Wendel continue de suivre attentivement la situation financière. L'emprunt à garantie de change qui marque avec éclat, en 1937, la "pause" annoncée par Léon Blum, et prend figure de "capitulation formelle" devant les possédants, en particulier devant les capitaux émigrés (1), satisfait Wendel comme signe de déclin, mais il ne songe pas un instant à rallier pour autant le ministère, comme il fit avec Caillaux en 1925, même le temps d'un vote (2). On présente l'emprunt comme un effort pour le réarmement ? "Personne n'est dupe (...) Tout le monde sait bien que la trésorerie est à sec - qu'il s'agisse de solder les dépenses de Défense nationale ou les autres - et que l'emprunt a uniquement pour objet de régler les engagements de l'Etat..." (3). Son attitude est claire désormais, telle qu'il l'explique, en juin, aux anciens régents réunis pour un mélancolique déjeuner-souvenir : "C'est triste à dire, mais le franc est une fois de plus perdu; qu'au moins sa chute se fasse dans des conditions qui soient un enseignement pour le pays..."(4) Il semble que ce soit aussi, et depuis plusieurs mois, la position de Rothschild (5).

Wendel s'assigne donc la tâche explicite d'éclairer, par le canal de ses journaux et de ses amitiés politiques, une opinion qui ne se doute pas de grand-chose (6), sur les difficultés financières dont il attend, selon sa pente ordinaire, la fin du Front Populaire, et dont

il craint que divers artifices dangereux ne parviennent à les masquer. La hausse des avances de la Banque à l'Etat est publique, mais Wendel redoute que l'utilisation du nouveau Fonds d'Egalisation des Changes ne dissimule trop longtemps les hémorragies d'or. Quand Baudouin, Rist et Rueff renoncent, le 14 juin, après trois mois de gestion, à la responsabilité du Fonds qui est en passe d'être épuisé, Wendel donne à l'événement tout le retentissement possible, en hâtant la publication par le Temps de leur lettre de démission : il sait bien qu'elle est faite pour émouvoir particulièrement le Sénat, au moment où Blum va venir solliciter les pleins pouvoirs devant lui (7) et, dans les couloirs du Luxembourg, il fait le siège des parlementaires hésitants, avec l'autorité de sa compétence financière (8). Il a toujours en tête "le cycle 1924-26" (9), persuadé que les différences avec le présent ne sont qu'apparentes, résultant seulement de déguisements louches.

Cette analyse le conduit à réclamer, devant ses amis, au moment de la chute de Blum, "un bilan exact de la situation financière laissée par les socialistes", en faisant dire à ceux-ci par Chaumeix : "Comme un personnage raisonnable de Molière, nous n'avons pas une constitution assez robuste pour supporter vos remèdes avec les maladies" (10). D'autre part, il faut ne pas se prêter à un emprunt étranger qui donne un sursis malsain à la gauche et que permettraient peut-être les inquiétantes amitiés anglo-saxonnes de Léon Blum. Enfin, entre deux périls graves - dégradation de la monnaie et hémorragies d'or - il faut choisir sans hésiter de sauver l'en.caisse métallique de la Banque, indispensable au redressement Poincaré toujours espéré, "dût-on laisser le franc flotter" - autrement dit se dévaluer à nouveau (11).

Sur ces trois points, Georges Bonnet, ministre des Finances dans le nouveau gouvernement Chautemps, donne à peu près satisfaction à

Wendel (12), qui va le lui dire spontanément, pour ménager l'avenir, le 10 juillet. Il lui conseille en même temps fermement, "s'il ne veut pas passer aux finances comme un météore", de "donner la plus grande publicité possible aux mouvements de la monnaie, qui seuls paraissent de nature à préparer un peu l'opinion" (13). Mais, comme le plan de Georges Bonnet prévoit diverses mesures de contrainte "tendant à assurer la répression des atteintes au crédit de l'Etat et la lutte contre la spéculation" (14), il apparaît bientôt à Wendel que celles-ci vont "ruiner l'effet bienfaisant" des quelques décisions "raisonnables" (15).

Tel est l'état d'esprit que Wendel fait abondamment refléter par sa presse dans la première quinzaine de juillet et qu'il exprime lui-même, le 18, au Comice agricole de Vézelize (16). Mais son succès est médiocre et il lui faut bien constater que les temps ont changé : le public, trop secoué depuis 10 ans, n'éprouve plus, quand bien même "flambe" la Livre sur le marché des Changes, les mêmes émotions qui jadis avaient si grande portée politique (17). La propagande de Wendel, dès lors, brasse beaucoup de vent.

Echec au Conseil
Général.

Les élections cantonales d'octobre 1937, "qu'il aborde physiquement affaibli" (18), viennent lui montrer que son audience est en déclin et jusque dans son fief. Pour la première fois depuis 1932, il retrouve en face de lui Philippe Serre, à présent sous-secrétaire d'Etat dans le gouvernement Chautemps, qui vient lui disputer son siège au Conseil Général - et qui le bat tout net, dès le premier tour (19). Charles Maurras tire sa leçon de l'événement en expliquant que le capital privé

représenté par les Wendel a été défait par le plus gros capital qui soit, autrement dit l'Etat (20). Wendel y voit surtout l'effet de la discipline syndicale "à laquelle les ouvriers se sont pliés d'autant mieux que leur candidat étant ministre, ils se sont crus à l'abri des représailles patronales" (21). Et il peut conclure sur cette note mélancolique que, "s'il est dans la nature des vieux arbres de perdre leurs branches, il n'en est pas moins assez pénible de les voir tomber..." (22).

Les Débats

mal en point.

Il est encore une autre de ses branches qui l'inquiète, parce qu'elle paraît bien malade : le Journal des Débats poursuit, en effet, son déclin. Certes, la menace que Madame Cotnareanu faisait encore peser sur le journal, pour le cas où elle s'allierait aux divers petits porteurs, a pu être levée en avril 1937, après l'entrée en vigueur attendue de la loi modifiant le régime des actions à vote plural (23). Obligé de réviser les statuts du journal, le Conseil d'administration en a profité pour réduire la participation relative de Mme Cotnareanu, en modifiant le capital et en intégrant dans celui-ci les sommes versées en deux ans par le "groupe", désormais doté de 80 % du capital au lieu de 50 % précédemment. C'est une assurance à laquelle Wendel tenait avant tout (24).

Mais la satisfaction est négative. Ni l'appel tenté par Wendel en 1934, auprès de Doumergue et auprès de Laval (25), ni les économies imposées à Nalèche, à la fin de cette année-là n'ont permis de

redresser notablement la situation. Le déficit reste de 958.000 francs en 1935, et de 873.000 en 1936 (26). Les Wendel continuent d'en supporter le plus lourd : à la fin de 1936, ils ont déjà versé leur subvention de 300.000 frs prévue pour 1937 (27), tout cela au moment où les Rothschild ont réduit leur apport pour 1936 de 300.000 à 100 ou 150.000 frs (28), persuadés "que seuls les journaux à grand tirage, l'Humanité, le Populaire, le Petit Parisien, Paris Soir, le Journal (...) exercent une action sur l'opinion et qu'on perd en réalité son temps et son argent en soutenant d'autres journaux" (29). Wendel doit donc choisir entre les deux solutions habituelles, chercher des fonds nouveaux ou imposer de nouvelles économies qui risquent de rendre la feuille plus chétive encore et de précipiter sa mort.

Mais les fonds frais sollicités sont d'autant plus réticents que Wendel n'accepte de laisser en rien empiéter sur son autorité politique dans le journal : mieux vaudrait tout arrêter. En juillet 1935, Nalèche et Jean Decrais, son chroniqueur financier, apportent l'espoir d'un concours de la Banque Lazard, comme au temps de Maroni. L'accueil de Wendel est très réservé. Ainsi, "au lieu de se donner la peine de faire les 25 ou 30 visites susceptibles d'assurer les 300.000 frs nécessaires", - cet éparpillement des soutiens paraîtrait à Wendel beaucoup plus avantageux pour son influence dominante - Nalèche "rêve toujours du généreux donateur qui donnera la somme désirée et permettra de ne rien faire..." D'où cette réaction : "J'ai répondu que, sans pratiquer beaucoup les Lazard, je ne manquais pas de contact avec eux, David-Weill à la Banque de France, René Fould au Comité des Forges, etc... et que, s'ils voulaient s'assurer la bienveillance du journal, ou tout au moins sa neutralité sur le terrain des affaires proprement dites, j'étais tout disposé à une entente, mais 1° que je n'admettais aucun engagement quant à la politique financière du journal, 2° que je ne voulais pas des Lazard comme actionnaires. On risque de constater un beau matin

qu'ils commanditent Dieu sait quel torchon socialiste ou révolutionnaire et je ne veux pas qu'on puisse dire qu'ils "sont" des Débats...(30)"

Wendel a ici la chance qu'André Meyer, nouveau maître du jeu chez les Lazard, souhaite visiblement un rapprochement avec Wendel, à toutes fins politiques utiles, et peut-être en liaison avec Reynaud, dont il est l'ami, à moins que ce ne soit pour se couvrir contre des critiques éventuelles contre les opérations financières internationales menées par sa maison (31). Après avoir donné seulement de bonnes paroles tout au long du deuxième semestre de 1935(32), Meyer finit par consentir une aide limitée (33).

Dans tous les autres cas, Wendel fait fuir les bonnes volontés qui se proposent plus ou moins à l'initiative de Nalèche, en se refusant à aucune concession quant à son emprise sur le journal. Ainsi, en janvier 1937 rejette-t-il tout net l'offre d'un "groupe de pétroliers et d'électriciens" qui songeraient à apporter 5 à 6 millions... à condition d'avoir la majorité. Il se refuse à "livrer les clés de la maison" (34). Ainsi décourage-t-il, un mois plus tard, Jean Hennessy, l'homme des cognacs, députés des Alpes-Maritimes, jadis cartelliste, qui serait prêt à faire 1 million (35), mais qui aurait la même prétention et dont les positions politiques anciennes, même adoucies, ont tout pour l'indisposer (36).

Il faut dire que, dès ce moment, Wendel a déjà imposé à un Nalèche, réticent mais vieilli - et dont on commence ici et là à guetter la succession (37) - des économies beaucoup plus radicales encore que celles de 1934. A la fin de septembre 1936, il l'oblige à mettre sur pied un projet de journal en quatre pages au lieu de six. Wendel explique qu'il est un homme politique et non un mécène et que le caractère académique du journal lui importe peu. Il estime

qu'il y a encore place "à côté des journaux d'information et d'image, pour des journaux de doctrine, intéressant un public suffisamment nombreux par la seule valeur de /ses/ articles" (38). Le nouveau projet, soutenu par Chaumeix, devrait permettre une économie de 500.000 frs (39). En novembre 1936, la modification est accomplie, et, après quelques tâtonnements (40), donne à peu près satisfaction à Wendel (41). Au début de 1937, Nalèche consent enfin à réduire ses frais de rédaction de 15.000 frs par mois (42).

Hélas ! C'est encore trop peu, et Wendel le sait bien. Dans la conjoncture favorable du Front Populaire déclinant, il se décide à faire appel, pour une aide à fonds perdus (43), à la Caisse du Comité des Forges, qui donne 300.000 frs pour 1937 (44), et à la C.G.P.F. qui consent le même effort en douze mensualités (45). L'argent des syndicats patronaux, assez anonyme, ne menace pas de la même façon que les propositions éventuelles de groupes industriels, la domination politique de Wendel rue des Prêtres. Mais ces ballons d'oxygène ne seront pas aisément renouvelables, et c'est sans grand succès que Wendel, en juin 1938, tente de définir, pour Nalèche somnolent, le programme détaillé d'une campagne personnelle auprès des "organisations", notamment celles dont l'argent s'égare dans la poche des rédacteurs du journal, sans accéder jusqu'à sa caisse qui en a un si pressant besoin... (46)

Le vieux journal garde un certain rayonnement intellectuel dans un petit monde parisien (47) et peut ainsi se survivre cahin-caha, avec un tirage maintenu aux alentours de 15 ou 20.000 numéros (48) - Wendel lui traçant ses voies avec autant d'attention que jamais - mais son avenir ne peut plus apparaître à personne comme bien riche d'espérances.

Au reste le déficit, malgré tous ces efforts, sera encore de 923.000 frs en 1937 et de 1.093.000 frs en 1938 (49). Il n'aura donc

pas fallu longtemps pour que les finances du journal soient à nouveau dans un état plus que critique, et que se pose à nouveau la question de la survie même de l'entreprise (50).

Difficultés de la "Maison":
l'argent rare.

Il faut dire que, pour la presse comme ailleurs, la trésorerie politique de François de Wendel est amaigrie par la langueur durable des affaires de la "Maison". La fermeture progressive du marché allemand l'oblige à chercher des débouchés de repli sur le marché intérieur, lui-même fort encombré. 1935 et 1936 sont des années noires qui semblent avoir affecté les affaires des Wendel au moins autant et peut-être davantage que la sidérurgie nationale considérée globalement (51).

Il est vrai que 1937 voit une remontée des exportations, tant en valeur absolue qu'en valeur relative par rapport aux concurrents (52). C'est l'effet heureux et paradoxal de cette dévaluation que Wendel avait si âprement combattue. Mais la crise de 1938 - la troisième depuis dix ans, la plus sévère depuis les jours sombres de 1932 - arrête net le redressement commencé, empêche la relance de la modernisation (53), et l'espoir d'un retour à l'argent facile - pour tous usages.

CHAPITRE III

VERS LA GUERRE

SECTION I - Contre l'Union Nationale avec Blum (mars 38)

L'année 1938, pour Wendel, s'ouvre dans la tristesse et sur le constat affligé d'une impuissance (1).

Au cours des dix-huit mois qui précèdent la guerre, les attaques contre lui continuent de renaître périodiquement, mais elles sont centrées maintenant sur les questions allemandes : celles-ci étant de fait, après 16 mois de préoccupations dominantes, à nouveau le premier souci de Wendel. Les polémiques sur-le-champ, et une partie de l'historiographie par la suite, ont relevé et souvent dénoncé son influence à deux occasions particulières : d'abord l'échec du gouvernement d'Union Nationale proposé par Blum après l'Anschluss en mars 1938, d'autre part les concessions accordées à Munich : deux problèmes à éclaircir.

Au début de mars 1938, les difficultés financières renouvelées et l'amenuisement du stock d'or amènent à sa fin le gouvernement Chautemps, qui s'est tant bien que mal reformé en janvier. Au même moment et au dehors éclate la crise qui aboutit à l'Anschluss. Le 11 mars, on apprend à Paris l'ultimatum lancé par Hitler au Chancelier Schuschnigg, puis l'entrée des troupes allemandes en Autriche.

Léon Blum tente alors de former un gouvernement d'Union Nationale qu'il voudrait voir aller "de Thorez à Marin". Il prend même l'initiative,

le 12 mars, de se rendre Salle Colbert, pour y haranguer l'ensemble des députés modérés. Mais s'il émeut une partie du public, il n'en obtient pas, en définitive, le soutien et il doit se contenter de reconstituer une version pâlie de son premier cabinet que chacun sait condamnée à mort à très court terme.

Or il advient que quelques jours plus tard, le 28 mars, Wendel trouve Paris couvert de grandes affiches qui, à côté de Flandin et Caillaux, dénoncent hautement François de Wendel comme l'organisateur d'une offensive contre Blum, et le responsable principal de l'échec de l'Union Nationale (2). Les affiches sont probablement d'origine gouvernementale (3). Elles reflètent en tous cas un sentiment très répandu à l'époque dans les milieux de gauche (4) et dont l'historiographie porte la trace (5).

Wendel avant
l'Anschluss.

On est renseigné de façon précise sur l'état d'esprit de Wendel devant la situation internationale dans les semaines qui précèdent l'événement, par l'intervention improvisée mais détaillée qu'il fit à la Commission des Affaires étrangères du Sénat, le 9 février 1938. Car il va la quitter pour celle des Finances (6), et veut laisser trace (7).

On discute, ce jour-là, un exposé antérieur de Sarraut, ministre de l'Intérieur, sur la situation de l'Afrique du Nord. Il s'en est pris longuement aux dangers que crée, dans les colonies, l'action conjuguée des dictatures. Sans du tout nier ceux-là, Wendel juge que Sarraut fait trop bon marché du péril adverse, le péril communiste :

et il met en garde ses collègues contre les "tendances soviétiques" qu'il a cru déceler chez le ministre.

Depuis le temps où Wendel votait avec éclat, en réaction contre la remilitarisation de la Rhénanie, et minoritaire parmi les siens, le pacte franco-soviétique, le Front Populaire l'a durci. Après les alertes de septembre et novembre 1936, les interrogatoires des cagoullards Deloncle, Duseigneur et Pozzo di Borgo ont enraciné dans son monde la conviction qu'on a échappé, le 15 novembre 1937, à un nouveau "putsch communio-anarchiste" (8).

Il pose, en premier postulat, que l'Allemagne veut éviter à tout prix une guerre avec l'Angleterre. Tant que celle-ci - et au-delà l'Amérique - gardera sa sympathie à la France, la guerre restera, il en est alors persuadé, tout à fait improbable. "Il en serait autrement si l'Angleterre, hostile aux dictatures, mais aussi au Communisme, voyait la France aux ordres de Moscou" : tel est le lien de ses deux haines. D'où découle une analyse optimiste du côté italien : malgré les erreurs commises dans l'affaire des sanctions, puis en Espagne, l'Axe Rome-Berlin - récemment renforcé, en décembre 1937, par la signature du pacte anti-Komintern - ne peut pas menacer non plus la paix, à vue prochaine, parce que "jamais l'Allemagne n'admettrait que l'Italie mène le jeu et compromette ses relations avec l'Angleterre".

Reste l'Europe centrale, qui comporte le plus proche péril. "Nous sommes là", explique Wendel, "en présence de la Tchécoslovaquie, à laquelle nous lie un traité en bonne et due forme, et de l'Autriche, dont l'écrasement à Sadowa nous a valu 1870. L'Angleterre ne s'intéresse beaucoup ni à l'une ni à l'autre". Le premier impératif demeure donc de "rattraper l'Italie qui a un intérêt majeur au maintien du statu quo territorial

dans ces régions et qui redouterait sûrement de voir l'Allemagne s'installer à Vienne, c'est-à-dire aux portes de Trieste (9).

Ainsi Wendel se persuade-t-il désespérément, en février 1938, qu'il peut ne pas choisir entre les deux menaces, l'allemande et la "moscoutaire" - et qu'il peut légitimement maintenir son cap à égale distance des modérés de la tendance "pro-soviétique" de Reynaud et de Georges Mandel (10) et de la tendance de Pierre Laval, toujours dangereusement partisan d'une entente directe avec l'Allemagne et visiblement tout prêt à abandonner la Tchécoslovaquie (11).

Le non à Blum

Survient l'Anschluss : l'événement ne suffit pas, dans sa brutalité, à convaincre sur-le-champ un Wendel ainsi disposé qu'il faille choisir entre l'une ou l'autre de ces voies. Union Nationale ? Elle est souhaitable, assurément, mais dans la forme de 1926 et sous la houlette d'un nouveau Poincaré (12) - à terme Pétain peut-être (13) - consacrant à la fois la défaite politique des gauches et ce choix de l'amitié italienne. Le souci de se concilier Mussolini se joint donc à la rancune politique pour dicter à Wendel une attitude inébranlable devant le projet de Léon Blum. "La guerre n'est pas encore déclarée et certains gestes qui pourraient s'imposer le moment venu sont encore prématurés. M. Blum, qui est le grand responsable de la situation actuelle n'est pas qualifié pour réparer les dégâts qu'il a commis..."

Sur quoi les circonstances donnent à ce choix individuel une grande importance, Wendel étant placé, les 11 et 12 mars, dans une position-clé. "Mon seul regret", écrira-t-il un peu plus tard, lisant

les affiches hostiles, "est de ne pas mériter les attaques dont je suis l'objet, mon rôle dans toute cette histoire n'ayant été que purement négatif..." (14). Négatif, assurément ! mais néanmoins non négligeable.

Car Reynaud et Mandel qui sont, parmi les modérés, les protagonistes de la combinaison Léon Blum, et qui ont, comme on sait, des relations anciennes avec Wendel, choisissent de faire porter sur lui, à droite, l'essentiel de leur effort.

Wendel arrive le 11 mars à 10 heures à la Chambre des Députés - où le groupe de la Fédération Républicaine siège sans désespérer. Un peu plus tard dans la soirée, Paul Reynaud lui demande de lui amener Louis Marin et tente en vain d'arracher leur approbation. Le lendemain matin, Georges Mandel reprend l'assaut en tête-à-tête - en y ajoutant ce nouvel argument, très personnel, que Wendel consentant, pourrait bien entrer dans le cabinet comme ministre d'Etat. L'entretien est important, dont voici le récit par Wendel :

"Informé dès hier par Paul Reynaud de mes dispositions et de celles de Marin, Mandel m'a prié d'aller le voir et a essayé de m'amener à agir sur Marin, sur lequel Paul Reynaud lui avait évidemment dit - ce qui est entièrement faux d'ailleurs - que j'exerçais une forte pression. Il a longuement argumenté, insisté sur les avantages de l'opération et finalement dit que rien ne m'empêcherait, si j'étais ministre d'Etat dans la combinaison, de donner ma démission si la politique du Cabinet ne me convenait pas".

La réponse de Wendel avance alors, pour refuser, cet argument peu convaincant "qu'il n'était pas aisé de sortir d'un cabinet. Le seul exemple que je me rappelle de la chose est la démission d'André Lefèvre - tout le monde a dit qu'il était fou, et il l'était bien un peu..."

Mandel fait encore valoir "qu'il serait difficile dans l'avenir pour les socialistes d'attaquer celui qu'ils seraient venus chercher dans une heure aussi grave..." Wendel reconnaît "un certain poids" à cette observation, mais il reste inébranlable sur ses positions antérieures (15).

A midi les jeux sont faits : un communiqué des groupes d'opposition réunis sous la présidence de Flandin et Marin dit exclure la possibilité qu'ils entrent dans un Cabinet à participation communiste. Et c'est en vain que Blum, en fin d'après-midi, se rend Salle Colbert pour y haranguer - la démarche est très insolite - les modérés rassemblés. Sa chaleur et son éloquence se heurtent à des positions déjà prises et une opposition menée par Flandin. Bien que Blum ait pu croire un moment l'avoir emporté⁽¹⁶⁾, le refus est voté par 152 voix contre 5 (17).

Il était assurément exagéré de faire de Wendel l'organisateur de l'échec. On ne peut même pas affirmer qu'à coup sûr son accord eût changé le cours des événements. Mais c'est là pourtant - et à condition que les communistes ne se fussent pas dérobés à leur tour (18) - chose bien probable.

"Il n'y avait (...) pas grand-chose à faire", écrit-il, "pour dresser l'opposition contre l'opération Blum"(19). Marin n'y aurait-il pas été, d'après lui, hostile d'emblée ? (20) Peut-être : ce n'est pas l'avis de Jacques Debu-Bridel, qui le vit prudent et hésitant le 12 mars encore (21). Et Léon Blum lui-même affirme avoir reçu un accueil favorable de Marin, au départ, en tête-à-tête, qui lui "aurait promis sans hésiter d'agir auprès de son groupe" en faveur de l'entreprise (22). Une chose est certaine, pour le moins : il n'était pas impossible à Wendel de rallier Marin au projet, et il le reconnaît implicitement

quand il exprime "à chaud" sa conviction que si lui-même "prenait nettement position en faveur du cabinet d'Union, cela débanderait l'opposition..." (23). Jamais plus il ne retrouvera l'occasion d'un choix à semblable portée.

SECTION 2 - Munich

Anouveau vers
Mandel.

Six mois plus tard, quand survient la crise des Sudètes, beaucoup de choses ont changé, et d'abord Wendel lui-même.

Il a accueilli sans aucun enthousiasme, comme bien l'on pense, l'arrivée au pouvoir du gouvernement Daladier, le 11 avril 1938 : puisqu'il est encore à dominance radicale et que les modérés n'y sont représentés que par les deux vaincus de la Salle Colbert, Mandel et Paul Reynaud. "Le Sénateur de Meurthe-et-Moselle", note dans son Journal l'Abbé Desgranges, retour du Sénat, "ne peut admettre que Daladier n'ait pas pris dans son équipe Marin et Flandin et qu'il se soit embarrassé du petit Reynaud et de Champetier "qui ne représente rien du tout" (1). C'est ainsi que le nom de Wendel figure au Sénat parmi les 13 abstentionnistes, quand on vote sur les pleins pouvoirs (2). Il se réjouit seulement que les socialistes soient éliminés du pouvoir, et aussi de voir Georges Bonnet accéder au Quai d'Orsay, car, avec lui, "on peut enfin espérer une politique raisonnable vis-à-vis de l'Espagne et de l'Italie" (3). Approbation pourtant bien fragile. La dévaluation, décidée le 4 mai, 3ème depuis 1936, "triomphe" déplorable de Paul Reynaud, n'est-elle pas "la descente d'une nouvelle marche d'un escalier au bas duquel ce sera la culbute définitive ?" (4).

Le 20 mai, Wendel provoque un entretien avec Mandel, après six semaines de froid, sous un prétexte quelconque(5). On s'explique en hors-d'oeuvre sur l'affaire de l'affiche, dont Mandel se défend d'être

en rien responsable (6). Puis on vient aux choses importantes, et Wendel résume ainsi, avec toute sa force, la thèse de son interlocuteur : "Il n'y a qu'un danger réel (...) le danger allemand, et l'on ne peut pas faire que la Chambre ne soit pas Front Populaire, à raison de 320 voix au moins, et uniquement préoccupée, comme toutes les Chambres, de sa réélection. Or vous ne pouvez pas, dit-il, espérer qu'un gouvernement pourra se maintenir en prenant position contre la majorité en matière financière, sociale, économique... et extérieure. Profiter de ce que les gauches ont une mystique en matière de politique extérieure pour faire la politique de droite à l'intérieur - l'une sera la rançon de l'autre". Mandel "ne croit pas que le temps joue pour nous vis-à-vis de l'Allemagne". Il croit ou feint de croire que la Russie est une puissance, quand cela ne serait qu'au point de vue matériel : elle aurait fourni 400 avions à l'Espagne, ces temps derniers (par la France naturellement). Il méprise l'Italie et pense qu'il suffirait que la France ait un peu de tenue pour qu'elle nous ménage..."

Placé devant cette très cohérente démonstration, Wendel ne réagit qu'assez faiblement. Il dit explicitement son accord instinctif sur la priorité du danger allemand, "seul danger réel", et ne réplique guère qu'aux espoirs d'une politique intérieure modérée en déclarant "qu'en attendant, celle qu'on faisait était détestable sur tous les terrains.." (7) Quant à l'avenir du ministère, il s'avoue fort incertain, quand bien même les socialistes refuseraient leur soutien, "le jeu parlementaire voulant que lorsqu'un côté de la Chambre vote d'une façon, l'autre se prononce en sens contraire..." Et il conclut : "La vérité est qu'ainsi qu'il en est depuis plusieurs mois, on ne sait pas où l'on va..." Réaction qui trahit à la fois ses propres incertitudes et le mouvement d'oscillation qui, à nouveau, va le rapprocher de Mandel (8). Georges Bonnet a été particulièrement frappé à cette époque par l'évidence de leur intimité (9).

Ce mouvement de Wendel lui est d'ailleurs facilité par le sentiment qu'il éprouve avec toute la droite que le péril communiste intérieur n'est plus d'une actualité immédiate, et par l'infléchissement que Daladier donne à sa politique économique et sociale, avec une fermeté dont témoigne le remplacement, dans le cabinet, de Frossard et Ramadier, quand ils protestent contre la remise en cause explicite de la loi de 40 heures. Wendel a réclamé publiquement cette mesure dans un Comice agricole (10), quelques heures avant que Daladier ne l'annonce. Les journaux de gauche peuvent bien s'écrier du coup que le président du Conseil est aux ordres du maître de forges (11) : "lorsque, le 21 août, j'ai pris la décision d'assouplir les lois sociales," dira 7 mois plus tard Daladier avec amertume, "j'ai été chassé de la République..." (12), - Mais Wendel n'en est que plus satisfait de lui - à l'unisson de toute la droite (13).

Dès le premier juin 1938, au Conseil National de la Fédération républicaine, Wendel dit son approbation au rapport présenté par François Valentin, sur le nécessaire respect des engagements de la France : Xavier Vallat et Philippe Henriot ont grand tort de mettre en cause publiquement, comme ils font depuis plusieurs semaines, le soutien éventuel de la France à la Tchécoslovaquie. A tout prix, il faut éviter de "se laisser bluffer par les Allemands, grands maîtres en la matière " (14).

D'une courte tournée qu'il fait, dans le courant de juillet, en Westphalie et surtout à Berlin, - où il n'était pas retourné depuis 1901 ou 1902 - Wendel revient avec le sentiment qu'il est à peu près impossible de ne pas considérer comme une préparation à la guerre ce que /l'Allemagne/ fait dans tous les domaines " (15). La visite du Roi Georges VI d'Angleterre à Paris, peu après, réjouit d'autre part son coeur : "reconnaissance du fait que l'entente franco-anglaise est une nécessité absolue et que, seule, elle est capable d'assurer la paix en Europe " (16).

Wendel déplore de constater autour de lui à quel point les Tchèques sont impopulaires dans l'opinion modérée (17). Quand il entend Monzie, nouveau ministre des Travaux publics, lui marquer qu'"après avoir pratiqué une politique stupide vis-à-vis de Mussolini, laissé tomber les Habsbourg et annexer l'Autriche, il est peu raisonnable de s'emballer pour la Tchécoslovaquie", Wendel lui répond sèchement qu'"une bêtise n'en excuse pas une autre" (18). N'est-ce pas le briandisme détesté qui renaît à présent sur la droite ? (19).

Wendel est persuadé, à la fin d'août, que l'Italie est certes "décidée à soutenir au maximum le bluff de l'Allemagne" mais "qu'elle est encore plus décidée à ne pas aller au-delà du bluff." L'Allemagne "y regardera donc à deux fois avant d'aller jusqu'au bout" si l'Angleterre et la France donnent l'impression qu'elles ne se laisseront pas abuser. Il voudrait que le ministère de la guerre procédât par rappels individuels à une mobilisation de 200 à 250.000 réservistes, mais en affectant de garder la chose secrète : "L'Allemagne qui en serait naturellement informée, comprendrait ce que cela veut dire et baisserait le ton..."(20)

"Waterloo-Sadowa -
Sedan - Munich..." ?

Ainsi disposé, Wendel s'était réjoui d'abord, au moment où s'annonçait la crise, de savoir Chamberlain à la barre "poursuivant son action diplomatique avec maîtrise et ténacité" (21). Mais, à mesure des événements il s'inquiète de le voir trop peu ferme devant Hitler (22). Quand il apprend l'ampleur des concessions consenties par le Premier Ministre à Berchtesgaden, il réagit de cette façon très sévère : "Je ne m'explique son attitude que par la nécessité, vis-à-vis de l'Angleterre et des

Dominions, de faire figure de pacifistes, car je reste convaincu que, s'il avait tenu bon, Hitler aurait hésité avant de se lancer dans la grande aventure, même avec Mussolini comme brillant second..." (23).

Et lorsqu'enfin la crise se dénoue, avec les décisions prises à Munich, Wendel se refuse à partager la satisfaction du pays. Le 29 septembre, dans l'attente des résultats de la conférence, il écrit dans ses cahiers cette phrase qui le rapproche de Mandel, plus que jamais dans les années antérieures : "Il y a actuellement un danger bolchevique intérieur et un danger allemand extérieur. Pour moi, le second est plus grand que le premier et je désapprouve nettement ceux qui règlent leur attitude sur la conception inverse. Il ne tient qu'à la France elle-même d'échapper au bolchevisme. Le danger allemand est là, à côté de nous et nous n'y pouvons rien..." (24).

Dès le moment où se dessine ce qui sera l'accord de Munich, Wendel y voit une "défaite formidable" de la France : quand Léon Blum, le 20 septembre, écrit dans le Populaire qu'il se sent partagé "entre un lâche soulagement et la honte" (25), Wendel l'approuve : "Son sentiment ne peut pas ne pas être partagé par tout Français digne de ce nom..." (26). Oui, la lignée est claire : "Waterloo, Sadowa, Sedan - Munich"(27) Au cours des semaines et des mois qui suivent, Wendel ne cessera de le répéter autour de lui, et quand il rencontre Mandel pour la première fois après la crise, le 5 octobre, il choisit de le définir comme "l'homme qui voulait la guerre et à qui l'avenir donnera peut-être raison..." (28).

Est-ce à dire que le blâme doit retomber d'abord sur le gouvernement Daladier ? Wendel ne paraît pas y incliner : "Les sottises accumulées" du côté de l'Italie et de l'Espagne, le Front Populaire et ses désordres n'avaient-ils pas affaibli dramatiquement la France ? (29) Mais plus encore, l'Angleterre est coupable, les légèretés de Chamberlain ayant

accru les effets détestables de ce préjugé favorable à l'Allemagne qui aurait dicté aux Britanniques toute leur conduite depuis Versailles (30).

... mais peu d'élan.

Cette analyse explique pour partie que Wendel ait observé durant tout le mois de septembre, selon son propre aveu et en dépit de ses sentiments affligés, une attitude fort passive. C'est aussi qu'il trouvait "inutile de se jeter dans la bataille et d'attraper des coups, alors qu'/il/ ne possédait/ / pas sur l'état de l'armée et des concours /à/ espérer des renseignements suffisants "(31). Marin, lui-même, au moment décisif - Marin ! - n'a-t-il pas conduit une délégation de la minorité chez Lebrun et chez Daladier, le 28 septembre (32), à l'heure où celui-ci aurait été sur le point de "débarquer" Bonnet et de décréter la mobilisation générale, une délégation qui aurait contribué à l'en détourner ? Wendel ne paraît pas avoir été averti de cette intervention, mais il ne la réprouve guère quand il l'apprend (33).

La seule initiative de Wendel est pour tâcher de modérer une presse de droite qu'il juge trop favorable aux Sudètes. S'il n'a aucun moyen de pression sur le Matin de Bunau-Varilla, devenu proprement "hitlérien"(34), il peut espérer mieux influencer Bailby dont le Jour lui doit beaucoup, car au printemps il a répondu à son appel à l'aide, persuadé qu'il fallait laisser aux nationaux un journal du matin, et a obtenu pour lui un soutien financier du Comité des Forges (35) qui lui a permis de survivre et d'absorber, en mars 1938, un Echo de Paris, en plein déclin et dont une révolution de palais a chassé Henry Simond, un an plus tôt (36).

«ès le début de la crise, Wendel va reprocher sa campagne antitchéque à Bailby : ses éditoriaux expliquent que Benès aurait une lourde responsabilité dans les événements, pour avoir opprimé les minorités et trahi les promesses de neutralité faites à Genève ! (37). C'est "faire le jeu d'Hitler", lui déclare Wendel, "ce n'est pas seulement une faute au point de vue national, c'est une faute au point de vue politique : personne ne nous saura gré de bâler la paix..." (38)

La démarche a peu d'effet : on constate bien un bref redressement (39) - que Charles Micaud, qui l'a noté mais qui ignore les dessous du jeu, interprète comme une habileté hypocrite destinée à abuser sur les attitudes prises et à venir (40) - mais le Jour revient vite à sa ligne première (41) et il exaspère Wendel, en mettant en manchette, rejoignant ici encore le Matin, et en soulignant dans son éditorial le 27 septembre "ce grossier mensonge" de Hitler affirmant que l'Allemagne a renoncé à toute prétention sur l'Alsace et sur la Lorraine (42). Et quand Wendel vient redire son blâme à Bailby, le 30 septembre (43), il trouve "un homme fort peu résolu à se laisser faire, proclamant sa volonté d'être maître chez lui..." (44).

Quant aux Débats, ils se sont maintenus dans un attentisme vague et prudent, en rappelant les ambitions inquiétantes de Mein Kampf et

les promesses allemandes déchirées, et en se montrant très anglophiles (45) mais en insistant naturellement aussi sur les responsabilités du Front Populaire et de Moscou dans l'affaiblissement de la France. Wendel n'a pas cherché à y faire triompher un esprit d'opposition aux concessions de Munich et à y imposer une vigueur qui heurterait son public (46). Il veille seulement à ce que le journal ne pavoise pas, mais parle des disciplines à entretenir. Au lendemain de Munich, il avertit, par la plume de Pierre Bernus : "Il ne faut pas se laisser entraîner à un baiser Lamourette international. Ces sortes de manifestations ont toujours de mauvais lendemains..." (47).

Les accusations de Kerillis. ---

On en sait assez pour juger mal fondées les accusations qu'un peu plus tard Kerillis lance contre Wendel, quand il affirme, dans l'Epoque, que "le grand féodal (...) a joué un rôle décisif dans la capitulation de Munich" (48).

Entre les deux hommes, l'antipathie est ancienne et elle les empêche tout-à-fait de découvrir leur nouveau terrain possible d'entente. Après son élection comme député à Neuilly, en 1936, Kerillis a refusé de s'inscrire au groupe de la Fédération (49). Au moment des cantonales de septembre 1937, le Centre de Propagande des Républicains nationaux, animé par Kerillis, s'en est pris, dans un aide-mémoire à usage des candidats signé de Jean Legendre, à François de Wendel, à partir de données fausses : rancune nouvelle (50).

Le 29 novembre, Kerillis s'exaspère de lire dans un éditorial du Temps : " Qu'un Kerillis rejoigne un Maurice Thorez, c'est bien le signe qu'une petite partie de Français sont égarés" (51). Au nom d'une illusion ordinaire sur l'influence décisive de Wendel au Temps, Kerillis voit sa main dans cette attaque et riposte - ajoutant à son article de l'Epoque une lettre personnelle qui reflète un tempérament quelque peu paranoïaque et qui annonce - et sur quel ton ! - des hostilités ouvertes :

"Monsieur le Sénateur,

Je vous dois des remerciements très sincères pour l'offensive que vous avez déclenchée contre moi dans le journal LE TEMPS et qui fait suite à toutes les attaques et à toutes les insinuations malveillantes dont vous m'avez comblé dans la coulisse depuis quelque temps.

.../...

J'avais des scrupules à m'attaquer à vous. Vous avez levé ces scrupules.

Vous êtes, Monsieur, un sénateur français.

Vous êtes aussi un grand féodal allemand.

En tant que sénateur français vous êtes évidemment moralement intéressé par la grandeur de la France, mais en tant que grand féodal allemand, tout vous incite à ménager M. Hitler. S'il venait à s'effondrer, si l'Allemagne était bolchevisée, vous en seriez évidemment victime. Et si, d'autre part, il vous arrivait de vous dresser en France contre la politique allemande, vous pourriez être directement frappé par M. Hitler dans vos intérêts allemands.

De cette situation singulière, je conclus que vous devriez vous tenir en complet écart des événements de la politique extérieure. Vous vous y mêlez au contraire étroitement. Et c'est contre quoi je proteste avec la plus grande énergie.

Votre ligne politique habile, nuancée, ondoyante, qui paraît parfois combinée pour créer des alibis, un observateur attentif et informé finit par la démêler avec une clarté absolue, à travers les journaux que vous subventionnez ou que vous contrôlez, à travers les partis et peut-être les hommes politiques que vous subventionnez ou que vous contrôlez. Vous avez été l'un des grands artisans de la politique catastrophique qui a conduit à la capitulation de Munich, de même que maintenant vous êtes un des grands artisans de la politique qui conduit au rapprochement franco-allemand, alors que l'intérêt évident de notre pays est de galvaniser et de coaliser autour de lui tous les pays susceptibles de résister à l'hégémonie allemande ou italienne.

Parce que seul et presque sans moyen j'ai cherché à empêcher les malheureux partis nationaux et les élites de mon pays de faire le jeu

.../...

de cette politique, j'ai rencontré partout votre hostilité, vos pièges, votre haine.

Mais je suis décidé à me défendre et le pays saura la vérité.

Veuillez agréer, Monsieur le Sénateur, mes salutations " (52)

Attaqué ainsi de plein fouet, Wendel songe d'abord à répondre, puis renonce(53). Et en janvier, à la Chambre, Kerillis s'abstient de s'en prendre au "grand féodal" dans son interpellation sur la politique étrangère (54), peut-être parce que Montalembert, gendre de Wendel, lui a promis une vive réplique (55), peut-être aussi grâce aux bons offices de Lambert-Ribot (56).

Ainsi s'apaise la bourrasque, mais l'épisode reste instructif : il montre jusqu'où, vers la droite, étend son emprise le mythe exagérant l'influence de Wendel et notamment au Temps. Il montre aussi la complexité des courants qui traversent une droite déchirée par ses hésitations devant le double péril, et où les rancunes personnelles viennent empêcher, les révisions ayant été trop rapides, certains rapprochements que la simple logique devrait inspirer. C'est ainsi que dans son analyse de l'attaque, Wendel réussit à dévaloriser une attitude anti-munichoise qu'il devrait en somme approuver, en se persuadant que l'entreprise de Kerillis est comme viciée à la base par les soutiens occultes qui doivent lui venir de la gauche, ou bien de tel ou tel industriel qui aurait manqué de fermeté envers le Front Populaire. Wendel n'apprend-il pas de la bouche de Lambert-Ribot qu'Ernest Mercier, objet ancien de sa méfiance, aurait versé, au nom de l'Electricité, 500.000 frs à Kerillis ? Et il résume : Kerillis est "un fou doublé - je crois - d'un salaud complètement entre les mains de gens de gauche et de Juifs affolés par l'antisémitisme qui essayent de se couvrir à droite en

arrosant l'Epoque..." (57) Que serait-ce s'il savait que certains s'efforceront plus tard, sous Vichy, de le faire figurer lui-même parmi ces puissances assez folles pour subventionner le journal (58)?

SECTION 3 - 1939

Au cours des mois qui précèdent la guerre, Wendel ne s'avance pas à découvert (1). Les raisons de fond antérieures demeurent, l'affaiblissement de sa position publique au dedans, la crainte qui persiste, pour le dehors, de représailles politiques sur les biens Wendel en Allemagne (2). L'argent gagné à Hamm et à Frédéric-Henri ne peut être transféré : à partir de la fin du printemps 1939, les Wendel semblent se résigner, en conséquence, à larguer Henri-Robert, qui fournit un moins bon coke que Frédéric-Henri, pour le vendre aux GoeringWerke qui manifestent leur appétit (3).

En cas de guerre la spoliation serait certaine : ne vaut-il pas mieux vendre mal sur-le-champ que risquer de tout perdre à terme?(4)

D'autre part, les attaques intérieures contre la Maison ne faiblissent guère et rappellent aussi à la prudence : "Mourir pour de Wendel ? Non !" s'écrie Monmousseau, en juin, dans la Vie ouvrière (5), - et l'on continue à reprocher simultanément à la Maison, sur divers bords, de pousser à la guerre et de pousser à la capitulation.

Paul Reynaud.

Dans le même temps, l'arrivée de Paul Reynaud au ministère des Finances, et surtout l'échec complet de la grève du 30 novembre - succès incontestable pour Daladier qui, "il faut le reconnaître", écrit Wendel, "a su prendre cette fois les décisions nécessaires " (6) - continuent d'adoucir l'hostilité de Wendel en politique intérieure.

Dès son arrivée rue de Rivoli, Paul Reynaud, qui semble avoir su se concilier les Rothschild (7), s'efforce activement de se rallier Wendel, soit en tête-à-tête (8), soit par l'intermédiaire d'André Meyer, responsable principal de la banque Lazard : celui-ci va jusqu'à déclarer à Wendel, pour entraîner son précieux ralliement, qu'il est "le maître de l'heure, que Daladier et Reynaud désirant conserver le pouvoir, il ne tient qu'à lui de poser ses conditions" (9).

Wendel n'a pas de sympathie personnelle pour Paul Reynaud. Il n'oublie pas sa campagne de 34-35 pour la dévaluation, qu'il a détestée (10). Au moins l'esprit libéral des mesures prises lui paraît-il assez satisfaisant. Et l'on disait que son prédécesseur Marchandreau préparait des "mesures absurdes" (11) - entendez le contrôle des changes. A la Fédération, Wendel pousse donc, mais mollement, à soutenir la politique financière en cours, à la condition expresse toutefois - il songe peut-être au précédent du printemps 1924 - que l'on soit assuré que les radicaux fassent de même. Il ne faudrait pas que les modérés "s'exposent à voter des décrets impopulaires et à se trouver, le lendemain d'une dissolution, en face des radicaux qui ne les auraient pas votés..." (12). Cette assurance obtenue, Wendel est donc de ceux qui approuvent à droite la constitution de la nouvelle majorité qui se confirme fin décembre et rejette définitivement dans l'opposition les communistes et les socialistes. Dans cette conjoncture, le discours financier qu'il prononce le 14 novembre 1938, devant le Congrès de la Fédération Républicaine, demeure sur un plan assez général, brochant sur des thèmes bien classiques, la nécessité de la confiance, conditions d'un emprunt réussi, et la sottise de l'impôt personnel sur le revenu, tel que la France le pratique (13). Ce travail ne peut du tout avoir le retentissement du rapport de Nice de 1935. En tous cas, quand Wendel déclare : "Au point où nous en sommes, il n'y a guère de considérations politiques qui puissent tenir devant l'opportunité d'une

mesure financière", cette formule ambiguë résume assez sa position nouvelle et que le soutien lui paraît possible. Et le 1er janvier 1939, au moment où la Commission des Finances du Sénat achève l'examen du projet du budget et connaît, sur un point de détail, un dernier accrochage, Wendel est de ceux qui interviennent pour réclamer qu'on montre de la souplesse et qu'on ne complique pas la tâche du gouvernement (14).

S'écloigner de
Doriot.

On observe d'ailleurs à ce propos qu'au cours de cet hiver 1938-39, Wendel paraît relâcher les liens qu'il pouvait avoir noués avec les hommes de l'anti-parlementarisme de droite et d'extrême droite. De La Roche, depuis la déception de 1937, il n'est plus du tout question dans ses notes.

A l'égard de Doriot, il marque un recul grandissant : quand il le revoit, le 24 novembre 1938, à dîner chez Pierre Pucheu, pour la troisième fois, les relations sont déjà difficiles entre Doriot et Pucheu lui-même, le second reprochant vivement au premier d'avoir été trop munichois (15). Paradoxalement, Wendel ne dit pas s'émouvoir encore de cette attitude. Il définit, pour Doriot, sa propre position, le met en garde contre l'antisémitisme, et surtout contre tout recours à ces subventions italiennes dont le bruit se répand que Doriot les a sollicitées et obtenues. Dans ses Mémoires écrits en prison, Pucheu dit avoir eu connaissance à l'automne 1938 du transfert dans la trésorerie secrète de Doriot de plusieurs millions d'origine fasciste - mais il ne semble pas avoir avisé Wendel de cette certitude... (16).

Quand Wendel revoit Doriot, six mois plus tard, le P.P.F., après la rupture définitive avec Pucheu et les industriels qu'il représentait, est en déclin. A nouveau averti des rumeurs qui courent au Quai d'Orsay sur une aide financière de Mussolini au P.P.F., Wendel inquiet va recueillir, au siège du parti, les dénégations formelles de Doriot. Une démarche qui, plus encore que les conseils de novembre, ne paraît à vrai dire guère possible si Wendel n'avait pas contribué antérieurement, - au moins à partir de 1938 - et jusqu'à ce moment, soit directement, soit par intermédiaire, à la survie financière du P.P.F. - mais qui fait aussi penser que la manne va se tarir. Car Wendel ne sort qu'à moitié convaincu de la rue des Pyramides - trouvant l'atmosphère du lieu impropre à dissiper son "malaise". Et il n'a pas tort d'être dubitatif. Doriot lui a menti : qu'il ait reçu de l'argent italien est aujourd'hui un fait avéré (17).

Ainsi Doriot n'est-il pas seulement, pour un Wendel, à partir de la fin de 1938, moins utile : il est devenu douteux puisque son patriotisme est incertain. On ne sait s'il continue un moment à l'aider : sa réticence, en tous cas, ne fait plus de doute (18).

Dernières prudences.

Tout rallié que Wendel puisse paraître à Daladier à partir du 30 novembre, il n'est nullement disposé à mettre dans son soutien l'élan et presque l'enthousiasme public qu'il avait apportés jadis à appuyer de semblables renversements de majorité. D'autant plus que sa désapprobation devant les abandons de Munich ne fait que s'accroître à la réflexion.

En privé, il ne cache pas son sentiment et ses réactions devant les événements de l'extérieur, continuant de se vouloir placé quelque-part entre les "rouges" du Quai d'Orsay, "tendance Léger", dont il désapprouve "la stupide politique vis-à-vis de Franco et de l'Italie" (19), et la tendance qui est celle de Georges Bonnet au Quai d'Orsay, traitant l'Allemagne avec beaucoup trop de ménagements. Non à égale distance cependant (20). Certes, il trouve, par exemple, que Rothschild est trop exalté contre les dictateurs - "il y a visiblement dans son entourage des gens qui le poussent à fond, et c'est tout de même dangereux"(21) - : non seulement "il est de plus^{en plus} excité contre Hitler" - ce à quoi Wendel pour sa part "ne voit pas d'inconvénient", mais il serait "de moins en moins conscient des réalités, autrement dit du degré d'affaiblissement où ont conduit 24 mois de Front Populaire" (22). Mais Bonnet, semble, pour l'heure, à Wendel, beaucoup plus dangereux. La visite de Ribbentrop à Paris, deux mois après Munich, lui paraît "un pur scandale"(23). La mission officieuse de Brinon à Berlin, en février, ne l'inquiète pas moins.

Ce même mois, Marin fait paraître dans le Matin un article très vigoureux qu'il intitule "Alerte !" (24). Il y attaque des industriels qui auraient fait une visite à Daladier pour lui demander de faciliter le rapprochement franco-allemand et que celui-ci aurait éconduits. "Quels industriels ?" demande Wendel, que son passé a rendu très sensible. "La formule déplaît par son vague qui jette la suspicion sur tous ! (...) On est d'autre part un peu agacé de voir Kerillis (25) et Léon Blum illuminer et dire que Marin passe dans leur camp..." - Mais il ajoute aussitôt : "Il n'en est pas moins vrai que (...) l'article vient à point pour marquer à certains qu'on peut être violemment franquiste et ne pas être pour cela devenu hitlérien..." (26).

Au fond "l'erreur de Bonnet est de chercher à faire calmer Mussolini par Berlin, au lieu d'utiliser la Couronne italienne, le Vatican (27) et... les besoins d'argent du pays" (28). Et Wendel s'irrite de voir

les Lazard, par "un excès inverse" à celui des Rothschild, apporter au ministre le soutien chaleureux de leur maison (29).

Clarté finale

Après l'invasion de la Tchécoslovaquie entière par Hitler, au mois de mars 1939, Wendel trouve un motif de satisfaction dans la fermeté nouvelle de l'Angleterre (30) et la communauté d'esprit franco-britannique reformée dans une volonté commune de résistance, un véritable "synchronisme" dans les réactions (31). C'est le moment où les Débats réclament enfin une "fermeté inébranlable" à l'égard de l'Allemagne et de l'Italie (32). Au duc de Windsor, connu pour son "pacifisme", qu'il rencontre dans un salon, Wendel, un peu plus tard, dit sa conviction absolue que toute concession faite aux Allemands est perdue pour la paix (33).

Et il sort même de sa réserve pour déclarer publiquement, le 4 juin, à Damelevières, qu'il souhaite chaudement le succès des conversations engagées avec l'U.R.S.S. "quels que soient les sentiments qu'on puisse éprouver envers le gouvernement de M. Staline" (34).

A mesure enfin que la guerre paraît plus probable, Wendel se convainc toujours davantage qu'à nouveau l'hostilité envers l'Allemagne doit l'emporter sur toute autre prudence et toute autre considération.

Aussi méfiant qu'il demeure envers Daladier, "politicien plus soucieux de se garer que d'assumer des responsabilités" et qui hésite à prendre les décisions nécessaires, il se retrouve derrière lui, en

définitive, au moment où la guerre éclate, Le 29 août, rencontrant son ancien protégé, Fernand Bouisson, qui se montre très hostile à Daladier, "comme toute l'équipe radicale, Bonnet, Mistler, Monzie, etc..." Wendel a cette réflexion : "Ce ne sont pas les gens de cette bande qui feraient mieux que lui. Ils sont peut-être plus malins - mais certainement moins patriotes. Entre les profiteurs du régime et les jacobins, je crois que j'aime encore mieux les jacobins..." (35).

Et le 1er septembre 1939, il écrit simplement : "Demain, 1er jour de la mobilisation et réunion des Chambres. C'est la guerre... à la gloire de ceux qui ont quitté Bologne, Mayence et la Sarre !" (36).

CHAPITRE IV

EPILOGUE (1940-1949)

SECTION 1 - Vichy

La guerre et la débâche viennent sceller, pour François de Wendel, la fin de sa vie politique active. Malgré les espoirs qu'il conserve presque jusqu'à la fin, il ne lui est jamais donné désormais de retrouver un rôle.

Car, sous Vichy, son hostilité radicale à la politique allemande le maintient tout-à-fait à l'écart d'un régime dont il n'escompte jamais ni qu'il dure, ni qu'il réussisse. Mais cette absence de compromission n'empêche pas que, dans l'atmosphère de la Libération, son nom seul le fasse tenir strictement à l'écart des nouvelles équipes. Il n'est plus qu'un témoin, jusqu'au bout passionné.

L'effondrement.

Wendel éprouve la catastrophe de mai-juin 1940 comme "l'effondrement de tout ce qui a été sa vie, ses espérances, sa raison d'être", comme "la réalisation au superlatif de tout ce que, depuis 20 ans, /il s'était/ efforcé d'empêcher dans la mesure de ses moyens..." (1). Dès qu'il est question de l'armistice, il y est hostile - persuadé que l'intérêt de la France est de "jouer jusqu'au bout le jeu des Anglais" (2). S'il a

gagné la Touraine, dès le 11 juin, derrière les Pouvoirs publics et avec les services de la Maison, il n'arrive à Bordeaux, après un passage par Cognac, que le 19 juin, au surlendemain de l'accession au pouvoir du Maréchal Pétain. L'atmosphère méphitique qu'il y trouve le décide dès le lendemain à regagner la Charente puis Tour et Paris. La "capitulation complète" à quoi la France a consenti et la déclaration radiodiffusée de Pétain, quand il la présente aux Français, le 23 juin (3), l'entrée de Laval et de Marquet dans le Cabinet - "tout un programme - et (...) mauvais" - le confirment dans sa décision de ne pas se rendre à Vichy, au moment des votes, les 9 et 10 juillet, sur l'octroi des pleins pouvoirs au Maréchal. Il donne à cet absence la signification d'une discrète désapprobation - qui le sépare à la fois de son cousin Guy de Wendel et de son gendre Montalembert (4).

Quand Pierre Laval passe à Paris, au début d'août, Wendel lui demande audience. C'est pour constater que le vice-président du Conseil ne montre aucune réaction vis-à-vis de ce qui se pass/e/ en Lorraine, et qu'entre eux deux il y a désormais "un fossé" (5). Les deux hommes ne se reverront jamais.

Blâme et
passivité forcée

Tout au long de l'occupation, les Cahiers de Wendel témoignent d'une ligne immuable : il ne cesse de blâmer la politique allemande de Vichy, d'escompter la victoire de l'Angleterre, puis de flétrir la servilité du gouvernement rompant avec la Russie en 1941, après le déclenchement par Hitler de son offensive orientale : au moment où,

pour la première fois, l'U.R.S.S. se trouve "jetée du côté de la France" (6). Il ne cesse d'espérer l'entrée en guerre de l'Amérique, puis, le fait accompli, de le célébrer : car toutes les hésitations, toutes les réticences que pouvait faire naître chez Wendel, dans les années 30, l'espoir de se concilier l'Italie ne sont plus naturellement de saison. Le Lorrain peut laisser champ libre désormais, dans ses analyses, à la priorité nationale.

Or ce lui est un chagrin supplémentaire, tel étant son parti, de constater que la politique d'abandon est conduite par le gouvernement le plus modéré que la France ait connu depuis le Seize-mai, pis encore que ces nouveaux maîtres soient assez fous pour prétendre, avec leur "Révolution nationale", rebâtir à l'intérieur, selon leurs vœux, une nation nouvelle - sous la botte de l'ennemi(7).

C'est ainsi qu'au retour d'une de ses brèves et rares visites à Vichy, - où il voit surtout Louis Marin, en applaudissant à son attitude d'indépendance puis de résistance - il exprime, en novembre 1941, son dégoût croissant devant "un panier de crabes où les uns se disputent les places et les autres perdent leur temps à légiférer et à pondre des textes absurdes. L'ordre nouveau, au lieu de songer à faire une nouvelle France, ferait mieux de s'efforcer de conserver et de défendre l'ancienne" (8).

Les réformes entreprises sont tout à la fois vaines, dangereuses et sottes.

Elles sont vaines puisqu'elles sont condamnées à être balayées au jour de la Libération "comme fétu de paille" (9) - et sur ce point, Wendel rejoint exactement, sans le savoir, les réflexions qu'au même moment consigne Léon Blum, dans sa prison de Bourassol (10).

Les réformes sont dangereuses pour l'avenir, parce qu'elles compromettent la droite. En novembre 1941, évoquant l'attitude du "grand monde industriel et financier de Paris", Wendel s'inquiète de voir l'opposition des sentiments avec la masse du peuple s'accroître au lieu de s'atténuer". Les motifs ? "L'habitude chez certains de pratiquer une politique de facilité, la foi dans le succès de l'Allemagne et le désir d'être du côté du manche, enfin et surtout une peur panique du bolchevisme..." Le résultat ? "De bien grosses difficultés" à prévoir pour le lendemain (11). Le "désordre jeté dans les esprits" à l'extrême droite (12), par un Charles Maurras dévoyé ajoute encore à la malfeasance de ces égarements (13). Et c'est la faute de Vichy s'il n'y a à Londres - affirmation à vrai dire discutable - que des gens du Front Populaire (14).

Les réformes enfin sont sottes et néfastes dans l'immédiat. Wendel l'explique en personne et sans trop de ménagements au Maréchal Pétain, le 25 mai 1941, au cours de la seule visite qu'il lui fit jamais. Il y parle de l'économie, mais généraliserait volontiers l'analyse : "A un moment où tout est désorganisé et où l'on manque de tout, il faut bien se dire que seule la routine et le système D peuvent permettre aux établissements de subsister. Or que faites-vous ? On empêche la routine de jouer par la publication chaque jour d'une loi ou d'un décret nouveau et le système D de fonctionner par la création de Comités d'organisation où pullule tout un état-major de polytechniciens et d'inspecteurs des Finances qui ne font que du papier(...) Il en est de même en matière de finances" (15).

En pareil domaine, Wendel est rendu plus sévère encore par le coup qu'il a reçu lui-même quand la dissolution du Comité des Forges a été décrétée, le 9 novembre 1940, à la suite de la loi Belin du 16 août sur les comités d'organisation professionnelle (16): une goujaterie (17), un "geste inélégant et injuste" (18), bien fait pour aggraver son hostilité envers le régime (19). Celui-ci au reste a

pris peut-être en compte dans sa décision ce qu'il savait des sentiments de Wendel et que celui-ci ne tâchait pas de dissimuler (20). Malgré la courtoisie témoignée à son égard par les nouveaux patrons de la sidérurgie, Aubrun, Daum, Lenté, Wendel se sent diminué et il ne rejoint en rien, non sans de bonnes raisons, ceux qui jugent que le Comité des Forges reste à peu près inchangé sous son nom nouveau (21).

Il choisit donc, selon sa propre définition, la "passivité politique". Il assiste seulement, rue Guynemer, aux réunions hebdomadaires où une vingtaine de sénateurs de la zone occupée confrontent à huis clos leurs impressions et leur nostalgie (22). Mais il ne songe pas à accepter de figurer, malgré son inclination ancienne pour les choses financières, dans le nouveau Comité budgétaire où Henri Deroy, nouveau secrétaire général pour les Finances publiques, voudrait le voir entrer : il reste "dans sa coquille" (23).

Le Temps et les Débats.

Du côté de la presse, sa retenue est semblable. Il décourage Jacques Chastenet, à la fin d'octobre 1940, de ramener le Temps à Paris, sous l'emprise directe de l'occupant (24), et au début de janvier 1942, lors d'une réunion des "groupes majoritaires" du journal, où Chastenet réclame de l'argent, il opine, à l'unisson de Peyerimhoff et de Duchemin, pour un refus, et explique : "Tout en reconnaissant que le journal ne peut guère avoir une attitude différente de celle qu'il observe, j'estime qu'elle est trop gouvernementale pour que nous ayons à nous substituer au gouvernement; c'est à celui-ci de rémunérer les gens qui le servent..." (25). A partir du retour de Laval, la

situation s'aggrave, et Wendel ne cache pas à Chastenet qu'il ne verrait, quant à lui, "aucun inconvénient" à la suspension d'un journal qui n'a plus l'ombre d'indépendance et n'est plus qu'un office d'insertions tendancieuses et mensongères"(26). Après l'invasion de la zone sud, il apparaît à Wendel que "le journal ne peut continuer à paraître puisqu'il n'y a aucune raison d'accepter à Lyon les disciplines qu'on a refusées à Paris". Chastenet réussit bien à faire appuyer par le consortium, réuni chez les Wendel, rue Paul Baudry, un projet de moyen terme : le Temps paraîtrait deux fois par semaine, en ne traitant que les questions littéraires et économiques. Il obtient même quelques fonds en arguant de ce que le journal ne peut plus, "bien évidemment", accepter la manne gouvernementale (27^{et 27 bis}). Mais quelques jours plus tard, après un accrochage avec la censure de Paul Marlon, qui refuse de laisser passer un éditorial très anodin sur le sabotage de la Flotte à Toulon, Mireaux et Chastenet décident que le Temps ne paraîtra plus. Et Wendel de conclure : "C'est très bien comme cela" (28).

Pour le Journal des Débats, le tableau est beaucoup plus sombre. Dès la déclaration de guerre, son déclin s'est accentué, et il ne paraît plus, depuis la mi-septembre 1939, que sur format réduit et sur quatre pages (29). Dès ce moment-là, Wendel a envisagé son sabordement au cas où le personnel n'accepterait pas une réduction d'appointements, ou si le nombre d'abonnés tombait au-dessous de 6.500. Le journal a obtenu pourtant un bref sursis grâce au maintien des diverses subventions de fonctionnement du Comité des Forges, de Lazard Frères et des Rothschild, un apport Wendel exceptionnel de 100.000 frs et un ballon d'oxygène - 240.000 frs - provenant du neveu de Pierre Lebaudy, Jean Lebaudy, en tradition de famille (30).

Au même moment, Paul Reynaud a paru envisager un accord personnel avec les Débats, mais le projet à peine esquissé a tourné court devant les réticences de Wendel (31). Il témoigne pour le moins que le

journal garde, aux yeux de quelques uns, un certain intérêt politique.

Il reste que Wendel est psychologiquement préparé à voir fermer le chapitre. Au moment de l'exode, Nalèche transporte le journal à Clermont-Ferrand. Dès le 24 juillet 1940, Wendel lui écrit pour dire qu'il ne versera plus un sou : "à moins que vous n'entrevoiez le moyen de faire subsister /les Débats/ (dans des conditions que je ne détermine pas) je crois que le mieux serait de profiter du cas de force majeure devant lequel nous nous trouvons pour le laisser mourir honorablement..." (32).

Comme Nalèche fait la sourde oreille et continue de faire paraître une feuille étriquée (33), Wendel revient à la charge au début de décembre 1940, en lui répétant, avec plus de force encore, son vif désir de voir suspendre le journal.

Et profitant - à quelque chose malheur étant bon - de la nouvelle loi du 16 novembre 1940, sur le régime des sociétés anonymes qui limite les cumuls de conseils d'administration, il démissionne de celui des Débats (34). Le journal ne peut plus vivre que de subsides gouvernementaux - et il se montre très collaborationniste. Quand Wendel rencontre Nalèche à Vichy, en mai 1941, pour la dernière fois de sa vie, il tente en vain de lui faire admettre "ce qu'il y a d'ignominieux pour la feuille stipendiée que sont désormais les Débats à adorer tous les jours ce que, depuis dix ans, elle s'était efforcée de brûler". Nalèche met une obstination sénile à faire durer son "entreprise de platitude" (36), qu'il poursuit jusque sous la botte allemande, après l'invasion de la zone sud et que Wendel est impuissant à faire cesser. Triste agonie.

Offres allemandes
et refus de la "Maison".

Sur le front industriel enfin, et dans la même ligne, Wendel qui, comme ses frères, est interdit de séjour en Lorraine d'ordre de Berlin (37), se refuse à toute négociation avec les Allemands sur une éventuelle cession de gré à gré de leurs biens à des firmes germaniques.

On se bornera à des protestations, que Ibn sait au reste bien vaines, auprès de la Commission d'armistice (38). Pour le reste, il faut jouer l'avenir, il faut choisir, ici encore, la passivité. Humbert et plus encore François ne l'envoient pas dire à un intermédiaire qui vient leur parler au nom des Schneider d'une négociation éventuelle avec les Allemands. "Humbert a été très catégorique", note son frère, "je n'ai pas eu de peine ensuite à montrer le danger qu'offriraient pour l'avenir... même pour les Schneider et peut-être encore plus pour des fabricants de matériels de guerre que pour d'autres, des ententes du genre de celle dont il était question..." (39). A plus forte raison, les Wendel repoussent-ils, un an plus tard, l'offre faite par les Allemands, transmise par Bichelonne, ministre de la production industrielle, de participation dans les affaires russes qu'ils comptent s'approprier. La métallurgie française donnerait, en échange, son accord à l'envoi en U.R.S.S. de matériel de laminoirs enlevé à Joeuf et à Caen ! "Nous ne mangeons pas de ce pain-là (...) Inutile d'insister..." (40). La perspective d'un retour éventuel de son fils Henri, prisonnier en Allemagne, en récompense d'une possible souplesse, ne suffit pas à ébranler Wendel, et il n'approuve pas Humbert d'avoir un jour, au reste sans suite, caressé une telle éventualité (41). Henri de Wendel ne sera donc pas rapatrié avant la Libération.

C'est assez dire que n'eut jamais le moindre fondement le bruit qui fut répandu, dès septembre 1940, par la radio de Londres, et plusieurs fois relancé par la suite, d'un accord à l'amiable par lequel les Wendel auraient cédé tous leurs biens aux Allemands, contre 50 millions de marks en actions des Goeringwerke (42). Depuis le 24 juin 1940, la décision est prise par les Allemands d'exproprier les Wendel à Hayange et à Moyeuvre (43), et c'est par un acte de force unilatéral que Goering met la main sur Hayange et Moyeuvre, à compter du 1er mars 1941, en ne laissant que les forges de Joeuf à l'ambition d'Hermann Roehling (44). Pillage qui figurera en bonne place, après la guerre, dans l'acte d'accusation de la France au Tribunal de Nuremberg (45).

Préparer la suite.

A partir du retour de Laval, en avril 1942, puis surtout du débarquement américain en Afrique du Nord, et de l'invasion consécutive de la zone sud par les Allemands en novembre, François de Wendel se retrouve moins solitaire dans son milieu. Quand il apprend, le 30 août, que "le gouvernement Laval s'est offert le plaisir de dissoudre les bureaux et questures de la Chambre et du Sénat", il commente : "une manifestation assez vaine, dirigée contre Jeanneney et Herriot, qui ne fera que les rendre populaires. La mesure est-elle légale ? Je n'en sais trop rien. Je sais seulement qu'au premier retour de fortune, ces morts ressusciteront..." (46).

D'une brève visite à Vichy, en septembre 1942, il retire le sentiment que Laval qui "cède à tout et n'obtient rien des Allemands", est en train de conduire le pays "aux derniers degrés de l'abjection", tandis

que le Maréchal, "abandonné à la veule influence du docteur Ménétreel, ne compte plus guère..." (47). Pétain le prouve en novembre quand il perd la dernière occasion de sauver l'entreprise, en gagnant l'Afrique du Nord, et qu'il accepte de prolonger, quasi-prisonnier, l'ombre dérisoire de son pouvoir.

Les milieux industriels, à Paris, se détachent dès lors de plus en plus du gouvernement (48). Encore faut-il compter avec tous ceux qui jouent, par ambition ou par tempérament, une paix de compromis. C'est l'espoir d'Anatole de Monzie (49), et Wendel qui n'y croit pas (50) voit là du Caillaux renouvelé (51).

Le seul effort politique qui vaille, pour l'instant, consiste à préparer en petit groupe les lendemains de la Libération. Wendel participe donc activement, à partir du printemps 1943, sans y attacher d'abord grande importance (52), puis avec un intérêt croissant, aux réunions de ce petit groupe de sénateurs qui se rassemblent autour de Jacques Bardoux et travaillent à élaborer un projet de transition constitutionnel et une éventuelle négociation avec le Général de Gaulle. Les sénateurs vivent sur le schéma du premier après-guerre et espèrent jusqu'au bout, sans beaucoup de réalisme, une réunion de l'assemblée nationale et un retour plus ou moins tempéré à la IIIe République (53).

Wendel lui-même, d'ailleurs, attache au moins autant de prix à un effort pour déterrer les personnalités politiques modérées qui puissent faire partie d'un gouvernement - et s'effraye de leur petit nombre : signe affligeant d'une majorité dévoyée (54). Une liste dressée par lui est transmise à de Gaulle par l'intermédiaire de François de la Noë (55). A en croire Jacques Bardoux, Wendel espéra même, dans les dernières semaines de l'occupation, que puisse lui être attribuée, à lui ou à Humbert, la responsabilité directe ou indirecte du ministère de la production industrielle (56)... C'est se préparer à tomber de haut.

SECTION 2 - La Libération et la France nouvelle

La Libération ne laisse rien subsister de ces espoirs, collectifs ou individuels, et, les premières grandes joies dépassées, se teinte bientôt, pour un François de Wendel, des couleurs de l'amertume. Après les grandes heures d'août 1944, vécues à Paris, puis la joie du retour en Lorraine en septembre, il lui faut considérer en face le tableau politique et que celui-ci l'exclut de toute influence.

Déceptions et
calomnies.

De Gaulle ayant balayé l'idée d'une réunion de l'Assemblée nationale de juillet 1940, Wendel espère être désigné à la consultative au titre de la Fédération Républicaine. Mais son nom est rejeté par la Commission compétente dite "des vingt", à partir de renseignements erronés sur sa conduite en juillet 1940 (1). Et de la même façon, un an plus tard, il constate que Marin, qui a fait alliance avec les M.R.P. en Meurthe-et-Moselle, brisant une amitié de 40 ans, ne songe pas, bien qu'il soit le seul sénateur du département non frappé d'inéligibilité, à le prier de figurer sur sa liste (2). Le contact est perdu avec les électeurs et la pente ne sera plus remontée (3).

"J'avais, je l'avoue, nourri l'espoir que la victoire me permettrait de contracter un nouveau bail avec la politique. Cet espoir, fondé sur la confiance que j'avais dans cette victoire, m'a stimulé pendant six ans !... La marche à l'étoile. Cette étoile /s'est/ évanouie, en

octobre 1944, le jour où mes amis ont, sans protester, par un passe-droit sans précédent, ^{laissé} éliminer de la Consultative le résistant de la première heure que j'étais..." (4).

Wendel n'avait pas escompté que l'atmosphère politique de la Libération pût être aussi défavorable, en dépit de la dignité de sa conduite sous l'occupation, à tout ce que son nom représentait et symbolisait, et qu'en somme il payerait le prix des égarements de son milieu. Tandis qu'est en passe d'être adoptée la nationalisation des Houillères, que celle de la sidérurgie toute entière paraît menaçante, il lui faut bien constater, dès l'automne et l'hiver 1944, - "cela paraît inconcevable mais c'est comme cela" - que les Wendel "sont encore plus impopulaires à l'Assemblée consultative que dans la Chambre de 1936". La presse communiste, l'Humanité, au lendemain de la Libération de Paris, puis en janvier 1945, l'hebdomadaire Action de Maurice Kriegel-Valrimont, se déchaînent contre les Wendel sur le thème de l'accord imaginaire avec Goering (5). Le 29 septembre 1945, la Voix de l'Est va jusqu'à dénoncer "François de Wendel, Croix de Feu n° 13, qui, depuis trois siècles se vautre dans la trahison la plus infâme" (6). Les procès entrepris échouent ou s'enlisent ⁽⁷⁾ car comme l'écrit fort bien Serge Bonnet : "dans le climat de conformisme résistant d'après août 1944, l'administration, la justice et la presse ne brillent pas par leur courage dans ces affrontements patronat-extrême gauche" (8). Par la même atmosphère, on explique que le jury d'honneur, présidé par René Cassin, vice-président du Conseil d'Etat, ait pu déclarer François de Wendel inéligible "pour avoir voté la délégation du pouvoir constituant au Maréchal Pétain, le 10 juillet 1940" (9). Malgré le rectificatif ultérieur, (10), et les excuses de Cassin (11), le préjudice demeure (12).

Wendel peut d'autant moins aisément répliquer à ses ennemis que sa presse a disparu dans la tourmente. C'est bien en vain que le

"consortium" du Temps, emmené par Chastenet, espère longtemps rentrer en possession de son titre et retrouver ses locaux où le Monde (13) s'est installé. Quant au Journal des Débats, il manque plus cruellement à Wendel qu'il touchait de plus près, et il ne pardonne pas à Nalèche de l'en avoir privé par sa désobéissance (14).

Vers la fin.

Dans une situation politique où s'abîment ses espérances, Wendel attribue naturellement une grande responsabilité à l'inexpérience et aux "maladresses" du Général de Gaulle, assiégé par les communistes, chambré par les "idéologues" de la gauche et les "bateleurs de l'Aube" : sans vouloir solliciter lui-même une audience, Wendel s'étonne que le Général dont il juge très sévèrement les actes depuis son retour (15) n'ait jamais paru songer à le consulter.

Mais Wendel est aussi assez lucide pour regarder au-delà du Général de Gaulle, c'est-à-dire du côté de ce qui lui paraît comme la grande trahison des modérés. Ce qui le conduit, dès octobre 1944, à l'analyse suivante qui a sa cohérence :

"Tout cela est bien la conséquence de la politique du Maréchal et de la guerre qu'il a faite aux communistes et qui a abouti à jeter dans le maquis et à transformer en héros des gens de la Ve colonne qui avaient puissamment contribué à notre défaite en 1940, et n'avaient rejoint le camp français qu'après l'entrée de la Russie dans la Guerre. Ce l'est aussi, il faut l'avouer - et c'est encore la faute du Maréchal - de trop de gens de la société et de la bourgeoisie qui avaient accepté la défaite et ne songeaient qu'à profiter des avantages que leur assurait le changement d'équipe gouvernementale. Cela n'en est pas plus

drôle pour cela..." (16).

Dans pareille conjoncture, pris entre les fautes de ses amis et les rancunes de ses ennemis, Wendel n'a plus sa place sur la scène politique, et d'autant moins qu'à plus de 70 ans, il ne trouve plus en lui-même l'élan qui lui permettrait peut-être de forcer la passe et de se souvenir que le pouvoir se donne rarement à qui ne le souhaite pas de toute son énergie...(17). Malgré la permanence des mythes qui ont accompagné toute sa carrière politique (18) et qui lui survivront, son temps est passé. La dernière bribe d'influence qu'il conserve encore, il la trouve rue de Benthievre, aux réunions du "Centre d'Etudes administratives et économiques" qui joue le même rôle que l'U.I.E. avant guerre et où les Bouchayer, les François de Nervo, les Brulefer, sont les nouveaux maîtres d'oeuvre, le préfet André Boutemy, l'agent d'exécution (19). Wendel y défend, à partir de 1947, contre les rancœurs héritées du pétainisme dans la majorité du patronat, et ses propres mauvais souvenirs de 1944-45, l'idée d'un retour inévitable à de Gaulle. Une visite qu'il lui fait enfin, le 4 juillet 1947, - la première et la dernière - et qui dissipe pour une part ses préventions personnelles (20) - le confirme que les milieux d'affaires, et les modérés en général, trouveraient intérêt à le soutenir et à le mieux renseigner (21).

François de Wendel meurt à Paris, dans son hôtel de la rue de Clichy, le 12 janvier 1949 (22).

CONCLUSION GENERALE

CONCLUSION GENERALE

François de Wendel a l'esprit clair, beaucoup de volonté, de la persévérance, et du caractère. Il montre fort peu de goût pour les spéculations abstraites, il est en méfiance envers les "beaux esprits" et les "idéologues", et il n'est guère perméable à l'air du temps et aux modes intellectuelles. Son effort n'a de cesse qu'il n'ait clarifié les problèmes et qu'il n'en ait ordonné les composantes à la lumière de ses présupposés : l'opération accomplie, il n'y revient guère. Ainsi ses partis-pris échappent-ils assez aisément à l'usure du temps, ou aux possibles contestations. Non qu'il ignore les souplesses de la tactique, comme le récit de son action politique en a fourni bien des preuves, non que son expérience ne lui ait appris beaucoup sur l'art d'utiliser les opportunités provisoires. Mais les finalités politiques majeures, posées une fois pour toutes, sont honorées par lui avec constance et organisées selon une hiérarchie dont les principes sont immuables.

Au premier rang on a sans cesse rencontré, au long de ces pages, le souci national, celui de la puissance de la France, de sa sécurité, de son prestige. Au premier rang, l'inquiétude allemande.

Le 28 septembre 1870, à Londres, le duc de Persigny, exposant à l'ambassadeur prussien, qui les rapporte à Bismarck, ses vues sur la situation de la France blessée, lui dit "qu'il la tient pour désespérée si la paix n'est pas conclue bientôt. Si elle ne l'est pas, la société - qu'il place plus haut que la nation et la dynastie - et tout ce qui demeure encore debout, seront la proie des Rouges" (1). Wendel n'est pas du tout de la famille d'esprit d'un Persigny : lui place la Nation par-dessus tout, en souvenir précisément de cette Année terrible qui vit mutiler la France et nourrit sa haine de l'Allemagne (2).

Homme des marches de l'Est, qui avait rêvé de suivre la carrière des armes, rien ne l'émeut plus que les frissons du drapeau tricolore sur les provinces recouvrées, ou dans la Rhénanie occupée. "Sa rigidité", écrit Alfred Fabre-Luce dans un article qu'il lui consacre en 1937, "est incompatible avec (...) une certaine horreur physique de la guerre..."(3). Il se peut qu'on se rappelle son inquiétude au début d'août 1914 à l'idée que le conflit puisse être in extremis évité. Quelque imprévisible que fût alors l'ampleur de la tragédie, l'allégresse de Wendel devant l'orage qui vient est saisissant. Rien ne paraît compter pour lui que cette pensée : qui sait si sa génération, au cas où cette occasion serait manquée, verrait jamais le jour de la Revanche ? Qui sait si la prochaine ne serait pas moins favorable ?

Qu'on se rappelle aussi, dans le même sens, le comportement de Wendel, plus tard, en face de la question juive : l'antisémitisme, contre lequel il rompt des lances dans son milieu, ne lui est pas odieux au nom de principes universels, d'une certaine idée de l'humanité - mais comme une faute grave contre la patrie, la répétition de la grande erreur de l'Affaire Dreyfus. Connaissant un essor renouvelé, à droite, dans les années 30, l'antisémitisme risque de gaspiller une carte précieuse : celle que l'imprudence d'Hitler, s'en prenant aux juifs allemands et suscitant contre lui la puissance politique et financière des israélites de tous les pays, avait offert à la France et à l'Angleterre. Calcul réaliste chez Wendel, plutôt que sursaut moral.

De l'homme de droite, en vérité, Wendel a tout à fait le tempérament, et la philosophie implicite - sensible surtout aux permanences, convaincu en particulier que l'humanité, individus et nations, restera toujours dans les siècles des siècles semblable à elle-même et n'est pas autrement perfectible, que l'intérêt, chez elle, est le moteur décisif (4), et que l'organisation traditionnelle de la société, chacun bien à sa place (5), est assurément la meilleure.

Sa bonne conscience paraît parfaite, dans la jouissance de ses privilèges hérités et la défense d'un certain ordre social dont il est l'un des premiers bénéficiaires. On observe ainsi que s'il s'irrite souvent, lors des assemblées générales des Petit-Fils, lui le laborieux dont la chasse est la seule hygiénique distraction, que ses cousins et cousines commanditaires, d'ordinaire fort oisifs, qui ne se sont donné que la peine de naître et que cet effort paraît avoir définitivement épuisés, ne s'intéressent qu'au montant des dividendes, il ne remet jamais le moins du monde en cause la légitimité de ces avantages reçus au berceau. De la même façon, il ne cesse, autre signe, de condamner l'impôt sur le revenu "qui n'est qu'une concession coûteuse à l'esprit de démagogie" (6).

Au niveau des principes au moins il n'existe pas à ses yeux de contradiction en profondeur entre la défense de la nation et celle de la société existante - seules les forces de droite étant prêtes à en assumer efficacement la responsabilité, puisque les idéologies de gauche, qui ont élaboré la détestable doctrine de la sécurité collective, si chère à Briand, sont prêtes à toutes les illusions.

Pourtant s'il advient que dans le cours des batailles politiques tel épisode oblige à choisir entre un souci de défense sociale et un avantage extérieur, le premier devra toujours se plier devant le second. Il suffit de se remémorer ses interventions de la Banque, à diverses reprises, pour qu'on accepte des accroc, en cas de nécessité diplomatique, aux sacro-saints principes de la rigueur financière, d'ordinaire rigoureusement défendus, ou encore sa visite à Daladier, en avril 1933, ou son attitude en mars 1936, lors de la ratification du traité franco-soviétique, et pour finir le mépris distant où il enveloppe la Révolution Nationale. On touche là à un point capital, qui explique certaines erreurs de la légende, et fonde l'originalité de Wendel. Ses origines, ses activités industrielles, ses intérêts

devraient, jouant seuls, l'ancrer du côté de la droite "orléaniste", celle des milieux d'affaires. Mais le souci national premier le distingue de la majorité des siens, et complique le tableau.

La défense de l'Eglise, aux yeux d'un Wendel, qui s'est éloigné de la foi de son enfance, n'est jamais un impératif prioritaire. La religion joue son rôle lorsqu'elle se met au service de l'ordre établi - pour donner du faste par exemple aux obsèques des grands patrons (7) - et surtout au service de la Nation. Que sa cause en vienne à primer les autres soucis, et c'est ouvrir la porte, pour les "nationaux" - par exemple lorsqu'un pape comme Pie XI paraît séduit par le système de la Société des Nations - à toutes les plus périlleuses déviations et déperditions d'énergie.

Quant à la forme du régime, elle ne vient qu'au dernier rang dans les préoccupations d'un Wendel. Il peut bien, en 1944, s'attribuer à lui-même le titre de "féroce républicain" (8), c'est dans l'ambiance de la Libération, et c'est faire bon marché de ses propres hésitations du début des années 30, de son admiration pour Mussolini et son régime, qui date de ses origines mêmes, du culte qu'il voue à Napoléon - sans que celui-ci implique au demeurant d'hommage au système de gouvernement bonapartiste, style 1851-1870, largement disqualifié par la fin honteuse du Second Empire dans l'abaissement national. Il est vrai que Wendel a toujours rejeté l'idée d'une restauration monarchique, se distinguant résolument par là de l'Action Française, et qu'il s'est toujours refusé à prendre langue avec la Maison de France. Mais c'est surtout par réalisme, et parce qu'il éprouve que ce serait là compromettre, sans aucun bénéfice tangible, l'autorité dont il peut disposer auprès des parlementaires et de son électorat. Il est vrai aussi qu'il a toujours conservé, malgré ses doutes de 1933, un fond d'attachement pour le parlementarisme, lui-même fort assidu dans les assemblées (9) - daubant volontiers in petto ses collègues quand il est au Palais-

Bourbon ou au Luxembourg, mais retrouvant comme une solidarité avec eux devant les incompréhensions des industriels, d'ordinaire à ses yeux si bornés en politique...(10). Il est vrai qu'il a moins donné de soutien qu'on ne l'a dit aux ligues antirépublicaines; mais il n'en a pas moins subventionné certaines, il n'en a pas moins applaudi souvent à leurs intentions, et envisagé sans répugnance, en tant que de besoin, leur recours à la violence, en réplique en tout cas à un éventuel coup de force de l'extrême-gauche.

o
o o

Tels étant rappelés les buts politiques permanents de Wendel, comment voit-on qu'il a concilié leur service avec celui des intérêts de sa Maison ?

A la base, une conviction digne de Charles Wilson : ce qui est bon pour la sidérurgie - et spécifiquement pour les établissements qu'il dirige - est bon aussi pour la France, à condition qu'on considère les choses dans la durée, et d'assez haut : ici encore en toute bonne conscience. "Tout comme moi vous comprenez", dit-il à ses collègues du Comité des Forges quand ils se réunissent une dernière fois, en février 1941, après la dissolution par Vichy, "que l'intérêt particulier, l'intérêt professionnel ou corporatif ne peut s'opposer à l'intérêt général, bien plus : que dans des entreprises comme les nôtres, il se confond avec lui..." (11). L'affirmation vaut pour lui dans les deux sens, et il veut dire qu'au-delà de certaines apparences immédiates, les sidérurgistes se doivent de rechercher toujours le bien de la Nation, même s'il paraît diverger parfois, à courte vue,

avec le leur (et Wendel n'a pas été en réalité sans déplorer souvent, malgré l'hommage qu'il leur rend dans ces propos officiels, que ses collègues ne l'aient pas compris...).

Cette convergence naturelle en profondeur légitime tout à fait, aux yeux de Wendel, les interventions qu'il peut faire en faveur de sa Maison, sans mettre nullement entre parenthèses sa qualité de parlementaire, auprès des gouvernements successifs. Il ne faudrait guère le pousser pour qu'il dise qu'il rend ainsi service à la France. Ainsi de ses initiatives de l'hiver 1915-1916 dans l'affaire des sequestres (même si le Creusot se drape naturellement, en face de lui, de justifications non moins patriotiques), ainsi de ses menaces politiques adressées au cabinet du Cartel, à propos de la question de la Kohlensteuer de Frédéric-Henri, en 1924, ou de ses démarches auprès de Daladier, en 1933, dans celle de l'Umlage.

Mais il faut dire en même temps que pendant ces vingt-six années on se persuade rarement, en suivant les pas de Wendel, que sa qualité de parlementaire ait beaucoup ajouté à l'efficacité de ses démarches entreprises pour la défense de ses établissements ou de sa corporation. Certes lui-même affirme parfois aux siens que leurs intérêts ont tiré grand profit de sa position politique : mais sa pente est alors de grossir les effets, soit qu'il veuille faire valoir les services qu'il a rendus, soit surtout qu'il cherche à justifier auprès de ses co-gérants et commanditaires une carrière politique qui, depuis les premières mises en garde, dès l'aube de son ambition, de son père ou de son frère, n'a pas cessé de les mettre en inquiétude ou en défiance (12) - eux restant persuadés au contraire que le bilan en serait négatif pour la Maison.

Il arrive en effet - c'est bien la crainte permanente de Humbert - que la situation de François, étant trop en vue, risque d'attirer des

coups sur les intérêts privés dont il a la charge, au lieu de les en détourner. S'il est contraint de s'exécuter, à la fin de 1924, dans le conflit fiscal de Frédéric-Henri, n'est-ce pas que Herriot a cherché à atteindre un adversaire irréconciliable sur le terrain même où il n'avait pas hésité le premier à porter l'affaire : le terrain politique ? Et du côté de la sidérurgie, en général, les responsabilités prises par Wendel dans la défense de ses points de vue à la tribune, entre 1916 et 1918 lui ont appris tôt qu'il était trop voyant pour être vraiment efficace.

De la même façon le fauteuil de régent obtenu en 1913, autre mandat à portée nationale, n'a rien pu ajouter à l'empressement éventuel de l'Institut d'émission envers telle ou telle facilité financière que la solvabilité de la Maison aurait de toute façon justifiée et que sa prospérité devait très rarement rendre nécessaire.

Aussi bien Wendel considère-t-il comme normal que sa liberté d'action en politique lui coûte quelque chose, et l'explique-t-il un jour en ces termes à Caillaux : "N'ayant pas d'écurie de courses, et ne jouant pas au baccarat, je peux me payer le luxe d'une opinion indépendante..." (13).

Il n'est qu'un seul domaine, mais non des moindres, où ce luxe reviendrait vraiment trop cher: le domaine allemand. Non que Wendel en vienne jamais à modérer au fond sa germanophobie, mais le souci de ses biens en Allemagne le contraint par moments, et souvent la rage au coeur, d'en adoucir, comme on a vu, l'expression : non sans conséquence, dans les années 30 surtout. Rien de tel en politique intérieure.

Ainsi donc, et à une grande exception près, dans l'action politique de Wendel, la Maison lui propose rarement des objectifs contradictoires, soit que pour l'essentiel ils concordent à l'origine, soit

que dans les questions mineures il soit disposé à payer le prix de sacrifices par définition bénins. Elle ne joue donc dans son destin qu'un seul rôle essentiel, décisif : en assurant sa puissance sociale et financière, sa richesse conçue comme moyen d'action. C'est elle qui lui permet d'avoir une presse à lui, de subventionner des partis, des ligues ou des hommes, et aussi, indirectement, d'être régent de la Banque de France ou Président du Comité des Forges, pour d'autres pouvoirs. Avant d'en synthétiser les effets, il faut bâtir un bilan global de l'action de Wendel dans les deux directions principales où il a voulu agir : au-dedans, pour la défense d'un certain ordre politique et financier, au-dehors pour la fermeté contre l'Allemagne. Les résultats sont en vif contraste.

o
o o

Parlant de François de Wendel, Alfred Fabre-Luce écrit que le retour de Poincaré aux affaires, en juin 1926, "fut son chef d'oeuvre"... ajoutant: "François de Wendel connaît mieux que personne le mécanisme infailible qui ramène toutes les Chambres, quelle que soit leur composition, à la formule de l'Union Nationale. C'est lui qui a inventé la recette. Bien que son efficacité aille décroissant, il ne se décourage pas..." (14).

Qui aura suivi tout au long l'itinéraire de Wendel conviendra que c'est bien en 1924-26 que se situe l'apogée de son influence; selon un mécanisme psychologique naturel, il rêvera toujours de réussir à nouveau "l'opération Poincaré", quitte à surestimer le poids politique, en d'autres conjonctures, de la question financière,

et à négliger instinctivement, dans ses analyses ultérieures, ce qui diffère du cas précédent pour privilégier ce qui lui ressemble.

Toujours est-il que ce siège de régent, postulé en 1913 comme simple consolation aux échecs électoraux, a donné à Wendel un pouvoir dans la cité qu'il n'avait nullement prévu. Pourquoi donc ? Et comment ?

A la base de ce grand fait se rencontrent naturellement les conséquences de la guerre mondiale venue bouleverser la situation monétaire, partant le rôle de la Banque de France, et qui laissent fort désarmé l'esprit des contemporains. Dans la longue durée du XIXe siècle, celui des très lentes variations garantissant de génération en génération la solidité des prévisions, les institutions napoléoniennes, amendées seulement ensuite sur des points de détail, n'avaient donné que par accident à la Banque l'occasion d'une véritable influence politique, - celle-ci toujours ponctuelle et très momentanée (15).

Le grand changement résulte de la vaste inflation de la circulation monétaire, conjuguée au refus collectif, après la guerre, d'en admettre l'irréversibilité. Dès lors que les gouvernants refusent - ou sont intellectuellement incapables - de sortir du mythe et de l'expliquer au pays, les difficultés budgétaires obligent le Trésor à solliciter de l'Institut d'émission qu'il veuille bien l'aider à la fois à compenser sa faiblesse et surtout à la masquer, faute de quoi elle s'aggraverait encore. C'est donner à la Banque un moyen de pression inespéré, qu'elle découvre soudain à la première grosse bourrasque des changes, celle de mars 1924.

Encore a-t-on maintes fois constaté dans ces pages qu'on se leurrerait à croire la Banque de France disposée à exploiter goulûment

- et collectivement, gouverneur et régents unis - cette chance inattendue offerte par les circonstances, par les ignorances. L'importance politique des relations entre Banque et gouvernement une fois posée, l'attention se déplace vers le jeu compliqué des pouvoirs rue de la Vrillière, et sur les tensions qui y règnent. On joue non pas à deux, mais à trois partenaires (16), et la position du gouverneur est fort incertaine. On sait que Napoléon avait voulu, pour avoir à la fois l'autorité et la confiance, que la Banque fût dans la main de l'exécutif - mais "pas trop". Le gouverneur incarne cette incertitude délibérée : nommé librement et révocable à discrétion, et pourtant porté par destination à s'identifier assez vite avec sa maison, à prendre en charge ses intérêts tels qu'il les aperçoit, sa mission telle qu'il la comprend. Wendel croit beaucoup - on l'a observé spécialement du temps de Moreau, puis du temps de Tannery - qu'il faut laisser à tout nouveau gouverneur, sans trop le bousculer, et surtout s'il a été nommé plus ou moins contre le Conseil de régence, le loisir de découvrir comme fondamentale cette nouvelle solidarité. Entre celle-ci et l'habitude longue de la discipline, naturelle à ces fonctionnaires, envers les volontés de la rue de Rivoli, les gouverneurs oscillent selon leur caractère, la force de leur personnalité, l'ancienneté de leur expérience. Entre Pallain et Moret, entre Moreau et Labeyrie, la distance est grande. Et les flottements de Robineau, malheureux honnête homme ballotté, caricaturent cette incertitude.

Les régents eux-mêmes, d'autre part, sont loin de réagir comme un seul homme, et d'être tous insensibles aux pressions diverses des pouvoirs publics, soit qu'ils aient besoin d'eux dans leurs affaires, soit qu'une sympathie politique les en rapproche, soit qu'ils éprouvent, par tempérament, une révérence naturelle et provisoire envers les cabinets successifs. L'antagonisme des régents banquiers et des régents

industriels, que Pallain savait habilement attiser pour mieux régner, s'est effacé peu à peu, après lui, comme on a vu, au profit de clivages plus compliqués.

Il faut dire que les régents eux-mêmes ne peuvent être insensibles, dès l'origine des grands conflits, à la menace d'une réforme des statuts, menace agitée bien avant les campagnes de la gauche entre 1934 et 1936. Wilfrid Baumgartner, dont le long séjour rue de la Vrillière est ultérieur, insiste beaucoup sur ce point, et sur l'art qu'aurait eu Briand par exemple, quand il trouvait devant lui un Conseil général trop rétif, d'entr'ouvrir un tiroir en murmurant avec un feint détachement : "J'ai là un projet de réformes des statuts. Je n'éprouve, bien entendu, nul désir d'y recourir, mais enfin si vous montrez décidément, Messieurs, trop d'obstination..." Ainsi les autorités de la Banque, débarrassées de la menace, auraient eu en réalité les mains plus libres après la réforme de 1936 (17).

Quoi qu'il en soit de cette inquiétude précise, on aperçoit bien, malgré le flou et la mobilité des contours, se dessiner chez les régents deux camps, dont Wendel lui-même, dans son discours du 29 janvier 1935, à la tribune du Sénat, définit clairement l'opposition, expliquant que devant des pressions venues du cabinet, "le droit du Conseil général de la Banque d'accepter ou de refuser est incontestable, mais /que/ la responsabilité qui peut en découler pour lui peut devenir singulièrement lourde. Il peut se trouver alors, suivant leur tempérament, que les membres du Conseil de la Banque estimeront que le gouvernement est après tout l'expression du Parlement, expression lui-même de la volonté populaire, que sa responsabilité se superpose à la leur et qu'en conséquence il n'y a qu'à déférer à son désir (...). Il peut se trouver au contraire des hommes pleinement conscients du danger et peu désireux de voir confondre, plus encore

que ce n'est déjà le cas, le crédit de la Banque et celui de l'Etat : les membres du Conseil opposeront une certaine résistance à ce qui leur sera demandé..." (18).

Ainsi s'expliquerait, Wendel y revient dix-huit mois plus tard, au moment de la réforme, qu'il ait constaté, dans l'histoire agitée des rapports entre la Banque et l'Etat, "de larges complaisances dictées (...) par le souci très réel qu'avait et que devait avoir la Banque de France de ne pas créer de complications inutiles au gouvernement quel qu'il soit". Et il ajoutait : "De ces complaisances, je n'entends pas faire le récit. Vous me permettrez seulement de vous apporter le fruit de mon expérience et de vous rappeler que dans des débats entre l'Institut d'émission et l'Etat, ce n'est pas l'Institut d'émission qui est le pot de fer..." (19).

Et il est vrai que si l'on reprend le récit des affrontements dont on a analysé le détail, on ne retrouve qu'un seul cas de fin de non-recevoir catégorique devant une exigence du gouvernement : celui de l'or, à Raoul Péret, en mai 1926 (20).

Certes. Mais on sait aussi que dans tel autre cas, en face de Flandin, l'accord fut assorti d'assez de réticences pour ôter au projet gouvernemental toute chance même d'être sérieusement essayé. Et qu'en 1925 surtout un refus catégorique ne fut pas nécessaire pour faire tomber Herriot, mais seulement l'annonce qu'allait être révélée la vérité. Que la Banque soit allée rarement jusqu'à l'expression carrée d'un refus n'empêche pas qu'en d'autres occurrences elle ait été tout aussi puissante, étant donné la fragilité de la "confiance", en laissant simplement savoir qu'elle en viendrait probablement jusque-là, si décidément...

Le jeu est en forme de poupées gigognes : il existe un pouvoir politique majeur de la Banque dans l'Etat, des régents à la Banque,

de Wendel parmi les régents. Pour que lui puisse s'imposer au Conseil, le Conseil à la Banque, et la Banque au gouvernement, il faut que soient réalisées deux conditions précises. Celle d'abord, subjective, que Wendel juge que son action ne puisse faire courir au franc de péril pressant, moindre en tout cas que la politique de la rue de Rivoli - ainsi en 1935 - ou bien qu'il soit assez persuadé de la malfaisance absolue du gouvernement en place pour que son patriotisme se résolve à jouer la politique du pire, dans la conviction, justifiée ou non, que le pire est quoi qu'il advienne certain si dure le cabinet, et que le danger de débâcle financière irrémédiable est donc préférable à la certitude de cette débâcle.

La deuxième condition est extérieure à Wendel : il faut qu'il puisse - et avec lui, s'il les convainc ou les rejoint, ses collègues, puis le gouverneur - s'appuyer sur une réaction naturelle, élémentaire, viscérale de l'opinion publique concernée, celle des Français qui ont prêté à l'Etat et surtout, au temps du Cartel, la fraction qui a choisi, le 11 mai 1924, de voter pour la gauche. C'est le cas en mars-avril 1925, et encore l'année suivante, lors de la "querelle de l'or", sous le ministère Briand-Péret, c'est encore le cas avec Flandin en 1935.

Et il n'importe guère, du point de vue politique, que les pulsions de cette opinion ne s'expliquent que par beaucoup d'ignorances et de tabous, dès lors que les gouvernements n'ont pas su eux-mêmes - maladresse surtout d'Herriot - les comprendre et les éclairer.

Telle est la clé du "chef-d'oeuvre" de Wendel : son talent, sa fermeté ont utilisé avec décision et efficacité une occasion que ses adversaires lui avaient laissée. On est bien libre de juger que ceux-ci se sont légitimement indignés, dans les années 30, au nom

d'une certaine conception du régime républicain, de ce pouvoir politique exorbitant, au moins négatif, conféré par les bouleversements financiers de l'après-guerre, à des hommes comme Wendel et Rothschild, dont le mandat n'avait, rue de la Vrillière, de justification qu'économique. On est libre de penser que le cumul, pour le premier, probablement illégal à partir de 1930, avec des fonctions parlementaires, ne pouvait qu'aggraver les choses. Mais à condition de n'oublier pas, pour un jugement pondéré, que la gauche elle-même, dans les années 20, avait, par ses ignorances, ses inconséquences, ses pusillanimités, involontairement conféré ce pouvoir qu'elle dénonçait, en s'étant à elle-même les moyens, stratégiques ou tactiques, et en d'autres cas efficacement employés, qu'elle avait de le neutraliser.

o
o o

Les déceptions et les impuissances de Wendel en politique étrangère, ce champ privilégié de ses premières ambitions, contrastent avec ses succès politico-financiers.

Dans les années 20, il nourrit les certitudes simples propres à fonder les grandes actions. Mais sans efficacité réelle.

Aristide Briand, incarnation au Quai d'Orsay de tout ce que Wendel a détesté, s'écriait un jour de 1927 à la Commission des Affaires étrangères de la Chambre : "Je dis que quand il s'agit d'un fait comme la politique de rapprochement franco-allemand, ou il faut la vouloir, ou il faut l'écarter. C'est un de ces cas où on n'a pas

le droit d'avoir des vues en zig-zags" (21). Une affirmation à laquelle, du camp d'en face, Wendel aurait souscrit de tout coeur - mais sans qu'il ait rien pu faire d'important pour empêcher ces zig-zags ou limiter leur amplitude : contribuant, au contraire, à sa place, à les amplifier.

Il a été impuissant à freiner le mouvement, en particulier dans les périodes où la France tendait à l'entente et à la conciliation avec l'Allemagne. Ses succès en politique intérieure n'ont pas eu de conséquences sur ce plan. Herriot tombé laissée au Quai d'Orsay la place à Briand, et Poincaré revenu au pouvoir l'y maintient encore. Lorsque Wendel mène de plein fouet sa grande bataille de 1929 sur la question des dettes américaines, dans la ligne de son nationalisme, c'est encore tout à fait en vain. Et en octobre suivant on se souvient que, malgré ce qu'ont cru beaucoup, la chute du dernier cabinet Briand ne fut pas de son fait.

Quant aux périodes de fermeté, les gouvernements, mus surtout par des motivations proprement politiques, ont eu un grand souci de ne paraître pas influencés par Wendel, et l'ont d'autant plus écarté de leurs conseils. Ainsi fit Poincaré en 1922, au moment de combler les vœux de Wendel par la politique d'exécution, mais sans donner aucunement chance au maître de forges-député de le convaincre de changer - en faveur de la Rhénanie - le champ d'application de cette fermeté nouvelle.

La vérité c'est que derrière Wendel et son parti, en politique étrangère, le plein est fait de ses soutiens, des Français qui sont acquis à la force, qu'il n'est guère besoin de les durcir dans leur conviction, et que même il vaut mieux ne pas effaroucher ceux d'entre eux, marginaux et décisifs, que pourraient troubler les attaques de

l'autre bord dénonçant aisément les compromissions du pouvoir avec les puissances d'argent.

Wendel ne peut espérer toucher l'opinion des gauches, ni les hommes politiques qui l'expriment, attachés à la politique de sécurité collective et d'entente internationale. Il ne peut jouer que sur sa clientèle et sur son milieu social.

Il est vrai que celui-ci, et les gens d'affaires, sont loin d'être unanimes. A suivre Wendel, au cours de ces années-là, à observer ceux auxquels surtout il se heurte, on découvre que deux camps se dessinent assez fermement, dans son univers. En face du sien, attaché au nationalisme simple - comme aux vieux dogmes sur l'or et sur le franc - on aperçoit la force d'un autre parti, qu'un homme comme Peyerimhoff, un établissement comme la Banque Lazard symbolisent assez bien ceux-là séduits par le briandisme, très soucieux de l'amitié américaine, enclins à entretenir de bons rapports avec les radicaux, et fût acquis à la stabilisation. Au cours des années 20, les efforts de Wendel sont en grande partie déployés pour disputer à ces ennemis intimes la clientèle des droites. Mais dans la durée, les adversaires donnent l'impression de se neutraliser assez bien mutuellement.

Les certitudes du public modéré peuvent se durcir ou s'affaiblir, mais il ne survient pas alors de grand chassé-croisé des opinions, de redistribution des cartes, comme c'est le cas, Hitler aidant, au cours de la décennie suivante.

C'est alors que la montée des régimes totalitaires met la droite devant la nécessité de nouvelles définitions, et qu'un leader d'opinion, un stratège parlementaire peut changer les choses, dans un terrain soudain amolli, en accélérant ou en freinant des évolutions, en détachant telle fraction marginale, en forçant des

brouilles ou en hâtant des réconciliations. Encore faut-il garder la pensée très ferme, et les buts clairs. Si Wendel manque alors sa chance, s'il agit à contretemps, s'il paraît plus sensible que naguère aux menaces de représailles sur ses propriétés en terre allemande, c'est qu'au fond l'hésitation des droites passe à l'intérieur de lui-même. Non que le Lorrain tempère son hostilité irréductible envers la Germanie, ni même qu'il hésite sérieusement sur le choix d'Hitler plutôt que Staline comme ennemi numéro 1 : son attitude au moment de la ratification du traité franco-soviétique, en mars 1936, en témoigne assez. Mais l'illusion qu'il entretient jusqu'au bout, se donnant le change à lui-même, sur une possible carte italienne, illusion grossie par son admiration pour Mussolini, marque qu'il ne va pas jusqu'au bout de sa logique et se refuse à rallier totalement, sans ambiguïté, le camp des antinazis. De quelle importance n'eût pas été un soutien explicite donné aux amis de Kerillis et de Paul Reynaud ! On l'entrevoit "en creux" au moment de la vaine tentative de gouvernement Léon Blum d'Union Nationale, en mars 1938, qu'il se refuse à favoriser, qu'il avait peut-être le pouvoir de rendre viable.

Ainsi s'interprète ce ballet qui le rapproche et l'éloigne sans cesse de Georges Mandel, qui se charge d'incarner auprès de lui, en cette période critique, l'intransigeance, le choix net auquel lui-même se refuse et qui seul aurait pu influencer. Dès lors, quand survient Munich, on sait bien qu'il est de coeur dans le camp de ceux qui n'y voient qu'une cruelle défaite - mais il ne le dit pas avec assez de force, n'en tire pas de conclusion assez ferme vers l'action pour que ce soit d'aucune conséquence. En réalité trop de liens affectifs l'enserrent dans son milieu social - qu'on songe à ses illusions tardives sur Doriot ! - trop de rancunes et de multiples préjugés le séparent de la gauche à présent détachée du pacifisme, pour qu'il se jette sans nuances dans la voie tracée par Mandel, et qu'il ait donc chance

vraiment de peser sur le cours des événements. Le chagrin, l'isolement digne et impuissant du temps de l'occupation sont le fruit amer de cette abstention.

o
o o

La confrontation de ces deux grands domaines d'action montre bien ce qui a permis le succès, un temps, d'un côté, et explique l'échec de l'autre. Du côté de la Banque, la rencontre d'une volonté ferme et simple chez Wendel et d'une situation - créée pour une bonne part par la faiblesse des gouvernants - donnant à l'Institut d'émission les moyens d'une action politique, à certains moments où le destin balance. De l'autre, rien de tel : l'argent dépensé ne compte guère.

Et telle est bien la question centrale à laquelle on est ramené pour finir : celle de la puissance que tire Wendel de sa richesse dans le système politique tel qu'il est.

L'analyse doit distinguer les fonds dont Wendel dispose librement, et ceux, venus d'autres industriels, d'autres sociétés, que son autorité propre peut contribuer à rassembler.

Encore qu'on ne puisse chiffrer exactement les biens personnels de Wendel, ni apprécier avec précision la courbe de ses revenus, et les ressources politiques dont il dispose, soit sur sa caisse propre, soit parfois, bien qu'il y répugne, en puisant dans celle de la Maison, on sait bien que sa fortune est grande : on a pu souvent, au long du récit, à l'occasion de diverses libéralités, en apprécier l'importance.

Elle lui apporte d'abord, et naturellement, dans son action politique, une indépendance matérielle absolue. Nul souci pour lui, devant ses frais de secrétariat, ou de campagne, nul risque de compromission de détail (22) : avantage considérable dans l'arène politique, mais qu'une fortune, une prospérité bien moindres lui auraient aisément assuré. Dès qu'on va au-delà, c'est pour retrouver cette évidence que le puits n'est pas sans fond, et rappeler qu'au surplus les difficultés diverses des années 30 réduisent considérablement ses disponibilités : d'où les choix nécessaires.

Ainsi pour la presse. Celle de Lorraine n'a pas de rayonnement national. A Paris, c'est au Journal des Débats que Wendel dépense, au cours des années, et surtout après la révolution de palais de 1926 qui lui en assure la pleine maîtrise, les sommes les plus grosses.

On sait que Wendel est attaché aux Débats par des liens familiaux anciens, mais son choix est aussi autrement fondé, sur cette conviction qu'on ne peut espérer qu'un journal d'opinion atteigne les mêmes tirages qu'un journal d'information et réalise les mêmes bénéfices, donc qu'on peut poser la règle suivante : "ce qu'un journal gagne au point de vue financier en devenant un journal d'information, il le perd en influence politique" (23). Il ne croit pas que le détour d'une large opinion publique, dont il faut forcément ménager les variables, en faisant gris, vaille l'action précise, ferme, informée, sur des cercles restreints et compétents, à distance point trop grande du pouvoir. C'est un parti-pris. De quelle vertu ?

Un journal comme les Débats possédant une clientèle socialement et politiquement bien délimitée, l'action d'un Wendel n'a pas d'importance réelle s'il suit la pente naturelle de sa clientèle. C'est ainsi qu'on peut poser que l'esprit général du journal en politique intérieure n'aurait pas été fondamentalement différent si Wendel avait échoué dans

son opération contre la tendance Maroni-Lazard. En matière de politique extérieure en revanche, une partie de la clientèle modérée du journal étant tentée par le briandisme, la ligne imposée rudement par Wendel a bien pu contribuer à maintenir ou à ramener une part des notables de droite dans les eaux de la politique d'intransigeance envers l'Allemagne : efficacité que tendent à confirmer les colères répétées de Briand contre les Débats. Dans les années 30, au contraire, pour les raisons qu'on a dites, l'instrument ne sert pas à Wendel comme il l'aurait pu.

En politique financière aussi, le public bourgeois et modéré du journal donne à Wendel le moyen d'interventions non négligeables - celles-ci par nature souvent plus ponctuelles, à certains moments-clés où hésitent les confiances et les portefeuilles, les revues de presse se chargeant de diffuser l'opinion exprimée qui peut quelquefois à l'instant décisif, déclencher ou arrêter un mouvement. Ainsi lors de la "bataille de l'or" - non sans peine - en avril-mai 1926, ainsi surtout lors du duel contre Flandin en 1935. Sur une plus longue durée, dans le combat autour de la stabilisation, on observe que les Débats ont aussi joué leur musique, et Moreau témoigne qu'il en a craint l'effet : parce qu'ici encore la querelle n'oppose pas la droite et la gauche, mais que la ligne de clivage passe à travers les modérés, donc à travers la clientèle du journal, qui dans ce cas seulement peut être vraiment utile à l'influence de son maître.

Il reste que la transmission des ordres venus d'en haut se fait souvent moins aisément que ne le pensent les adversaires : les journalistes et leur directeur, nommément Etienne de Nalèche, ne faisant jamais figure de pantins dociles et travaillant sans cesse à élargir une latitude d'indépendance qu'à intervalles fréquents Wendel revient restreindre. Au profit des hommes de presse, dans ce combat feutré, deux atouts maîtres : leur présence quotidienne "sur le tas", et les

mille inflexions de détail possibles à qui rédige, l'appel constant ensuite à l'argument commercial, rappelant la dialectique des rapports entre journal et lecteurs, et qu'à brusquer trop ces derniers on finira par les perdre, à la fois comme clientèle et comme relais d'influence. A quoi s'ajoute l'espoir permanent de trouver d'autres bailleurs de fonds qui forcément divergeront plus ou moins de Wendel, ces désaccords même superficiels laissant le champ plus libre aux auteurs du journal. Mais l'on sait que les tentatives de Nalèche, mal servies au demeurant par une certaine tendance paresseuse à aller au plus facile, n'ont guère trouvé le succès, Wendel se chargeant de rappeler rudement au besoin, comme il fait à Madame Le Baron-Coty et à Léon Cotnareanu, qu'il accepte volontiers l'argent que lui apporterait une certaine soif de considération mondaine, mais non pas celui qui prétendrait lui marchander l'autorité rue des Prêtres : au grand dam, à terme, des négociations engagées. L'impatience de Nalèche vieilli à secouer la tutelle de Wendel, sous l'occupation, quand il peut vivre de l'argent de Vichy, s'expliquerait-elle s'il n'avait dû très longtemps ronger son frein - depuis 1926 au moins ?

Dès que Wendel renonce, de gré ou de force, dans le cas d'autres feuilles, aux sacrifices financiers nécessaires au monopole, il doit constater qu'un appui minoritaire de sa part ne lui réserve guère que des déceptions, laissant en fait la bride sur le cou à la rédaction. L'évolution par exemple d'Emile Buré, à l'Ordre, et celle de Léon Bailby, au Jour-Echo de Paris, qu'il avait pendant un temps subventionnés ou aidés, en fournissent les meilleurs exemples. Pour le Temps en revanche, on sait qu'il n'eut jamais, en dépit des légendes, bien que contribuant en bonne place à son rachat, d'autre ambition que de le conserver sous propriété française et aux forces de conservation, sans prétendre en général lui dicter des directives précises.

Du côté des ligues, Wendel a rencontré des déceptions qui procèdent de causes similaires. S'il les a moins subventionnées qu'on ne l'a dit à gauche, ou fait subventionner par le détournement des organisations patronales, il l'a pourtant fait souvent : moins les Croix de Feu que la Ligue Millierand, probablement, au temps du Cartel, les Jeunesses Patriotes, quelque temps, on le sait, Doriot et les siens, jusque très tard sans doute, mais il les voudrait toujours - même au moment où il doute si fort, vers 1933-35, de l'avenir du parlementarisme - en retrait par rapport aux partis modérés, et en particulier la Fédération républicaine, voyant en elles des milices de choc en cas de guerre civile, et plutôt pour un éventuel coup d'Etat en face des communistes, que destinées à prendre l'offensive. Il tient aussi essentiellement, sur la fin, à s'assurer que les caisses de ces ligues restent pures de toute subvention étrangère quelle qu'elle soit. Or on sait ce qu'il en est, sur ce point, de Doriot, en 1938-39. Et quant au rôle subordonné qu'il assigne, il doit constater que sans cesse les chefs des ligues, dans la logique de leur ambition et de celle de leurs troupes peut-être, tendent à le refuser, à s'ébrouer, à faire concurrence. Ainsi de Taittinger avec son P.N.R.S. très mal accueilli et qui tarit du coup l'appui financier de Wendel, ainsi de La Rocque qui vient chasser sur les terres de l'U.R.D., ainsi de Doriot, plus tard, et de son P.P.F.

La conclusion est assez claire. Dans la presse comme pour les ligues, l'argent de Wendel ne peut vraiment changer quelque chose que dans les secteurs, petits ou grands, où il a le monopole - ou du moins la majorité de l'influence. Ailleurs, il tend à se dissoudre parmi les fonds fournis par la collectivité des grands et des petits intérêts.

Mais sur cette collectivité Wendel ne peut-il agir indirectement ? On a vu que souvent il s'efforce d'orienter à son gré des fonds

d'organisations patronales dont il n'est pas le propriétaire dispensateur, mais plutôt le collecteur, ou le garant.

Pour collecter, pour rassembler, il n'est pas toujours le mieux placé, et il constate souvent que, dans les entreprises auxquelles il contribue directement, les autres tendent à s'abstenir, lui attribuant aisément assez de surface pour faire l'affaire seul (24). Quand il parvient pourtant à jouer ce rôle central, les difficultés commencent vite quant à l'emploi, tant les points de vue des donateurs divergent aisément. Ils divergent sur la politique extérieure, dans les années 20, avec éclat, comme sur le problème du franc, entre 1925 et 1928, et ne peuvent vraiment s'accorder que sur la défense d'un certain ordre social et de privilèges collectifs, contre les menaces de l'extrême gauche, contre la "subversion révolutionnaire" et lorsque les moyens de cette défense sont si évidents qu'ils ne prêtent pas à controverse.

Dans certains cas, Wendel admet lui-même que cette diversité d'opinions le force à modérer ses ambitions : ainsi pour le rachat du Temps. Mais plus souvent - qu'on se rappelle les accrochages avec Billiet et Peyerimhoff - Wendel s'irrite de ne parvenir pas à imposer sa ligne en faisant valoir l'importance de son apport propre ou celui de la Maison. Malheureusement pour son efficacité, quand bien même il représenterait, au besoin avec l'aide de ses frères, la moins petite minorité, il n'en est pas moins impuissant à s'opposer à un courant qui additionnerait la plupart des autres cotisants contre ses vues, comme aussi, bien souvent, à la volonté particulière des hommes d'appareil - Pinot ou Lambert-Ribot étant ici à ajouter aux deux noms précédents - qui, toujours présents sur la brèche et plus heureux en cela que Nalèche, peuvent jouer habilement des divisions de leurs grands employeurs pour imposer avec souplesse leurs préférences.

Or il convient de noter qu'ici surtout le mythe de Wendel déforme et caricature - parfois renverse - la réalité des choses. Une tendance

très ordinaire dans la lutte est d'exagérer à la fois la cohésion des adversaires et la simplicité de leurs motivations individuelles, d'expliquer leurs attitudes par une trop simple causalité. Et c'est ainsi qu'ignorant les entraves imposées à Wendel, la légende peut hausser son influence à un niveau que lui-même n'a jamais pu rêver d'atteindre.

Qui aura suivi l'auteur, avec François de Wendel, tout au long de ce long chemin, conviendra probablement pour finir que son histoire confirme avec éclat l'autonomie du secteur politique par rapport aux forces économiques et financières, qu'il serait vain de vouloir n'expliquer celui-là que par celles-ci, et même principalement par celles-ci, ^{faux} et/de conférer trop de place à la volonté exclusive de tel magnat très puissant, ou aux desseins obscurs et persévérants de quelques dynasties, ou de 200 familles : slogan utile pour quelques-uns, et peut-être nécessaire, hic et nunc, dans les combats pour plus de justice - mais tout à fait inacceptable pour l'historien.

Il faut donc conclure sur l'ambiguïté de la position de Wendel, et constater les lourds handicaps qui pèsent sur ses interventions. Qu'il reste dans les coulisses, il éprouve rudement l'impossibilité de manier aisément les hommes politiques comme fantoches, quand bien même tel ou tel lui serait personnellement redevable - ou précisément à cause de cela. Wendel pourrait s'offrir sans trop de mal le luxe d'entretenir tel député de troisième rang - il se l'est d'ailleurs interdit - mais il n'a jamais pu s'assurer l'obédience secrète d'un quelconque parlementaire de premier plan. Et s'il sort de l'ombre pour agir lui-même, on lui fera souvent sentir la distance qui sépare les antichambres du pouvoir de ses centres, et aussi qu'il est bien compromettant.

S'il faut chercher de cette grande donnée un signe supplémentaire, et un hommage de l'économique au politique, ne le trouve-t-on pas dans cette observation qu'à diverses reprises Wendel ait souhaité être ministre, et qu'il ait confié cet espoir à ses carnets : au temps de la Chambre Bleu horizon d'abord (25), vers 1929-32 ensuite (26), et même, en pleine illusion, dans le gouvernement de la Libération (27)?

La IIIème République est d'abord le régime des classes moyennes demeurées reconnaissantes pour les progrès accomplis, malgré les récentes déceptions, et le régime des populations rurales. Son personnel politique les exprime d'abord, par atavisme ou par calcul, et même s'il se laisse caresser par les séductions de tel ou tel salon parisien, il reflète à la fin des fins, à droite presque autant qu'à gauche, la méfiance invétérée de son électorat envers l'univers des industriels et des gros capitalistes.

Sauf deux brefs moments, la France de l'entre-deux-guerres est gouvernée au centre. Lorsqu'il s'agit de se débarrasser d'un gouvernement de gauche, ou d'une menace de sa résurgence, très volontiers les modérés, le centre-droit reçoivent l'appui d'un Wendel, de sa richesse, de ses journaux, de son entregent, de l'accidentelle influence que lui apporte la Banque de France. Mais à peine le but atteint, on souhaite très fort qu'il sache rentrer dans l'ombre, on regrette qu'il ne se fasse pas plus discret, et que son caractère et la force de ses convictions le maintiennent à la fois debout, très présent, très visible, et intransigeant. Et dès lors le système, pour répondre à la volonté profonde du pays, invente et suscite mille procédés qui permettent, à petits coups, de diluer l'influence de François de Wendel, de larguer les reconnaissances, et de lui refuser enfin cette prépondérance nationale que les mythes eux-mêmes qui l'affirment contribuent à rendre illusoire.
